

Pape Diouf

*C'est
bien
plus
qu'un
jeu*



Grasset

PAPE DIOUF

C'EST BIEN PLUS
QU'UN JEU

BERNARD GRASSET
PARIS

« Quand l'homme refuse, il dit non. »
Samory Touré.

*A ma femme
et à mes enfants*

Le jour où j'ai refermé la porte

Il faut être un peu fou pour devenir président de l'Olympique de Marseille, mais il faut l'être complètement pour imaginer que cela durera toute la vie.

A la minute même où j'ai été nommé, j'ai commencé à penser au jour de mon départ.

J'ai vidé mon bureau un dimanche, au mois de juin 2009. Je n'étais plus président de l'OM depuis quatre jours. Je l'avais été pendant plus de quatre ans. Puisque c'était le premier jour de l'été, je suis presque certain qu'il faisait beau à Marseille. On peut avoir de mauvais souvenirs par beau temps. Tout au fond, à l'intérieur, la météo n'était pas aussi bonne. Temps gris et ciel bas, des nuages parfois. Le cœur de la vie de l'OM, à la Commanderie, bat tous les jours, mais je comptais sur la solitude d'un dimanche hors saison pour qu'elle s'accorde à ma peine. Les cartons scellés, j'ai refermé la porte de mon bureau, je suis monté dans ma voiture, j'ai quitté la Commanderie, et je n'y suis plus jamais retourné.

Mon départ avait été décidé quatre jours plus tôt ; le mercredi 17 juin 2009, je m'étais alors rendu à Zurich pour rencontrer Robert Louis-Dreyfus. J'étais accompagné par un de ses proches conseillers, Xavier Boucobza. Je me souviens d'une atmosphère assez tendue. Avant d'embarquer dans l'avion particulier que Robert avait mis à notre disposition, à l'aéroport du Bourget, Xavier Boucobza m'avait montré quelques messages sur son téléphone. Venant de l'intérieur comme de l'extérieur du club, ils étaient assez explicites pour que je puisse identifier une partie de ceux qui souhaitaient mon départ et avaient tout manigancé.

Le décor très politique de ce voyage se doublait de circonstances particulières et douloureuses. Ce mercredi-là, Margarita, la femme de Robert, avait téléphoné à Xavier Boucobza pour annuler le rendez-vous, parce que son mari, très affaibli, était vraiment dans un mauvais jour. Nous avons décollé sans avoir pu entendre son appel.

Arrivés à Zurich, nous avons pris le chemin de la maison de Robert, où Margarita nous a accueillis, en s'inquiétant que nous n'ayons pas reçu son message. Elle nous a demandé de patienter, nous a expliqué que Robert avait besoin de temps avant de pouvoir nous recevoir. Il s'est écoulé plus d'une heure avant qu'il n'apparaisse, épuisé et amaigri, dans un fauteuil roulant. J'étais bouleversé par cette déchéance physique. Un mois et demi plus tôt, lorsque je l'avais rencontré dans sa propriété de Lugano, Robert avait encore cette aura, cette prestance, bien que la maladie l'ait déjà considérablement affaibli.

Dans ce fauteuil de sa maison de Zurich, on le voyait lutter contre la souffrance. Il appelait sans cesse Margarita pour qu'elle vienne le redresser, replacer un coussin au bon endroit, soulager sa tête.

Je l'ai regardé dans les yeux sans rien pouvoir cacher de ma compassion ni de ma tristesse et j'ai seulement prononcé ces mots banals : « Robert, ça va quand même ? » Mais il a secoué la tête, et de sa voix faible, m'a répondu : « Là, c'est compliqué, maintenant... Je crois que c'est fini. »

C'était un moment atroce. Touché par la leucémie depuis longtemps, il ne s'était jamais plaint. Il avait eu plusieurs alertes, je l'avais déjà vu traverser des moments difficiles, mais il répétait, alors : « Cette saloperie ne m'aura pas. » Il ne le disait plus, cette fois.

J'étais venu pour débattre de l'avenir du club, arracher à son propriétaire un nouvel arbitrage, mais la faiblesse extrême dans laquelle la maladie l'avait plongé m'a ôté toute envie de parler de l'OM avec lui. Il n'avait plus la force de combattre ; je n'aurais pas eu l'indécence de le faire pour l'OM et encore moins pour moi-même.

A un moment donné, il m'a tout de même posé la question : « Alors, qu'est-ce qui se passe ? » Je lui ai répondu que nous allions régler cela nous-mêmes, avec Xavier Boucobza : « Je crois que c'est mieux, Robert, pensez à vous. » Il a secoué doucement la tête, et j'ai vu des larmes couler. Il était épuisé ; son épouse, Margarita, l'a dirigé en fauteuil roulant vers l'ascenseur intérieur, nous laissant seuls.

Je me suis tourné vers Xavier, et je lui ai dit : « Ecoute, on va rédiger ensemble un communiqué pour annoncer que je quitte le club en raison de divergences avec l'actionnaire. »

Je ne me suis pas battu pour mon poste parce que ce jour-là, il n'y avait pas de combat possible. Toute autre attitude eût été indécente. La maladie de Robert a certainement influé sur mon départ ; il n'avait plus l'énergie de soutenir une discussion, de faire des suggestions ou d'entériner une décision. Puisque Robert était trop affaibli, puisque certains de ses proches voulaient ma destitution, j'ai compris que la résistance était vaine.

Nous avons rédigé ce communiqué. Je ne sais même plus si quelqu'un l'a lu à Robert, mais il était loin de tout cela. Il a reparu au moment où l'on partait, pour nous dire au revoir. C'était un adieu.

Xavier Boucobza est rentré à Paris, moi à Marseille. Dans l'après-midi, la rumeur de mon maintien a circulé dans les salles de rédaction. Je ne sais pas d'où elle est partie. Elle était fausse. J'étais bien placé pour savoir que les dés étaient jetés.

En arrivant à Marseille, des dizaines de journalistes m'attendaient. Il était tard pour eux. Et trop tard pour moi.

Quand j'ai quitté l'OM et la Commanderie ce dimanche-là, ce premier jour de l'été, mes cartons n'étaient pas très lourds. Je ne voulais pas que l'on m'accuse d'avoir emporté des objets qui appartiendraient au club, et j'ai même laissé certains cadeaux qui m'avaient été faits, comme ce fauteuil aux couleurs du club que des Italiens m'avaient offert à titre personnel. Dans le silence du dimanche, Elfi Hofer, mon assistante, m'accompagnait. Elle travaillait déjà avec moi quand j'étais agent de joueurs. Même pour elle, qui parle cinq langues, c'était un dimanche silencieux.

Je me souviens avoir fait ce que l'on fait quand on quitte un endroit : j'ai regardé tout autour de moi. J'ai contemplé ce qu'était devenue la Commanderie, un centre d'entraînement de haut niveau, un complexe magnifique, comme Michel Hidalgo l'avait imaginé, et comme l'argent de Robert Louis-Dreyfus a pu le réaliser. En 1993, les joueurs de l'OM champions d'Europe se changeaient dans des baraquements posés sur des parpaings. Leur coupe d'Europe est là, du moins sa réplique, et si longtemps après, elle reste une sentinelle qui brille.

C'était un dimanche et c'était la fin du combat. J'ai eu une pensée pour quelques suiveurs de l'OM qui ont voulu ma perte. Ces pensées n'étaient pas charitables. Ils ne l'ont pas été non plus.

Mais ce n'est pas la charité que je leur demandais, seulement un peu d'honnêteté. C'était beaucoup trop demander.

C'était le premier jour de l'été et mon dernier dimanche à la Commanderie. Depuis quatre ans et demi, j'étais venu presque chaque dimanche dans ce bureau, quel que soit l'endroit où l'OM ait joué la veille. J'ai aimé porter un regard sur la séance de décrochage des joueurs, puis travailler au calme. En semaine, moi qui ne suis pas du matin, je partais rarement avant 22 heures, parfois bien plus tardivement encore ; j'ai toujours pensé que la réflexion et la décision s'accommodent naturellement de la nuit.

Voilà, c'était fini. Je me suis levé et j'ai souri en pensant à mon père, le vieux gaulliste africain. Qu'aurait-il dit et pensé en me voyant à la présidence de l'OM ? Nous ne nous sommes pas toujours compris, lui et moi. Nous ne nous sommes pas tellement vus non plus, puisque j'ai passé une partie de mon enfance loin de lui et que je suis venu en France à l'âge de 18 ans. Je n'ai jamais pu entendre « Mon vieux », la chanson composée par Jean Ferrat et chantée par Daniel Guichard, sans avoir le cœur serré. Cette histoire d'amour manquée entre un père et son fils est un peu la nôtre. Sans le pardessus, bien sûr.

Mon père était né en 1899, comme l'OM. Quand il est mort, en 1974, je n'avais que 23 ans. Nos trajectoires n'ont pas été vraiment parallèles. Mais ce dimanche-là, à la Commanderie, je me suis dit qu'il aurait peut-être laissé parler un peu de sa sagesse en me voyant quitter ces fonctions auxquelles rien ne me destinait.

Je sais cette sagesse, elle m'imprègne. On naît, on vit, on part, on est tous de passage. On se succède les uns aux autres. C'est la loi de la nature. Ce dimanche-là, trente-cinq ans après sa mort, du tréfonds de la terre ou du plus haut des cieux, Demba le vieil Africain m'a remis les idées en place.

Je ne ressentais pas de nostalgie. J'ai refermé doucement la porte du bureau, j'ai tendu les clés à Elfi. La page était tournée. Dehors, la vie m'attendait. Une autre vie.

Sénégal mon amour

J'ai vécu les six premiers mois de mon existence au Tchad, à Abéché, où je suis né le 18 décembre 1951. Il ne m'en reste qu'une trace administrative, mon extrait de naissance, mais pas une photo, pas une anecdote, évidemment pas un souvenir. Le Tchad était un pays de passage pour mon père, qui était mécanicien dans l'armée française. Je ne suis jamais retourné à Abéché, cette ville du massif du Ouaddaï qui se situait sur le trajet des caravanes. Mon frère aîné, Makhtar, est également né au Tchad, à Fort-Lamy, l'ancienne N'Djamena, la capitale. Lui et moi devons ce destin au métier de notre père, et à son choix d'emmener au Tchad sa deuxième épouse, notre mère.

Mon père, Demba Diouf, originaire de Dakar, fils de Mababa, a été gaulliste toute sa vie. Il n'est jamais allé à l'école, mais a appris à lire et à écrire grâce à l'armée française, dans laquelle il s'était engagé et pour laquelle il avait combattu pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a été porte-drapeau des Forces françaises libres, compagnon de la Libération, il était invité chaque année par le général de Gaulle à participer à Paris aux festivités entourant l'appel du 18 Juin. Il lui arrivait régulièrement de rester en France jusqu'au défilé du 14 Juillet. Il était extrêmement fier des décorations qu'il avait reçues. Ma mère m'a montré un jour une lettre manuscrite de De Gaulle signée de la main du Général. Je ne sais malheureusement pas ce qu'elle est devenue, mais elle commençait ainsi : « Mon cher Demba,... »

Mon père était polygame et avait deux femmes. La polygamie est le régime matrimonial majoritaire au Sénégal, c'est sa culture et son histoire, une façon musulmane et élargie de vivre la solidarité familiale. Je ne l'ai pas adoptée, mais je ne juge pas la polygamie africaine. De sa première épouse, mon père avait eu quatre enfants, deux filles et deux garçons. Mais seule ma mère l'avait accompagné au Tchad pendant les mois qu'il y avait passés avec l'armée française.

Nous sommes rentrés à Dakar six mois après ma naissance. C'est un tableau classique de la polygamie. Il existait une rivalité féroce entre ma mère et la première épouse de mon père. Plus âgée, elle imposait une cohabitation hargneuse, ne laissait pas de repos à ma mère et se montrait très dure avec elle. Il est vrai que mon père avait une préférence marquée pour ma mère, qui était plus jeune, et beaucoup plus facile à vivre. D'ailleurs, dans les derniers instants de sa vie, il ne faisait plus l'alternance entre ses deux épouses et restait uniquement chez ma mère. Il répétait à mes oncles qu'elle avait été une épouse absolument parfaite. Il faut intégrer l'idée sénégalaise d'une épouse parfaite : une femme soumise, qui ne dit pas non quand vous avez dit oui, qui reçoit votre famille qu'elle le veuille ou non, qui se démultiplie au service de son mari et qui fait de la fidélité une démarche philosophique. Ma mère a été cette femme.

Chez elle, la dévotion se mêlait au dévouement : sa foi, qui se muait en ferveur religieuse, la poussait à donner bien plus qu'à recevoir. Je me suis aperçu à sa mort, le 17 décembre 2007, la veille de mon anniversaire, qu'elle était parfois considérée comme une sainte. J'ai vu ce qu'elle a fait pour les autres, toute sa vie, et à la réflexion le terme ne me choque pas, je lui accorde volontiers cette sanctification. Car ma mère correspondait à la définition des saintes, par sa pureté,

sa piété et sa générosité. C'était une femme qui aimait son prochain.

Je l'ai vue préparer chaque repas, chaque jour, comme s'il s'agissait d'une cérémonie. Il y avait de grandes assiettes, de grands bols, et les convives étaient nombreux, selon un cérémonial que l'on retrouve au Sénégal lors des deuils et des mariages. Mais chez ma mère, c'était tous les jours. Les jeunes du quartier et les gens de passage, des amis lointains d'amis lointains ou d'une famille éloignée, savaient qu'en s'arrêtant chez nous ils mangeraient à leur faim et que ce serait bon. Ma mère n'a jamais pu faire d'économies ou avoir de l'argent pour elle. Elle ne le pouvait pas parce qu'elle donnait tout. Elle ne le voulait pas, en somme. La prière était son refuge le plus absolu. Rien ne pouvait l'empêcher de faire sa prière. Pour ma part, je suis musulman, croyant avec des nuances, notamment en raison de mes conditions de vie. Dans ma foi, il n'y a ni a priori, ni positions extrêmes. Je suis un musulman qui comprend que l'on puisse poser toutes sortes de questions sur sa religion.

Mon père, de son côté, était un fervent musulman, un homme de religion qui ne manquait pas la prière, mais il y avait chez ma mère une foi et un attachement à l'islam infiniment plus grands. Elle a donc été gouvernée par des principes religieux dont elle ne s'est jamais détournée, mais aussi, en même temps, par des principes humains et sociaux extrêmement élevés. Je comprends très bien que mon père ait trouvé auprès d'elle l'épouse idéale. Ce qui ne l'a pourtant pas empêché de se remarier une troisième et même une quatrième fois. Mais ses deux dernières épouses ne sont pas restées longtemps.

Ma mère, mon père, mon frère, bientôt un autre frère, puis une sœur : c'est dans cette famille-là que j'ai été élevé, que j'ai commencé à grandir. Et c'est à cette famille-là que j'ai été arraché, à l'âge de 6 ans et demi.

Jusque-là, je n'avais jamais manqué de rien. On habitait à Dakar dans un quartier semi-résidentiel qui s'appelait Sicap Fann. L'autorité coloniale française avait construit, pour ses militaires et ses fonctionnaires dans ce quartier-là, pour la population sénégalaise dans certains autres, des logements sous l'égide de la Société immobilière du Cap-Vert, en 1950. Voilà pourquoi le nom du quartier de mon enfance, comme celui de plusieurs quartiers de Dakar, commençait par Sicap. Mon père y avait acheté une maison dotée du confort minimum, avec l'eau et l'électricité. Nous n'étions pas très loin de la mer, juste à côté du quartier de Fann Résidence, qui allait devenir le plus chic de Dakar, celui des ministres et de l'ensemble du corps diplomatique, raison pour laquelle on l'appelait le quartier des ambassadeurs.

Je n'ai vécu les six premières années de ma vie ni dans la pauvreté, ni dans l'aisance absolue. Nous faisions partie des classes moyennes. Je me souviens de ce que j'étais, alors : un petit garçon africain qui s'ouvrait à la vie, qui aimait le football, jouer avec ses copains et aller à la plage, même si je ne savais pas nager. C'était une petite enfance ouverte sur le monde et ses différences. Je jouais avec des Blancs, des Français qu'on appelait « Toubabs », des Cap-Verdiens qu'on appelait les « Pourtuguès » parce qu'ils étaient originaires de l'ancienne colonie du Portugal et qu'ils avaient la peau plus claire, et avec des Libano-Syriens. Sicap Fann était un quartier très cosmopolite où régnait une cohabitation absolue et naturelle. C'était une enfance heureuse.

Elle a basculé un jour de 1958. J'avais 6 ans et demi. L'âge où l'on croit que ce bonheur simple, une mère aimante, une belle maison, les copains, le foot et la plage, durera toute la vie.

Mais la réalité m'a rattrapé. Elle m'a pris par surprise. La coutume de l'époque consistait à donner l'un de ses enfants à un frère ou à une sœur, pour qu'il y soit éduqué. C'est comme cela que j'ai été envoyé chez mon oncle, le frère de ma mère, même père, même mère, une précision que l'on apporte souvent au Sénégal dans un paysage polygame.

Je me suis retrouvé à Richard-Toll, à 400 kilomètres au nord-ouest de Dakar, dans la région de Saint-Louis, sur les rives du fleuve Sénégal, aux confins de la Mauritanie. Je n'ai pas compris pourquoi on me séparait de mes parents. C'était pour eux une pratique traditionnelle et pour moi un véritable déchirement. Cette séparation m'a fait pleurer pendant des jours et des nuits. J'ai changé de famille, j'ai changé d'amis, j'ai changé de monde, et même avec le recul sur le contexte de l'époque et sur le poids de la tradition, je continue de penser que ce n'était pas ce qu'il y avait de mieux à faire. Et en tout cas ce n'était pas ce qu'il y avait de mieux pour moi.

Le changement a été brutal. De ma maison de Sicap Fann avec tout le confort moderne, je suis passé à une vie dans des cases sans électricité ni eau courante. L'eau, il fallait la puiser. La lumière était celle, vacillante et odorante, des lampes à pétrole.

Mon oncle et ma tante avaient déjà cinq enfants. Mon oncle était infirmier, alors on l'appelait « docteur », parce qu'il avait une blouse blanche et qu'il travaillait dans le dispensaire, au service de la pharmacie. Il gérait les médicaments. Mais il n'y avait rien pour soigner ma tristesse.

Ce n'était pas le même monde, pas la même éducation non plus. Contrairement à mes parents, mon oncle n'hésitait pas à frapper, avec la ceinture par exemple, quand on faisait des bêtises de notre âge. Je n'étais pas habitué à ça, mes parents ne me frappaient jamais.

Je ne garde pas un excellent souvenir de cette période-là. Non pas que ma tante ou mon oncle aient été méchants vis-à-vis de moi : ils ont essayé de me rendre heureux, mais c'était impossible. C'était un type de vie que je n'aimais pas. Je suis resté trois ans à Richard-Toll. Ensuite, mon oncle a été muté à Kaédi, dans le sud-ouest de la Mauritanie. Je l'ai suivi et je suis resté une année là-bas, puis nous sommes rentrés à Saint-Louis du Sénégal, le berceau de la famille, la ville où ma mère est née. Mon oncle est resté une année de plus en Mauritanie, il nous a rejoints plus tard.

C'était à chaque fois un nouveau départ, mais rien ne changeait, du moins pas dans un sens qui m'aurait rendu plus heureux. A Saint-Louis, nous vivions dans une famille élargie, une manière de communauté qui regroupait quatre ou cinq familles. La vérité m'oblige à dire que j'en conserve un souvenir plus mauvais encore. On ne mangeait pas forcément à notre faim, on dormait par terre. Et mes parents me manquaient.

J'avais toujours rêvé qu'ils viennent me chercher. Un jour, mon père est venu me voir à Saint-Louis. Il est arrivé à l'école et je me souviens avoir couru dans ses bras. Il a vu les conditions dans lesquelles je vivais. Il ne m'a pas emmené avec lui tout de suite. J'imagine qu'il fallait pour cela une discussion familiale, afin de ne froisser personne. Mais ce jour-là, il m'a donné l'équivalent de 1 000 francs CFA, dix francs français de l'époque, une véritable fortune pour moi ! J'ai gardé cet argent en cachette de ma tante pour m'acheter des pastels pendant les récréations. Le pastel, c'est une sorte de crêpe, fourrée de poisson et de sauce pimentée. J'adorais ça.

J'ai attendu l'année suivante pour rentrer enfin à la maison, la mienne, dans le quartier de Sicap Fann qui avait changé, comme moi. J'avais 11 ans quand mon père m'a ramené à Dakar. Je continue de penser que j'étais l'un de ses enfants préférés. Il est difficile à concevoir, pour un

esprit européen, qu'il ait pu malgré tout me maintenir éloigné de lui pendant cinq ans, mais je n'ai jamais douté de son amour pour moi. C'est la tradition qui m'avait envoyé chez mon oncle, pas la volonté de mon père. Et il est revenu me chercher. Le soir, après le repas, quand tout le monde dormait et qu'il prenait l'air dans la cour en mangeant du raisin, il m'en donnait toujours un peu, alors que les enfants, normalement, n'y avaient droit que le lendemain.

D'ailleurs, je porte le prénom du père de mon père. Du moins, c'est comme cela qu'il voulait m'appeler. Le prénom de mon grand-père, c'est Mababa. C'est le prénom que mon père m'a donné quand je suis né. Mais mon père étant en dehors du district pour des raisons professionnelles, c'est notre employé de maison qui a déclaré ma naissance à la mairie d'Abéché, au Tchad. Toutefois quand il s'est trouvé devant le registre et qu'on lui a demandé mon nom, il a seulement dit « Papa Diouf », et c'est resté. Le vrai prénom, c'était Papa Mababa Diouf. Quand on porte le nom de son grand-père, au Sénégal, il y a toujours Papa, en signe de respect. Ensuite, dans notre langue, Papa devient naturellement Pape.

A Dakar, j'ai retrouvé ma mère, mon père, mes frères et sœurs et ma vie d'avant. Mon père m'a inscrit immédiatement à l'école Saint-Michel, l'école des curés. Des musulmans suivant une éducation religieuse chez les catholiques, cela peut surprendre. Mais c'était seulement parce que l'école Saint-Michel dispensait le meilleur enseignement de la ville. Il n'y avait pas de sectarisme sur les bancs de ma classe : j'étais un Sénégalais avec des Blancs, des Libanais, des Syriens. Cette école coûtait très cher à mes parents, mais ils se donnaient les moyens de la payer.

Scolairement, je venais de loin, pour ne pas dire de nulle part. Mes déménagements successifs et la difficulté de ma vie hors de Dakar m'avaient quelque peu éloigné du niveau moyen requis dans une école de ce niveau. J'ai été inscrit en septième, l'équivalent du CM2, mais comme je ne parvenais pas à suivre, on m'a rétrogradé. Ce n'était pas si grave. Le temps était avec moi, ainsi que mon envie d'apprendre. Et j'ai fini par devenir l'un des meilleurs élèves de l'école Saint-Michel, même si j'ai raté l'examen d'entrée en sixième.

J'ai donc effectué ma sixième ailleurs, au collège du Sacré-Cœur, qui partageait la même direction avec Saint-Michel, avec un enseignement plus varié et différentes sections. Il n'y avait pas d'examen pour entrer au Sacré-Cœur, c'était le dossier et les résultats de l'année qui comptaient. Je suis resté là-bas jusqu'au BEPC. J'étais un bon élève, parmi les trois premiers de la classe, d'une école qui comptait parmi les meilleures du Sénégal.

J'ai connu pendant ma scolarité deux enseignants qui m'ont marqué. Le premier était Etienne Sène, en classe de septième à Saint-Michel. C'était un instituteur remarquable qui m'a appris comment accorder les participes passés. Je me souviens encore de la première phrase de notre livre de classe : « Jésus nous a sauvés et nous a donné son sang. » Le second enseignant qui m'a marqué pour toujours était canadien, il s'appelait frère Germain et il était notre professeur de mathématiques en classe de troisième au Sacré-Cœur. Il nous avait fait aimer ou en tout cas, nous avait fait comprendre les mathématiques, en particulier les identités remarquables. C'était un exploit. Je n'ai pas oublié sa performance, ni sa méthode. Il n'y avait pas dans cette classe un seul lycéen qui n'ait eu la moyenne à la fin de l'année en mathématiques.

J'étais un assez bon élève qui n'avait pas de prédilection pour une matière en particulier. J'aimais beaucoup l'enseignement à l'époque, je ressentais une véritable vocation. D'ailleurs, je faisais venir des gamins du quartier à la maison et je leur donnais gracieusement des cours.

J'enseignais et j'aimais ça. Un de mes amis avait même écrit « Mabab's School » sur le fronton du hangar sous lequel on s'asseyait et où on recevait du monde.

Je pensais me diriger un jour vers ce métier, tout en pratiquant le basket au collège et le foot dans le quartier. Mais j'étais un élève très dissipé et turbulent, probablement un peu trop. L'enseignement aurait requis une discipline et une rigueur sur la durée dont je n'aurais probablement pas été capable.

Et il faut dire la vérité : en classe de troisième, on a commencé à sortir avec les filles. On organisait des bouns, on soignait la manière dont on s'habillait. L'école n'a pas aimé cette évolution attachée à l'adolescence. Mes notes restaient bonnes, mais mon comportement déplaisait, et à la fin de l'année scolaire, mes écarts de conduite m'ont valu un renvoi de l'école par le frère Hilarion. La surprise a été considérable pour mon père, qui n'avait pas toutes les clés pour évaluer la réussite de ma scolarité : les notes lui importaient peu, il ne s'intéressait qu'à mon rang dans la classe, il fallait que je sois le premier ou le deuxième, c'est tout.

Je bénéficiais d'une bourse d'études française parce que j'avais la nationalité française, comme mon père, même au Sénégal, et mon père a fini par m'inscrire dans une école privée, le lycée IbaGueye. Et là, changement de monde, changement d'atmosphère, changement de tout.

Je n'ai pas aimé. J'avais 17 ans, je rentrais en seconde dans un lycée mixte, et tout cela m'a littéralement désorienté. Dans ma classe, il y avait une de mes amies de l'époque, Badji, qui sortait avec un de mes copains ; cela m'avait dérouté. Le bon élève était devenu silencieux en classe. Je me renfermais, passais mon temps à surveiller mes arrières, et ce changement de lycée et de monde prenait pour moi des airs de déroute.

Mon père l'a senti. Il a commencé à nourrir des projets pour moi. Il a probablement eu peur que je sorte du cadre de l'éducation qu'il avait voulue pour son fils. Il m'avait acheté une Vespa, je commençais à beaucoup sortir. Il s'est dit rapidement que j'étais en train de prendre un mauvais pli et qu'il allait falloir m'envoyer en France et me mettre au pas. Pour cela, il n'y a rien de mieux que l'armée. Et c'est exactement ce qu'il a organisé. Le malentendu était considérable : j'avais bien intégré le régime de rigueur voulu par mon père, mais j'avais compris qu'il s'agissait seulement d'une école militaire. Je faisais erreur : c'était l'armée, et mon père attendait de moi que je m'engage.

Je ne le savais pas encore quand je me suis rendu à la représentation militaire, à Dakar, où l'on m'a fait passer toutes les visites nécessaires. On était au mois d'avril, en pleine année scolaire, et j'ai compris que je ne retournerais plus jamais au lycée. On m'a annoncé que j'allais partir en France et suivre une formation. Je devais rejoindre le génie à Avignon, mais à la vérité, le corps d'armée n'avait pas la moindre importance pour moi.

La France ne représentait pas grand-chose à mes yeux, alors que tous mes copains ne rêvaient que de ce grand voyage. Ils employaient toujours cette expression, sur l'air de l'espoir ou du défi : « Je ne serai pas là à l'heure du zéro. » Cela signifiait qu'à la fin de l'année, le 31 décembre, il fallait avoir quitté Dakar. Je suivais le mouvement, mais je n'étais pas attiré par la France. Mes copains, si. Certains d'entre eux avaient réussi à rejoindre la France en prenant le bateau comme passagers clandestins. Quelques semaines plus tard, on recevait des photos, on les voyait sur les Champs-Élysées, devant la tour Eiffel. Pour la jeunesse de Dakar, la France était un eldorado. Pour

moi, c'était un voyage dans l'inconnu, et le début de ma vie d'adulte.

France terre d'accueil

J'ai posé le pied sur le sol de Marseille, pour la première fois, le 25 avril 1970. C'était un samedi.

Je laissais le Sénégal et mes parents derrière moi. Au moment d'embarquer sur le bateau, qui s'appelait *Ancerville*, mon père avait demandé à un Sénégalais plus âgé de veiller sur moi pendant la traversée. Il lui avait dit, en me désignant : « Lui, c'est ton petit frère. Il n'a jamais voyagé, regarde-le un peu. » Ce tuteur de circonstance m'a regardé être malade, pour commencer. Nous avons affronté un océan vertigineux et terrible, qui m'a donné un mal de mer si intense que j'ai été dégoûté du bateau à jamais. La traversée durait sept jours, avec escales à Las Palmas et à Casablanca, et pendant cinq jours, je n'ai pas cessé de vomir. Les deux derniers jours m'ont peu à peu ramené dans le monde des vivants. Mon tuteur sénégalais m'avait conseillé de laisser tomber les Craven A, les cigarettes blondes que je fumais à l'époque, et d'essayer plutôt le tabac brun. Il y avait quelque ironie à changer de cigarettes pour mieux supporter les coups de tabac, mais j'aurais été prêt à tenter n'importe quoi pour cesser de naviguer avec l'estomac au bord des lèvres.

Et puis, j'étais aussi malade de tristesse. J'étais triste de quitter mes amis, triste de quitter l'Afrique. Je sentais bien que ma mère aurait préféré que je reste, qu'elle m'estimait trop jeune pour partir, mais elle accompagnait la volonté de mon père. C'était une deuxième séparation, après celle de mon enfance. Sur cet *Ancerville* qui m'emmenait à Marseille, je constatais que je n'avais pas beaucoup vécu avec mes parents et c'était un déchirement.

Le 25 avril 1970, le mistral était près de déraciner tous les arbres de Provence. Je ne connaissais pas ce vent. J'ai appris très vite ses principes historiques : trois jours, six jours, neuf jours. Cette fois-là, ma première fois, il a duré neuf jours...

Mon père m'avait acheté un costume gris qui m'avait fait rire et qui avait fait rire mes copains aussi, parce que nous aimions bien la mode et que ce costume-là n'était pas exactement notre style. En fait, mon père m'avait emmené chez un tailleur de ses connaissances pour qu'il me fasse ce costume, et je l'avais pris pour lui faire plaisir. Finalement, j'ai été content de l'avoir. Quand je suis arrivé à Marseille, je l'ai mis très vite, parce que c'était le plus chaud que j'avais. Et je l'ai gardé, jour après jour, pendant six mois, sans discontinuer.

Aussitôt après avoir débarqué, je me suis rendu au centre de documentation militaire, derrière la préfecture. J'ai rencontré le capitaine Ducasse. Il m'a donné mon programme : « Tu vas aller à la caserne Audéoud et dans deux jours, tu iras à Avignon. » J'étais tout intimidé, mais je suis parvenu tout de même à lui poser quelques questions, notamment sur « l'école d'Avignon ». Sa réponse n'a pas vraiment été celle que j'attendais : « Quelle école ? Il n'y a pas d'école, là-bas, c'est l'armée. Tu suivras une formation et tu seras militaire. Tu vas t'engager pour trois ans, et après tu pourras prolonger ton engagement... »

Ce n'est pas ce que j'avais compris. Longtemps après, je sais que mon père n'a pas voulu me

piéger en organisant tout cela pour moi. Il n'y avait pas de tromperie de sa part, tout au plus une ignorance des choses. J'avais obtenu mon BEPC, j'avais suivi une meilleure formation que lui, alors à ses yeux, en entrant dans l'armée, j'allais intégrer le génie, entamer une grande carrière.

Je suis rentré à la caserne Audéoud, qui se trouvait dans le VII^e arrondissement de Marseille.

C'est le jour de ma vie où j'ai éprouvé le plus grand vide, un vide sidéral, beaucoup plus que de la tristesse. Je ne savais pas où j'étais, ni ce que je faisais là. J'étais complètement perdu. Je suis allé dans la chambre que je partageais avec trois autres militaires, je me suis couché et j'ai pleuré toute la nuit.

Au milieu de mes larmes a émergé une certitude : je ne voulais pas m'engager dans l'armée. Puis une décision : sortir de cette caserne pour trouver du travail, m'acheter des habits et rentrer en Afrique. Il faut dire que j'avais donné mes plus beaux habits à mes copains, à Dakar. Avec 150 francs en poche, à Marseille, j'imaginais que j'allais pouvoir remplir deux malles pleines d'habits. Il y avait décidément beaucoup de choses que je ne savais pas.

En errant dans la caserne Audéoud, j'ai vu un Noir en uniforme. Je l'ai aussitôt abordé, on a discuté et j'ai fini par lui expliquer ma situation. Il avait la quarantaine, il était adjudant-chef. Il m'a écouté, m'a conseillé de ne pas rentrer dans l'armée puis il m'a proposé de venir chez lui. Il s'appelait Diallo. J'ai pris mes bagages et je suis allé chez lui, dans une résidence réservée aux militaires de carrière, à la Capelette. Sa femme m'a très bien reçu et ils m'ont donné à manger, mais j'étais très malheureux, et la perspective de devoir écrire à mon père pour lui annoncer que je ne m'étais pas engagé n'arrangeait rien. Je l'ai fait, je lui ai envoyé la lettre, ce fut un drame familial. J'ai fini par échapper, d'ailleurs, à toute parenthèse militaire. Après mon refus de m'engager, j'ai en quelque sorte également refusé d'effectuer mon service militaire. J'ai été non pas réformé, mais exempté. Convoqué par l'armée pendant les Jeux olympiques de 1972, j'ai joué de toutes les ruses possibles pour me soustraire à cette obligation. Appelé à la 7^e compagnie de Dijon, je suis resté un mois là-bas : une semaine à la caserne et trois semaines à l'hôpital militaire. J'ai suivi exactement les plans d'un adjudant que j'avais rencontré sur place, à l'infirmerie de la caserne, à Dijon, et qui m'avait indiqué l'attitude à adopter devant les médecins militaires. Cela a fonctionné.

Je ne devais passer que deux jours à Marseille, en transit, et j'y étais encore. J'y étais pour longtemps. Il me fallait apprendre cette ville qui me désarçonnait. Pendant la traversée, de Dakar à Marseille, le « tuteur » sénégalais choisi par mon père à l'embarquement m'avait donné l'adresse d'un foyer africain. Il se trouvait au 18 de la rue Thubaneau, haut lieu de la prostitution marseillaise. Ce n'était pas vraiment un endroit qui pouvait me permettre de répondre facilement à mes deux éternelles questions du moment. Rue Thubaneau, je continuais de me demander où j'étais, et ce que je faisais là...

Mon tuteur du bateau m'a présenté à deux jeunes Sénégalais. Je passais régulièrement pour manger des plats du pays, sans savoir vraiment s'ils assouvissaient ma nostalgie ou s'ils la nourrissaient. Il m'a fait découvrir quelques astuces pour survivre à moindre coût dans Marseille : par exemple, il était possible d'aller dans certains restaurants commander des demi-plats pour 1,50 franc. A l'époque, le SMIC était à 600 francs.

Comme je n'oubliais pas mon idée initiale de remplir deux malles avant de rentrer au pays, j'ai

commencé à regarder le prix des habits. Quand j'ai vu que les magasins proposaient des chemises à 80 francs, j'ai rapidement compris que je n'allais pas trouver l'eldorado que mes copains et moi imaginions à Dakar.

Une semaine après mon arrivée à Marseille, je vivais toujours chez Diallo, à la Capelette. Il me fallait trouver un travail, commencer à gagner ma vie. A l'agence pour l'emploi, on m'a proposé de devenir coursier à IPEM. C'était les initiales pour « Innovation Pour l'Elégance Masculine ». C'était, surtout, les slips Hom. La société débutait, la secrétaire de direction m'a reçu et m'a pris en sympathie. Evidemment, j'ai prétendu que je connaissais Marseille comme ma poche, un mensonge absolu mais nécessaire. On m'a donné un cyclomoteur, on m'a communiqué les adresses où je devais me rendre, et la vérité est que je ne savais jamais s'il fallait partir à droite, ou à gauche. Je n'arrivais même pas à me situer par rapport au Vieux-Port, ni à l'église des Réformés ! Lorsque je prenais le bus, j'étais toujours confronté au même dilemme : à droite, ou à gauche ?

Je m'étais dit que personne n'allait le remarquer. Mais quelques jours plus tard, la secrétaire de direction m'a appelé : « Vic, viens voir ! » Pourquoi Vic ? Une parenthèse s'impose. Le surnom remonte au Sénégal. Il y avait un roman-photo, dont le héros s'appelait « Vic, le garçon en or ». Un jour, j'avais dit à une copine, et à quelques copains, sur le ton de la plaisanterie : « Je suis Vic, le garçon en or. » Alors ils m'avaient appelé Vic, et c'est comme ça qu'on s'adressait à moi, à IPEM. La dame qui me voulait du bien aussi.

Donc, elle m'a appelé. « Vic, je vois bien que tu ne connais pas Marseille, mais ce n'est pas grave. Tu es intelligent et tu as de la volonté. » Sur mon vélo, je n'avais plus besoin de faire semblant de savoir où j'allais. Mais j'ai appris, très vite, et je suis resté un an à IPEM.

Parallèlement, j'ai vécu chez Diallo pendant cinq mois. Au début, tout s'est vraiment très bien passé, mais les choses se sont dégradées. Je ne veux pas dire du mal de mes bienfaiteurs. Je ne les ai plus jamais revus par la suite, et je regrette de n'avoir pas su garder contact, au moins avec Diallo lui-même. Sa femme avait d'abord été très gentille, mais peu à peu, elle a montré un visage différent. Elle frappait sa fille de 4 ans, c'était de la pure maltraitance. Je n'avais jamais vu ça. Diallo ne disait rien parce qu'il n'était pas le père et aussi, je crois, parce que ce n'était pas un caractère fort.

Ils étaient mes bienfaiteurs mais je leur apportais de l'argent. A IPEM, je gagnais 600 francs par mois, le SMIC, et je leur donnais 400 francs, alors qu'ils ne payaient que 240 francs de loyer. J'ai compris que je ne pouvais plus rester.

J'ai pris la direction d'un foyer rue Saint-Jean, que m'avait indiqué un copain. Je suis allé voir le directeur, un dénommé M. Sauzée, je lui ai expliqué ma situation, et il accepté de m'accueillir. Je me souviens que chacun payait un loyer en fonction de son salaire. On était quatre dans la même chambre, mais c'était une bouffée d'oxygène ; j'avais le sentiment paradoxal du début de mon indépendance. De fait, j'étais plus libre, je pouvais sortir le samedi, et j'avais le cyclo du travail pour me déplacer dans Marseille. J'ai commencé à m'acheter quelques habits et j'ai laissé tomber mon costume gris, le même que je portais depuis six mois, depuis le jour où j'avais débarqué de l'*Ancerville*.

Je commençais ma vie marseillaise. Il me faudrait du temps pour repousser les murs, mais je commençais, au moins, par repousser les importuns. Dans le foyer, il y avait un caïd qui régnait sur

les lieux. C'était un petit royaume, et un petit roi : le jour où nous avons eu une altercation, je l'ai mis K.-O. en trente secondes. J'avais étonné tout le monde. Le directeur m'a alors demandé de surveiller un peu le réfectoire du foyer à l'heure du repas du soir et cela m'a permis de bénéficier d'une chambre individuelle, où je suis resté six mois.

C'est une époque où je suis passé de chambre en chambre. Parfois, c'était une chambrette, comme c'était le cas rue Curiol, un autre haut lieu de la prostitution marseillaise. A l'heure où je rentrais, la rue était rarement déserte.

J'ai trouvé ma première vraie chambre rue Edmond-Rostand. Elle se situait dans le VI^e arrondissement et au 6^e étage sans ascenseur. Pas fous, les propriétaires vivaient au premier étage. La douche se trouvait chez eux et il fallait payer pour l'utiliser. Je payais deux fois par semaine, et le reste du temps, je prenais ma douche au travail. Du moins jusqu'à ce que je sois renvoyé par mon premier employeur marseillais, à la suite d'une dispute avec le directeur commercial.

Heureusement, au début des années 70, on pouvait passer d'un emploi à l'autre, et grâce à un ami qui l'est resté aujourd'hui, Cissé Dia, j'ai rapidement trouvé un travail de manutentionnaire dans une société qui travaillait le crin. Peu de temps après, je suis devenu pointeur à la gare d'Arenc. Je ne savais pas encore ce que je voulais faire, je savais seulement que je ne voulais pas faire ce travail toute ma vie.

S'intégrer à une nouvelle ville, dans un autre continent, donne un sentiment étrange. Au départ, c'est un exil que vous imaginez provisoire, puisque vous rêvez de revenir très vite au pays, avec de l'argent et des malles pleines d'habits tout neufs. Mais les jours passent, d'un travail à l'autre, d'une chambre à l'autre, d'un ami à l'autre, et l'exil n'est plus de même nature : presque sans vous en rendre compte, vous êtes en train de vous intégrer, vous pensez moins souvent au Sénégal et rentrer n'est plus la priorité.

Le courrier était mon seul lien avec ma famille. J'écrivais inlassablement et j'attendais les lettres comme un prisonnier.

Je suis arrivé à Marseille en 1970 et mon père est mort en 1974. Je l'ai revu en France alors que je travaillais. Il avait plus ou moins intégré l'idée que je ne sois pas rentré dans l'armée. Plus ou moins, c'est toujours la même notion : il ne l'avait pas vraiment accepté mais essayait de ne pas placer ce regret entre nous ; c'était de l'ordre du non-dit. Je ne sais pas si c'était mieux, mais c'était comme ça.

Quand il était venu me voir à Marseille, il était descendu dans un hôtel proche de la gare, un hôtel d'un confort moyen. Quand j'ai commencé, bien des années plus tard, à gagner de l'argent, je faisais venir ma famille et mes amis dans des hôtels quatre étoiles et l'image de mon père m'est souvent revenue en tête. Je n'ai jamais pu lui offrir ce confort-là.

Quand il est mort, à l'âge de 75 ans, j'étais encore employé de bureau, je travaillais à la Poste. J'aurais voulu qu'il voie la suite de l'histoire. Ne pas avoir encore accompli, au moment de sa disparition, tout ce qui aurait pu le rendre fier de moi m'a empêché d'avoir une véritable relation avec lui. Cela reste un profond regret. J'ai beaucoup songé à tout cela lorsque j'ai reçu la Légion d'honneur, comme mon père avant moi. Sur sa carte de visite cette décoration avait une place de choix. J'ai appris cette distinction à Dakar, et sur le coup, cela m'a fait sourire. Et puis j'ai reçu

d'innombrables messages au Sénégal, tous positifs, dans les jours suivants. J'ai fini par voir le même symbole que tous ces gens. Et par me dire que si mon père était quelque part et voyait ça, cela devait lui faire très plaisir.

Mon frère aîné, Makhtar, a aussi vécu à Marseille. Il travaillait dans le commerce, achetait, revendait. Il a également travaillé dans une bijouterie. Il a trouvé la mort dans une rixe, au terme d'une soirée qu'il avait passée avec des amis. Une bagarre entre deux groupes s'était déclenchée, tout le monde n'était pas forcément dans son état normal, et dans cet affrontement entre Noirs et Arabes, il a reçu un coup de couteau fatal au niveau de la carotide. Je n'étais pas à Marseille cette nuit-là, j'étais à Dakar, à l'hôtel, lorsque l'on m'a réveillé de bonne heure pour m'annoncer ce drame. Il a fallu que j'apprenne la nouvelle à la famille. Makhtar était l'aîné, et puisqu'il était arrivé le premier, on disait que c'était l'enfant fétiche de ma mère. Il a fallu que je quitte le Sénégal sur-le-champ pour m'occuper de tous les problèmes administratifs à Marseille, avant de ramener le corps au Sénégal où il a été enterré. Sa mort a été un choc profond pour nous tous.

Si mon père n'a pas assisté à mon ascension, ma mère, en revanche, en a vu chaque étape. Nous avons eu une relation totalement accomplie. J'aurais seulement voulu faire encore plus pour elle. J'ai amélioré sa maison, je me suis occupé d'elle, j'ai assumé toutes les dépenses jusqu'au moment de sa mort, mais à mes yeux, tout ce que j'ai accompli pour elle n'était pas encore assez. Le dernier nom qu'elle ait prononcé était le mien. Elle a murmuré à ma sœur : « Je vais partir, mais je fais totalement confiance à ton frère. Avec lui pour veiller sur toi, je sais que tu n'auras jamais de problème. »

Quand elle est morte à Dakar, un soir de décembre 2007 aux alentours de 20 heures, j'étais à Marseille, avec ma femme et ma fille. Nous avons pris le premier vol du matin, et nous sommes arrivés à la maison en milieu d'après-midi.

J'ai découvert ce soir-là, et les jours suivants, ce que représentait ma mère pour les gens qui la fréquentaient. J'ai compris, aussi, pourquoi elle vivait souvent sans un sou, ou presque, malgré sa pension et en dépit de ce que je pouvais lui donner.

A sa mort, pendant le deuil, quinze familles, vingt familles, sont venues lui rendre hommage. Elles disaient toute la même chose : « Nous avons perdu la personne qui venait à notre secours, celle qui tous les mois nous donnait du riz, de l'huile, du savon, des tomates. » La réalité de la vie de cette sainte femme est qu'elle donnait tout ce qu'elle avait aux pauvres. Après le deuil, nous nous sommes dit, avec ma sœur, que nous allions faire tout ce que nous pouvions pour perpétuer cela et continuer à suivre sa volonté. C'est notre héritage.

Dans son quartier de Bopp, ma mère était quelqu'un bien avant que je ne réussisse. A la mort de mon père, elle avait dû déménager dans ce coin plus populaire. J'ai pu lui prodiguer tout le confort nécessaire. Ma mère ne manquait de rien, et elle donnait tout.

Les gens bien, aujourd'hui, sont souvent ceux qui ont de l'argent, ceux qui ont réussi. Ce n'était pas comme ça, avant. C'était une notion qui s'attachait à un comportement. Dans son quartier, ma mère était celle qui arbitrait les litiges, avec une autorité, une équité, une justice qui inspiraient un respect total. Elle possédait une véritable aura, qui ne devait rien à ma réussite ni à mon éventuelle notoriété.

La seule chose que ma mère ait regrettée à la fin de sa vie est de ne pas m'avoir vu pratiquer la

religion au quotidien. Elle savait que j'étais croyant mais pas pratiquant. Elle me disait : « Tu m'as tout donné dans la vie, sauf ça. »

Elle avait toujours les mots qu'il fallait, elle apaisait, même si elle parlait toujours sans détours, avec franchise. Quand elle s'apprêtait à vous dire la vérité en face, elle disait : « Je n'ai peur que de Dieu. »

Elle me faisait confiance parce qu'elle savait que je respectais les règles. Alors, le jour où j'ai été l'objet d'une perquisition décidée par le juge Van Ruymbeke, comme tous les grands agents, dans le cadre d'une enquête sur les comptes du Paris SG, elle a dû se demander ce qui arrivait. Cela reste l'un des plus mauvais souvenirs de ma vie. Cette impression de viol, ce soupçon, cette blessure. J'ai dû l'appeler, là-bas, à Dakar, pour l'apaiser, la rassurer, lui répéter que je n'avais rien à me reprocher. J'espère qu'elle m'a cru. Non, je sais qu'elle m'a cru. Je me suis toujours efforcé d'être le digne fils d'une sainte femme.

De notre envoyé spécial

C'était peut-être l'énergie de la ville, peut-être la mienne, mais j'ai traversé les années 70 à Marseille armé du sentiment que tout était possible. Il m'a simplement fallu repousser les murs, un à un. J'étais manutentionnaire, je suis devenu employé de bureau. J'étais devenu également un fidèle de l'agence pour l'emploi et de l'une de ses salariées, Anne-Marie. Elle m'avait beaucoup aidé dans la recherche d'un travail, et considérant la suite de l'histoire, on peut estimer que c'était pour mes beaux yeux autant que par conscience professionnelle. Nous sommes restés ensemble pendant quelque temps, et c'est elle, la première, qui m'a poussé à faire autre chose que ces petits boulots qui ne me menaient nulle part.

Mais quoi ? Mes horizons étaient rétrécis par l'absence du moindre diplôme. Mon énergie et ma détermination n'allaient pas suffire à m'ouvrir toutes les portes. J'étais employé de bureau à la Caisse d'allocations familiales quand Anne-Marie m'a convaincu de passer l'examen d'entrée à l'université. J'ai réussi ce concours, ce qui m'a permis de m'inscrire à Sciences Po. J'ai suivi deux années de cours, tout en continuant à travailler à côté, une double vie nécessaire et rédhibitoire : le cursus impliquait une exigence de présence à laquelle je ne pouvais satisfaire. La première année s'était bien passée, d'autant que je vivais sous le même toit qu'Anne-Marie. La seconde année fut infiniment plus compliquée, avec des incompréhensions qui allaient provoquer notre rupture. Je ne pouvais plus suivre les cours avec la même assiduité, et il me fallait trouver un travail, pour vivre et payer le loyer du studio que l'avais déniché rue Paradis : je suis devenu saisonnier aux PTT, au service Télégramme-Téléphonie.

Ce travail saisonnier, qui était éventuellement destiné à se prolonger, a changé ma vie. C'est là que j'ai rencontré Tony Salvatori. Tony était inspecteur des PTT, tout en écrivant régulièrement, avec le statut de pigiste, au journal *La Marseillaise*. Il a eu la gentillesse de me prendre sous sa coupe, aux PTT. Le football n'y était pas pour rien : c'était l'un de nos sujets de conversation préférés, et Tony s'étonnait régulièrement de mes connaissances dans ce domaine.

J'étais passionné de foot, depuis toujours. Très jeune, au Sénégal, j'achetais le *Miroir du Football*, ma revue préférée, un mensuel qui deviendrait sur le tard un bimensuel et dans lequel je lisais les éditoriaux de François Thébaud et les analyses de Francis Le Goulven ou de Pierre Lameignère. Les journalistes spécialisés se répartissaient dans deux camps séparés par un fossé quasi idéologique : le camp du *Miroir du Football*, donc, et celui de *France-Football*, que je lisais également, et qui était le prolongement hebdomadaire, chaque mardi, du quotidien *L'Equipe*, les deux titres partageant alors la même rédaction. Si je m'intéressais aux écrits de Jacques Ferran, dans *France-Football*, et respectais son talent littéraire et sa pertinence, je m'étais toujours senti plus proche des positions du *Miroir* et de ses journalistes, toujours prompts à mener des combats qui me semblaient justes. Dans le décor moderne de la médiatisation du football, l'influence politique est quasi inexistante. Elle existait, alors. Le *Miroir* semblait défendre un football de gauche, exaltant et célébrant le jeu offensif, la passe courte et le collectif. A contrario, à *L'Equipe*

et à *France-Football*, les symboles du jeu moderne reposaient sur la préparation physique, l'engagement et le marquage individuel. D'un côté, on faisait appel à l'intelligence du joueur, alors que l'autre camp faisait l'apologie de la discipline collective.

Je préférais le camp qui n'avait pas envie de régner par la discipline. *France-Football* s'était autodésigné « La Bible du Football », mais ma Bible, c'était le *Miroir*. Aujourd'hui encore, j'en possède toute la collection, et je m'amuse régulièrement à relire certains éditos de François Thébaud. J'ai toujours l'impression qu'ils ont été écrits hier, tant ils restent pertinents aujourd'hui.

Dans l'espace médiatique des années 60 et 70, existaient une profondeur de débat et une richesse d'analyse que l'on ne retrouve plus désormais. Aujourd'hui, des oracles de passage énoncent des vérités universelles qui ne reposent sur rien et que tout le monde épouse. J'ai le droit de le regretter, et d'être nostalgique.

Alors, quand Tony Salvatori me parlait de foot, aux PTT, je ne pouvais pas manquer de conversation. Et il y avait l'OM, bien sûr. Le premier lieu public que j'ai réellement fréquenté, dans la ville, était le stade Vélodrome. Quelques jours après mon arrivée à Marseille, j'avais assisté à un match amical contre le Dukla Prague, je crois, je m'étais glissé parmi les 2 000 personnes qui avaient assisté à cette rencontre de milieu de semaine, dans le nouveau Vélodrome qui venait de supprimer la piste en cendrée qui l'entourait.

A compter de ce jour, je n'ai plus manqué un match. J'allais aux populaires, sous la tribune Ganay, le billet coûtait quatre francs. C'était des places debout, bien sûr.

Le lundi, au travail, je refaisais le match avec Tony. Il m'avait vraiment pris sous sa coupe : un jour, considérant ma passion et ma conversation, il m'a demandé de le suivre à *La Marseillaise* pour devenir un journaliste du dimanche. Un pigiste, payé à la tâche, mais pas vraiment à l'heure : il s'agissait de collecter les résultats du week-end. On appelait un dirigeant, ou alors on téléphonait dans un bar qui était le siège du club, et parfois la serveuse qui décrochait n'avait qu'à lire le résultat voulu, écrit sur un tableau à la craie ; parfois, elle demandait à la cantonade si quelqu'un connaissait le résultat de l'équipe deux. On entendait le brouhaha, les hésitations. Ainsi circulait l'information.

En vérité, *La Marseillaise* avait surtout besoin d'un chroniqueur de basket. Tout en continuant à collecter les résultats, le dimanche soir, j'ai commencé à suivre quelques matches. Je n'ai pas eu à me forcer. J'ai tout aimé, très vite, de ce métier que je ne connaissais pas mais qui m'attirait profondément. Grâce au basket, surtout, j'ai presque tout de suite commencé à écrire. Mais la magie d'un premier article n'est pas seulement de l'écrire : c'est de le lire, le lendemain, dans le journal. Je me souviens de ce premier match, évidemment. C'était en 1974, un match de basket féminin entre les Marseillaises de l'USPEG et Nice. Il fallait compter les points, à la fin du match, et vérifier que cela correspondait au total, avant de ramener la fiche technique au journal et d'écrire quelques lignes de commentaire.

Je n'ai pas oublié ce premier article signé de mon nom. J'ai pensé très fort à mon père, qui venait de mourir. Cet article et cette signature avaient à mes yeux la valeur d'un diplôme. J'étais tellement fier que j'ai acheté autant d'exemplaires que je pouvais, j'ai relu dix fois l'article.

Très vite, on m'a confié une rubrique hebdomadaire intitulée « Sous les paniers », que mes camarades de la rédaction, compte tenu de mes origines, avaient finement rebaptisée « Sous les

palmiers ». C'est comme cela que l'aventure de *La Marseillaise* a commencé.

J'ai d'autant plus savouré ce moment que je sortais d'une pleurésie, contractée en avril 1973, qui m'avait laissé six mois sur le flanc, à l'hôpital Salvator d'abord, puis en maison de repos à Menton.

C'est à cette époque que j'ai rencontré un ami absolu, dans des circonstances assez loufoques. Au milieu de mon long séjour en maison de repos, j'étais revenu à Marseille pour une journée et dormais chez un compatriote. J'avais un blouson en cuir et un petit cartable, dans lequel j'avais rangé de l'argent. A mon réveil, tout s'était envolé, le cartable, le blouson et l'argent. Je n'ai jamais su qui m'avait volé, dans cette maison de passage.

Je devais retourner en maison de repos sur la Côte d'Azur, mais je n'avais plus rien pour me payer le voyage. C'est à ce moment-là que cet homme, Samba Diarra Seye, que je connaissais à peine, est venu m'inviter à manger, dans une discrétion absolue. A mon départ, il m'a donné 300 francs, ce qui était énorme à l'époque, de manière toujours aussi discrète.

Nous sommes petit à petit devenus des amis pour la vie. Aujourd'hui encore, nos deux familles sont très liées, et j'aurai l'occasion de l'évoquer encore.

J'ai quitté les PTT pour passer toutes mes journées à la rédaction sportive de *La Marseillaise*, immergé dans cette ambiance particulière si éloignée de mon expérience de manutentionnaire. Ma paie au journal ne me suffisait pas pour vivre, et en plus de mes articles de basket, il me fallait un emploi un peu mieux rémunéré. Dès que j'ai entendu parler du recrutement interne d'un claviste, au service de l'imprimerie de *La Marseillaise*, j'ai donc postulé. Malheureusement, j'étais vraiment médiocre dans ce rôle. Il fallait taper très vite, et moi, je préférais corriger. La presse quotidienne continue d'être mue par un principe éternel : mieux vaut un mauvais papier à l'heure qu'un bon papier en retard.

Très rapidement donc, lorsqu'il s'est agi de pourvoir un poste au service de la correction, j'ai sauté sur l'occasion. Je me suis senti beaucoup mieux. Il fallait relire les articles, corriger, éliminer les impuretés : j'étais dans mon élément. Dans le même temps, je continuais à piger le dimanche au service des sports du journal. C'était une bonne université pour continuer à apprendre, en tout cas c'était la mienne.

Jusqu'à l'été 1976, j'étais encore loin de l'OM. L'été, les journalistes sont en vacances, mais pas le foot, et pas l'OM. Cet été-là, alors que le championnat de France allait reprendre, il y a eu une accumulation d'absences à la rédaction sportive de *La Marseillaise*. Les titulaires étaient en vacances, d'autres malades, le service était dépeuplé et il fallait suivre l'OM. Moi, je n'étais jamais loin, j'étais même toujours là.

Le directeur de la rédaction de *La Marseillaise* s'appelait Jean-Claude Razzoli, un passionné de foot. Je le croisais régulièrement, et il aimait parler de jeu avec moi. C'est sans doute en songeant à nos débats que cet été-là, il m'a demandé de suivre l'OM. Je ne risquais pas de refuser.

Pour moi, c'était un bâton de maréchal. J'ai écrit des papiers sur l'OM pendant une quinzaine de jours et je bombais le torse, puisque je traitais le sujet des sujets. Mais les vacances, comme l'été, ne durent jamais : les titulaires sont rentrés, et moi, je suis retourné à mon basket et à la correction. De temps en temps, à l'occasion d'un match au Vélodrome, on me donnait à faire les interviews des joueurs visiteurs ou un petit quelque chose de ce genre. J'étais comme un jeune avant-centre

qui a l'impression d'avoir bien joué mais retourne en équipe réserve. Je comprenais parfaitement la mécanique du retour des journalistes titulaires, mais c'est leur monde que je voulais rejoindre, et c'est sur l'OM que je voulais écrire.

J'ai eu raison à la fois d'attendre et d'être impatient. Sensibilisés par quelques lettres de lecteurs qui avaient écrit au journal à mon sujet, après mon intérim de l'été 1976, les responsables de la rédaction de *La Marseillaise* ont progressivement envisagé mon embauche en tant que journaliste professionnel. J'ai fini par intégrer le service des sports. Je dois avouer que j'ai eu assez rapidement la charge de l'OM, à la suite du départ en retraite de Pierre Andréis, le commentateur attitré de l'actualité olympienne, en 1978. Mon premier mentor, Tony Salvatori, avait quitté la rédaction sportive entre-temps pour une nouvelle affectation en Corse, et le successeur de Pierre Andréis à la tête du service des sports, Michel Tamisier, avait plus le sens de l'organisation qu'il n'avait le goût d'écrire. Un jeune Sénégalais débarqué en 1970 au port de Marseille, avec un seul costume gris pour six mois et 150 francs en poche, est donc devenu le titulaire de la rubrique OM à *La Marseillaise*.

Ce n'était pas encore une vie sur les routes, car *La Marseillaise* ne suivait l'OM qu'à domicile. J'avais du mal à cacher ma frustration de ne pas pouvoir observer l'équipe en déplacement, d'autant que mes confrères du *Provençal* et du *Méridional* assistaient à chaque match à l'extérieur. Quand leurs débats portaient sur un événement survenu loin du Vélodrome, ma participation à la discussion était forcément limitée.

Je suis donc allé voir le nouveau directeur de la rédaction de *La Marseillaise*, Jean-Noël Tassez, en lui disant que le journal devrait faire un effort financier afin que je puisse suivre l'OM en déplacement. Il m'a donné son accord, qui a valu jurisprudence : depuis ce jour-là, *La Marseillaise* suit systématiquement l'OM en déplacement. Mais mon horizon était plus large que l'OM : le journal me demandait également de suivre l'équipe de France et, de temps en temps, le club français qualifié en Coupe des champions, puisque, à l'époque, il n'y en avait qu'un.

J'avais trouvé ma voie. Ma carte de presse me permettait d'assister à tous les matches. Je travaillais à *La Marseillaise*, quotidien communiste, mais c'était ma seule carte : à la fin des années 70, je devais bien être le seul rédacteur d'un journal communiste à ne pas avoir la carte du Parti !

Assez rapidement, pour des raisons financières et même si je possédais le statut envié de titulaire de la rubrique OM, j'ai eu besoin de faire des correspondances, des piges extérieures au journal. Je travaillais pour certains journaux africains, j'en aimais l'idée et cela me permettait de joindre les deux bouts.

Je ne recevais pas un énorme salaire, mais j'adorais ce travail et cette vie. Je ressens encore, si longtemps après, l'effervescence et la passion de ces années-là, traversées par une très grande richesse journalistique, à Marseille, avec l'exigence et la concurrence impliquées par la présence de quatre titres, *Le Provençal*, *Le Méridional*, *Le Soir* et *La Marseillaise*. Il y avait des noms qui faisaient autorité, tels que Alain Pécheral, André De Rocca, Jean Ferrara, Maurice Fabreguettes, Louis Dupic.

Le fait que je sois noir, et le seul à l'être parmi les journalistes qui suivaient le club, m'a permis d'être très rapidement reconnu par les joueurs de l'OM. Au lieu d'en souffrir, j'ai essayé de tirer

parti de ma position. Etre noir et sénégalais dans le milieu journalistique marseillais ne devait pas être un handicap. Et quand j'ai entendu des remarques comme « Il est noir, il n'est pas français et il écrit mieux que certains », j'ai constaté avec fierté que j'avais gagné la partie : on me reconnaissait la qualité de mieux manier la langue française que certains journalistes français de souche. J'ai apprécié cette reconnaissance. Lorsque j'étais président de l'OM, j'ai renoué avec Tony Salvatori, l'homme qui m'avait permis, le premier, de mettre un pied dans ce métier. Il m'avait envoyé un courrier, et j'ai été ravi de retrouver son rire communicatif. Je n'oublierai jamais que cette rencontre a été déterminante dans ma vie.

Pendant cette période, j'ai acquis la conviction qu'en matière de journalisme il n'y a rien d'inné. Plus exactement, je ne crois pas au talent d'écriture inné. Il doit bien y avoir des génies en la matière, de la même manière qu'il y a eu Pelé en football, Van Gogh en peinture et Berlioz en musique, mais j'ai toujours constaté l'évidence que le talent se travaille. Je me souviens avoir beaucoup travaillé l'écriture quand je suis rentré à *La Marseillaise*. Et en travaillant, j'ai progressé, fatalement. Au départ, quand je lisais certains articles de la rédaction que je trouvais fantastiques, je me disais : « Le jour où j'écirai comme ça... » Mais deux ou trois ans plus tard, presque sans m'en rendre compte, ce n'était plus mes références.

J'ai acquis très tôt la certitude que, pour bien écrire, il faut beaucoup lire. J'ai lu et relu les journalistes les plus cotés de France, j'ai lu également les grands classiques. A travers cette lecture massive, j'ai recherché, par-delà mon plaisir de lecteur, ce qui allait me servir dans le journalisme, le rythme, le vocabulaire, la fluidité.

Mon passage à Sciences Po m'a donné le réflexe de la lecture ordonnée. J'y ai appris une méthodologie. Le goût pour la lecture m'est venu très tôt et je l'ai gardé. J'ai constaté que plus je lisais, plus je maîtrisais mon écriture. Il y a quelque temps, j'ai lu cette citation de Jean d'Ormesson, qui résumait tout ce que j'ai toujours ressenti : « On n'écrit bien que parce qu'on lit les autres. »

La concrétisation de ces progrès est survenue en 1982 quand j'ai remporté le prix Martini régional du meilleur article de sport, pour un reportage sur les Antilles. J'étais le premier journaliste de *La Marseillaise* à remporter ce prix. En 1983, je suis arrivé deuxième, et en 1984 je l'ai gagné à nouveau. J'avais pris une dimension supplémentaire dans le journalisme et je l'ai sentie à la manière dont mes confrères me parlaient. Leur regard était différent, le respect également.

J'ai retrouvé les articles en question. C'était une autre époque, les reportages autorisaient les digressions, mais il n'y a rien que je renie, je continue de considérer ce souvenir avec tendresse, dont voici quelques lignes exhumées : « Dehors, il fait chaud et lumineux. L'atmosphère a du mal à se rafraîchir. La ville s'ouvre à ses occupations. Pour les exempts d'obligations quotidiennes, la mer constitue l'ultime liberté absolue. Ici, soleil rime avec mer. Associations automatiques, oppositions hyperboliques. Place de la Rénovation. Le cœur de la ville. C'est là, dans ce périmètre étouffé par les embouteillages, que commence ma traversée du sport insulaire. Avec pour seuls bagages, les noms de Trésor, Rousseau, Cachemire, Lamitié, Rega et quelques autres. » Ces noms de champions antillais agiront comme une madeleine, j'en suis sûr, chez ceux qui se passionnaient pour le foot, le basket ou l'athlétisme de l'époque.

En 1984, j'ai été récompensé pour un article évoquant la Coupe d'Afrique des nations en Côte-

d'Ivoire, une plongée dans le football africain, ses nœuds gordiens et ses croyances. Extrait : « Comme pour me convaincre du lien authentique entre le football et le fétichisme, (mon interlocuteur) me cite nombre d'exemples où des phénomènes irrationnels ont décidé du sort d'une rencontre. Le sujet finit par retenir l'attention de tous. Je relèverai un cas d'espèce. Celui de ce pauvre gardien qui, lors d'un match important de la Coupe de Côte-d'Ivoire, resta immobile au milieu de sa cage alors que le ballon tiré par son adversaire glissait doucement dans ses filets, sur son côté droit. Sur l'instant, personne, bien sûr, n'a compris l'attitude du gardien. Il expliquera, plus tard, avoir vu plusieurs ballons lui arriver de tous les angles, et que, fort embarrassé – on le serait à moins –, il avait choisi de stopper le cuir qui lui venait tout droit dessus. Les féticheurs adverses avaient réussi un coup fumant. On ne manquera pas, certainement, de rire de cette fable. Et pourtant, si l'Afrique, martyrisée par l'histoire et par les épreuves passées et présentes, conserve encore quelque authenticité en elle, c'est un peu à ses croyances qu'elle le doit. Et surtout, ne pas commettre ou répéter l'erreur originelle : y voir le signe d'un sous-développement intellectuel. »

Je parvenais donc à m'arracher parfois au quotidien de l'OM.

Je suis resté en contact avec la plupart des journalistes de l'époque. Les plus anciens étant morts depuis, je parle des plus jeunes, qui ont commencé après moi, ou en même temps, comme Mario Albano, Patrick Fancello ou Alain Roseghini.

En évoquant la presse marseillaise, je ne peux pas réellement parler de références pour moi, mais il y avait deux journalistes dont j'admirais le style et le soin apporté à ce qu'ils écrivaient : Maurice Fabreguettes et Alain Pécherai. Alain amenait une certaine esthétique dans son écriture. Louis Dupic aussi, peut-être. Et j'appréciais également beaucoup la capacité d'analyse de Pierre Andréis, lequel soignait moins son style, en revanche, ainsi que l'humour et l'esprit de Jean-Paul Delhoume.

Certains de mes confrères de l'époque continuent de me rappeler une de mes apostrophes, dans le vestiaire de l'OM, à l'égard de Robert Buigues, alors milieu de terrain de l'équipe : « Mon cher Robert, je crois que nous allons en arriver à des extrémités physiques. »

Avec le recul, je m'aperçois que j'avais tort. Mais à l'époque, je me laissais guider par la facilité d'écriture et de plume, et en évoquant Robert Buigues dans l'un de mes articles de la semaine, j'avais écrit qu'il était « le boucher de service ». Après le match suivant, quand je suis entré dans le vestiaire, il était venu vers moi, le ton était monté, et j'ai prononcé cette phrase dont mes confrères me parlent encore.

Si je confesse aujourd'hui mon tort, c'est que je me suis aperçu plus tard, parfois à mes dépens, qu'un journaliste ne se soucie pas forcément des conséquences de ce qu'il écrit, ni du mal qu'il peut faire aux gens. « Le boucher de service », ce n'était pas bien, parce que Robert Buigues n'avait cassé la jambe de personne, mais j'imagine que cela m'avait arrangé, au cœur de mon article, pour éviter une répétition.

J'essayais d'écrire la vérité, je pouvais être dur dans ce que j'écrivais, mais je ne suivais pas de stratégie. Parfois René Volery, le grand ancien du *Méridional*, m'appelait : « Oh, Diouf, demain, on attaque ! » Cela signifiait qu'il voulait attaquer le président de l'OM en place, et qu'il aurait aimé que je suive. Mais moi, je n'avais pas de raison de le faire, et il le regrettait : « Pape,

tu n'as pas compris que ce métier n'est intéressant ici que quand il y a la merde ! » C'était ça, la presse marseillaise, et c'était drôle, aussi.

En matière de politique, bien sûr, nos journaux étaient marqués, *Le Provençal* était le journal de Gaston Defferre, donc socialisant, et *La Marseillaise* celui du Parti, mais pour le sport, il n'y avait aucune couleur politique.

Du moins, en général, puisque ce principe mérite une exception de marque : lorsqu'il s'est agi de placer Bernard Tapie à la tête de l'OM, en 1986, Gaston Defferre s'est clairement servi du *Provençal* dont il était le propriétaire. Cela avait créé une considérable tension dans le microcosme de la presse sportive marseillaise : je dois confesser que les conditions de cette arrivée et la manière dont *Le Provençal* l'avait traitée m'avaient profondément heurté. Ce fut une source durable de malentendus avec certains compères de ce journal ; nous sommes restés en froid pendant un long moment.

Je n'ai pas vraiment aimé la manière dont *Le Provençal* l'a aidé à prendre le pouvoir, et avec le recul, je ne l'aime toujours pas. Puisqu'il avait lui-même amené Tapie, Gaston Defferre s'est servi du *Provençal* pour encourager la liesse autour de son arrivée. Le président en place, Jean Carrieu, n'existait plus à leurs yeux. Ma position était différente : je ne contestais pas l'intérêt de la venue de Tapie, mais je rappelais que le club était régi par des statuts, et que ceux-ci prévoyaient que pour accéder à la présidence, il fallait faire partie du conseil d'administration et être coopté. C'est une objection que Bernard Tapie balayait, en tenant à peu près ce langage : « Ça, c'est de la merde ! »

Et tout le monde a suivi l'élan impulsé par *Le Provençal*, qui est allé loin. Un jour, en ciblant quelques membres du conseil d'administration qui étaient intransigeants et que le journal jugeait récalcitrants, ils ont publié leur photo et peut-être même leur adresse, je n'en suis plus très sûr. J'avais trouvé que le procédé ressemblait à une chasse à l'homme.

4

Bernard Tapie, donc.

Je ne risque pas d'oublier sa première conférence de presse, à son premier jour de présidence, au milieu du mois de février 1986. C'était à la Foire de Marseille, et il était en grande forme. Oui, c'était du grand Tapie. Mais très rapidement, il s'en était pris à la presse de manière brutale et virulente, et je suis sorti de la salle, suivi par Jean-Louis Pacull, qui continue de suivre l'OM, aujourd'hui, pour RTL. Tapie avait tout vu, et à la fin de la conférence il est passé devant nous pour nous demander la raison de notre sortie. Il lui suffisait de demander : je lui ai répondu que nous n'étions pas des journalistes au rabais, que nous n'avions pas aimé ses propos et que nous n'avions pas voulu cautionner sa diatribe en l'écoutant. C'était une bonne prise de contact, je crois.

Il faut se souvenir qu'au milieu des années 80, Bernard Tapie était déjà une superstar. Il reste le seul président qui ait mis sa notoriété au service du club. Les autres ont acquis la leur en venant à l'OM. L'équipe traînait dans les profondeurs du classement et le président, Jean Carrieu, faisait avec ses moyens. C'était un entrepreneur qui avait réussi, et qui avait fini par délaisser ses affaires

pour s'occuper exclusivement de l'OM. Il arrivait au bureau à 10 heures pour n'en partir que très tard, et quand on a annoncé à cet homme-là que Bernard Tapie arrivait, le coup a été rude. On sait le triste destin de Jean Carrieu ; son suicide, un jour de février 1987 à Cassis, ne peut pas ne pas être rapproché de sa déchéance olympienne, ni des difficultés de son entreprise qu'il avait négligée pour l'OM.

Pour l'évincer et s'asseoir dans le fauteuil de président, Tapie a mis son mouchoir sur toute la procédure juridique. Le pauvre Carrieu a eu tout Marseille contre lui, parce qu'une véritable « Tapiemanía » a déferlé sur la ville. Tapie passait pour être le seul à pouvoir redonner à l'OM son lustre d'antan. Ce qui n'était pas faux.

On a dit de Bernard Tapie qu'il mentait beaucoup. Disons qu'il avait des vérités successives. Mais quand il lançait qu'il n'irait à l'OM que si Hidalgo venait avec lui, c'était vrai. Michel Hidalgo venait de remporter l'Euro 84 avec l'équipe de France, il était l'entraîneur le plus populaire du pays, et avant de venir à l'OM, il avait refusé des propositions de la Juventus de Turin et de pays du Golfe, il avait même refusé d'être ministre des Sports, ce qu'il a amèrement regretté par la suite.

Il est devenu manager général de l'OM, dont Gérard Banide était l'entraîneur. La première saison, en 1985-86, l'OM a terminé deuxième du championnat et finaliste de la Coupe de France, et Bernard Tapie avait beaucoup appris. Un peu déçu par Hidalgo, il s'est rapidement piqué au jeu.

Entre nous deux, cela ne pouvait pas être simple. J'étais à moi tout seul une poche de résistance, une force bien moindre cependant que celle incarnée par *Le Provençal*, *La Marseillaise* n'étant que le troisième titre de la région. Sur le terrain de l'indépendance des rédactions sportives, à Marseille, Tapie a bouleversé la donne. *Le Provençal* était complètement à la dévotion de Tapie, via son directeur des sports, Jean-Louis Levreau, qui allait devenir le vice-président du club et contrôlait tout ce qui s'écrivait sur l'OM. *Le Méridional* a suivi, lui aussi.

Ma voix portait moins, mais Tapie, évidemment, entendait cette voix dissonante : il m'a très tôt identifié et nous avons commencé à avoir des relations assez particulières, faites de hauts et de bas, de conflits et de réconciliations, d'injures et de mea-culpa. C'était Tapie, avec sa personnalité dévorante.

Mais j'ai vite compris le bonhomme et son mode de fonctionnement. Quand j'arrivais au stade, je savais, en fonction de son attitude, s'il fallait aller lui dire bonjour ou pas.

De ces années Tapie, traversées avec ma carte de presse, je conserve notamment le souvenir d'une interview qui avait fait quelque bruit, au moment où j'avais quitté *La Marseillaise* pour *L'Hebdo*. Je l'avais malmené, le père Tapie, pour le faire sortir de ses gonds. En fait, j'avais pris le parti de retranscrire textuellement ses propos, avec une certaine perversité que je concède, ce mot à mot donnant une interview surréaliste, avec des phrases comme celle-ci : « Nous avons un stade, que c'est de la merde... »

Tapie l'a très mal pris, me reprochant de l'avoir fait « parler comme un charlot », alors qu'il participait à des émissions télé devant plusieurs millions de téléspectateurs. A ce moment-là, oui, c'était la guerre entre nous.

Mon passage, plus tard, au quotidien *Le Sport*, a apaisé un peu nos relations, peut-être parce que Tapie, qui savait évaluer les situations, comprenait qu'un journaliste d'un quotidien national

pouvait devenir plus dangereux pour lui. Il s'est avéré plus attentif à ce que j'écrivais, avec cette façon très personnelle de mélanger la bienveillance et la pression.

Je me souviens d'une anecdote survenue au cœur de la campagne pour les législatives, la première élection à laquelle il se soit présenté. C'était un soir de match au Vélodrome, Tapie en avait après l'arbitre, et le lendemain, dans la presse, les journalistes ne parlaient que de cet incident. Pas moi. J'étais le seul à évoquer un autre problème, parce que Tapie m'avait pris par les épaules avant le match pour m'amener au centre du terrain et me dire en substance et en confidence : « Tu as vu cet enfoiré de Michel Pezet, il est en train de me mettre des bâtons dans les roues, il sème des peaux de bananes... » Michel Pezet aura été à Gaston Defferre ce que Michel Rocard a été à François Mitterrand. A l'époque, il était député, président du groupe socialiste au conseil régional, et Tapie, candidat de la majorité présidentielle aux législatives de 1988, lui reprochait de jouer contre lui.

Tapie savait qu'il y avait de fortes chances que je rapporte l'affaire dans *Le Sport*. C'est effectivement ce que j'ai fait, m'interrogeant dans mon article si la colère qu'il avait manifestée envers l'arbitre n'était pas la conséquence de tout ce qu'il m'avait raconté. Evidemment, les dirigeants socialistes locaux se sont plaints de cette déclaration. Tapie, diabolique, leur a rétorqué : « Il y avait 500 journalistes au stade, un seul connard a parlé de ça et vous allez le croire ? »

Comme souvent, il avait doublement réussi son coup, en s'assurant que son message allait passer, tout en se donnant la possibilité de nier les propos prêtés. Il savait jouer sur tous les registres, et de tous les instruments.

Il faut aussi évoquer ses petits mensonges. Un jour, la veille d'un match important, il s'adresse à Abedi Pelé : « Comment, tu n'as que ça, comme salaire ? » Abedi confirme, et Tapie se tourne vers son entourage : « Bernès, il faut revoir le salaire d'Abedi ! » Le lendemain, Abedi Pelé inscrit deux buts, mais Tapie a évidemment oublié d'augmenter son salaire.

Le mensonge, qui pouvait avoir un certain panache, était son mode de management et de négociation. Pour convaincre le défenseur international William Ayache de signer à l'OM, il lui avait promis qu'il lui prêterait son avion pour aller régulièrement à Nantes. Ayache a signé, mais pour rentrer à Nantes dans sa famille, il s'est abonné à Air Inter, comme tout le monde.

Dans tous les sentiments qu'inspire Tapie, il y a une part de fascination. Je me souviens d'un rendez-vous chez lui, tôt le matin, pour une interview. Il était très décontracté, en survêtement, et m'avait montré un tableau en me disant qu'il était plus cher que Jean-Pierre Papin, dont on annonçait le transfert. Le petit déjeuner était servi par son majordome, et soudain il m'a demandé pourquoi je ne l'aimais pas. Je lui ai répondu que ce n'était pas que je ne l'aimais pas, mais plutôt que je ne l'admirais pas. Mais je lui ai dit qu'il me fascinait.

Ce jour-là, chez lui, l'aveu de ma fascination ne lui a pas suffi. Je me souviens encore de son regard noir.

J'ai toujours su faire le tri entre ce qui lui est reprochable et ce qu'il a apporté à l'OM et au football français. La culture de la victoire, c'est lui, incontestablement. Dès son arrivée, il a lancé qu'il fallait « arrêter les conneries » sur le plaisir de participer, et que « même celui qui est en charge du gazon ne doit penser qu'à la victoire, et à être le meilleur ». Jusque-là, les clubs français

avaient pour seule ambition d'aller le plus loin possible en Coupe d'Europe. Lui, il a voulu la gagner. Il a été le déclencheur d'une attitude nouvelle dans le sport français.

Et il l'a gagnée, cette Coupe d'Europe, en 1993, face à l'AC Milan (1-0). La période était certes propice, chaque pays avait un seul représentant, et c'était avant l'arrêt Bosman : les meilleurs joueurs français évoluaient en France, le nombre de joueurs étrangers était limité dans tous les pays et l'OM trouvait du répondant dans le championnat de France, avec le PSG et l'AS Monaco notamment, ce qui a manqué à Lyon, plus tard, pendant sa période de domination.

Je persiste à penser que non seulement les victoires de l'OM ont été le fruit de la démarche de Tapie, mais aussi le triomphe de l'équipe de France lors de la Coupe du monde 1998. Il est celui qui a fait comprendre aux joueurs français qu'ils pouvaient gagner.

Il a désacralisé le rôle du président. Avant lui, les grands clubs français avaient été dirigés par des présidents à l'ancienne, comme Henri Germain à Reims, ou Roger Rocher à Saint-Etienne. Tapie a fait exploser le modèle. Il n'était jamais dans les bureaux à s'occuper des chiffres ou du marketing. La seule chose qui comptait, à ses yeux, c'était le terrain, le côté sportif. Il a franchi joyeusement la ligne qui, jusque-là, séparait les dirigeants des entraîneurs, assez interventionniste et pragmatique pour tordre le cou à certaines théories de grands techniciens, montrant leurs limites à certains entraîneurs qui passaient pour des gourous. Ce n'est pas une légende, tout le monde le sait : à un moment donné, c'est lui qui décidait de la composition de l'équipe et qui expliquait aux joueurs comment il fallait jouer.

Il lui était donc impossible d'avoir des relations simples et traditionnelles avec ses techniciens. Le divorce avec Michel Hidalgo est venu du fait que, très rapidement, Tapie s'est dit : « Il faut plus de nerfs que Hidalgo n'en a. » Gérard Banide, ce n'était pas suffisant à ses yeux, et puis les entraîneurs ont défilé, jusqu'au moment où Franz Beckenbauer est arrivé.

L'ancien défenseur de l'Allemagne et du Bayern Munich, ancien Ballon d'or, était devenu sélectionneur allemand et champion du monde en 1990, après avoir entraîné le Bayern. C'était un grand nom du football mondial qui avait réussi partout. Il n'a sans doute jamais compris ce qui lui est arrivé à Marseille.

Tapie l'avait fait venir, en 1990, pour que la voix de l'OM porte plus en Europe, tant au niveau des instances que de l'arbitrage. Mais sur le plan de la tactique comme de la gestion des hommes, il n'attendait pas de lui des étincelles ou de miracles. Le pauvre Franz n'a jamais vécu, ailleurs, ce qu'il a connu à l'OM.

Tapie l'a traité comme un entraîneur lambda, l'écartant très vite tout en le maintenant dans le paysage, utilisant son image puisqu'il continuait à le payer. Beckenbauer s'est adapté à cette nouvelle situation avec une extrême élégance. Je le revois dans le vestiaire de l'OM, encourageant les uns et les autres avec beaucoup de dignité, attendant la fin de la saison pour partir. Beckenbauer a été l'un des rares grands noms du football à rester un mythe après avoir été précipité au bas de son Olympe. Tapie et Marseille n'ont été qu'une incroyable parenthèse dans sa carrière.

Avec lui, Tapie a été sans sentiment et sans pitié. Les résultats lui ont donné raison. Le recrutement aussi, souvent. Chris Waddle et Jean-Pierre Papin ont été ses plus grandes réussites.

Il avait un réseau international d'agents qui lui proposaient des joueurs et il ne dormait pas

beaucoup. Jean-Pierre Bernès, son bras droit de l'époque, aujourd'hui agent de joueurs, racontait qu'il n'allait plus au restaurant, plus au cinéma, plus nulle part, parce que Tapie pouvait l'appeler à tout moment. Alors il restait à la maison parce que le téléphone pouvait sonner à 2 heures du matin.

Comme Tapie dormait peu, il regardait les cassettes que les agents lui envoyaient. Il avait une grande intuition. Il a su prendre les joueurs au moment où il le fallait. Il recrutait les meilleurs Français mais n'hésitait pas, non plus, à s'en séparer, ce qui a été le cas avec Cantona, Roche, Deschamps au début, Abedi Pelé également. Il se foutait de ce que les gens pensaient. Il voulait gagner, c'est tout.

Je ne peux pas ne pas évoquer les choses qui ont entaché sa présidence. Sur l'affaire VA-OM qui a précipité sa chute et l'a envoyé en prison pour des faits de corruption, je n'ai jamais eu tous les éléments pour pouvoir me prononcer de manière définitive. La seule chose dont je sois sûr, si tout s'est déroulé comme les aveux le laissent supposer, c'est que Tapie avait l'absolue certitude que pour gagner, il fallait même prévenir les aléas. Il ne voulait pas que le hasard fasse partie du jeu, que l'arbitre le couillonne, qu'un caillou dévie le ballon ou que la pluie gêne le jeu de son équipe. De mon point de vue, c'est ce qu'il a voulu faire à l'approche de ce match de Valenciennes, qui était placé juste avant la finale de la Ligue des champions à Munich : maîtriser les aléas pour ne pas avoir de mauvaise surprise. Parce que son équipe était suffisamment forte pour gagner ce genre de match sans avoir besoin d'ingrédients illicites ou immoraux.

Cette affaire aura voilé un parcours qui, autrement, aurait été remarquable, mais je continue de penser que Bernard Tapie restera le plus grand président de l'histoire de l'OM, et de loin.

Il était capable de brusqueries et de violences dans ses relations avec les joueurs, les journalistes ou son staff, mais je n'avais jamais vu quelqu'un galvaniser à ce point les hommes autour de lui. Quand la causerie de l'entraîneur était un peu pompeuse et l'ennuyait, il lui arrivait de se lever, de l'interrompre et d'effacer tout ce qui était écrit au tableau, de tracer un grand trait au milieu, d'inscrire le nom de l'OM à gauche puis celui de son adversaire à droite. Sous l'OM, il écrivait « 300 000 », sous l'adversaire, « 30 000 », et se retournait vers les joueurs en disant : « Je vous paie 300 000, les autres sont payés 30 000, arrêtez de me faire chier et gagnez-moi ce match. »

Dans le management et la perception de l'humain, il avait la qualité des grands entraîneurs. Il savait qu'un discours unique pour vingt-quatre joueurs était vain, et individualisait son message, selon le tempérament et la capacité de compréhension, pour amener le joueur à l'objectif.

Il était un patron absolu, l'OM lui appartenait et les autres n'avaient que la part qu'il voulait bien leur laisser. Quand est venu mon tour, j'ai eu une vision plus collective de mon rôle de président, mais les époques étaient très éloignées.

La méthode Tapie, qu'on le veuille ou non, a donné des résultats. Même en France, je ne vois pas un président qui ait fait mieux que lui. Jean-Michel Aulas a été champion sept fois de suite avec Lyon, mais en France. Tapie, c'est une victoire en Ligue des champions 1993, et une finale, en 1991, avec la plus belle équipe de l'OM de tous les temps.

Quand je suis devenu agent de joueur, j'ai continué de batailler ferme avec lui. Il était toujours aussi difficile de lui proposer autre chose que ce qu'il avait décidé, mais je me souviens tout de

même avoir pesé sur certains de ses choix, parce qu'il m'accordait la connaissance du foot. Il disait : « Il connaît », quand il parlait de moi. Et il m'écoutait.

Un jour, il hésitait entre deux défenseurs centraux, Franck Silvestre (Sochaux) et Basile Boli (Auxerre). Sur ce coup, je peux dire que j'ai enlevé le morceau. Je suis parvenu à le convaincre qu'en dépit des problèmes que Basile avait eus avec Jean-Pierre Papin, sur le terrain, et une partie du public du Vélodrome, il était le joueur qu'il fallait, et qu'il était meilleur que Silvestre. Evidemment, j'étais l'agent de Boli, et je ne sais pas ce que j'aurais dit si j'avais été l'agent de Silvestre, mais il m'a suivi.

Il y aussi le cas Desailly. Au départ, quand Marcel est arrivé à l'OM, en 1992, Tapie ne croyait pas trop en lui.

Avec Tapie, la relation d'agent à président était compliquée, mais il y avait de la considération entre nous. Il savait que je n'étais pas un larbin, que je résistais, et je savais qui il était.

Que l'on soit agent, journaliste ou technicien, lui résister n'était pas évident. Cela revenait à s'opposer à un ouragan. Mais j'ai résisté et c'est ce qui explique que, si longtemps après, on ait conservé de très bonnes relations.

Il a tenu à mon égard des propos élogieux quand je suis devenu président de l'OM. Il n'était pas rare que nous parlions au téléphone, et j'avoue que je tenais largement compte de ce qu'il me disait, parce qu'il a une approche souvent pertinente des problèmes, surtout quand il n'est pas impliqué. Et puis, Bernard est un homme qui a toujours des informations.

Je crois que sa seule erreur aura été de revenir à l'OM, en 2001. Ce retour ne lui ressemblait pas. Il avait toujours été le patron absolu, au club, et accepter de revenir en ayant Robert Louis-Dreyfus au-dessus de lui, et des alter ego comme Dubiton à côté, était une erreur d'appréciation de sa part.

Je me souviens qu'il m'a appelé, très vite : « Alors, quels joueurs tu as pour moi ? » On a renoué le contact, à ce moment-là. La période était très compliquée, je ne me souviens même plus de tous les joueurs qui sont arrivés à l'OM, en 2001. Tout le monde les a oubliés, moi aussi.

En fait, je pense qu'à son retour, Bernard Tapie avait perdu la main. Il n'était plus le patron, l'arrêt Bosman avait tout changé, le foot n'était plus le même. Il était revenu par nostalgie plus que par conviction, et cette parenthèse a contribué à écorner le mythe. Jusque-là, quand l'OM allait mal, les Marseillais chantaient son nom et réclamaient son retour. Après, ils ne l'ont plus fait, ils sont passés à autre chose. Moi, ce retour, je l'occulte du bilan des années Tapie.

Au faite de sa gloire médiatique, Bernard fascinait les élites. Mais c'était une fascination-répulsion, qui s'accompagnait d'un véritable mépris pour un homme populaire qui n'avait pas appris les règles de la réussite dans une école.

Pendant une longue période, il a suscité une adhésion quasi totale, fascinant la classe politique jusqu'au plus haut niveau : il suffit de se souvenir des prises de position de François Mitterrand pendant l'affaire VA-OM, ce qui est quand même surréaliste, avec le recul.

Le président de la République en a fait un ministre parce que Tapie incarnait un vainqueur. Il a touché à tout, a gagné partout, transformé le plomb en or. Ses émissions télé ont été des succès, il a gagné le Tour de France avec La Vie Claire, il a racheté des entreprises qui ne valaient plus rien

et qu'il revendait à prix d'or.

Il reste, je le sais, une figure extrêmement attachante aux yeux des Français.

Aujourd'hui, nous sommes toujours en contact. A un moment donné, il était très proche de revenir dans le foot, et il m'a contacté à deux reprises. D'abord pour reprendre Nice. Il était plutôt attiré par le projet, assez pour me le proposer alors que j'étais encore à l'OM. Il m'avait dit : « On va ensemble à Nice. Aujourd'hui, qu'est-ce que tu peux gagner à l'OM qui soit véritablement révolutionnaire ? La Ligue des champions, on n'a plus les moyens. On va à Nice, et on essaie de monter sur le podium, ce sera un super résultat. » J'ai répondu : « Regarde, et tu me dis. »

Cela ne s'est pas fait. Une autre fois, avec le Paris FC, il voulait monter un deuxième club à Paris, essayer de l'installer au Stade de France. Mais après avoir rencontré les dirigeants, il m'a rappelé pour me dire que l'affaire était trop compliquée. Voilà les deux projets dont il m'a parlé en me disant : « Si c'est avec toi, j'y vais. » C'était une manière de manifester sa considération. Je crois que j'aurais pu pousser les discussions, même si je sais qu'ayant été à mon tour président de l'OM, il n'aurait pas été simple de travailler avec lui. Cela aurait pu être difficile, entre nous.

4

Tapie est arrivé à l'OM en 1985, et trois ans plus tard, je n'étais plus journaliste. L'histoire s'est soudain accélérée. Je n'ai pas tout choisi, mais j'avais choisi, par exemple, de ne pas rejoindre la rédaction du *Provençal*, juste avant l'arrivée de Tapie, alors que son responsable de l'époque, Lucien d'Apo, m'avait sollicité. J'avais refusé parce que les journalistes du *Provençal* étaient déjà très nombreux à écrire sur l'OM, et également parce que j'avais l'impression que Lucien d'Apo souhaitait surtout affaiblir *La Marseillaise*. On me proposait pourtant trois fois mon salaire. Mais j'étais plus passionné par la réussite que par l'argent, et j'ai préféré rester à *La Marseillaise*. Si j'en suis parti un peu plus tard, c'est de mon propre chef.

J'étais libre à *La Marseillaise*. J'ai le souvenir d'une seule intervention de ma hiérarchie, au moment de l'arrivée de Tapie, d'ailleurs. Le directeur de la rédaction, Jean-Noël Tassez, est venu me voir en me disant : « Tapie vient d'arriver. On ne sait pas trop de quoi il est porteur, peut-être même que notre journal peut en tirer profit, ne le flingue pas d'entrée. » Le lendemain, je l'ai flingué quand même, si le flinguer revenait à décrire sans complaisance la situation. Cela n'eut aucune conséquence dans mes rapports avec Tassez. Sinon, il n'y a jamais eu d'intervention, jamais de censure. J'avais cette grande liberté que je ne voulais pas marchander. J'étais mon maître absolu, personne ne m'a jamais rien demandé sur ce que j'écrivais.

Sous l'ère Tapie, nos positions réciproques nous ont éloignés, mes confrères du *Provençal* et moi. En 1987, alors que je travaillais au quotidien *Le Sport*, j'avais même écrit un article qui avait agrandi le fossé entre nous. Cet article, intitulé « L'empire de la presse », portait sur les connivences qui existaient entre *Le Provençal* et la direction de l'OM. Cela n'avait vraiment pas plu à mes confrères de l'époque, qui m'en avaient voué une rancune profonde. Nos relations glaciales se sont réchauffées bien plus tard. D'abord avec Mario Albano, après le drame de Furiani qui l'avait meurtri physiquement et psychologiquement ; face à l'effondrement d'une

tribune qui avait fait 18 morts et 3 000 blessés, le 5 mai 1992, avant la demi-finale de Coupe de France entre Bastia et l'OM, les anciennes querelles semblaient dérisoires. Je me suis également rapproché d'Alain Pécheral, un peu plus tard.

Je n'ai pas quitté *La Marseillaise* pour *Le Provençal*, mais pour *L'Hebdomadaire*, où je suivais Jean-Noël Tassez. A *La Marseillaise*, j'avais l'impression de commencer à stagner un peu. C'est l'histoire de la vie : après les conquêtes viennent les impatiences. Je ne suis pas arrivé tout seul dans cet hebdomadaire, car Tassez avait débauché plusieurs journalistes de *La Marseillaise*, du *Méridional* et du *Provençal*. Mais la vérité m'oblige à dire que très tôt, je m'y suis senti très à l'étroit. C'était un hebdomadaire qui se voulait moderne, mais qui devait boucler certains de ses cahiers dix jours avant la parution. Dix jours, dans l'actualité de l'OM, c'était une éternité, et je ne me suis jamais remis de ce décalage.

Au moins, je me suis rendu compte très vite que je n'étais pas fait pour travailler dans un hebdomadaire, tout simplement. Je suis resté à peine un mois. Je me sentais à l'étroit, et j'étais l'objet d'une double sollicitation : d'abord, par Jérôme Bureau et Gérard Ejnès qui lançaient le quotidien *Le Sport*, un concurrent de *L'Equipe* que l'un et l'autre avaient pris la décision de quitter ; ensuite, par Jacques Thibert, qui voulait m'embaucher à *France-Football* dont il était le directeur de la rédaction et l'éditorialiste intransigeant et si talentueux. J'ai longuement hésité. *France-Football* était une institution au rayonnement international, à travers le Ballon d'or, notamment, mais refroidi par mon expérience de *L'Hebdo*, je me suis dit qu'il valait mieux repartir dans un quotidien. Même si j'avais déjà la certitude qu'un journaliste n'est pas un fonctionnaire, partir dans un journal qui se créait était un risque, bien sûr. Mais j'étais d'autant plus déterminé à le prendre que ceux qui étaient à la base de cette aventure avaient eux-mêmes décidé de quitter le confort du journal *L'Equipe*.

Jérôme Bureau et Gérard Ejnès m'ont nommé chef de secteur pour la Méditerranée, alors riche de six clubs de première division, l'OM, Nice, Monaco, Cannes, Toulon et Montpellier. Mon adjoint était Jean-Louis Pacull, qui s'occupait plus généralement des autres sports. Pendant un an, je me suis régalié à faire un métier que j'adorais, dans un journal qui était traversé par un souffle de nouveauté et d'impertinence, mais aussi par une vraie qualité d'écriture. L'aventure a été inoubliable, elle a tissé entre nous des liens pour longtemps, qui ont été d'autant plus faciles à entretenir que le casting avait été très réussi : la plupart des jeunes journalistes du *Sport* ont fait une grande carrière, par la suite.

Je continue de regretter, si longtemps après, que cette aventure ait seulement duré un an. L'arrêt du *Sport*, décidé à la fin du printemps 1988, a été un coup très brutal, un véritable coup de massue. Je l'ai appris par hasard, à Dakar, où je passais un mois de vacances, alors que je rendais visite à mes copains du seul quotidien national de l'époque, *Le Soleil*. Au moment même où il venait me saluer, le directeur du journal m'a lancé : « C'est vraiment dommage qu'un journal aussi bien fait que le vôtre ait été obligé de s'arrêter. »

Nous étions dans la cour, je revois encore son chauffeur qui l'attendait. J'ai encaissé le coup, brutal et inattendu, mais j'ai voulu ne pas perdre contenance, je ne sais pas pourquoi, comme si j'éprouvais un sentiment de gêne à avouer que je n'étais pas au courant. Je lui ai répondu : « Oui, c'est dommage. D'ailleurs c'est pour ça que je suis venu, pour lire les dépêches sur l'arrêt du journal. »

Le temps d'escalader l'escalier qui me séparait de la rédaction, l'enfer est entré dans ma tête. Les autres étaient tous au courant, ils m'ont montré les dépêches AFP qui détaillaient l'information. Là encore, j'ai fait comme si je n'étais pas surpris. Mais la vérité est que je n'avais qu'une hâte, sortir pour aller appeler Paris. J'ai téléphoné immédiatement à Gérard Ejnès, qui était l'un des trois rédacteurs en chef. Il m'a dit : « C'est vrai, il y a eu un désaccord entre les différents actionnaires, et aujourd'hui nous avons arrêté la publication. Mais les choses peuvent repartir. Nous avons bon espoir que le journal redémarre. »

J'avais assez d'expérience dans la presse pour savoir que cet espoir était infime. Je voyais mal comment un journal qui s'arrêtait pouvait redémarrer. J'ai fini mes vacances à Dakar comme j'ai pu, le cœur lourd, et je suis rentré à Marseille. Le retour a été douloureux : la fin d'un journal ressemble à une rupture affective. C'est une histoire qui est terminée alors que l'on continue d'aimer.

Le journal n'a pas redémarré. Du moins pas sous sa forme quotidienne : il est devenu un hebdomadaire, plus tard, pendant quelques années. Mais avec Jean-Louis Pacull, dans le local que nous avions aménagé sur la Canebière et où l'on continuait de se rendre, par espoir autant que par nostalgie, nous nous sommes longtemps accrochés à la chimère d'une seconde vie pour ce quotidien. On s'est levés chaque jour en espérant une bonne nouvelle. Elle n'est jamais venue. Et personne ne nous téléphonait pour nous proposer du travail.

C'était un très bon journal, qui ne méritait peut-être pas de lauriers pour sa gestion, mais un premier prix pour sa rédaction. Nous avions fait un journal à notre image et nous avions innové. *L'Equipe*, d'ailleurs, nous avait piqué quelques idées, avant même la parution de notre numéro un : certains journalistes qui devaient venir chez nous, et qui s'étaient finalement désistés, avaient eu en main le projet du *Sport* tel qu'il avait été conçu.

La filiation a été plus nette encore, évidemment, quand les responsables du *Sport*, Jérôme Bureau et Gérard Ejnès en tête, ont repris les rênes de *L'Equipe*, au début des années 90.

Il m'a fallu de longues semaines pour faire le deuil de cette aventure. Quand j'ai enfin compris qu'il n'y aurait ni retour en arrière, ni renaissance miraculeuse, j'ai fait l'objet de deux approches différentes. L'une émanait de *Nice-Matin*, un voisin, l'autre du *Parisien*. A Marseille, le paysage était bouché : j'avais quitté *La Marseillaise*, *Le Méridional* restait trop franchement à droite pour moi, et *Le Provençal* comptait assez de reporters de qualité pour que je n'attende pas son appel. Mais je n'avais pas vraiment envie de revenir dans la presse régionale, *Le Sport* m'avait donné le goût d'autre chose, et j'ai poliment repoussé l'offre de *Nice-Matin*.

Le Parisien, qui n'était pas franchement *Le Parisien* d'aujourd'hui, ne m'attirait pas. Mais la précarité de mon statut m'obligeait à faire de nombreuses pages pour d'autres titres, en particulier pour *Libération*. Ce n'était plus le même élan, ni le même plaisir.

Le souvenir qui s'attache à cette période est fait d'incertitude et de découragement.

Je me savais à un carrefour, mais j'ignorais que j'étais à ce point prêt à prendre un grand virage. Je ne me suis pas réveillé un matin en me disant que j'allais changer de métier.

Agent très spécial

Le métier d'agent n'a jamais été regardé de manière positive. Il ne m'a pas été si facile de franchir le pas. Ce que l'on disait de cette corporation était en opposition avec ma philosophie de vie. J'avais conservé la vision du football prônée par le *Miroir du Football*, la défense du jeu moral et élégant et la mise au ban de l'argent. Devenir agent, c'était subitement trahir cette philosophie qui avait si profondément imprégné mes jeunes années. Ma longue réflexion a donc débouché sur une décision qui était également une promesse, que je me jurais de tenir : je serais un agent, mais un agent pas comme les autres.

A la fin des années 80, cette profession était en friche. Les premiers agents émergeaient : il y avait déjà Alain Migliaccio, Jeannot Werth, Henri Zambelli ou Frédéric Dobraje. Les joueurs n'avaient pas encore tous un agent.

Deux joueurs, notamment, ont participé à mon changement de vie, le gardien camerounais Joseph-Antoine Bell, et le défenseur français d'origine ivoirienne, Basile Boli. Alors gardien de l'OM, Joseph-Antoine Bell passait me voir régulièrement à *La Marseillaise*. On discutait, on a eu très rapidement une relation amicale ; je crois qu'il avait besoin d'échanger avec moi, et moi aussi. Il m'a vraiment poussé à devenir agent, en me répétant : « Pape, ce métier, tu as tous les atouts pour le faire. Tu sais parler aux joueurs. »

J'avais rencontré Basile Boli en décembre 1987, juste avant que *Le Sport* ne soit lancé, parce que j'avais apporté tout mon concours et mon aide à Saar Boubacar, l'ancien attaquant du Paris SG et de l'OM, pour organiser un jubilé grandiose à Dakar, la ville de mon enfance. Le stade était plein, il y avait 80 000 personnes à l'intérieur et au moins 20 000 à l'extérieur. C'était fabuleux, vraiment.

Comme je m'occupais de la gestion des joueurs sur place, à Dakar, beaucoup d'entre eux m'ont pris en sympathie, à commencer par Basile Boli et son frère, Roger, qui m'ont suggéré de devenir leur conseiller.

Pour apaiser mes conflits intérieurs, je me suis promis de tordre le cou à toutes les vilenies qui accompagnaient ce métier. Ma première décision a été de ne jamais signer de contrat avec un joueur. Le contrat serait simplement verbal, pour donner du poids à la parole donnée et ne rien cadenasser, laisser à chacun la liberté de partir quand il le souhaite.

Plus qu'un système, je me suis attaché à mettre en place une démarche : je ne voulais pas seulement être une clause dans un contrat, une ligne fixant un pourcentage, j'entendais vraiment apporter au joueur une certaine capacité de compréhension, de réflexion sur le métier, sur les bons choix à faire ou ne pas faire. Je souhaitais un échange utile et judicieux.

Mon premier contact avec le métier a eu lieu dans le cadre de la signature à Bordeaux de Joseph-Antoine Bell, en 1989. Mon premier interlocuteur ? Claude Bez, le président moustachu des Girondins, redouté par toute la France pour son pouvoir et ses colères. Comme tout

Marseillais, je ne le portais pas dans mon cœur, et j'imaginai qu'il n'allait pas être simple de traiter avec cet homme-là.

Avant de partir, Joseph-Antoine Bell et moi avions échafaudé tous les plans envisageables, comment s'y prendre dans la discussion, ou quelle somme demander. C'était ma première négociation. Même si j'avais quelques idées, même si je connaissais à peu près les tarifs du marché, j'étais assez fébrile. Le football français était dominé par l'omniprésence de Bez et Tapie, en conflit permanent et dont l'opposition était nourrie par la rivalité entre Bordeaux et l'OM. Je n'avais pas dormi de la nuit, et je n'en menais pas large, quand j'ai débarqué au château du Haillan, à Bordeaux, avec Joseph-Antoine à mes côtés.

Nous étions dans le bureau de Didier Couécou, le directeur sportif, quand Claude Bez a fait irruption dans la pièce. A ma grande stupeur, Bez m'est apparu complètement à l'opposé de mes craintes. C'était un homme affable, sympathique, qui connaissait son sujet. La signature du contrat de Joseph-Antoine Bell n'est pas arrivée immédiatement dans une discussion chaleureuse et intéressante. Au moment d'aborder les choses sérieuses, Bell est sorti de la pièce, comme cela se faisait à l'époque, et je suis resté seul avec Bez et Couécou.

Claude Bez m'a fait une proposition nettement supérieure à ce que nous attendions. Le principe, dans une négociation, est de toujours demander à son interlocuteur d'aller plus loin que sa première offre. Mais Bez m'a étonné et je me suis dit qu'il fallait donner une prime à l'honnêteté et à la correction. Je n'avais pas envie d'aller plus haut dans la négociation. C'est devenu l'un des principes de base de ma méthode de travail. A chaque fois que je me suis retrouvé devant ce cas de figure par la suite, je n'ai jamais cherché à pinailler. J'ai dit à Bez : « J'avais fait une évaluation de la situation de ce que le garçon pouvait légitimement demander. Avec la même vision des choses, vous avez fait une évaluation peu éloignée, presque équivalente. Les chiffres que vous me proposez me paraissent donc corrects. »

Je n'aurais pas été fier de moi si j'avais réagi autrement. La proposition de Bez était supérieure de 40 % à ce que nous espérions. Je savais que Joseph-Antoine Bell allait être extrêmement heureux de ce contrat. Cette négociation a ouvert une relation de confiance et de grande considération avec Claude Bez. Je peux l'avouer : de tous les dirigeants que j'ai rencontrés, il est celui qui m'a fait la plus forte impression. C'était un homme d'une parole absolue. Quand il disait A, c'était A. Il ne changeait jamais. Cela correspond également à ma nature, et j'ai essayé de m'en inspirer, plus tard, quand je suis devenu président de club à mon tour.

En dépit d'un bégaiement charmant, Bez était un remarquable conteur. Le jour de la signature du contrat de Joseph-Antoine Bell, il nous a raconté deux histoires que je n'ai jamais oubliées. Elles concernent deux joueurs. Le premier débarque un vendredi dans son bureau : ils étaient d'accord sur tout, et Bez lui propose de revenir signer son contrat le lundi. Il sent alors l'embarras du joueur, lui demande s'il a un problème. Le joueur lui répond que d'ici à lundi, il peut être l'objet d'autres sollicitations, qu'il serait mieux pour tout le monde de signer le contrat tout de suite. Bez lui lance alors : « C'est ça, ton souci ? Pour moi, ce n'en est pas un. On s'est tapé dans la main, donc si tu signes ailleurs, je serai ravi de n'avoir pas pris un salopard. »

L'autre histoire concerne un joueur qui venait de signer un contrat avec Bordeaux. Bez devinait un problème et lui a dit : « Tu as signé, mais rien n'est jamais définitif. Le contrat est sur la table. Moi, j'ai besoin d'aller fumer une cigarette et de prendre un café. Si le contrat est encore là quand

je reviendrai, cela voudra dire que tu l'acceptes et on n'en parle plus. S'il n'est plus sur la table, cela signifiera que tu n'as plus envie de le signer, et je te comprendrai. »

Quand il est revenu, le contrat n'était plus sur la table. Claude Bez a souhaité bonne chance à ce joueur pour la suite de sa carrière. Ainsi régnait sur Bordeaux un homme entier et absolu. Evoquant ses relations avec Tapie et la manière dont il était contraint de dire les choses durement, et parfois grossièrement, il m'avait avoué : « La différence entre Tapie et moi, c'est que Tapie est un beau mec et qu'il parle bien. Quand il parle, on l'écoute. Moi, je ne suis pas beau et je bégaye. Donc, lorsque je parle, on ne m'écoute pas trop. Quand Tapie dit "un chat", moi je dis "sale bête", comme ça on m'entend... »

Claude Bez m'a vraiment marqué. Bien plus tard, lorsque ses problèmes ont surgi, j'ai compris que si cet homme avait purgé une peine de prison pour sa gestion, ce n'était pas par malhonnêteté, mais parce qu'il avait fait fonctionner le sens de la parole donnée, le sens de l'amitié. Il s'est interdit de balancer les gens avec lesquels il avait travaillé et contourné quelques lois.

Quand nous sommes revenus de Bordeaux, Joseph-Antoine Bell était évidemment ravi de son contrat. Alors, après lui, d'autres joueurs camerounais sont venus travailler avec moi. Il y a eu François Omam-Biyik et André Kana-Biyik, Jacques Songo'o, Cyrille Makanaky, puis la génération d'après, Marc-Vivien Foé, Rigobert Song. Je me suis installé progressivement dans ce métier, et mon réseau s'est étendu naturellement.

Après que Basile Boli m'a donné son accord, son frère Roger m'a présenté à Etienne Mendy qui était lié avec Jean-Pierre Cyprien, lequel était lui-même très ami avec Marcel Desailly. Voilà comment l'aventure a commencé.

Assez rapidement, j'ai eu beaucoup de joueurs. Au départ, je voulais être agent pour les joueurs africains. Puis je me suis occupé de manière plus élargie des joueurs noirs, parce que certains, comme Jean-Pierre Cyprien, qui était antillais, n'étaient pas africains. Ensuite, une autre barrière est tombée avec l'arrivée de Grégory Coupet. Etienne Mendy, qui jouait avec lui à Saint-Etienne, me l'avait présenté en me disant : « Celui-là, il est aussi fort que Barthez. » Je l'ai pris et je n'ai jamais eu à le regretter, parce que c'est un garçon remarquable à tout point de vue, d'une grande loyauté. Par la suite, j'en ai eu beaucoup d'autres, Christophe Pignol, Sylvain Armand, Philippe Delaye, Laurent Robert, Jean-Michel Ferri.

Au départ, j'avais l'idée noble de vouloir arrêter l'exploitation des joueurs africains, c'est vraiment une des raisons qui m'avaient poussé dans ce métier d'agent. Mais ensuite, je me suis rapidement aperçu que je n'étais pas Zorro, et que le joueur africain n'était exploité qu'à ses débuts : s'il devenait le meilleur de son équipe, il était rétribué très justement. Ce n'est pas un hasard si Basile Boli, à un moment, avait le plus gros salaire du championnat de France, comme George Weah peu après lui.

Sur l'exploitation des joueurs africains, j'ai un avis qui diffère quelque peu de ce que je peux entendre. On évoque souvent les intermédiaires véreux qui se rendraient en Afrique, arracheraient des jeunes joueurs à leur famille et à leur village, pour les lâcher dans la nature en Europe et les oublier. Je ne suis pas sûr que cela corresponde à la réalité. Il faut d'abord savoir que tous les jeunes Africains rêvent de devenir footballeur professionnel en Europe, et qu'ils partagent ce rêve avec leurs parents. Pour qu'un garçon puisse quitter l'Afrique, il faut en règle générale

l'accord de ses parents, et s'il appartient à un club, l'accord de son club.

Quand un jeune Africain vient dans un club, c'est pour un essai. Neuf fois sur dix, quand ça ne marche pas, l'excuse est toute trouvée : l'agent a demandé trop d'argent. Mais les agents, même véreux, ne sont pas si bêtes. Si un club propose quelque chose, l'agent ne demande pas trop, il cherche à s'arranger, à récupérer l'argent investi.

Parmi tous les joueurs avec lesquels j'ai travaillé, Marcel Desailly occupe une place très particulière. Il a toujours été d'une présence et d'une fidélité absolue. Je suis très fier de l'avoir convaincu, en 1992, de signer à Marseille plutôt qu'à Monaco. Il quittait Nantes, et l'OM, c'était l'effervescence, l'incertitude, Bernard Tapie, un environnement moins calme que Monaco, moins sûr, aussi. Il a longtemps hésité, penchait nettement pour Monaco, un choix qu'approuvait clairement son épouse. Le directeur sportif de Monaco, Henri Biancheri, m'avait appelé pour me dire qu'au niveau du salaire, de l'environnement, tout était réuni. Si j'avais songé à l'argent, j'aurais poussé Marcel à signer à Monaco, qui m'offrait une commission importante, le double de ce que me proposait l'OM. Par parenthèse, et ironie de l'histoire, je n'ai touché de l'OM que le quart de la somme proposée par le club monégasque.

Dans cette affaire, l'argent n'a pas compté : j'avais simplement l'intuition que Marcel devait venir à Marseille. Je le connaissais bien, je savais que son caractère indolent pouvait l'amener à s'endormir un peu à Monaco, à se contenter de moins. Pour le convaincre, il m'a fallu me rendre chez lui, à Nantes. J'ai parlé longuement avec Marcel et sa femme, Virginie, et j'ai dû avoir ce jour-là des arguments qui portaient, parce qu'à la fin, ils m'ont dit : « Pape, on fait comme tu décides. » Je leur ai demandé s'ils étaient convaincus que c'était le bon choix. Virginie m'a dit qu'elle suivrait Marcel de toute façon et, en me raccompagnant, Marcel a lâché : « C'est d'accord, on va à Marseille. »

Marcel était remplaçant, au départ, il était vraiment mal, et je me souviens que Jean-Pierre Bernès, bras droit de Bernard Tapie à l'époque, était venu me dire : « Ce n'est pas un guerrier. Je ne sais pas si on ne s'est pas trompés à son sujet. » Pas un guerrier, Marcel ? J'ai conseillé à Jean-Pierre d'attendre. Peu de temps après, sous l'effet des blessures et des circonstances, Marcel a joué, et il n'est plus jamais sorti de l'équipe. C'est aussi en raison de son émergence que l'OM a adopté sa fameuse défense centrale à trois, Desailly, Casoni et Boli.

Marcel est le joueur le plus emblématique dont je me suis occupé. Il est devenu une grande star du football français. Quand il est parti à l'AC Milan, à l'automne 1993, deux mains suffisaient largement pour compter les joueurs français qui avaient évolué dans le championnat d'Italie. Avant l'arrêt Bosman, qui a permis la libre circulation des footballeurs européens à partir de 1996, les grands clubs italiens, qui dominaient l'Europe, ne pouvaient aligner que trois joueurs étrangers à la fois.

Fabio Capello, qui entraînait le Milan à l'époque, voulait voir Marcel sur des cassettes que j'avais envoyées. A l'OM, Marcel jouait en défense centrale, mais Capello cherchait une solution au milieu de terrain pour remplacer à terme Frank Rijkaard, le grand joueur néerlandais qui allait rentrer chez lui, à l'Ajax Amsterdam. De manière étonnante, lorsqu'il jouait à l'AC Milan, il ne fallait pas demander à Marcel de jouer en défense. Mais quand il venait en équipe de France, il ne voulait pas évoluer au milieu.

La négociation de son transfert à Milan, en octobre 1993, reste gravée dans ma mémoire. Autant le dire, les dirigeants milanais nous avaient pris pour des bleus. Dès mon arrivée, ils m'ont lancé : « Voilà la somme que l'on propose à Marcel. Le marché des transferts ferme dans deux heures, il faut signer tout de suite. »

Milan multipliant son salaire marseillais par deux, Marcel était d'accord. Mais j'ai dit non. Quand il m'a entendu refuser, Marcel m'a presque donné un coup de pied sous la table, de peur que je sois en train de torpiller l'affaire. Je ne me suis pas démonté, j'ai continué à dire qu'on ne pouvait pas accepter cette proposition. Les deux grands dirigeants du Milan de Berlusconi, Adriano Galliani et Ariedo Braida, ont fait monter la tension : « Si vous ne signez pas, ça va s'arrêter là. On ne peut pas faire mieux. On a été contents de vous avoir vus. » Je leur ai répondu : « Moi aussi, je suis content de vous avoir vus. On va rentrer... » Oscar Damiani, l'agent italien connu pour travailler presque exclusivement pour Milan, était là également et essayait lui aussi de me faire accepter la première proposition du club milanais.

Je n'ai pas cédé. Marcel était complètement déboussolé, il avait peur que mon intransigeance ne lui coûte son transfert au grand Milan. J'étais plutôt jeune dans le métier, c'était la première grande négociation de ma carrière, mais je savais que le temps jouait pour nous, que les dirigeants milanais n'avaient pas forcément de plan B : la fermeture du mercato était désormais une question de minutes.

Finalement, les dirigeants milanais se sont à nouveau réunis. Quand ils sont revenus vers nous, c'était pour accepter nos conditions. Je crois bien que Marcel m'a embrassé sur la bouche quand on est rentrés à l'hôtel.

Le lendemain, il a passé la visite médicale, qui a duré la journée entière. Elle s'éternisait, et j'étais inquiet : on devait absolument prendre l'avion du soir pour Marseille, car Marcel devait s'envoler pour Paris très tôt le lendemain, afin de rejoindre l'équipe de France pour préparer le match France-Bulgarie, resté tristement dans les annales. A un moment donné, je suis donc intervenu pour annoncer qu'on ne pouvait pas continuer et que Marcel devait rentrer en France. Le staff médical a prévenu Galliani que l'agent de Desailly voulait interrompre la visite médicale, et le dirigeant milanais m'a appelé, réglant le problème en dix secondes : « Marcel Desailly va terminer sa visite médicale et vous serez à l'heure au rendez-vous de l'équipe de France. Nous mettrons un avion à votre disposition... »

Lorsque nous sommes sortis de la visite médicale, l'AC Milan avait mis à notre disposition un J3, l'un des avions de Silvio Berlusconi. Je n'oublierai jamais ce voyage retour, avec Marcel, cette sensation d'être les rois du monde. Ce soir-là, j'ai eu l'impression d'entrer dans la cour des grands.

Le lendemain, *L'Equipe* avait fait sa une avec un montage de photos de Marcel lors de sa présentation à la presse. Sur l'une d'elles, on me voit couvrir Marcel du regard pendant le déjeuner au restaurant L'Assassino où les joueurs milanais avaient leurs habitudes. *L'Equipe* avait titré : « La folle journée ! » C'était exactement ça. Au siège du club, on nous avait fait passer par des souterrains, parce que la rue était bouchée : toute la presse était là ! C'était un grand événement. J'ai eu par la suite l'occasion de faire signer d'autres grands joueurs dans d'autres grands clubs, mais cette arrivée de Marcel au Milan AC restera toujours un souvenir à part. Parce que c'était la première fois, et parce que c'était Marcel.

Mais réussir un transfert, ce n'est pas seulement réussir une négociation. Il faut que les deux parties soient satisfaites dans la durée. Quand Marcel a disputé son premier match avec Milan, il a été plutôt moyen, et Silvio Berlusconi a lâché : « Marcello, ce n'est pas mal, mais ce n'est pas Rijkaard... » Un mois plus tard, je suis retourné à Milan et Berlusconi m'a dit : « Il est très fort, Marcello, grande giocatore ! » Oui, Marcel était un sacré grand joueur. Il m'est toujours resté très fidèle, notamment le jour de la prolongation de son contrat. Les dirigeants milanais lui avaient proposé une somme qui dépassait ce que nous espérions, et le contrat était prêt. Mais Marcel leur a dit que, même s'il était très content de cette proposition, il fallait que je sois présent pour signer le contrat.

Cette démarche m'a beaucoup ému. Il faut être clair : grâce à son geste, j'ai perçu une commission dont j'aurais été privé, autrement. Marcel a fait le choix de la loyauté et de la fidélité. C'était une attitude de seigneur.

C'était une vie dans les avions, dans les chambres d'hôtel et au téléphone. Il m'a très vite fallu avoir plusieurs portables, pour compartimenter, entre les joueurs, la famille et les proches, les journalistes.

J'ai passé ma vie à voir des matches. Il m'est parfois arrivé de rendre visite à un joueur à l'étranger pour le plaisir de voir un match. C'était un plaisir, mais aussi une nécessité. Quand j'étais journaliste à *La Marseillaise*, au milieu des années 80, je n'ai pratiquement jamais manqué un match de l'OM. Le foot est ma passion, et j'aimais voir mes joueurs évoluer, et échanger ensuite avec leurs entraîneurs et les dirigeants. J'ai toujours eu très facilement des arguments sur le jeu, et je sais que j'ai pu surprendre certains techniciens.

J'ai travaillé avec de grands clubs, mais je regrette les deux rendez-vous manqués avec le Manchester United d'Alex Ferguson. Par un hasard étonnant, les deux joueurs auxquels il s'intéressait, Marc-Vivien Foé et Nouredine Naybet, ont été recalés à la visite médicale pour un problème de genou. Cela ne les a pas empêchés de réussir une belle carrière par la suite, Nouredine à La Corogne, Marc-Vivien à Lyon puis en Angleterre, jusqu'à son tragique décès sur la pelouse du stade de Gerland, à Lyon, pendant le match de Coupe des Confédérations Cameroun-Colombie, le 26 juin 2003.

Les négociations entourant Nouredine Naybet et Marc-Vivien Foé m'ont permis de connaître Sir Alex, mais aussi Peter Kenyon, qui travaillait auprès de Manchester United en tant que responsable des équipements chez Umbro, et qui allait en devenir l'executive chief avant de partir à Chelsea, où le Russe Abramovitch qui l'a débauché lui donnera plus de pouvoir encore.

Chelsea, du reste, fut la destination suivante de Marcel Desailly. Il n'était pas très chaud pour aller à Londres, Marcel. Pendant l'été 1998, après cinq saisons italiennes et le titre de champion du monde avec l'équipe de France, l'AC Milan et notamment Ariedo Braida, l'influent directeur technique du club, ont estimé que Marcel avait tout connu, et commencé à craindre qu'il ne manque de motivation.

Nous n'en avons jamais voulu à Braida, un type extraordinaire. Je savais qu'il aimait tellement Marcel qu'il sentait les choses. Nous sommes restés en relation : aujourd'hui encore, il continue de m'appeler, bien que je n'aie plus de fonction officielle. C'est un signe de respect que je n'ai pas retrouvé chez tous les dirigeants du football français.

Son départ de Milan s'est imposé, et Marcel ne l'a finalement pas regretté, en dépit d'une première saison très difficile, durant laquelle il lui a fallu s'adapter au jeu anglais. Il me disait : « Pape, ici, c'est incroyable, je n'ai pas encore le ballon que je prends déjà un coup de l'attaquant... » Mais il s'est fondu dans le jeu de Chelsea, dont il est devenu le capitaine, ainsi que dans la vie londonienne.

Un agent qui veut se développer ne peut pas travailler tout seul. Dans la région lyonnaise, j'avais pour collaborateur Ferdinand Makota, qui approchait les joueurs et m'introduisait auprès d'eux. A la fin des années 90, avant l'émergence de la grande équipe de Lyon, je m'occupais de sept ou huit joueurs de l'OL, dont Grégory Coupet, Stéphane Roche, Ghislain Anselmini, Florent Laville, Christian Bassila, Frédéric Kanouté ou Joseph-Désiré Job. Au total, j'ai eu jusqu'à soixante-dix joueurs en même temps.

Je n'avais pas de contrat signé, je m'en tenais à la parole et à l'engagement moral. Mais à cette époque-là, Marc Roger et Jean-François Larios, qui faisaient équipe, récupéraient de nombreux jeunes joueurs en sensibilisant financièrement leurs parents. Et c'est comme cela qu'un jour, alors que j'avais rendez-vous à Paris pour me mettre d'accord avec Patrick Vieira et avec sa mère, j'ai attendu en vain à l'hôtel tout l'après-midi. A 18 heures, j'ai fini par appeler chez lui, mais il m'a été répondu qu'il n'était pas là. J'ai appris qu'il avait signé l'après-midi même avec Marc Roger et Jean-François Larios. J'ai connu le même revirement avec Thierry Henry, qui était avec moi, mais qui a écouté son père, sensible aux sirènes financières.

Mais, au final, je n'ai pas perdu tant de joueurs que cela.

Quand vous êtes agent, vous avez parfois le couteau sous la gorge, parce que vos joueurs peuvent vous mettre une pression considérable en vous tenant ce discours : « Il y a un autre agent qui me propose ça et ça, il a un joueur dans l'équipe qui touche tel salaire, il faut que tu me trouves aussi bien. » Et cette pression-là amène parfois les agents à formuler auprès des clubs des demandes farfelues.

Etre agent, pour moi, c'est d'abord un échange avec le joueur, qui va au-delà de la simple conversation. C'est la raison pour laquelle, au fond, je n'avais pas si peur que cela de « perdre » un joueur. Je savais que s'il me quittait, il perdrait un interlocuteur qu'il aurait du mal à retrouver. Ma modestie dusse-t-elle en souffrir, je sais que j'avais un tel échange avec les joueurs que je les renforçais ; je sentais que je leur apportais quelque chose d'important dans leur approche du métier et dans leur progression.

Mais je n'ai jamais éprouvé le moindre regret à propos des joueurs qui ne sont pas restés avec moi. J'ai toujours gardé en tête le principe de Claude Bez : comme lui, quand les choses n'étaient pas claires avec un joueur, j'estimais ne rien avoir perdu. Je garde par exemple un très bon souvenir de Thierry Henry, qui a toujours manifesté de la considération et du respect à mon égard. J'aurais pu accompagner sa carrière, cela ne s'est pas fait, c'est tout. Je n'ai d'ailleurs jamais eu de véritable conflit avec un joueur. Parfois des discussions vives, oui, mais jamais de conflit.

Quand je suis entré dans la profession, les agents étaient payés par les clubs, mais rien n'était compartimenté, rien n'était organisé, tout le monde pouvait devenir agent de joueur du jour au lendemain. J'ai tout de suite commencé à gagner de l'argent, mais de manière raisonnable. Et aléatoire : je devais réussir à placer un joueur pour avoir de quoi tenir pour les six ou sept mois

qui suivaient, afin d'avoir au moins le même salaire que celui que j'avais en tant que journaliste. C'est comme cela que j'envisageais les choses : l'argent gagné en plus me permettait de payer mes frais, dont les voyages, incessants. Pendant mes cinq premières années d'agent, j'ai conservé à peu près le même salaire qu'à la fin de ma carrière de journaliste.

Je gagnais 15 000 francs environ, soit un peu moins de 2 300 euros, mais la société prenait en charge tous mes frais. Ce n'est que lorsque j'ai engagé des gens pour travailler avec moi que j'ai changé mon mode de rémunération. J'étais gérant de la société, et mes conseillers juridiques m'ont indiqué qu'il était plus intéressant pour moi de ne pas rester salarié, mais d'être intéressé sur les dividendes.

Ma rémunération, comme celle de tous les agents, s'est toujours située entre 5 et 10 % du montant total du contrat du joueur. La négociation, ensuite, déterminait ce qui était payable immédiatement, et ce qui s'échelonnait dans le temps. En général, si le contrat impliquait une rémunération de 200 000 euros sur quatre ans, on se mettait d'accord sur 50 000 euros par an, et si le joueur partait à un an de la fin de son contrat, le club ne payait pas la dernière année, par exemple. Mais on pouvait tout obtenir en une seule fois, selon l'intérêt que suscitait le joueur, et selon les offres extérieures.

Une hypocrisie profonde a toujours enveloppé ces transactions : on a voulu nous faire croire que les joueurs devaient payer eux-mêmes leur agent, alors que ce sont toujours les clubs qui ont payé. A la signature du contrat, il suffisait de ne pas l'enregistrer à la Fédération pour ne pas apparaître comme l'agent du joueur, et de s'arranger directement avec le club acheteur. Voilà pour l'hypocrisie.

J'ai toujours su mener la vie que mes moyens me proposaient. Quand j'étais journaliste à *La Marseillaise*, j'avais ma R14, je m'habillais dans des boutiques dégriffées et cela me suffisait. Lorsque j'ai gagné plus d'argent, j'ai suivi le mouvement, je me suis adapté. En règle générale, quand on réussit, on gagne de l'argent mais, franchement, cela n'a jamais été mon moteur : ce que je voulais, c'était réussir ce que j'entreprenais.

J'ai beaucoup travaillé avec Willie McKay, un agent anglais dont il a été dit beaucoup de mal, mais qui a toujours eu un comportement rectiligne à mes côtés. Il faut dire que j'ai été celui qui lui a mis le pied à l'étrier sur le marché français, et qu'il a dû en concevoir une certaine reconnaissance. Dans les affaires, c'était un tueur. J'ai été témoin d'une scène incroyable, un jour : je peux la révéler, il y a prescription. A l'époque, j'étais en contact avec Jean-Michel Ferri, l'ancien capitaine de Nantes, alors en Turquie. Il se trouve que Liverpool s'intéressait à lui, mais Jean-Michel ne savait pas vraiment à qui confier ses intérêts, beaucoup d'agents tournant autour de lui en lui promettant monts et merveilles. Je n'avais aucune intention de lui forcer la main, j'attendais qu'il vienne, mais Willie n'avait pas envie d'attendre : « Non, Pape, il faut qu'il travaille avec nous... » Alors, il a pris son téléphone, et a commencé à imiter la voix de Peter Robinson, qui était l'administrateur général du club de Liverpool : « Jean-Michel Ferri, bonjour, je suis Peter Robinson, le chief executive de Liverpool. Vous nous intéressez, mais nous sommes un club sérieux, nous ne pouvons pas travailler avec n'importe qui. Nous connaissons bien Pape Diouf, avec lequel nous avons toujours bien travaillé, et c'est avec lui que nous souhaiterions régler votre dossier. Mais c'est à vous de décider... »

Cinq minutes après, bien sûr, Jean-Michel Ferri m'appelait. Bon, on a quand même bien

travaillé sur son dossier, parce qu'à ce moment-là, sa carrière n'en faisait pas un choix évident pour un club comme Liverpool, mais voilà, c'était Willie. Le joueur ne l'a jamais su, et je pense qu'il va l'apprendre par ce livre.

Mais je n'ai jamais transigé sur la légalité ni sur la moralité, et je n'approuvais pas toujours les méthodes de Willie. Il me disait toujours : « Toi, tu es un baby-sitter. Moi, le football ne m'intéresse même pas. La seule chose qui m'intéresse, c'est l'argent... » Il savait aller au front, trouver des clubs pour les joueurs, mais après, c'est moi qui gérais : lui voulait seulement que le business se fasse, tandis que je quêtai l'adéquation entre le joueur et le club, dans la mesure du possible.

J'ai toujours recherché une certaine moralité, ainsi que le bonheur du joueur. Avec les présidents et les dirigeants des clubs, la relation n'était pas si difficile.

Ils affirment régulièrement ne pas vouloir travailler avec certains agents, mais la vérité est que le joueur est la seule chose qui les intéresse, peu importe celui qui le représente. Mais ils continuent de pourfendre la profession, et quand vous les croisez, ils vous affirment qu'ils ne parlaient pas pour vous.

Agent de joueur, c'est le seul corps de métier qui n'a aucun moyen de pression sur le milieu du football et qu'on exclut souvent de la famille. Les arbitres, les joueurs, les entraîneurs, sont tous représentés par un syndicat et peuvent provoquer une action, avoir une influence. Mais que peuvent les agents ? Tout le monde se fiche qu'ils ne soient pas contents de leurs conditions de travail et qu'ils aient envie de faire grève. A travers les grands joueurs dont ils s'occupent, peut-être que les principaux agents pourraient peser un peu, mais ce serait marginal, et la tendance profonde ne change pas : les agents restent dans la ligne de mire.

Il est beaucoup plus facile de s'attaquer à eux. Le marché est instable ? C'est les agents. Les prix flambent ? C'est les agents. Pourtant, si l'affaire se fait, c'est forcément parce qu'un club a envie de vendre, un autre envie d'acheter et que le joueur a envie de partir. Un agent n'est pas responsable du départ d'un joueur aimé du public, c'est le président qui l'est.

Dans ce milieu, j'étais un peu connu, au départ, en raison de mon passé de journaliste. Au tout début, je me suis amusé avec certains dirigeants qui regardaient avec gourmandise un Noir venir dans cette cour ; je voyais bien qu'ils pensaient que la négociation serait du gâteau pour eux. Dans cette situation, j'aimais bien accentuer le trait et jouer l'idiot du village, jusqu'au moment où je sentais mon interlocuteur s'enfermer, et où je le confrontais à ses contradictions, en lui lançant quelque chose comme : « Ou bien vous ne savez pas ce que vous voulez, ou bien vous me prenez pour un imbécile. » Cela me permettait de reprendre le dessus.

Après, cela a changé, je suis devenu trop connu en France pour adopter cette position. Pour moi, la base de la négociation, dans un transfert, ce n'est pas le mensonge ou la dissimulation, c'est le bon sens. Ensuite, ce qui fait la différence entre un bon et un mauvais négociant, c'est la capacité de réaction. Il faut aller très vite, et essayer d'avoir deux ou trois temps d'avance : quand on développe une idée, il faut toujours être prêt à anticiper la réaction que suscitera cette idée-là. Après, l'expérience entre en compte, mais je pense que j'avais au départ cette disposition à négocier.

L'autre principe intangible, c'est parvenir à ce que personne n'ait le sentiment d'être lésé.

C'était du moins l'idée que j'en avais. J'étais toujours gêné quand à la fin d'une négociation, une partie avait le sentiment de s'être fait avoir : il m'est arrivé, alors, de revenir en arrière.

Parfois, vous êtes amené à négocier le transfert d'un joueur blessé, ou en fin de carrière, et vous vantez ce transfert à un club acheteur sans la moindre garantie de performance. Mais ce sont des paris qui peuvent se révéler fructueux pour le club acheteur, vous ne lui racontez pas d'histoires, vous lui expliquez seulement que quelque chose de très positif peut survenir. Par exemple, après sa grave blessure au genou, en 1994, Jean-Pierre Cyprien avait encore des béquilles quand je l'ai amené à Torino, en même temps qu'Abedi Pelé. Je reste persuadé que sans sa blessure, il aurait été champion du monde en 1998, en défense centrale. Je ne sais pas à la place de qui, mais Jean-Pierre aurait été incontournable dans cette équipe.

J'avais donc dit au président de Torino que Jean-Pierre Cyprien était le meilleur défenseur français à mes yeux, qu'il était blessé, mais qu'il y avait un pari à faire. Et il a marché. Malheureusement, la blessure s'est révélée plus grave que prévu, et la guérison très longue : quand Jean-Pierre est revenu sur le terrain, il n'était plus tout à fait le même. Donc le pari n'a pas réussi, mais le président de Torino l'avait engagé en connaissance de cause. Je persiste à penser que sans cette blessure Jean-Pierre Cyprien aurait été l'un des plus grands défenseurs du football français. Et avec Torino, j'ai gagné un autre pari grâce à Abedi Pelé, qui sortait d'une saison moyenne à Lyon en 1995, après avoir gagné la Ligue des champions avec l'OM en 1993. J'avais dit au président : « Je suis persuadé que si tu prends Abedi, tu seras heureux. Il va inscrire au moins dix buts. S'il ne les marque pas, tu ne me paieras pas la commission. »

Cette saison-là, Abedi avait marqué onze buts, mais considérant la manière dont Abedi jouait, le président avait décidé de me payer bien avant qu'il inscrive les dix buts de notre pari.

Lorsque de jeunes agents viennent me voir pour me demander un conseil, ma réponse est toujours la même : « Essayez d'avoir de très bons joueurs, ceux que les clubs veulent. » On peut échafauder toutes les stratégies du monde, cela ne sert à rien si on n'a pas de joueurs. En vérité, les clubs sont comme des Etats, ils n'ont que des intérêts.

L'ancien directeur sportif du club de Lens, Francis Collado, aujourd'hui président du club d'Istres, continue de me reprocher, avec le sourire, de lui avoir amené Dagui Bakari à la place de Didier Drogba. Dagui Bakari avait effectué une excellente saison avec Lille en Ligue des champions, sous la direction de Vahid Halilhodzic, et Lens le voulait vraiment. J'ai entamé les négociations, c'était un peu cher pour Lens, mais nous sommes néanmoins parvenus à un accord. A un moment donné, alors que nous déjeunions en compagnie du président de Lens Gervais Martel, Francis Collado m'a lancé : « Dis-moi, et le petit Drogba, là, au Mans, tu crois qu'on peut le prendre ? » Je lui ai répondu : « Arrête, Francis, Drogba commence à peine, alors que Dagui est quand même un joueur confirmé... » Depuis, pour lui, je serai toujours l'homme qui lui a vendu Dagui Bakari au lieu de Didier Drogba.

Francis Collado était dur dans la négociation. Mais c'était normal, et puis, chacun avait sa technique. J'avais les miennes, aussi. Il m'est arrivé dans certaines négociations d'avoir recours à un bluff considérable. Je fais bien la différence entre le bluff et le mensonge, et j'avais élevé le bluff au niveau d'une institution. Par exemple, avant d'entrer dans un bureau ou dans un salon pour négocier, je demandais souvent à ma secrétaire de m'appeler à une heure précise. Je décrochais le téléphone devant mon interlocuteur, ma secrétaire ne me disait rien, mais je parlais tout seul, et

c'était bien souvent un discours incomplet : « Ah, d'accord... C'est arrivé ?... Bon, OK, laissez-le sur mon bureau... Parfait, c'est gentil... » Je n'utilisais pas immédiatement ce bluff. J'attendais un moment de tension dans la négociation, et je lançais, alors : « Bon, écoutez, on ne va pas tourner en rond. Pour ce garçon, ce sont ces conditions-là, ou il ne vient pas chez vous. Je sais depuis peu que ce garçon peut obtenir ailleurs les conditions que je vous ai demandées. » Evidemment, le dirigeant avec lequel je négociais faisait instantanément le rapprochement avec le coup de fil que j'avais reçu plus tôt, et neuf fois sur dix, cela marchait, alors qu'aucun fax ne m'attendait à mon bureau, bien sûr.

Le risque que je prenais était calculé. Avant d'entamer une négociation, j'avais évalué le pour et le contre avec le joueur, et je savais toujours jusqu'où aller, ou ne pas aller. Il est arrivé qu'un club s'intéresse à un joueur, fasse des propositions, qu'elles soient très éloignées de ce que l'on avait décidé, et que l'on renonce. Mais en règle générale, on calculait le plus objectivement possible le prix du marché, qui est fonction de la qualité du joueur, de la demande dont il est l'objet, de son poste, par exemple.

Avant de les vivre comme président, j'ai vécu les récriminations de joueurs se plaignant régulièrement de gagner moins d'argent que certains de leurs coéquipiers, sur une base souvent objective : « Pape, je suis beaucoup plus performant que lui, et j'évolue à un poste autrement plus difficile et décisif que le sien. » Je leur ai toujours répondu de ne pas considérer le problème sous cet angle, qui fausse leur perception.

Par exemple, quand un club cherche un défenseur latéral titulaire et un joueur d'appoint en attaque, son président fera un plus grand effort financier pour le défenseur, qui sera vu comme la pièce manquante du puzzle. Mais au bout d'une ou deux années de contrat, le défenseur latéral peut s'avérer décevant, et le joueur d'appoint peut devenir indispensable et titulaire.

Dans ce cas de figure, la différence de salaire ne se justifie plus, mais j'ai toujours dit aux joueurs de ne pas confondre égalité et équité. Le plus important, pour moi, comme agent ou président de l'OM, plus tard, a toujours consisté à faire le distinguo : l'équité, c'est une certaine logique, du bon sens, alors que l'égalité est impossible, dans le football.

Quand un joueur était très content de son nouveau contrat, je lui lançais inmanquablement : « Ecoute, prends une feuille, inscris la date d'aujourd'hui, et écris que tu es très content de ton contrat. Je n'ai pas envie que dans un an tu me dises qu'on a mal négocié... Aujourd'hui, tu es satisfait parce que tu sais avoir obtenu exactement ce que tu mérites. Mais si dans un an, tu estimes que ton contrat est en deçà de tes qualités et de ta place dans l'équipe, cela ne signifiera pas que l'on avait mal négocié, seulement que tu auras beaucoup progressé. Et si c'est le cas, on essaiera d'obtenir de nouvelles conditions, adaptées à ton nouveau statut. »

Le salaire est une question qui agite tous les vestiaires. Les joueurs se demandent sans cesse ce que l'autre perçoit, s'estiment perpétuellement sous-valorisés, et ne sont pas toujours lucides. L'exemple de Laurent Bonnart, l'ancien arrière droit de Marseille, est extrêmement éclairant. Lorsqu'on est allé le chercher au Mans, en 2007, il touchait environ 25 000 euros par mois. En signant chez nous, je crois me souvenir qu'il avait doublé son salaire, et même un peu plus, percevant 60 000 euros. Il jouait à l'OM, donc, dans une équipe très exposée, disputant plus de trente matches par an en championnat de France, et il a entamé des discussions pour prolonger son contrat. L'OM lui a proposé une belle augmentation et un salaire de 100 000 euros par mois, que

ses agents ont refusé. C'était un manque de discernement considérable, de la part du joueur comme de ses agents. Si j'avais été encore président au moment de son départ, pendant l'été 2010, je l'aurais appelé pour lui dire : « Laurent, tu commets une erreur fondamentale. Ce n'est pas parce que tu joues dans une équipe où des garçons touchent 200 000 ou 300 000 euros par mois, que tu dois percevoir ces sommes-là. N'oublie jamais que tu es arrière droit, et que des arrières droit, on peut en trouver d'autres dans le championnat de France, pour la moitié du prix que tu réclames. Ce n'est pas juste ou injuste, c'est comme ça. Il y a des tarifs pour chaque poste, et le salaire que l'OM te propose est très respectable. Maintenant, tu peux trouver l'équivalent, ou même plus, à l'étranger. »

Pour un agent comme pour un président de club, il est essentiel de connaître la réalité du marché et de conserver son discernement. Lorsque j'étais encore président de l'OM, au printemps 2009, et alors que j'avais déjà obtenu l'accord de Didier Deschamps pour être notre futur entraîneur, j'ai reçu quelques joueurs dans mon bureau, comme je le faisais chaque année, en fin de saison. C'est dans ce cadre que j'ai reçu Benoît Cheyrou, notre milieu de terrain. Voici à peu près le dialogue entre un président et un joueur qui vient faire le bilan de sa saison, avec une idée derrière la tête.

« Président, je voulais savoir ce que vous pensez de ma saison...

— Tu as fait une très bonne saison, Benoît, j'en suis très content.

— Merci, président. J'ai d'ailleurs reçu un appel de Didier Deschamps, qui m'a informé que je faisais partie des joueurs sur lesquels il comptait.

— Oui, c'est vrai, il me l'a dit. Vous êtes quatre. Il y a Mamadou Niang, Taiwo, Mandanda et toi.

— Justement, président, par rapport à la saison que je viens de faire, je voulais savoir ce que le club pouvait faire pour moi...

— Benoît, la vérité est que tu as justifié le salaire que je t'ai donné, ni plus, ni moins. Je t'en remercie infiniment : au moins, tu n'as pas volé le club. Mais ce n'est pas parce que tu l'as justifié que tu mérites un salaire plus important ! Tes camarades qui, eux, n'ont pas justifié leur salaire ne sont pas venus me voir pour le faire... J'attendais un rendement exactement en proportion du salaire que je t'ai donné. Toi, je peux te regarder dans les yeux en te disant : ton salaire, tu le mérites. Mais ce n'est pas une raison pour l'augmenter. Maintenant, tu as encore un an de contrat, et ce que je te suggère, c'est d'en rester là jusqu'au mois de décembre : on se reverra à ce moment-là, et s'il y a besoin de renouveler ton contrat, on en reverra peut-être les conditions financières. Mais pas aujourd'hui. »

Je ne sais pas si j'avais été convaincant, mais mon propos n'a appelé aucune réplique de sa part. Je suis parti définitivement de l'OM, peu après que Benoît est revenu à la charge avec les nouveaux dirigeants, et qu'il a immédiatement obtenu ce qu'il voulait. C'est ce qui a fait dérailler les dirigeants de l'OM qui m'ont succédé, au niveau de la masse salariale : ils ont augmenté tous les salaires, en les multipliant par deux, parfois, de manière incompréhensible à mes yeux.

Lorsque je suis devenu président de l'OM, j'ai abandonné l'essentiel des négociations avec les agents à Julien Fournier, mon secrétaire général. J'ai seulement négocié, personnellement, avec Jeannot Werth et le tandem Jean-Pierre Bernès-Alain Migliaccio, pour des raisons d'ancienneté dans la relation et de courtoisie.

Le milieu des agents n'est pas celui dans lequel je compte mes meilleurs amis, mais je n'ai ni l'intention, ni l'envie de cracher dans la soupe en me montrant critique envers cette profession et les comportements qu'elle suscite. Je préfère les nuances : de nombreux agents ont une éthique douteuse et critiquable, mais fondamentalement, n'est-ce pas également le cas d'autres corps de métier ?

A chaque fois qu'il a été question d'imaginer un mouvement d'ordre syndical entre agents, cela n'a jamais fonctionné. C'est un métier où, par essence, l'individualisme l'emporte. J'ai eu des relations plus cordiales avec quelques anciens du métier, comme Jeannot Werth, un type droit, Alain Migliaccio, par la force des choses, ou Henri Zambelli, Philippe Flavier, Stéphane Canard.

Quand on m'a demandé pourquoi j'ai quitté ce métier, j'ai répondu qu'il était devenu « merdique ». Quand on a une certaine idée de soi-même, on ne peut pas accepter que le premier guignol venu puisse vous stigmatiser au seul prétexte de votre profession. J'étais agent et j'ai toujours eu un code moral, bien plus que certains présidents et dirigeants, si prompts à se poser en moralisateurs.

Jean-Pierre Bernès et Alain Migliaccio ont formé le couple d'agents dont on parlait le plus. Concernant Jean-Pierre Bernès, suspendu après l'affaire de corruption VA-OM, en 1993, je n'ai aucun problème moral : il a payé à la société les erreurs qu'il a commises et a obtenu sa rédemption auprès de toutes les institutions, qu'il s'agisse de la Ligue de football professionnel, de la FIFA ou de la Fédération française. Il n'y avait donc pas de raison qu'il n'ait pas eu la possibilité de travailler.

Dans son cas, le seul élément qui m'ait gêné profondément est qu'il ait pu, parfois, être à la fois agent de joueurs et agent d'entraîneurs. C'est un mélange des genres qui peut susciter des conflits d'intérêts : si un entraîneur a le choix entre deux joueurs de valeur sensiblement égale au moment de composer son équipe, il peut avoir tendance à aligner le joueur qui a le même agent que lui. Cela peut être une préférence non consciente, une réponse à l'amitié et au lobby de son agent, mais on peut également imaginer une entente consciente et organisée avec l'agent, afin de mieux préparer le transfert d'un joueur et de le valoriser sur le marché. Mais comme aucune loi n'existe, on ne peut rien reprocher, légalement, aux agents qui gèrent à la fois les carrières des joueurs et des entraîneurs.

Jean-Pierre Bernès a été au cœur de ce débat, puisqu'il s'est occupé de plusieurs internationaux et de leur sélectionneur. Il n'est pas en cause personnellement, c'est le principe que je condamne, et qui pousse certains agents à lui reprocher de se servir de sa position comme d'un argument commercial. Lorsque vous êtes l'agent de certains entraîneurs en vue, notamment de celui de l'équipe nationale, et que vous êtes en pourparlers avec de nouveaux joueurs, il n'est pas difficile de leur glisser dans la conversation ou dans le creux de l'oreille : « Tu sais, avec moi, tu as beaucoup plus de chances d'intégrer l'équipe nationale... » Même non formulée, cette proximité entre le sélectionneur et le joueur existe forcément en arrière-plan dans l'esprit de celui-ci.

A mes yeux, il faudrait tout simplement que les agents de joueurs ne puissent pas être agents d'entraîneurs. Cela chasserait toute suspicion, fondée ou non.

Mais ce débat est également entouré de beaucoup d'hypocrisie. Parce que la plupart des agents qui reprochent à Bernès d'avoir deux casquettes aimeraient avoir les mêmes. Parce que tous les

agents se servent de leurs joueurs pour en appâter d'autres. J'ai toujours pensé que les deux rôles sont incompatibles. Pour en terminer sur le sujet, il faut relativiser : je crois que l'on prête à Bernès une puissance et une influence qu'il n'a pas.

Me concernant, il m'est arrivé d'aider des entraîneurs, mais toujours de manière gracieuse, notamment au moment des nominations de Bruno Metsu puis de Guy Stephan à la tête de l'équipe du Sénégal.

J'ai connu les deux faces de la relation agent-président. Agent, j'ai beaucoup apprécié Gervais Martel, le président de Lens. Je n'oublierai jamais qu'il m'a sorti une épine du pied, en 1995, après que la FIFA avait demandé à tous les agents sous licence de présenter une caution de 800 000 francs. Je travaillais beaucoup à l'époque, mais je ne m'étais pas enrichi. En dépit d'un compte largement créditeur, les banques ont refusé de me prêter l'argent nécessaire. Cette fameuse caution représentait une somme importante, et je n'avais pas de réserves suffisantes pour faire face.

Tout ce que j'avais devant moi, c'était la perspective de toucher 500 000 francs du RC Lens, l'année suivante. C'était une commission que le club nordiste me devait. Face aux refus de la banque, j'ai évoqué le problème dans une discussion informelle avec Gervais Martel, et il a accepté tout de suite de me donner par avance ces 500 000 francs, afin que je puisse payer la caution. Je n'ai pas oublié ce geste d'un homme pour lequel j'ai toujours eu beaucoup d'amitié, un homme simple, passionné de football, qui a le bon sens des gens du terroir.

Parmi les autres présidents côtoyés dans mon habit d'agent, j'ai eu beaucoup d'amitié et de respect pour le patron du Havre, Jean-Pierre Hureau. C'était un président à l'ancienne, qui avait le sens des relations humaines, mais qui n'aimait pas beaucoup sortir de l'argent des caisses du club. Il poussait des cris d'orfraie selon les sommes qu'on lui demandait. Mais il a toujours su conduire son club de manière efficace et cohérente, en faisant avec les moyens du bord. C'était un président d'une grande courtoisie qui portait beau, toujours élégant. Aujourd'hui encore, nous continuons à nous envoyer des messages lors de dates symboliques ou de moments importants. J'ai entretenu une relation plus amicale avec lui qu'avec son successeur, Jean-Pierre Louvel, avec lequel la relation était plus distante.

Président de l'OM, j'ai eu affaire directement aux agents, ces pairs de ma vie d'avant. Je peux dire de quelques-uns que j'aurais préféré ne pas les croiser. Bruno Heiderscheid, qui était l'agent de Franck Ribéry en 2006, lorsque j'étais aux commandes de l'OM, est l'exemple type de l'agent sans scrupules qui utilise toutes sortes de moyens pour parvenir à ses fins. En général, je suis perspicace pour débusquer les traits de caractère des gens. Avec lui, je dois confesser que j'ai manqué de vigilance.

Je l'ai connu par une relation commune, et j'aurais dû me douter que rencontrer un agent par un intermédiaire ne promettait pas une relation en ligne droite. A l'époque j'étais agent, moi aussi, et je l'ai tout de suite trouvé sympathique. Il me demandait des conseils pour se faire accepter. Il m'avait présenté dans la presse belge comme l'une des personnes qui l'avaient beaucoup aidé à s'épanouir professionnellement, ajoutant qu'il m'en savait gré.

Lorsque je suis devenu président de l'OM, en 2004, notre relation s'est poursuivie, au point que j'ai même accepté parfois qu'il loge dans le même hôtel que l'équipe, en Coupe d'Europe par

exemple. Le soir, on sortait ensemble pour prendre un verre, et c'est vrai qu'il a été le premier à me parler de Franck Ribéry. Il m'avait averti que Franck ne touchait plus son salaire à Galatasaray depuis plus de trois mois et qu'en vertu du règlement international, le joueur allait pouvoir quitter le club turc sans indemnités de transfert. Il m'avait aussi prévenu qu'il avait dit la même chose à Monaco et à Paris.

J'ai immédiatement sauté sur l'occasion et nous avons pu faire venir Franck à Marseille. A l'époque, il était plutôt un espoir en devenir. Notre accord portait sur un contrat de quatre ans, mais la difficulté était de trouver un moyen de payer son agent, puisque la réglementation nous interdisait de rétribuer un agent étranger et qu'Heiderscheid était luxembourgeois. Franck, qui était très attaché à lui, s'est débrouillé pour payer lui-même son agent.

Franck Ribéry a tout de suite explosé à Marseille, devenant en quelques mois un joueur convoité par les plus grands clubs européens. Son agent, jouant peut-être sur le clavier amical qui régissait notre relation, est venu me trouver et m'a dit : « Ce serait bien que dans le cadre d'un futur transfert de Franck, je bénéficie d'une commission de 10 %. » Je lui ai répondu : « En vertu de quoi ? » Nous n'avions pas négocié ça au départ. Et puis je ne pouvais pas, je ne voulais pas, sous couvert de l'amitié, faire des choses que je n'avais jamais faites. Il a été surpris de ma réaction. Il pensait qu'avec moi il était possible de faire des tours de passe-passe.

De ce jour sont nées des incompréhensions grandissantes. Le rapport de forces entre Heiderscheid et moi est même devenu extraordinairement violent, au point qu'il s'est vraiment éloigné de moi et de Julien Fournier, tout aussi intransigeant en matière de transferts, pour se rapprocher de José Anigo. Le point culminant de ce conflit a été atteint lorsqu'il a poussé Franck à quitter l'OM, juste avant la Coupe du monde 2006.

Bien aidé par les plans de Jean-Michel Aulas, il a tout fait pour que Franck signe à Lyon. Pendant la Coupe du monde 2006, le feuilleton connaissait des rebondissements quotidiens, et certains n'étaient pas très glorieux. Aulas voulait Ribéry, Franck voulait aller à Lyon, et on me posait sans cesse la même question : « Comment garder un joueur qui ne veut pas rester ? » Ma réponse n'a jamais varié : « Comment contraindre un club à vendre quand il n'en a pas envie ? »

Dans cette affaire, beaucoup de gens ont pensé que je lâcherais. Un jour, Colette Cataldo, supportrice et membre-fondateur des Dodgers, m'a lancé : « Tu sais, Pape, nous les supporters on t'entend dire que tu ne laisseras pas partir Ribéry, mais on sait bien que tu ne pourras pas faire autrement. » Je lui ai répondu : « On verra bien ! »

Lorsque Ribéry est passé au journal télévisé de 20 heures sur France 2, pour déclarer qu'il quittait l'OM pour aller à Lyon, les collaborateurs qui étaient avec moi m'ont entendu marmonner que s'il avait jusque-là une chance sur mille de partir, il venait de la perdre. J'ai pris mon téléphone pour appeler Aulas et c'est exactement ce que je lui ai dit. J'étais si agacé que j'ai ajouté que si Ribéry signait à Lyon, je me couperais les c... et que je les lui servais !

La seule personne qui pouvait changer la donne, c'était Robert Louis-Dreyfus, le propriétaire de l'OM. Lui seul pouvait me dire : « C'est mon club, il faut vendre Ribéry ! » Dans cette hypothèse, considérant ma position et mes engagements, je serais parti ; il m'aurait été impossible de rester sans perdre la face. Mais Robert m'a dit simplement : « Vous êtes le président, faites ce que vous avez à faire. »

Il faut préciser que Robert avait eu une explication un peu orageuse avec Aulas pendant la Coupe du monde. Quand le président lyonnais est venu le saluer, dans les salons du stade de Hambourg, Robert lui a dit : « Gardez votre main, je ne serre pas la main de voyous. » Jean-Michel Aulas qui, en tant que vice-président de la Ligue, circulait à sa guise dans la retraite bien gardée des joueurs de l'équipe de France, s'épanchait tous les jours dans la presse. « Ribéry va venir à Lyon », « Ribéry veut avoir de grands joueurs à ses côtés », « Ribéry, il y a longtemps que c'est fait... » : il faisait passer son message, toujours le même.

Mais l'histoire ne s'est pas terminée comme il l'espérait. Lorsque Franck est venu me voir, j'ai réglé l'affaire en trois phrases : « Franck, je vais discuter avec toi, mais avant tout préalable, je veux que tu saches une chose : tu ne partiras pas ! Maintenant que j'ai dit ça, on peut discuter. Mais je te le répète, quels que soient tes arguments, tu ne partiras pas. »

On a discuté, il a compris et il a accepté. Il a négocié quelques jours supplémentaires de vacances, que nous lui avons accordés, et il est revenu pour un match de Coupe Intertoto en Suisse, à Berne. Robert Louis-Dreyfus en a profité pour lui confirmer que j'étais le président et seul décideur, et que comme promis il aurait un bon de sortie en fin de saison, à l'été 2007.

Franck avait obtenu une rallonge financière avant la Coupe du monde, que justifiait son nouveau statut d'international. Pour ma part, je n'ai plus jamais revu Bruno Heiderscheid. Il a tout tenté pour m'atteindre, a commis des faux pour me nuire, notamment une lettre que j'aurais écrite à Robert Louis-Dreyfus, mais la lettre était truffée de fautes de grammaire et de syntaxe que je n'aurais jamais commises. Ce triste sire a même envoyé une lettre au juge Renaud Van Ruymbeke, en essayant de lui faire croire qu'au moment de la vente de Drogba à Chelsea, en 2004, j'avais envoyé un fax à l'agent Pierre Frelot pour lui demander de me verser une commission sur un compte à Dakar. J'ai porté plainte contre X à chaque fois, mais bon...

Dans ces moments-là qui ne font pas honneur à ceux qui ont relayé ses mensonges, il a été aidé dans la presse par des gens qui sont tout sauf des journalistes. Correspondant de *France-Football*, Marc Benoit rencontrait souvent l'agent de Ribéry et avait pris le parti de faire parler Franck dans ses papiers pendant tout l'épisode de son faux départ de l'OM. J'avais la conviction que Ribéry ne parlait pas, qu'il s'agissait plutôt d'une connivence entre Benoit et l'agent. Jusqu'au jour où *France-Football* a publié une interview entière de Ribéry ! J'ai débusqué la supercherie, c'en était trop. Après enquête, *France-Football* s'est aperçu que Franck n'avait jamais parlé, et son directeur, Gérard Ernault, a écrit un éditorial pour s'excuser. Franck a fini par se fâcher avec son agent, qui l'a attaqué lorsqu'il a rejoint Bernès et Migliaccio. Concernant Pierre Frelot, ancien directeur financier de Canal+ et du PSG, incriminé dans l'affaire des comptes du PSG, je persiste à penser que c'est un type bien, que l'absence d'enrichissement personnel a été avérée dans cette affaire, et qu'il a seulement signé certains documents en raison de sa position dans l'entreprise. C'est pour cette raison que je me suis tourné naturellement vers lui lorsque j'ai cédé ma société, mais j'avance un peu dans l'histoire.

L'affaire Ribéry m'a conduit à évoquer Jean-Michel Aulas. Je sais que je suis attendu sur le président de Lyon. Le voilà, il arrive.

En tant qu'agent, j'ai négocié plusieurs transferts avec lui, plusieurs prolongations de contrat. Le problème est qu'il était toujours dans le double jeu, se renvoyant la balle avec Marino Faccioli, son directeur administratif pendant vingt-cinq ans, devenu en 2010 directeur de l'équipe de France.

Il était très affable, toujours disponible pour recevoir les joueurs, négociait avec cordialité et beaucoup de compréhension, mais l'accord entériné avec lui n'était jamais le même que celui retenu par Marino Faccioli. Comme par hasard, un problème surgissait systématiquement au moment de la signature du contrat ou de la convention. J'ai fini par comprendre qu'il existait entre les deux dirigeants lyonnais une forme de complicité ; ce n'était ni agréable, ni honorable, mais c'était comme ça et lorsque je l'ai intégré, je m'y suis pris autrement pour ne plus tomber dans leur piège.

Très tôt, j'avais compris que cet homme ne mettait pas forcément en avant la relation humaine. C'est quelqu'un d'une grande logique, possédant plutôt la froideur d'un ordinateur. Pour discuter et lutter avec lui, il faut avoir un raisonnement performant et des arguments intellectuellement solides.

Mais je n'ai pas eu de difficulté particulière avec lui, peut-être parce que j'ai su choisir les leviers qui correspondaient le mieux à la situation et à l'homme. Et il faut lui reconnaître deux choses. La première, c'est sa grande présence au sein de son club comme au sein des instances, qu'il s'agisse de l'UCPF, le patronat du football français, de la Ligue de football professionnel ou des différentes commissions. Il m'a souvent impressionné par sa capacité à gérer tout ça, en surplus de son travail de dirigeant d'entreprise. Pour la plupart, nous étions des présidents salariés à plein temps, et lui était partout en continuant de gérer sa société. Je me suis parfois demandé comment il faisait et où il trouvait tant d'énergie.

La deuxième chose que je lui reconnais, c'est son absence de rancune : il sait à la fois donner les coups et les encaisser. Parfois on s'étripait, on s'attrapait, j'ai même eu des mots que j'ai regrettés plus tard, mais cela ne l'empêchait pas le lendemain de me serrer la main et de discuter, contrairement à un homme comme Pierre Blayau, l'ancien président du Paris SG, qui n'avait que son arrogance et son ignorance à étaler. Dès qu'on le touchait un peu, il s'effarouchait, au point qu'un jour au Vélodrome il a refusé de me serrer la main. José Anigo lui a rétorqué qu'il avait bien raison, parce que j'allais le salir. A cet égard, Aulas est vraiment l'anti-Blayau.

Je me suis de nouveau heurté frontalement au président lyonnais à l'occasion de l'affaire Hatem Ben Arfa, dont j'ai arraché le transfert en juin 2008. Tout avait commencé lors d'un OM-Lyon (2-1) au Vélodrome : Ben Arfa était entré en jeu en seconde période, et il avait failli nous tuer en vingt minutes. A la fin du match, j'ai lâché, en zone d'interviews : « Heureusement que l'entraîneur de Lyon (Alain Perrin) n'a pas aligné Ben Arfa dès le départ... » Et quand on m'a demandé si le joueur m'intéressait, j'ai répondu : « Qui ne prendrait pas Ben Arfa dans ses rangs ? »

Tout est parti de là. Moi, je l'avais dit comme ça, sans voir plus loin : à cette époque, Benzema, Nasri et Ben Arfa, les trois joyaux de la génération 1987, étaient les plus grands espoirs du football français. Je ne pouvais pas imaginer un instant qu'Aulas me laisserait Ben Arfa, mais lorsque l'on a senti que la porte n'était pas fermée, on a décidé de foncer.

Les négociations ont commencé, mais c'était des négociations à la lyonnaise : on se met d'accord sur certaines conditions et après, lorsqu'il faut formaliser, les sommes sont différentes. J'avais même en ma possession des SMS d'Aulas qui entérinaient nos premiers accords... On ne pouvait pas accepter ce revirement. J'ai dit stop, et j'ai annoncé que le joueur viendrait aux conditions dont nous étions convenus.

Notre chance a été d'avoir le joueur de notre côté. La polémique avec Aulas a été sanglante. Là,

j'ai eu à son encontre des mots violents que j'ai sincèrement regrettés par la suite. Il a fallu aller devant la commission juridique de la Ligue pour parvenir à un accord à peu près satisfaisant pour tout le monde. Tel est Jean-Michel Aulas. C'est un peu Janus, le dieu romain aux deux faces. D'un côté, l'homme retors prêt à tout pour défendre les intérêts de son club, y compris à mentir sans sourciller puisque le mensonge est chez lui une arme essentielle dans la négociation comme dans le lobbying. Et de l'autre côté, l'homme affable, qui accepte à la fois d'encaisser et de donner. Les résultats qu'il a obtenus avec son club sont l'aboutissement d'un travail de longue haleine. Mais quand on me dit qu'Aulas a gagné énormément de choses, je réponds que j'en aurais peut-être fait autant si j'étais resté vingt ans à la tête du même club. A Lyon, il a gagné son premier trophée après quatorze années de présidence. Moi, je ne suis resté que cinq ans. J'aurais aimé que l'on compare nos bilans après quatorze ans.

J'ai affronté Aulas sur trois dossiers majeurs et j'ai toujours eu le dernier mot : en dehors des affaires Ribéry et Ben Arfa, je suis parvenu à le contrer sur le FAP, le sigle de Football Avenir Professionnel, une entité qui regroupait les clubs français les plus puissants, sur le modèle du G14 qui pesait, alors, sur le football européen. Pour Aulas, c'était une manière d'affirmer son leadership sur le football français, mais aussi de se désolidariser des petits clubs, notamment par une répartition des droits télévisés qui favorise mieux les puissants. Il a tenté ce coup de force en étant bien aidé, il faut le dire, par deux dirigeants marseillais importants, Thierry de La Brosse, le directeur général, et Mehdi El Glaoui, le président du conseil de surveillance, qui avaient écrit une lettre pour lui offrir la voix de l'OM.

Dans son plan, il avait été rejoint par Toulouse, Lille, Monaco, le PSG, Bordeaux, Lens, les principaux clubs français du moment. Restait le cas de Marseille. Quand la présence de l'OM a été annoncée, j'ai aussitôt envoyé une lettre à Aulas en lui expliquant qu'un éventuel accord émanant du club était caduc, et que la seule voix officielle qui pouvait engager le club était la mienne. Le contexte était un peu lourd, pour moi : je dirigeais le club, mais à mes côtés, le directeur général et le président du conseil de surveillance avaient choisi un autre bord. Cependant, à partir du moment où j'ai eu le soutien de Robert Louis-Dreyfus sur ce dossier, c'était gagné, et l'affaire du FAP a même été le début de la fin pour Mehdi El Glaoui et Thierry de La Brosse qui, pour me court-circuiter, se seraient alliés avec le diable.

Je ne me suis pas opposé à Aulas par principe. Je me suis opposé à son idée. Le FAP me paraissait une entreprise égoïste qui contestait la mutualisation des droits TV, laquelle fondait l'équilibre des chances dans le championnat de France. L'OM, par l'entremise de Christophe Bouchet, s'était déjà battu pour rendre cette répartition plus juste : tout en favorisant, au prorata, les clubs dont les matches étaient le plus souvent diffusés, elle maintenait la solidarité. Dès lors, pourquoi la remettre en cause ?

En fait, Aulas me connaissait tellement que lorsqu'il s'apprêtait à défendre une décision importante au conseil d'administration de la Ligue, il m'appelait un peu avant pour tâter le terrain. Et quand il lui venait une idée en cours de séance, il l'exprimait en me regardant, guettant mon attitude. Ce n'est pas contradictoire avec tout ce que je viens d'écrire sur lui : il reste sans doute l'un des présidents pour lesquels j'ai eu le plus de considération.

Le jour où tout bascule

On me dit que j'ai eu plusieurs vies. J'ai plutôt toujours eu l'impression qu'il s'agissait de la même, ouverte sur le monde et sur les autres, centrée sur la passion du football et des hommes. L'OM a été au centre de ma vie. Alors, dirigeant, était-ce une vie si différente ? Était-ce réellement une rupture ?

Je suis devenu manager général de l'OM en 2004, chargé des affaires sportives. Moins de six mois plus tard, et à la faveur d'une énième crise qui a secoué le club, j'ai été nommé président du directoire par le conseil de surveillance. En 2005, j'ai accédé à la présidence de l'Olympique de Marseille, que j'ai quittée en 2009. Voici pour la chronologie. Mais il manque l'histoire.

Pour la raconter, je dois remonter à mes relations avec le président de l'OM de l'époque, Christophe Bouchet. Je l'ai connu lorsque j'étais encore à *La Marseillaise*, au début des années 80. Il était journaliste, venait d'être nommé au bureau de l'AFP de Marseille, et des connaissances communes lui avaient dit que je pourrais l'aider. Je l'ai fait avec plaisir et fidélité ; je l'appelais dès que quelque chose d'important intervenait, je lui donnais mon avis, et nous allions souvent déjeuner ensemble dans un restaurant sénégalais sur la Canebière. Nous sommes restés copains lorsqu'il a quitté Marseille pour le bureau de l'AFP à Lille. Cette relation a traversé le temps et, chaque fois qu'il avait à écrire un papier sur l'OM, il m'appelait. Même lorsque j'ai quitté le journalisme pour devenir agent, nous avons conservé cette relation de bons copains, qui reposait sur ce que je croyais être une considération et une estime réciproques.

Pourtant, j'ai appris de manière très incidente qu'il était devenu président de l'OM : j'étais en Angleterre en train de travailler lorsque j'ai reçu un texto de Philippe Broussard, à l'époque journaliste au *Monde*, qui m'annonçait : « Tu ne devineras jamais qui est devenu président de l'OM. » J'ai répondu : « Non, je ne sais pas. » Quand il m'a dit que c'était Christophe Bouchet, je suis tombé des nues, complètement, et je me suis souvenu d'une discussion avec Christophe une semaine auparavant au stade Vélodrome. Il avait eu un discours ambigu, que je n'avais pas bien compris, à propos de l'OM.

A peine nommé, Bouchet m'a tout de suite approché. Pour que je lui donne mon sentiment sur le club et son environnement, ce que j'ai fait, et pour savoir si intégrer le club pouvait m'intéresser. Je lui ai répondu non, exactement la même réponse que j'avais faite à Robert Louis-Dreyfus à son arrivée au club.

Président, Bouchet est resté un proche, nous avons beaucoup échangé, et ma position a tout doucement évolué. Cela a commencé lorsqu'il a été question de l'arrivée de Laurent Blanc comme manager général de l'OM, au printemps 2004. Il m'a demandé mon avis, je le lui ai donné : je lui ai dit que Laurent Blanc, par son parcours, sa carrière et sa personnalité, serait rapidement un homme fort dans le club, et qu'il fallait qu'il soit prêt à cette cohabitation. Je crois que ma réponse lui a fait peur, et il m'a invité à en parler chez lui avec José Anigo, qui était l'entraîneur, à l'époque.

J'avais connu José Anigo quand il était jeune joueur et qu'il faisait partie de l'équipe des « minots » des années 80. Cette génération de gamins du club, entraînés par Roland Gransart, avait sauvé le club de la banqueroute. Journaliste, j'avais avec lui la même relation qu'avec les autres « minots », Lopez, Caminiti, Pascal, De Falco, De Bono ou Levy.

Christophe Bouchet l'a reconduit au poste d'entraîneur après le limogeage d'Alain Perrin en 2004, et José avait fait appel à moi pour le renouvellement de son contrat, parce qu'il n'avait pas d'agent. A l'époque, aucun entraîneur n'avait d'agent, d'ailleurs. J'avais accepté volontiers, et je l'avais aidé à élaborer son contrat à titre très amical.

Ce jour-là, lors de ce déjeuner chez Christophe Bouchet, avec José et moi, l'OM était évidemment au centre de nos discussions. Et évidemment, à un moment, je lance : « Si j'étais à votre place, voilà comment je procéderaais... »

Bouchet m'a coupé : « Tu dois venir chez nous. » J'ai répondu : « Ecoute, j'ai dix mille choses à faire, j'ai des engagements avec des joueurs, je ne peux pas m'en défaire du jour au lendemain, d'autant que c'est une chose que l'on m'a déjà demandée et j'ai toujours dit non. » José a embrayé : « Il faut que tu viennes. » Ils ont vraiment beaucoup insisté. Par parenthèse, la piste Laurent Blanc a été abandonnée : Bouchet a eu peur de le voir envahir la place.

J'avais beau dire non, Bouchet avait de la suite dans les idées. Il a fait le siège de mon bureau dans le VIII^e arrondissement de Marseille. Pendant deux mois, il est venu au moins une fois tous les deux jours pour me convaincre.

Chaque fois, on discutait une heure et petit à petit, l'idée a commencé à faire son chemin dans mon esprit. J'ai demandé conseil à mes amis. Didier Drogba, le premier, s'est enthousiasmé, Marcel Desailly également. La plupart des joueurs m'ont dit : « Tu as déjà fait bien assez pour nous, ça serait bien que tu penses un peu à toi. Et puis, on t'y voit bien. »

Chez d'autres, je sentais un peu de réticence et de tristesse, et cela a compliqué ma réflexion. Tous les jours, je me disais « oui » puis « non ».

Et un jour, alors que j'étais allé à Dakar réfléchir à ce choix de vie, j'ai rencontré Youssoupha N'Diaye, comme je le faisais régulièrement quand je retournais au pays. Il était ministre d'Etat, ministre des Sports, et un peu un grand frère pour moi. Après un échange approfondi, il m'a arraché à mes hésitations en me lançant : « Tu as déjà beaucoup fait dans le football. Aujourd'hui, il serait temps que tu mettes un peu en pratique tout le savoir et l'expérience que tu as accumulée. Et puis, tu sais, l'homme ne peut pas fuir son destin. » Ces mots simples ont arraché ma décision.

En sortant de son domicile, j'ai appelé Bouchet pour lui dire que j'étais d'accord. Si j'avais autant réfléchi et hésité, c'est parce que j'avais la conviction que l'OM ne pouvait être qu'une aventure passagère et que ma venue susciterait, au départ, davantage de controverses que d'adhésion. J'avais mis en place une structure qui fonctionnait bien, et j'allais m'en détourner pour occuper une fonction que personne ne conservait plus de deux ans. Mais la crainte que tout s'arrête très vite s'est effacée face à la conviction qu'il y avait quelque chose à faire à l'OM. Je prenais cependant des risques, car si ça ne marchait pas, je n'avais pas de plan B.

Quand je suis arrivé, le tableau était le suivant : Christophe Bouchet était président, José Anigo entraîneur et Vivian Corziani, engagé en même temps que moi et venu d'Indesit, était directeur général chargé de la gestion. J'étais manager général, chargé des affaires sportives.

J'ai commencé en beauté, si l'on peut dire : c'était l'été 2004, l'OM a vendu Didier Drogba à Chelsea et aux yeux de certains supporters, c'était moi, son agent jusque-là, qui en étais responsable. Ils avaient surtout oublié que c'était moi qui l'avais amené et que pour qu'il signe à l'OM, je l'avais arraché à Lyon qui offrait pourtant mieux financièrement.

Après deux victoires sur Bordeaux (1-0) et Lille (3-0) pour commencer, nous avons commis l'erreur, moi le premier, de dédaigner notre match nul à Nice (1-1). Pris dans l'euphorie du début de saison, j'ai jugé que nous avions joué petit bras et j'ai été très critique devant les journalistes. Puisque j'avais donné le ton, la presse a suivi. On aurait mieux fait de mettre l'accent positivement sur ce point acquis à l'extérieur. Car, sans le vouloir, nous venions de mettre la pression sur nos joueurs, et le match d'après, porté par un Ribéry flamboyant, Metz nous a punis au Vélodrome (1-3). Les « Didier Drogba, lalalalala » ont commencé à descendre des tribunes et la tension est montée d'un cran. Aux yeux des supporters, Bouchet était le principal responsable de cette saison mal lancée.

Nos deux défaites face au PSG, en championnat (2-1) puis en Coupe de la Ligue (2-3) alors que l'on avait mené 2-0 contre une équipe parisienne bis, nous ont fait basculer dans la crise. Les supporters huaient Bouchet et j'ai presque eu peur dans les tribunes. José Anigo étalait ses états d'âme dans le vestiaire en disant qu'il allait démissionner. Pendant ce temps-là, j'essayais d'atténuer, d'expliquer, et je suis devenu l'homme de la communication.

Quelques semaines plus tard, face à cette situation intenable, Robert Louis-Dreyfus a foncé puis acté le départ de Bouchet. J'ai proposé à Christophe de partir avec lui, puisque c'était lui qui m'avait fait venir. Il m'a vivement demandé de rester ; j'ai compris, bien après, qu'il souhaitait que je reste au club pour servir ses intérêts. D'une manière ou d'une autre, il espérait revenir.

L'épisode est peu connu, mais au cœur de cette crise de l'automne 2004, RLD a même nommé Pierre Dantin président ! Pierre Dantin était le gourou de José Anigo quand ce dernier était entraîneur, le coach du coach. Membre du conseil de surveillance du club, professeur des universités, il était assez proche de Robert Louis-Dreyfus, à une époque. Et notamment à celle-là.

Donc, un après-midi, Robert m'appelle :

« Pape, j'ai nommé Dantin président, il va venir vous rencontrer !

— Mais Robert, ce n'est pas possible ! ai-je répondu. Que Dantin devienne président sans que Bouchet soit au courant, c'est une situation moralement inacceptable pour moi... »

RLD a changé alors d'avis. Du coup, Dantin était président de l'OM en montant dans l'avion à Paris et, arrivé à Marseille, il ne l'était plus !

J'ai été propulsé président du directoire, dans un triumvirat avec Vivian Corziani pour l'administration et Philippe Meurice pour les finances. Le conseil de surveillance, dès le départ de Bouchet, a commencé à éplucher sa présidence. Des éléments de sa gouvernance déplaisaient et pour certains, cela justifiait même une action en justice. Les gens lui reprochaient surtout d'avoir installé sa femme à la tête d'OMTV. Il a fallu que je tempère toute cette colère au sein du conseil de surveillance. J'avais des arguments pour le défendre, et il ne s'agissait pas seulement de le défendre par principe ou par fidélité : même si certaines choses, dans le contexte marseillais de l'époque, pouvaient susciter la curiosité d'un juge, il n'y avait rien de gravissime.

Bouchet, lui, me téléphonait régulièrement pour savoir ce qui se passait. A un moment, il a même

fait une proposition de reprise du club à Robert Louis-Dreyfus, dans laquelle il soulignait s'appuyer sur moi.

Il n'a pas repris le club, il n'est pas revenu, mais nous sommes restés en contact, bien que me revenaient certains de ses propos assez déplaisants et étonnants à mon égard. Je ne comprenais pas vraiment, mais j'essayais de faire bonne figure et de ne pas m'arrêter à ces choses-là. Du moins jusqu'au jour où Robert Louis-Dreyfus m'a ouvert les yeux, le 1^{er} mai 2009. Je reviendrai sur cette rencontre avec l'actionnaire, mais je veux en finir ici avec la parenthèse Bouchet. Après l'annonce du départ de Gerets, j'avais rendez-vous avec Robert à Lugano, où j'allais lui annoncer la venue de Deschamps, ce que personne ne savait encore. Tenu pour responsable de son départ de l'OM par l'entraîneur belge, dans un violent réquisitoire paru dans *La Provence*, Robert Louis-Dreyfus a pris son portable et m'a lancé, mi-goguenard, mi-amusé : « Au fait, Pape, regardez le message de votre ami Bouchet... » Je venais à peine de pénétrer dans sa propriété.

Bouchet lui avait écrit à peu près : « Ce qui vous arrive aujourd'hui, Robert, vous ne le méritez pas, d'autant que c'est Pape Diouf, l'apprenti sorcier, qui est derrière tout ça, cherchant et suscitant toutes ces controverses contre vous. »

Quand j'ai lu ça, le téléphone a failli me tomber des mains et j'ai compris définitivement qui était Christophe Bouchet. Je lui ai envoyé un message incendiaire. Je lui ai écrit que parler de saloperie en ce qui le concernait était un euphémisme, que son masque était tombé.

Tout Bouchet est résumé par cette histoire. La première fois que je l'ai revu, il a tenté de me faire croire que ce n'était pas vrai, qu'il n'avait jamais écrit ce message. Il l'a finalement admis, en disant qu'avec le recul il ne comprenait pas pourquoi il l'avait envoyé. Je me souviens d'une scène houleuse alors que j'étais avec les journalistes d'Orange à la Coupe d'Afrique des nations, en 2010 en Angola : à l'autre bout du fil, il représentait Sportfive, son employeur, et je lui avais dit ses quatre vérités en branchant l'amplificateur, pour faire de mes compagnons du moment des témoins d'aveux enfin consentis : « Je ne sais toujours pas pourquoi j'ai écrit ce message à RLD... », a-t-il fini par lâcher.

A Lugano, face à l'évidence de la preuve présentée par Robert Louis-Dreyfus, j'ai compris que j'avais eu tort de fermer les yeux, contre vents et marées, sur ce que l'on me disait de sa loyauté. A l'OM, j'ai retenu Anigo, j'ai retenu Julien Fournier, et d'autres encore qui voulaient vraiment lui rentrer dedans. A chaque fois, je l'ai défendu. Mais oui, j'ai fini par comprendre. Et si j'avais eu un doute, ce qui n'était pas le cas, il l'aurait levé pendant son passage à Sportfive, où il était entré grâce à Francis Graille, l'ancien président du PSG, et où il avait œuvré pour le faire partir tout en restant lui-même à la direction générale.

Son histoire à l'OM avait été assez simple. Il avait écrit un article économique sur Robert Louis-Dreyfus pour *Le Nouvel Observateur*. Il était resté en contact avec Robert et l'abreuvait de notes sur le club.

Robert a été séduit et il s'est dit : « Pourquoi pas lui ? » Voilà, c'est tout.

Sa présidence a été courte, mais il faut reconnaître qu'elle a été positive sous certains aspects, notamment en ce qui concerne la gestion, ainsi que la défense des intérêts de l'OM en matière de revenus télévisuels. Il a mené ce combat avec beaucoup de lucidité et de force. Il a su également installer des services qui ont donné au club une dimension nouvelle. On ne peut pas lui enlever ça.

C'était un président administratif et comme il était intelligent, il a assez rapidement compris comment fonctionnait le milieu du foot. Et il a vite trouvé sa place auprès d'Aulas et des autres. Il avait également compris ses limites d'un point de vue sportif, et c'est une des raisons pour lesquelles il souhaitait que je le rejoigne. Il n'a pas fait plus de fautes que d'autres, mais ce qui l'a perdu, je pense, c'est sa froideur, la distance qu'il mettait entre lui et les autres, notamment avec les supporters, qui ne lui ont jamais fait confiance. Sa communication en leur direction n'a jamais été à vrai dire cohérente ou homogène.

Après son passage à l'OM et notre fâcherie, surtout la mienne, je l'ai rencontré dans certaines conférences, au Maroc notamment, et j'ai toujours refusé de lui serrer la main, sauf devant d'autres personnes et parce que la politesse m'y obligeait. Son absence de dignité ne l'empêchait pas d'essayer de venir me parler, ou, lorsqu'il prenait la parole, de citer mon nom en exemple. Cela m'a toujours laissé de marbre. Je ne lui ai jamais pardonné son opportunisme ni ses manœuvres. Mais puisqu'au fond de moi, je n'en avais jamais fait un ami, je n'ai pas été déçu.

Portrait de groupe

Je ne peux pas évoquer ma présidence sans faire les présentations des personnages centraux ou accessoires, car tous auront leur rôle. Je ne vais peut-être pas faire plaisir à tout le monde, mais je ne suis pas là pour ça. Je suis là pour raconter une histoire, mon histoire, et il se trouve que ces gens-là en font partie.

Je ne peux pas non plus entamer ce chapitre sans tenter d'expliquer le fonctionnement particulier de l'Olympique de Marseille. Il est nécessaire de guider le lecteur dans les méandres des différents niveaux de pouvoir de l'OM, entre 2004 et 2009, pendant mes cinq années au club.

Au sommet de ce pouvoir se trouvait Robert Louis-Dreyfus, le propriétaire. En dessous de lui ont combattu deux entités, parfois ensemble, parfois l'une contre l'autre. D'un côté, le directoire, c'est-à-dire l'exécutif, formé de salariés du club, dont le président. De l'autre côté, le conseil de surveillance, lequel réunit des gens qui ne sont pas salariés du club, mais qui, représentant l'actionnaire, donnent des orientations et des moyens au directoire.

Quand je suis arrivé, en juin 2004, le directoire et le conseil de surveillance étaient deux identités quasi parallèles. Mais au fil de ma mission marseillaise, les membres du conseil de surveillance ont recherché et fini par obtenir une certaine suprématie. Le président du club, qui dirige le directoire, est membre de fait de ces deux entités.

L'OM passe pour un club instable, mais pendant ma période en tant que dirigeant, entre 2004 et 2009, je n'ai connu que deux présidents du conseil de surveillance, Mehdi El Glaoui et Vincent Labrune. Mehdi El Glaoui est parti en même temps que le directeur général, Thierry de La Brosse, en 2008. C'est une bonne illustration du mode de fonctionnement parfois antagoniste du directoire et du conseil de surveillance, à l'ombre de l'actionnaire principal : en 2005, de La Brosse m'avait été imposé au poste de directeur général par le conseil de surveillance. Pour le coup, j'avais véritablement l'impression qu'il s'agissait de me surveiller.

Lorsque je suis arrivé au club au mois de juin 2004, Robert Louis-Dreyfus en était donc l'actionnaire majoritaire et propriétaire. Il avait quitté depuis quelques années le rôle de président qu'il avait dû assumer lui-même au début. Le président de l'OM était Christophe Bouchet, et ainsi que je l'ai exposé, c'est lui qui était venu me chercher.

Après la crise de novembre et le départ de Bouchet, j'ai été nommé président du directoire, au sein d'un nouveau triumvirat que je formais donc avec Vivian Corziani et Philippe Meurice. Puis je suis devenu président tout court, au printemps 2005.

Mais je n'avais pas tous les pouvoirs. C'était même très tendu sous cet angle-là, car Louis Acariés, l'ancien boxeur, proche de Robert, était entré dans le jeu, tandis que Thierry de La Brosse allait donc devenir directeur général. Il y avait une sorte d'embrouillamini qui faisait que chacun avait son domaine ; par conséquent, je me penchais plus sur l'aspect sportif que sur le reste. Dès le départ, j'ai eu de La Brosse contre moi, parce qu'il n'avait pas supporté de ne pas être nommé

président du club à ma place.

J'ai été nommé président du directoire le 6 janvier 2005 et je suis devenu président le 2 juin 2005. Il m'a fallu fouiller pour retrouver ces dates ; je ne les ai jamais apprises par cœur. J'ai vécu ma première saison pleine à l'OM, en 2004-2005, comme une continuité, quelle que soit l'évolution de mon titre.

Président, j'ai tordu le cou à cette idée préconçue qui consiste à dire que pour venir à l'OM, il faut arriver avec sa garde rapprochée ou la recruter soi-même.

J'avais amené avec moi Etienne Mendy comme responsable de la cellule de recrutement, Michel Touati à l'intendance et Christian Larièpe en soutien d'Etienne, ainsi qu'Elfi, ma secrétaire. Rien d'extravagant. Je ne voulais pas laisser ces gens sur le carreau alors que je quittais ma société Mondial Promotion et qu'ils m'avaient prouvé leurs compétences.

En rejoignant l'OM, j'avais laissé ma société à Pierre Frelot et à Thierno Seydi, qui est plus connu comme étant l'agent de Didier Drogba. A une condition : qu'ils reprennent Etienne Mendy s'il désirait revenir, et que les parts soient équitablement réparties.

Je m'étais occupé d'Etienne quand il était joueur. Il est très réfléchi, très attentif et connaît tout de la psychologie du footballeur. Face à un joueur, il trouve toujours les mots qui conviennent. C'est lui qui m'a présenté William Gallas, David Sommeil ou Grégory Coupet, dont il me disait qu'il était un futur crack. Il avait raison. Même Marcel Desailly, c'est lui qui me l'a présenté.

Mais Etienne est seulement resté un an à l'OM ; la première saison avait été catastrophique pour nous tous, et il a tourné le dos aux mesquineries, redevenant collaborateur à Mondial Promotion. Il aura fait un bon travail de détection à l'OM, mais à cette époque, nous n'avions pas vraiment la main sur le recrutement.

J'avais engagé Elfi à Mondial Promotion via l'ANPE, au milieu de nombreuses propositions, sur des intuitions plus que sur des réalités objectives. Elle n'avait pas forcément le background le plus fourni mais il y avait quelque chose qui émanait d'elle. Quatre mois après son arrivée, je partais à l'OM. J'en ai fait mon assistante attitrée. Quand je suis parti, elle a suscité tellement de jalousie qu'on le lui a fait payer. Elle est restée au club, mais ne bénéficie plus d'aucune considération alors qu'elle est la plus compétente de toutes. Le monde tourne à l'envers.

Michel Touati, lui, est un ami de trente ans. Quand je l'ai connu, il était dans une situation professionnelle et matérielle tout à fait remarquable, comme son père avec qui il travaillait. Il avait une Porsche, voiture totalement mythique à mes yeux dans laquelle je n'étais jamais monté auparavant. Je l'ai connu chez un ami qui nous avait réunis en nous disant à tous deux : « Je vais te présenter un passionné de football avec qui tu vas t'entendre. »

Quand on s'est rencontrés, je lui ai demandé s'il connaissait le trio Gre-No-Li, cette fameuse triplette suédoise Gren-Nordahl-Liedholm qui avait fait les beaux jours de l'AC Milan durant les années 50. Il connaissait. Ce soir-là, nous avons refait le monde du football. Son rêve était de parler, d'écrire sur le football. Je l'avais donc aidé à se rapprocher de *La Marseillaise* où il a écrit quelques papiers. Nous nous sommes ensuite perdus de vue, puis nous avons renoué au début des années 2000. Je lui ai suggéré d'intégrer la société Mondial Promotion comme intendant. Et lorsque je suis parti à l'OM, il m'a suivi, toujours dans les mêmes attributions.

Comme Etienne Mendy, il a choisi de ne rester qu'un an. Plus tard, lorsque j'ai quitté l'OM, il

s'est à nouveau rapproché de moi ; c'est l'une des personnes qui m'ont été le plus fidèle dans ces moments-là. Les conditions de mon départ en ont presque fait un antisuporter : il avait une telle rancune envers les gens qui m'avaient fait partir, de manière si injuste pour lui, qu'il était passé du statut de supporter absolu de l'OM à celui d'antidirigeants, qui en faisait un anti-OM. Il me reprochait presque de rester supporter du club. Il fait partie des gens pour lesquels j'ai de l'estime, de l'amitié et de la reconnaissance.

J'ai quelque peu avancé dans l'histoire, mais sans m'éloigner de ma démonstration : à l'OM, ma garde rapprochée s'est constituée, en fait, au fil des mois et des estimes mutuelles, par exemple avec Nathalie Paoli et Julien Fournier, qui étaient au club avant moi. Il y a probablement eu un peu de méfiance de leur part, au début. Je le comprends : le clan qui s'est formé contre moi, initié par Thierry de La Brosse, qui devait devenir directeur général, avait fait croire à tous que je n'étais venu que pour vendre les joueurs et me mettre de l'argent dans les poches. Lors de ma première saison au club, en 2004-2005, le dossier des comptes du PSG, instruit par le juge Van Ruymbeke, n'a pas arrangé les choses. Afin de trouver les documents nécessaires à son enquête, le juge avait lancé des perquisitions contre tous les grands agents de l'époque, dont je faisais partie. Robert Louis-Dreyfus m'avait envoyé ce mot, lui qui avait été profondément blessé par les procédures judiciaires lancées contre lui en tant que président de l'OM : « Ce qui vous arrive est très désagréable, j'en sais quelque chose, mais vous gardez toute ma confiance. »

Certains, comme de La Brosse, ont essayé de tirer profit de ces perquisitions menées chez moi. Ce n'est pas parce qu'il est à présent décédé que je vais en dire du bien. Il a notamment lancé à Julien Fournier, un jour où ce dernier venait lui annoncer qu'il manquait un million d'euros dans ce que devait nous rapporter la vente d'Eduardo Costa à l'Espanyol Barcelone : « Ce n'est pas la peine de m'expliquer. C'est l'autre qui a mis ça dans sa poche... » Or, Julien venait lui avouer qu'en réalité c'était lui qui avait commis l'erreur, et que nous devions contractuellement ce million à Bordeaux, l'ancien club du joueur. Julien Fournier était devenu directeur administratif sur ordre de De La Brosse mais à la demande d'Anigo, avec lequel il était très proche.

C'est moi qui l'ai nommé ensuite secrétaire général du club. Il s'est petit à petit rapproché de moi et s'est détaché un peu de De La Brosse, de sa mesquinerie, sa manigance et sa stratégie. Après le transfert de l'Argentin de Bâle, Christian Giménez, de La Brosse nous avait soupçonnés de malversations, ou presque, en incluant Fournier et Anigo. Je me suis alors rapproché de Julien en découvrant que nous partagions les mêmes principes dans le travail et les rapports humains.

Le même processus m'a rapproché de Nathalie Paoli, que j'appelais « le petit soldat » et qui aura été d'une très grande loyauté. On a appris à se connaître et à s'apprécier mutuellement ; cela n'a pas de prix.

Le principal trait de caractère de Julien, qui était compétent et loyal, était une forme de raideur. Il pouvait paraître antipathique à ceux qui ne le connaissaient pas ; par exemple, il ne voulait pas entendre parler des journalistes.

Quand il n'était pas d'accord avec moi, il me le disait. Il savait que c'était moi qui décidais au final, mais il n'allait jamais dans mon sens s'il n'était pas d'accord. Comme Nathalie, d'ailleurs : quand elle désapprouvait, elle revenait à la charge plusieurs fois en vous faisant sentir qu'elle n'était pas convaincue.

Contrairement à ce que les gens pensent, Robert Louis-Dreyfus était un véritable passionné de football. Là où je l'ai vu le plus épanoui, le mieux dans sa peau, sautillant comme un cabri à la façon de Peter Pan, c'est lorsqu'il était dans un stade comme simple spectateur, comme lors de la Coupe du monde 2006, que j'ai eu la chance et le privilège de partager avec lui. Il fallait le voir, heureux et passionné, redevenant un supporter de base. C'était une attitude en conformité avec son histoire personnelle.

Alors qu'un jour nous bavardions à bâtons rompus, son cousin Alain Dreyfus m'a décrit un homme en inadéquation totale avec sa famille, parti sur les routes avec son sac à dos dans les années 70.

Si j'en crois la légende, Robert aurait gagné au poker ses premières grosses sommes d'argent, celles qui lui ont permis d'entrer dans les affaires, et non pas en prenant cet argent auprès de sa famille. Mais évidemment, il faut évaluer la part de légende et la part de réalité. Un jour, je lui en ai parlé ; il s'est contenté de sourire.

Robert me disait que dans les années 70, pour réussir dans le business, il fallait nécessairement commencer aux Etats-Unis, puisque c'était là que battait le cœur des affaires. Mais il me disait aussi que dans les années 2000 et au-delà, pour un jeune ambitieux, il faudrait sans doute aller en Chine. C'était un homme à l'intuition remarquable.

Certains feront remarquer qu'il en a peut-être un peu manqué dans le football, mais c'était probablement le revers de sa passion. Il avait le sentiment que l'OM était « son OM ». Concernant le club, nos conversations intéressantes n'étaient jamais celles qui avaient trait aux finances.

Nous partagions surtout nos avis sur des joueurs, le jeu, le foot en général. Je sentais dans ces moments-là qu'il était heureux, dans son élément.

J'ai su dès mon arrivée qu'il était malade, mais il a su faire preuve de tellement de courage qu'il ne montrait jamais un signe de faiblesse.

Au club, il n'avait pas vraiment de relations avec le personnel de la maison. Un peu avec la direction générale et un peu avec la communication, c'est tout. C'est ce qui était extraordinaire avec cet homme : en tant que propriétaire du club, il aurait pu avoir tout ce qu'il voulait, mais il avait cette courtoisie extrême de ne jamais imposer quoi que ce soit. Il demandait toujours, comme l'aurait fait une personne étrangère au club. Je me souviens lui avoir apporté les nouveaux maillots de l'OM à l'occasion d'une visite en Suisse. Ce jour-là, nous avons changé deux fois de bureau, et en chemin, Robert ne portait ni dossier, ni classeur, seulement les maillots que je lui avais apportés. On sentait qu'il était heureux, il m'a dit dix fois merci, j'en étais presque gêné.

Quand il invitait des amis à un match à Marseille, il n'imposait rien, mais posait la question : « J'ai des gens qui doivent venir, est-ce que vous pouvez regarder s'il y a des possibilités ? » Il avait toujours ce ton, ce respect. On ne peut pas lui enlever ça.

Je l'ai vu une fois négocier pour son business. C'était à Hambourg, pendant la Coupe du monde

2006. Nous étions au restaurant et il avait réservé deux tables. Une pour ses amis, dont je faisais partie, et une pour des Suisses, auxquels il voulait racheter une société pour le compte du groupe Louis-Dreyfus. L'affaire devait se traiter aux alentours de 600 millions et pour lui, c'était comme un jeu d'enfant. Il allait et venait d'une table à l'autre, buvait un coup avec nous, repartait. C'était fabuleux de le voir papillonner entre les deux tables. Il a fini par revenir définitivement vers nous, une fois l'affaire conclue.

C'est par textos que je le contactais le plus fréquemment. J'en ai gardé quelques-uns. Il répondait toujours à mes SMS.

Quand j'y réfléchis, je n'ai jamais su ni comment, ni pourquoi il est venu à Marseille. Je ne lui ai jamais posé la question.

Considérant l'instabilité sportive et dirigeante du club, Robert s'est forcément trompé sur certains hommes à l'OM. Il a ainsi amené Yves Marchand, en 1999 et 2000, un homme de très grande valeur et de très grande qualité qui ne s'est pas adapté à Marseille. Il n'a pas compris cette ville, ni ce club, et vice versa. Cela a installé une incompréhension immédiate. Robert a peut-être manqué de sens du discernement en nommant à la présidence un homme qui n'était pas adapté à Marseille, mais je persiste à penser qu'à tous les autres postes, Marchand aurait excellé au club.

Plus tard, quand il a désigné Etienne Ceccaldi en 2001 ou Christophe Bouchet en 2002, Robert était devenu un peu trop influençable. Quand il entendait certains lui expliquer ce qu'il fallait faire ou ne pas faire, il lui arrivait de les nommer, comme pour leur dire : « Allez, vas-y toi, montre-moi comment tu te débrouilles ! Je te mets au défi. »

Il a considéré, à tort ou à raison, que le football était un jeu, plein d'aléas mais il n'aurait jamais joué de la sorte avec Neuf Télécom, par exemple.

L'OM a commencé à lui sortir par les yeux quand il a eu à s'expliquer devant la justice sur les comptes du club, en 2006, pour une série de transferts effectués entre 1997 et 1999. Mais l'intérêt que l'OM suscitait en lui n'a jamais fléchi, même quand les gens pensaient qu'il s'en désintéressait.

A la fin de chaque match, il a toujours été le destinataire de mon premier message. Soit il avait vu le match et je donnais mon avis, soit il ne l'avait pas vu et je lui donnais à la fois le résultat et mon avis.

Je sais malgré tout que Robert pouvait effectivement être troublé par ce qu'on lui disait ici ou là. C'est un petit bémol, le concernant : sur le football, celui qui parlait en dernier avait des chances d'avoir raison. C'était son talon d'Achille.

Je ne suis pas de ceux qui peuvent être impressionnés par quelqu'un mais je peux avoir du respect et de la considération. Je garde toujours une certaine distance entre les choses et moi-même ou entre les gens et moi-même, pour ne pas subir ce type de sentiment. Robert, par son comportement, par sa constance, ses convictions, ses principes érigés en règle de conduite, suscitait chez moi respect et considération.

Mais il m'a fait forte impression lors d'un match de l'OM en Suisse, à Berne. On devait rester trois ou quatre heures ensemble, en pleine affaire Ribéry, pendant l'été 2006. On était attablés au bar de l'hôtel, on discutait de tout et de rien et on en est arrivés à parler de littérature et de politique ; j'avoue avoir été surpris par ce double intérêt qu'il ne montrait généralement pas. Nous

nous sommes trouvé un auteur de chevet commun, Baltasar Gracián, ce jésuite espagnol (1601-1658) et auteur de *L'Homme de cour*. Par ailleurs, j'ai découvert que Robert était fasciné comme moi par la V République. Ce sont des moments de complicité que nous n'avons eus que deux fois, et qui ont suscité, il me semble, un étonnement mutuel. Notre parcours commun est un parcours sans tache. Il n'y a qu'un jour où je me suis posé quelques questions : lorsque, dans une interview à *La Provence*, Robert avait déclaré que s'il le souhaitait, Louis Acariès pouvait être président. C'est la seule fois où il y a eu une incompréhension. Mais là n'était pas l'ambition d'Acariès, avec qui je venais de connaître le premier accroc. Robert avait seulement besoin de renforcer la position de son ami.

4

Je me souviens de la première fois où j'ai entendu parler de Louis Acariès, en novembre 2004. Christophe Bouchet avait quitté la présidence, José Anigo n'était plus l'entraîneur, et après un match, je sors des vestiaires et un journaliste de Canal+ me pose cette question :

« Pape, que pensez-vous de Louis Acariès ?

— Louis Acariès ? Qu'est-ce que vous voulez que j'en pense ?

— Robert Louis-Dreyfus vient de le désigner pour réaliser un audit du club...

— Ah ? Première nouvelle... A vrai dire, je n'en pense pas grand-chose. »

J'aurais pu être un peu plus chaleureux. Il faut rappeler le contexte. J'étais le président du directoire, mais Bouchet était parti sans être vraiment parti. Il venait encore au club, ce qui était un manque de dignité évident. C'est à ce moment-là que Robert a décidé de lancer Louis Acariès dans le bain de l'OM.

Louis m'a appelé deux jours plus tard pour que l'on se voie et que l'on aplanisse tout. A notre première rencontre, il m'a lancé : « Vous savez, Robert a mis 200 millions d'euros dans l'OM, mais on s'en fout des 200 millions, on peut les perdre ! »

Je me suis dit qu'il était fou. L'incompréhension s'est creusée dès le début, d'autant qu'il se comportait presque comme le patron du club, en répétant qu'il était les oreilles et les yeux de Robert à l'OM. Entre lui et moi, le courant n'est pas passé immédiatement.

Il y a une chose que j'ai tout de suite appréciée chez lui : sa capacité à dire ce qu'il pensait sans se cacher derrière son petit doigt. Et pour moi, ça, c'était déjà quelque chose, ça me changeait de ce que je connaissais jusqu'à présent. Avec lui, il n'y avait pas de cachotteries. Au stade, on était assis côte à côte. Il dit que j'ai été son professeur de football.

Pour toutes ces raisons, ma première saison marseillaise, en 2004-2005, n'a vraiment pas été calme. Je n'avais pas de problème particulier avec José Anigo à cette époque, parce que j'avais choisi d'en faire mon conseiller.

Mais cette saison-là, il y a eu une conjuration contre moi. Des repas ont été organisés dans ce sens, des repas auxquels même Philippe Troussier, l'entraîneur de l'époque que j'avais pourtant fait venir, a participé. J'ai appris le schéma imaginé par les conjurateurs : nommer Thierry de La

Brosse président, et José Anigo manager général. José Anigo ne se cachait même pas : il venait au club téléphoner à des joueurs dans la perspective du futur recrutement, et commençait à travailler, ce qui a achevé de convaincre Etienne Mendy de partir.

Je n'aurais jamais imaginé, à ce moment-là, que j'allais rester cinq ans à la tête de l'OM.

Je m'étais dit que j'allais terminer la saison et m'en aller, moi aussi, puisqu'ils avaient planifié la vie du club sans moi. J'avais même appelé José pour m'en ouvrir auprès de lui, et il m'avait confirmé : « J'ai parlé avec eux. Ils veulent tourner la page, faire autre chose. » Avec lui, et sans moi. Je me demandais vraiment ce que j'allais faire, et si j'allais ou non revenir à Mondial Promotion.

En fin de saison, au retour d'un match en Chine, disputé dans le cadre du jumelage Marseille-Shangai, j'ai même dit au revoir aux gens avec lesquels je travaillais.

J'avais demandé un rendez-vous à Robert dès notre retour pour formaliser mon départ, du moins c'était ainsi que je l'imaginais. Mais quand je suis arrivé au restaurant pour le rencontrer, Robert n'était pas seul : Louis Acariès était là.

J'étais venu pour remercier Robert de m'avoir permis de vivre cette expérience et entériner mon départ, et c'est ce que j'ai commencé à expliquer quand Acariès m'a interrompu :

« Pourquoi il veut partir, celui-là ? Tu ne dois pas partir du club ! Tu dois rester à l'OM parce qu'il n'y a que toi qui comprends quelque chose au foot. Il n'y a que toi pour tenir ce bazar.

— Je n'ai jamais souhaité qu'il parte, a répondu Robert à Louis.

— Je ne peux pas rester, ai-je insisté. Je ne veux pas être un président de pacotille. Et si on me dépossède de mes attributions pour les accorder à d'autres, je ne sais pas ce que je fais là. »

Je faisais notamment allusion au choix de Jean Fernandez pour entraîner l'équipe lors de la saison suivante 2005-2006, un choix déjà validé, mais qui était celui de José Anigo, pas le mien.

Évaluant la situation, Robert m'a lancé :

« Si vous voulez, je vous nomme président du conseil de surveillance.

— Non, je ne suis pas venu pour ça.

— Vous voulez être quoi ?

— Si c'est pour être président, je veux être président, mais complètement.

— Mais il faut qu'il reste ! a renchéri Acariès.

— Eh bien restez, a conclu Robert. Vous serez le président. »

Il fallait officialiser la nouvelle au conseil de surveillance du lendemain, qui avait pourtant préparé un autre organigramme : Thierry de La Brosse président, José Anigo manager général, Julien Fournier directeur administratif. Dans la nuit, tout a changé, sur ordre de Robert. Et devant le conseil de surveillance, c'est Louis Acariès, en tant que censeur, qui est venu annoncer aux autres que le nouveau président s'appelait Pape Diouf.

Ce qui advient dans la nuit n'est pas toujours imprimé le matin : le jour même de ma nomination, sous la plume d'une violence incompréhensible de son journaliste Laurent Blanchard, *La Provence* m'avait enterré en annonçant mon départ.

Quand Louis Acariès a annoncé que Robert m'avait nommé président, j'ai vu de La Brosse changer de tête, et Anigo aussi.

J'étais président, mais la situation était tendue, incertaine et explosive à bien des égards. Maintenant que la nouvelle donne était entérinée, il convenait de rendre compatibles les différentes positions. Cela allait être le rôle de Louis Acariès, qui m'appelait sans cesse pour me dire : « Pape, il faut faire du consensus. » C'était son mot, ça, le consensus. Il voulait que l'on se rabiboche avec José Anigo et il y est parvenu. Ce n'était pas gagné : je n'avais pas du tout apprécié l'attitude de José.

Mais Louis a réussi à nous rabibocher, et on est repartis. Ce n'est pas pour autant que tout est devenu simple : le conseil de surveillance a continué de m'envoyer des lettres recommandées qui me demandaient d'apporter des réponses à n'importe quelle question, n'importe quel détail. Je les montrais à Louis qui les jetait à la poubelle en disant : « Qu'ils aillent se faire foutre ! » C'est lui qui avait raison et qui avait, surtout, la délégation du propriétaire.

Quand on allait ensemble au conseil de surveillance, il s'asseyait toujours à côté de moi. Quand les autres me mettaient sur le grill, il se rapprochait de moi, rigolait, et leur lançait : « Pape a bien fait son travail. Vous lui reprochez quoi ? » Parce que c'était lui le patron du club, parce que c'était lui qui remplaçait Robert, les autres fermaient leur gueule et redoutaient ses réactions et ses fougades, qui pouvaient être vives.

Je peux affirmer que, sans Louis Acariès, je ne serais pas resté très longtemps à l'OM. Sans son concours, je n'aurais jamais pu faire face aux manigances de certains membres du conseil de surveillance qui m'empêchaient de travailler dans la sérénité.

Lorsque j'avais besoin d'argent pour le recrutement, c'est lui qui partait au combat pour aller en chercher auprès de Robert. Quand j'ai recruté Pagis, Maoulida et Bonnissel, c'est lui qui a trouvé l'argent. Je lui dois beaucoup, dans mon parcours de président de l'OM. Il me répétait : « Moi, ce que je veux, c'est que tu quittes le club la tête haute. »

Le problème, c'est qu'on lui racontait tellement de choses à mon sujet que parfois il lui arrivait de douter. Mais ces doutes étaient vite levés lorsque nous parlions ensemble.

J'ai apprécié son intuition, une grande qualité. L'injustice est d'avoir répété que l'on envoyait un boxeur dans le football en sous-entendant qu'il n'avait rien à y faire. Cela m'a toujours stupéfié. Quand un marchand de légumes ou un vendeur de voitures devient président de club, cela ne choque personne, et on va juger déplacée la présence d'un sportif de haut niveau qui connaissait la compétition et la psychologie du sportif ?

Il était à sa place dans le vestiaire, plus que bien d'autres. Il avait la faculté, je dirais même l'art de la dédramatisation. En situation de tension, il arrivait avec son rire et un petit mot qui faisait retomber la pression.

Avec Louis, nous avons tissé une jolie relation qui avait pourtant commencé dans le conflit. Tout était venu d'une interview, lors de ma première saison au club, en 2004-2005. Le journaliste n'arrêtait pas de commencer ses questions par « Acariès dit que... » et j'ai rétorqué : « Arrêtez de me parler d'Acariès. Ce n'est pas lui qui décide à ma place. »

Il m'avait répondu violemment dans la presse. Robert avait déclaré que Louis n'avait fait que rétorquer à mes attaques et que si Louis avait voulu être le président, il l'aurait été. C'était clair.

Nous sommes restés plusieurs jours sans nous parler. Et puis un jour, il m'a appelé, et on a recollé les morceaux. On a souvent reparlé de notre incompréhension du départ. Il la résumait ainsi : « Tu sais pourquoi on a eu ces problèmes ? Parce que tu as un ego monstrueux et que le mien est encore plus monstrueux. »

J'ai regretté que les relations entre lui et Robert se soient distendues puis détériorées au fil des années. Ils étaient de vrais amis. Et c'est par amitié que Louis était venu remettre un peu d'ordre au club. Il a souffert que cette amitié se soit ébréchée. Certains ont voulu en profiter pour l'évincer de la tribune présidentielle. J'ai refusé, formellement. Louis, lui, n'a jamais rien dit de mal sur Robert. Il a toujours défendu ses intérêts et ceux de son club.

4

Après les difficultés que nous avons traversées, mes relations avec Anigo ont commencé à s'améliorer. C'est Louis Acariès qui m'a convaincu de la nécessité d'un consensus.

Je dois avouer que cela ne me paraissait pas possible, mais à force d'écouter Louis, j'ai quand même tenté le coup. On a essayé, on s'est mis au travail et on a fini par s'épauler vraiment. Julien Fournier sans doute a joué un grand rôle là-dedans parce qu'il était très proche de José, avec lequel il avait travaillé au centre de formation. Il s'est aperçu que j'étais très loin de celui qu'on lui avait dépeint comme un ogre venu au club pour entretenir ses intérêts personnels.

Et puis, un jour de 2006, j'ai été convoqué chez Robert Louis-Dreyfus avec José Anigo. J'avais appris l'objet de cette convocation : des bruits parvenus à l'oreille de RLD laissaient entendre que le club était malfamé, gangrené par de mauvaises fréquentations et que José en était responsable. On devait rencontrer Robert l'un après l'autre. J'ai vu RLD en premier, et il m'a annoncé qu'il voulait remercier José. J'ai répondu à Robert que nous travaillions très bien ensemble, que tout ce qu'on lui avait rapporté était faux, que José n'était pas celui que l'on dépeignait et que s'il se séparait de lui, il devrait se séparer également de moi parce que je ne pourrais pas rester.

Il ne s'attendait pas à cette réponse. Finalement, Robert m'a lancé : « D'accord, je vous fais confiance. » Au lieu de lui signifier son départ, Robert a rencontré José pour la forme, et nous sommes repartis. José sait pertinemment que tout s'est déroulé exactement de cette manière. J'ai donc sauvé sa tête une première fois. Ce n'était pas la dernière.

Un an après, bis repetita, Robert Louis-Dreyfus a remis sur le tapis le départ de José. Je me suis mis une nouvelle fois en travers en disant à Robert qu'il n'en était pas question, et il a passé une nouvelle fois l'éponge.

Avec José, nous avons donc eu de très bonnes relations professionnelles. Je partageais mes décisions avec lui et Julien Fournier. C'était une relation de travail, loyale, absolue et je dirais même, à un moment donné, une relation d'affection : j'ai sincèrement pensé qu'il avait également cette affection-là pour moi, voire cette amitié. Quand on était attaqués de l'extérieur, il était toujours de notre côté, même quand il s'est agi d'envoyer l'équipe de CFA jouer au PSG. Il a totalement joué le jeu. Il m'a adressé des SMS, sur les conseillers de Robert dont il s'est rapproché par la suite, qui le feraient sourire aujourd'hui, non sans gêne...

José Anigo est plutôt bon dans la post-formation : Mandanda, Valbuena, c'est lui qui a suggéré leurs noms. Moi, je le suivais. Et quand j'ai amené un joueur comme Taiwo, il a souscrit. Car Taiwo, contrairement à ce qui a pu être écrit, c'est moi qui l'ai amené, après que Pierre Frelot m'en avait parlé.

José s'est longtemps vu comme un entraîneur mais je pense que sa « Marseillitude » a joué contre lui et que le milieu du football lui est resté un peu fermé pour cette raison, ne l'imaginant pas exercer ailleurs. Son statut de directeur sportif était un moyen plus sûr d'être accepté et reconnu. Je pense qu'il a souhaité devenir le Bernard Lacombe de Marseille. Même si la différence réside dans le fait que Lacombe, en poste à Lyon depuis 1988, n'a travaillé qu'avec un seul président, avec fidélité et loyauté.

José est un homme de caractère. Pour travailler avec lui, il faut savoir analyser sa personnalité, avoir un vrai sens du discernement. C'est ce que j'ai su faire avec lui et ce que j'ai su mettre en place dans sa relation avec Gerets, qui a une trop forte personnalité pour qu'on lui marche sur les pieds, même sans le faire exprès.

José a toujours suscité une forme de crainte autour de lui, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du club. A tort, à mon avis. S'il tire parti de certaines rumeurs, je ne pense pas qu'il en joue, parce que cela reviendrait à accepter une certaine proximité avec quelques milieux marginaux. Or, José n'est pas un voyou, José n'est pas un truand. Il a toujours reconnu des amitiés d'enfance qui peuvent aujourd'hui induire les gens en erreur.

En revanche, considérant ses prérogatives, il serait très exagéré d'imputer à d'autres certaines erreurs de recrutement, pendant la période où j'étais à l'OM, pour ne lui laisser que la paternité des réussites. C'est vrai, il a fait venir Steve Mandanda et Mathieu Valbuena, ce qui n'est pas rien. Mais il en a fait venir bien d'autres. Comme le Brésilien André Luiz, au sujet duquel il disait : « J'ai trouvé un monstre, j'ai trouvé Mozer. » Mais André Luiz n'habitait pas au même étage que le grand Carlos Mozer, le défenseur du Brésil et de l'OM à la fin des années 80 et au début des années 90.

Face au recrutement, les clubs, leurs dirigeants et leurs techniciens sont tous confrontés à la même humilité nécessaire : il y a quelques réussites, et parallèlement beaucoup de joueurs qui ne répondent pas aux attentes. C'est le foot, personne n'a raison sur tout, et personne ne se trompe sur tout.

Car José a aussi fait venir à l'OM Bonnissel, Cesar, Oruma, Giménez, Andres Mendoza ou le célèbre Juan Angel Krupoviesa. De retour d'un voyage en Argentine, José nous lance : « J'ai trouvé un guerrier ! » On le fait venir en janvier, pour discuter, et on apprend qu'il faut mettre 2,5 millions sur la table. José, à qui il pouvait arriver de confondre un peu le salaire brut et le salaire net, veut absolument que l'on signe le contrat le plus vite possible afin que le joueur soit qualifié quelques jours plus tard pour disputer un match important. Avec Julien Fournier, on préfère attendre qu'il passe la visite médicale et là, le médecin nous prévient : « Il a le genou bousillé. Il n'a plus de cartilage, ça peut tenir six mois. » José nous avait dit : « Il a eu un problème au genou, mais il est tout neuf. » Il avait naïvement cru ce que les Argentins lui avaient dit. Nos interlocuteurs étaient en train de nous refiler le mistigri. Dans la discussion, José s'est énervé : « Pourquoi le genou tient en Argentine et ne tiendrait pas chez nous ? » On a décidé de ne pas l'acheter et de le prendre en prêt avec option, en réduisant le salaire de moitié. Les Argentins ont

accepté. On l'avait échappé belle, mais son passage a néanmoins été catastrophique.

José nous a aussi présenté l'ancien Auxerrois Kanga Akalé comme un phénomène qui pouvait jouer côté droit ou gauche, Milos Krasić comme « la nouvelle perle des Balkans », il nous a affirmé qu'à Caen, Grandin était « cent fois meilleur que Gouffran », que Gragnic était « le nouveau Valbuena, un monstre », et que le défenseur Erbate était « le coup du siècle, une relance merveilleuse, un bon stoppeur, la classe ».

Il rentrait toujours de ses voyages avec un enthousiasme magnifique, qui s'érodait un peu avec le temps.

Par exemple, quand José revenait d'un séjour de dix jours en Argentine, il dessinait une composition d'équipe sur le paper-board de mon bureau avec cinq Argentins, cinq bombes, cinq phénomènes. Il faisait pareil quand il revenait du Brésil. Julien Fournier, mon secrétaire général, me disait d'attendre, que deux jours plus tard, José ne nous parlerait plus que de trois joueurs. Une semaine après, il n'en évoquait plus qu'un seul. Et quinze jours plus tard, il n'en était absolument plus question.

Pour la venue de Charles Kaboré, en 2007, c'est différent. Son agent, Christophe Hutteau, qui est également l'agent de Valbuena, a appelé Julien Fournier pour le prévenir que le recrutement de Charles Kaboré pourrait être un très bon coup, comme pour Valbuena. On a envoyé José le voir jouer, et il nous a dit : « C'est un super joueur. On attend, on le fera venir l'été prochain. » Nous avons objecté que si c'était un super joueur, il fallait le faire tout de suite, et il a signé chez nous en décembre 2007.

4

J'ai évoqué Robert Louis-Dreyfus, Louis Acariès et José Anigo. Voici le quatrième homme de mon histoire marseillaise, Vincent Labrune.

La première fois que je l'ai rencontré, c'était pendant le procès de Robert Louis-Dreyfus, dans le cadre des comptes de l'OM, en mars 2006. Dans un restaurant de la banlieue aixoise, il m'avait annoncé qu'il coordonnait la gestion des médias auprès de Robert. Ce premier contact ne m'avait annoncé rien de bon sur le bonhomme. Je ne peux pas dire que j'ai eu tout de suite de la sympathie pour lui, d'autant qu'il avait eu ce soir-là une ou deux réflexions que j'avais jugées très déplacées.

Je ne l'ai plus croisé, ensuite, avant la Coupe du monde 2006, quand Robert nous invitait dans son jet privé pour aller voir des matches. Avec Xavier Boucobza, Vincent Labrune faisait partie des gens qui étaient de chaque voyage. Il montrait beaucoup de passion pour le jeu, que ce soit le foot ou les paris. Il assénait des évidences et mon caractère ne s'accordait pas avec le sien. Il y avait une sorte de cordialité entre nous mais j'avais une réticence vis-à-vis de lui que je ne cache pas. J'étais beaucoup plus en accord avec un Xavier Boucobza, par exemple.

Au début du mois de janvier 2008, il a fallu nommer un nouveau président du conseil de surveillance, après le départ de Mehdi El Glaoui.

Chargé de cette mission, Xavier Boucobza avait proposé la nomination de Maître Paul Lombard,

le célèbre avocat marseillais que j'ai même rencontré chez lui, à Paris. Boucobza m'avait demandé mon avis : j'estimais que c'était l'idéal pour l'OM. Tout était réuni pour que sa nomination soit accueillie positivement. Au dernier moment, Maître Lombard s'est rétracté. Il semblerait qu'à la réflexion, il ait craint de mêler son nom à l'OM en raison des problèmes qui secouaient parfois le club.

Boucobza m'a appelé, alors : « Ecoute, Pape, je suis emmerdé, je crois qu'il n'y a qu'une personne que je puisse désigner à la présidence du conseil, c'est Vincent Labrune. » Il y avait une urgence administrative, il fallait faire vite. C'est donc Xavier Boucobza beaucoup plus que Robert Louis-Dreyfus qui a désigné Vincent Labrune à la tête du conseil de surveillance. Dans l'esprit de Xavier, Labrune devait être un président de transition.

J'ai déclaré lors de son intronisation qu'il aimait et connaissait le football, ce qui est vrai, et qu'il était bon que le président du conseil soit connaisseur. Dans le même temps, il fallait réorganiser le club. J'avais besoin d'un directeur général à la place de De La Brosse, je pensais à Vivian Corziani.

Vivian, Robert et moi avons dîné ensemble dans ce dessein, et Robert était tout à fait d'accord pour que Vivian revienne. Malheureusement je crois que Vivian Corzani a commis une erreur d'appréciation. Lorsqu'il a appelé Boucobza pour se mettre d'accord sur les éléments du contrat, déjà entérinés lors de ce repas, il s'est adressé à lui comme à un simple avocat.

Très imbu de lui-même, Boucobza a dû mal le prendre, et j'imagine qu'il a soulevé d'autres raisons, auprès de Robert, pour que le nouveau directeur général ne soit pas Corziani. Je le regrette, parce que je pense que l'on aurait pu former un vrai tandem au profit de l'OM ; Vivian est un dirigeant qui a de grandes qualités humaines, et avec lequel j'entretiens les meilleures relations aujourd'hui encore.

Un jour, Xavier Boucobza et Vincent Labrune m'ont appelé pour me prévenir qu'ils avaient trouvé quelqu'un : Antoine Veyrat. Au Fouquet's, à Paris, j'ai rencontré un garçon d'un abord timide mais passionné par l'OM. Je me suis dit : « Pourquoi pas ? » De toute façon, je n'avais pas trop le choix, et les autres m'ont assuré : « C'est pas lui qui va venir t'emmerder. »

Quand Antoine Veyrat est arrivé au club, je l'ai présenté à ma garde rapprochée. Tout allait bien, mais au bout d'un mois, il est venu me voir un peu déboussolé parce que le boulot qu'il s'attendait à accomplir était excellemment fait, selon lui, par Julien Fournier.

Je lui ai proposé de trouver une autre formule de travail, mais à compter de ce moment, il y a eu une cassure, une forme de jalousie et de mesquinerie de sa part envers Julien Fournier. Sans doute Julien était-il un peu raide, avec peu de dispositions pour l'assouplissement. Mais Antoine Veyrat n'a pas cessé d'aller pleurer sous les jupes de son frère Jacques, qui était le patron du groupe RLD, tout en se plaignant continuellement auprès de Vincent Labrune.

Cela a accentué les problèmes entre Labrune et moi, d'autant que nouveau président du conseil, il commençait à prendre goût à tout cela. Toutes les réunions importantes sur l'OM ne se faisaient plus qu'à Paris, ce qui m'emmerdait singulièrement, autant le formaliser comme ça.

Jusqu'alors, la répartition géographique de nos réunions était plutôt deux fois à Marseille et une fois sur Paris. Face aux plaintes de Veyrat, le conseil de surveillance a adopté une résolution disposant que seuls le président et le directeur général étaient habilités à signer les contrats. Cette

disposition excluait le secrétaire général Julien Fournier, lequel, comme dans tous les clubs de France et de Navarre, aurait dû pouvoir signer les contrats. J'ai su que la guerre était déclarée.

Vincent Labrune a été un véritable manipulateur, loin du communicant de génie chanté par certains observateurs zélés, un homme qui n'a agi que dans l'ombre. Un as de la com' se tient devant les micros, il n'est pas tapi dans les ténèbres. Il aurait voulu que j'accepte tout ce qu'il suggérerait en l'enveloppant des mots qu'il voulait magiques « Robert veut, Robert souhaite... ». Cela me paraissait infiniment trop facile, et peu acceptable, alors que j'avais mis le bleu de chauffe pendant des années, et alors que je m'entendais parfaitement avec Robert Louis-Dreyfus.

4

Je suis arrivé à l'OM quelques semaines avant la vente de Didier Drogba à Chelsea, pendant l'été 2004. Il a été dit et écrit n'importe quoi sur l'enchaînement de ces deux circonstances. Je suis heureux de pouvoir enfin raconter toute l'histoire.

Avant d'être le président qui a vendu Didier Drogba à Chelsea, j'ai été l'agent qui l'a repéré au Mans, puis qui a accompagné son éclosion. Je l'ai connu en 1998 ou en 1999, je ne sais plus. Il jouait au Mans, mais il était plus souvent remplaçant. Avec Thierno Seydi, qui était mon collaborateur à l'époque et qui allait rester son agent, nous nous étions rendus au Mans pour rencontrer un autre attaquant, Dagui Bakari. Après le déjeuner, Thierno m'a lancé : « Il y a un autre joueur ici, plus jeune que Dagui, qui souhaiterait travailler avec nous. Je lui ai dit que j'allais voir avec toi. » Didier Drogba n'avait pas d'agent, il n'était même pas titulaire en Ligue 2.

Thierno me l'a présenté et j'ai été frappé par sa sérénité, sa mesure. Dans son attitude, rien ne dépassait. Je l'avais seulement salué, je ne m'étais engagé à rien. Mais par curiosité, en regardant un match du Mans à la télé, je l'ai vu entrer en jeu à un quart d'heure de la fin. J'ai appelé tout de suite Thierno : « Tu te souviens, le garçon que tu m'as présenté, au Mans ? Il me semble très talentueux, on le prend avec nous. »

Quelques semaines plus tard, Didier s'était blessé assez gravement au genou. Cette blessure ne nous a pas laissés insensibles : nous sommes restés en contact avec lui. Didier a dû se soigner, se battre, revenir. Le Mans ne lui faisait pas complètement confiance. A la fin de l'histoire, c'est toujours la même chose, le club manceau s'est targué de l'avoir découvert et de l'avoir lancé. C'est vrai, mais les responsables du club ne croyaient pas vraiment en Didier.

Thierno, qui s'occupait plus spécialement de lui, me donnait des nouvelles. Et pendant la CAN 2002 au Mali, un matin, j'ai reçu un coup de téléphone d'Ali Bouafia, qui était directeur sportif à Guingamp. Il m'a lancé : « Nous cherchons un attaquant. On m'a parlé de Drogba, du Mans. Qu'est-ce que tu en penses ? » Je lui ai répondu : « Si vous pouvez le prendre, prenez-le ! C'est un super joueur en devenir. »

Didier nous a appelés dans la foulée pour nous prévenir que Guingamp l'avait contacté. Il n'était pas à la CAN, il n'était pas encore international, et on a donc négocié à distance son départ avec Le Mans, qui a accepté de le vendre à Guingamp près d'un million de francs (150 000 euros). La première saison, à Guingamp, en 2001-2002, il n'était pas titulaire, mais a commencé à afficher

son potentiel. Guy Lacombe a su tirer le meilleur parti de lui.

La saison suivante, associé à Florent Malouda, il a explosé. Lors de la dernière journée du championnat, en mai 2003, Guingamp avait puni Lyon, le champion, (1-4) à Gerland, où Drogba et Malouda avaient inscrit deux buts chacun.

A partir de ce jour-là, Lyon a tout fait pour le convaincre de venir. De mon côté, j'avais déjà pris contact avec Tottenham et son président, Daniel Levy, qui cherchait un attaquant. Il aura eu le tort d'hésiter. J'ai cessé de le relancer quand j'ai vu que tous les grands clubs français s'intéressaient à lui ; je me suis dit qu'entre Guingamp et l'étranger, jouer dans un club français majeur serait un tremplin. Lyon et l'OM étaient sur les rangs.

Je n'ai pas voulu faire de la surenchère. Je voulais qu'il fasse un choix sportif. Je lui avais expliqué : « Didier, tu vas être l'objet d'une surenchère, mais ce n'est pas ma méthode d'aller voir Marseille pour dire que Lyon m'a donné 10, puis d'aller voir Lyon pour dire que Marseille m'a proposé 12. Nous allons plutôt évaluer, toi et moi, ce à quoi tu peux prétendre aujourd'hui, fixer un prix au-dessous duquel on ne descendra pas, imaginer un maximum et raisonnablement espérer un chiffre dans la moyenne haute. » On a fixé cette ligne-là, ensemble. Après, seuls les arguments sportifs et l'envie devaient guider le choix de Didier. Il était d'accord avec cette démarche.

Les deux clubs ont fait des propositions équivalentes, qui se situaient dans la moyenne haute que l'on avait imaginée. Lyon a poussé le bouchon jusqu'à le faire suivre en Côte-d'Ivoire par Bernard Lacombe pour essayer de le convaincre. Lacombe avait des arguments. Je restais en contact quotidien avec Didier et je ne peux pas le cacher : je voulais qu'il signe à Marseille. Sentimentalement, mais pas seulement : je me disais aussi que l'OM pouvait très vite amener un nouveau joueur au sommet. Cela avait été vrai pour Marcel Desailly et Basile Boli, avec lesquels j'avais travaillé, cela pouvait l'être également pour Didier. Mon influence a été plus souterraine que grossière. C'était un petit mot, une remarque. Il m'écoutait beaucoup. Et en venant à Marseille, il arrivait chez moi : je serais là, tout le temps, quoi qu'il arrive. Je pouvais servir beaucoup plus facilement ses intérêts que s'il choisissait d'aller à Lyon.

La rencontre décisive a eu lieu à mon domicile, sur la terrasse. J'ai fait venir Didier, Alain Perrin, l'entraîneur de l'OM de l'époque, et Christophe Bouchet. Ce jour-là, ils ont utilisé tous les arguments possibles pour le convaincre, et Didier a fini par donner son accord de principe. Alain Perrin avait été très bon, parlant bien, montrant une approche très saine des problèmes et tenant à Didier un discours moins pompeux que les Lyonnais. Lyon a surenchéri, offrant 250 000 francs de salaire mensuel en plus, ce qui était beaucoup, mais Didier, fidèle à ses engagements, s'était souvenu que je lui avais dit qu'on ne jouerait pas la surenchère. On a donc mis un mouchoir sur cette proposition et Didier a eu la correction d'appeler Lyon pour annoncer aux dirigeants que son choix s'était porté sur Marseille. Voilà toute l'histoire.

Avec le temps, on a oublié que la star du recrutement marseillais, cet été-là, était l'Egyptien Mido. Didier a commencé à s'imposer humainement, et il a accompli une saison extraordinaire. Il est devenu l'une des grandes attractions du football européen, et les clubs anglais, notamment, étaient nombreux à s'intéresser à lui. Un peu avant la fin de cette saison 2003-2004, en avril ou mai, lorsque j'avais évoqué avec Didier la possibilité que je rejoigne l'OM, il m'avait lancé : « Pape, ce serait trop beau que tu viennes à l'OM. Si tu viens, c'est sûr, je reste à Marseille. » J'ai fini par accepter la proposition de l'OM et je comptais m'appuyer sur Didier.

Le problème, c'est que personne ne m'a cru. Lors de ma première réunion avec les supporters, nous nous sommes regardés en chiens de faïence. Ils pensaient que j'arrivais à l'OM pour vendre des joueurs, ils ne savaient même pas que je m'étais battu pour faire venir Didier à Marseille. Ils ne savaient rien, non plus, de l'engagement que j'avais avec Didier.

Je leur ai dit que je n'étais pas là pour vendre nos meilleurs joueurs, et un responsable des supporters, Christian Cataldo, m'a posé la question :

« Et Didier Drogba ? »

— Didier encore moins qu'un autre, ai-je répondu. Il restera. Maintenant, si on avait une offre de je ne sais quel niveau, je ne pourrais rien garantir. Mais très honnêtement, on est loin de ça.

— Oui, si un club est prêt à donner 30 millions, on comprendra qu'on ne pourra pas le garder », a conclu Christian Cataldo, fataliste, mais ne croyant pas à cette hypothèse.

Le problème, c'est que deux ou trois jours après cette réunion, Bouchet m'annonce : « Chelsea vient de faire une offre de 30 millions d'euros. Et le patron veut le vendre. » Je ne risque pas d'oublier ma réponse à Bouchet : « Si Didier doit être vendu, je m'en vais. » Je n'y croyais pas. Il a fallu toute une nuit à Christophe Bouchet pour me convaincre de rester.

Les négociations se sont ouvertes dans la foulée avec Chelsea, à Paris, en présence de Philippe Meurice, Christophe Bouchet et moi-même. Peter Kenyon et son financier discutaient pour Chelsea. Je suis parvenu à faire passer le montant du transfert de 30 à 37 millions d'euros, un chiffre qui a entraîné une incompréhension. Des mauvais esprits prompts à salir les gens ont souligné que l'OM n'avait encaissé que 34 millions d'euros, laissant entendre que trois millions d'euros avaient mystérieusement disparu.

Alors que tout était clair, on s'était mis d'accord avec Chelsea : les 37 millions d'euros seraient ramenés à 34 millions d'euros si le club londonien payait cash. Et comme le football européen manquait encore de références sur Abramovitch, le patron de Chelsea, oligarque encore inconnu au bataillon, nous avons demandé à être payés immédiatement en totalité.

Didier n'était pas encore censé être au courant. Avant même de venir à l'OM, j'avais prévu depuis longtemps d'aller à Yaoundé pour assister au match Cameroun – Côte-d'Ivoire, comptant pour la Coupe du monde 2006. Mais deux jours après notre négociation avec Chelsea, ce voyage prenait un autre sens. Je devais parler à Didier de cette offre de Chelsea. Peter Kenyon, sachant que j'allais le voir, m'avait communiqué une fourchette salariale ; je lui avais répondu que les agents de Didier en parleraient avec lui, mais que je lui donnerais ces chiffres en lui annonçant la nouvelle.

Dans l'esprit de Bouchet, il n'y a jamais eu l'ombre d'un doute : puisque Robert voulait vendre, il fallait vendre. J'étais le seul à être vraiment perturbé, parce que je venais d'arriver et parce que je venais d'annoncer aux supporters que je ne vendrais pas Didier.

J'étais dans ma chambre au Hilton de Yaoundé quand Didier m'a rejoint. Je lui ai annoncé :

« Didier, il fallait que je te parle. Tu es l'objet d'une offre énorme. Je ne te cache pas que le propriétaire du club est d'accord pour te vendre. Maintenant, ça dépend de toi. Le club qui a fait cette offre, c'est Chelsea.

— Mais p... Pape, je n'ai pas envie de partir, je suis trop bien à Marseille...

— Tu n'es pas obligé de partir. Mais moi, je suis obligé de te dire que le patron est prêt à te vendre. Sache que moi, ça me fait ch... que tu partes. Sache également que j'ai parlé avec Peter Kenyon : voilà approximativement les chiffres sur lesquels il est prêt à discuter avec toi. »

Je lui ai tendu une feuille de papier avec les chiffres en question. Son premier réflexe a été de pointer son index sur la feuille en disant : « Pape, avec ces sommes-là, je ne peux pas rester, je suis obligé de partir... »

Voilà la première réaction qu'a eue Didier. Puis il m'a dit : « Je ne peux pas ne pas partir, sauf si l'OM... » Je l'ai coupé : « L'OM ne pourra jamais se mettre au niveau. Aucun joueur en France ne peut toucher ce salaire. »

C'est comme cela que l'affaire s'est enclenchée. Une certaine ambiguïté a toujours été entretenue sur les conditions de son transfert, mais la véritable version est la mienne. D'un côté, c'est vrai, il avait une envie profonde de rester à Marseille. Mais il avait déjà 26 ans, il avait explosé sur le tard, et il savait très bien qu'il n'avait ni le droit, ni la volonté de tourner le dos à autant d'argent. L'ambivalence de ses sentiments, sur le sujet, était compréhensible : il voulait à la fois rester parce qu'il était bien à l'OM et partir pour assurer son avenir. Même si à l'époque, Chelsea n'avait pas encore le prestige de Manchester United, du Real Madrid ou d'un grand club italien.

La vérité est que l'OM venait de réévaluer son salaire, mais que Chelsea lui offrait de multiplier ce salaire par trois, je crois même par quatre ! C'était fou. J'avais une vraie relation affective avec Didier, au-delà du business. A son retour de sélection, on a pris l'avion pour rencontrer Mourinho et Abramovitch. Ce jour-là, il a été rassuré : Mourinho le voulait vraiment. A partir de ce moment-là, je me suis effacé, et ses nouveaux agents sont intervenus pour discuter son contrat.

Ce départ a suscité énormément de controverse. On a prétendu que Didier ne voulait absolument pas partir. Mais moi, je me revois dans la chambre de Yaoundé comme si c'était hier, Didier dans le petit salon et son doigt qui tapotait la table pendant qu'il me disait : « Je ne peux pas refuser. » Il n'empêche que ce départ l'a perturbé, c'est évident, en raison de son attachement à la ville et à l'OM. Il a eu du mal à en faire le deuil.

Chaque année, comme un serpent de mer, l'hypothèse de son retour à l'OM est revenue à la surface. Je savais depuis le premier jour que ce ne serait pas possible. Je ne crois pas aux retours, même si Didier a rencontré Robert Louis-Dreyfus en 2006, après ses deux premières saisons à Chelsea. Cela a nourri la légende, comme ses retours réguliers en ville, comme la chanson du public à chaque mauvaise série de résultats, « Didier Drogba lalalalala ». Mais il est resté une légende, entretenue par la brièveté même de son passage à l'OM.

J'ai l'impression qu'il a parfois plus marqué le public marseillais que l'immense Jean-Pierre Papin. Je propose une analogie un peu osée, hors de toute misogynie. Papin était la femme délicieuse avec laquelle on a vécu pendant cinq ou six ans, avec laquelle on a tout connu, et qui a fini par partir ; il y a eu du respect, de l'amour, et on ne l'oublie pas.

Didier, lui, serait plutôt une créature de rêve avec laquelle on passe un week-end somptueux et qui disparaît. Et qu'on va rechercher désespérément.

J'en ai souvent discuté avec Didier. Je lui ai toujours dit qu'il ne gagnerait rien à revenir à l'OM. J'estime même qu'il mérite que cette mythologie du retour impossible reste intacte. S'il était

revenu, il n'aurait pas pu faire mieux que ce qu'il avait fait. L'attente aurait été trop grande. C'est ce qui est arrivé à Bernard Tapie. Il était le véritable héros de Marseille, et son retour a altéré le mythe.

Didier a fini par tourner la page et par aimer Chelsea. Il lui a fallu une saison entière. Il restera sans doute l'un des joueurs les plus intelligents que j'ai rencontrés, avec une analyse très fine, que j'appréciais dans nos longs coups de téléphone. Nos relations se sont espacées, face à nos destins respectifs, mais elles restent très amicales, empreintes de considération.

Je suis heureux de la consécration qu'a représenté pour lui la victoire de Chelsea sur le Bayern Munich en finale de la Ligue des champions, en mai 2012. Il avait si souvent échoué dans la dernière ligne droite, tant avec son club qu'avec la sélection de la Côte-d'Ivoire, qu'il méritait profondément de boucler la boucle sur ce sacre. Par-delà son égalisation décisive de la tête qui a emmené Chelsea dans la prolongation, je lui ai trouvé énormément de courage et de force de caractère lorsqu'il est allé tenter ce dernier tir au but, qui aurait pu lui rappeler quelques échecs antérieurs en ce domaine.

Quand j'ai regardé cette finale et son triomphe, j'ai eu l'impression qu'un membre de la famille décrochait une énorme récompense. Comme si mon frère obtenait dans son domaine le prix Nobel.

Didier a été le plus grand footballeur africain de sa génération avec Samuel Eto'o, auquel j'avais pensé pour le remplacer, d'ailleurs. A l'époque, Didier discutait avec Barcelone, mais il appartenait au Real et à Majorque à 50 % chacun, et le Real ne voulait pas qu'il aille au Barça.

Il y avait beaucoup d'amitié et d'affection entre Samuel Eto'o et moi. Je me souviens avoir tenté ma chance :

« Fils, il faut que tu viennes à l'OM... »

— Ecoute, à toi je peux bien le dire, m'a-t-il répondu. Je laisse les gens parler, mais je n'irai nulle part ailleurs qu'à Barcelone. Avec le Real, je mène un vrai combat et je ne céderai pas. Papa, j'irai au Barça, je ne veux pas te faire perdre ton temps. »

J'ai compris qu'il ne fallait pas insister.

Le départ de Didier a rapporté beaucoup d'argent à l'OM. Ce qui est assez fou, c'est que certains ont cru que Robert Louis-Dreyfus avait souhaité le vendre pour récupérer un peu de l'argent qu'il avait investi dans le club. C'était faux : cet argent a servi au recrutement de Lizarazu, Déhu, Costa, Pedretti, Bamogo, Cheyrou et Luyindula. Avec ce recrutement, je le rappelle, 90 % des entraîneurs interrogés dans *L'Equipe*, lors de l'été 2004, ont estimé que l'OM allait devenir champion de France. Cela n'a pas marché, mais avant de constater l'échec, tout le monde avait jugé comme nous qu'il s'agissait d'un bon recrutement.

Est-ce que si j'avais eu à l'époque les mêmes rapports avec Robert Louis-Dreyfus, j'aurais pu le convaincre de ne pas vendre Drogba ? Je ne sais pas. Dans cette affaire, j'étais entre le marteau et l'enclume. Ne pas avoir le pouvoir décisionnel m'a bien arrangé, mais j'ai quand même été très perturbé.

La réussite de notre recrutement aurait atténué l'effet du départ de Didier. Mais il a été un échec. J'ai appris de cet échec qu'on ne faisait pas une équipe avec des mentalités incertaines. L'ambiance a été détestable. Avec des joueurs comme ça, tu n'as aucune chance. Sur le talent, on

aurait pu être champion. Pas sur le reste.

Et c'était ma première année à l'OM, il fallait que je m'adapte. Je vivais des moments très difficiles avec l'entourage du club qui sciait les branches pour que je parte. C'est ce que j'ai failli faire, en sachant que les gens auraient dit, jusqu'au bout : « Tu te souviens de Diouf ? Il a été président, mais si, tu sais, le Noir, il nous a vendu Drogba, il s'est rempli les poches et il est parti. » Si j'avais quitté l'OM pendant l'été 2005, c'est exactement la trace que j'aurais laissée.

4

A Marseille, on ne raconte pas les mêmes histoires qu'ailleurs. Mais c'est souvent parce qu'elles ne sont pas les mêmes. Par exemple, il y a l'histoire de Jack Kachkar. Cela reste l'épisode le plus rocambolesque que j'ai vécu en tant que dirigeant à l'OM. Mais de mon point de vue, c'est un épisode paradoxal, qui ne s'est pas déroulé comme certains l'ont décrit.

Un jour de 2007, j'étais dans mon bureau quand j'ai reçu un coup de fil de Robert Louis-Dreyfus, lequel m'annonce : « Voilà Pape, je suis dans la position aujourd'hui de vendre le club, à un monsieur qui s'appelle Jack Kachkar. Nous sommes engagés dans des négociations et il doit venir à Marseille. La première chose qu'il souhaite faire est de vous rencontrer. Personnellement, je lui ai dit que s'il doit garder une seule personne au club, c'est vous. Je lui ai dit que vous êtes l'homme de la situation. »

Au regard de ce que Robert avait subi lors des procès des comptes de l'OM, dans lequel il aura finalement été condamné à dix mois de prison avec sursis et 200 000 euros d'amende, en appel, en octobre 2007, son désir de vendre le club n'était pas une véritable surprise à mes yeux. Mais cela devenait une possibilité.

Le plus beau, c'est que Jack Kachkar, un homme d'affaires canadien vivant aux Etats-Unis, devait arriver à Marseille le soir même de l'appel de Robert ! Entre-temps, bien sûr, l'information circulait dans la presse. Des journalistes étaient devant mon domicile et j'avais dû appeler une amie pour qu'elle vienne me chercher : je suis sorti de chez moi sur la banquette arrière, direction l'aéroport pour rencontrer Kachkar.

Deux de ses collaborateurs m'attendaient et m'ont dirigé sur le tarmac, vers son jet, où Kachkar m'attendait. Il m'a lancé : « Je suis venu spécialement pour vous voir. Ensuite, je redécolle. » Il m'a annoncé qu'il allait racheter le club, qu'il voulait en faire l'un des plus grands clubs d'Europe.

La première surprise est venue en montant dans l'avion : le sigle OM figurait sur son jet. La seconde, c'est qu'il y a eu d'entrée un hiatus. Je sentais bien que les deux collaborateurs qui l'accompagnaient ne parlaient pas tout à fait le même langage. L'un m'a même dit, en sortant de l'avion : « N'écoute pas trop l'autre, il parle beaucoup. Ce qui compte, c'est que Kachkar veut travailler avec toi... »

Mon premier contact avec Kachkar a duré une heure et a été très positif. Je l'avais prévenu : « Je vous dirai toujours les choses comme elles sont et non pas comme vous souhaiteriez qu'elles soient. Je ne vais rien édulcorer, vous pouvez me faire confiance. Et puis, ne vous en offusquez pas trop, si vous souhaitez m'avoir au téléphone, ne m'appellez pas à 8 heures ou 9 heures du matin, il y

à des chances pour que vous ne réussissiez pas à me joindre. A partir de 10 heures ou 10 h 30, vous pouvez m'avoir. Après, vous pouvez m'appeler jusqu'à 2 ou 3 heures du matin, ça ne me dérange pas... »

Puis Jack Kachkar est venu plus officiellement à Marseille. Je l'ai présenté à l'ensemble du personnel. On a commencé à se parler tous les soirs. On a réfléchi à l'équipe qu'on allait mettre en place. C'est dommage que l'on n'ait pas conservé les paperboards qui en attestaient : les plus grands noms du football européen étaient chez nous, sur notre tableau.

Kachkar était venu avec un dénommé Green, qu'il nous a présenté comme son financier. Quand il était seul avec moi, M. Green était parfait. Mais quand Kachkar était là, il tenait un autre discours. Du genre : « Bon, si les résultats ne suivent pas, tout le monde à la porte... » J'ai fini par m'énerver et j'ai dit à Kachkar : « Je ne tolère pas qu'il parle comme ça devant mes gars. » Il m'a répondu : « C'est un ami, mais ne l'écoute pas, c'est avec moi que tu parles. »

Un jour, sur le papier, on avait constitué une équipe avec des joueurs comme Rooney, Cambiasso, Zanetti, et bien d'autres grands noms du football européen. Kachkar nous a demandé : « Cette équipe-là, est-ce qu'elle peut plaire au public ? » José Anigo lui a répondu que ça allait être un tremblement de terre à Marseille.

Nous étions à l'hôtel Palm Beach, sur la Corniche, José Anigo écrivait les noms sur le tableau. Il demandait : « Combien il doit coûter, celui-là ? » Je lançais : « Oh celui-là, au moins 20 millions d'euros... » Kachkar tranchait : « C'est bon, c'est bon. » On aurait dû filmer la scène, vraiment. C'était irrésistible.

A ce moment-là de l'histoire, Kachkar était vraiment présent. Il venait aux matches, dans les vestiaires, il a même fait un tour d'honneur au Vélodrome et dansé avec les joueurs après un match contre Lyon. Il montait dans le bus avec moi. C'était déjà lui le patron.

A l'OM, il y en avait un qui n'y croyait pas. C'était Xavier Boucobza. Dès le départ, il m'a glissé : « Ecoute, on est en train de travailler sur cette vente, mais moi je n'y crois pas. Robert y croit, oui, mais moi j'ai du mal. Il y a beaucoup d'éléments dont j'attends la confirmation et que je n'ai pas. » Il était bien placé pour avoir des doutes puisqu'il gérât l'aspect financier et juridique, mais il y avait d'autres avocats qui travaillaient sur l'affaire et qui auraient pu alarmer Robert.

Petit à petit, les choses ont commencé à paraître étranges. Un jour de match à Toulouse, je lui ai trouvé soudain une autre expression : le bon Kachkar devenait de moins en moins sûr de ce qu'il avançait. Même son avion privé n'était plus le même, il n'avait plus le luxe du premier. Kachkar prétextait des révisions. Les prétextes ont succédé aux prétextes. Les doutes aussi. Il a commencé par se plaindre : « Il y a des gens méchants qui veulent faire capoter l'affaire... » Je ne suis pas sûr que les gens méchants aient eu besoin de beaucoup se fatiguer. Pour que l'affaire capote, Jack Kachkar s'est très bien débrouillé tout seul.

Aujourd'hui encore, avec le recul, mon sentiment personnel est le suivant : Robert Louis-Dreyfus a vraiment cru que Jack Kachkar était solvable et en mesure d'acheter le club. De mon côté, je suis quasiment convaincu qu'il était effectivement venu pour prendre le club, avec des gens derrière lui prêts à investir de l'argent à l'OM.

Il a fait preuve de légèreté en s'installant comme patron sans auparavant avoir verrouillé l'affaire. Les enquêtes sur lui, pendant cette période étrange, ont fait reculer les gens ou les

capitaux douteux qui étaient derrière lui. Ils ont pris peur.

En répondant à la justice, il a montré sa bonne foi. Il s'est simplement engagé dans une affaire qui l'a dépassé. Kachkar est venu à Marseille avec sa femme et son fils, il n'avait pas une démarche d'escroc classique. Sa volonté de reprendre l'OM n'était pas aussi farfelue que ce que l'on en a dit.

L'épisode était cocasse et il fallait trouver un mode de communication susceptible de dédouaner Robert qui s'était engagé jusqu'au cou. Je finis par expliquer que si Robert n'avait pas souhaité aller plus loin, c'est parce qu'il n'avait pas les garanties qu'il avait exigées pour la pérennité du club.

Quelques années plus tard, celui qui fut le conseiller sportif de Jack Kachkar est revenu vers moi. Nullement découragé, il m'a annoncé que des milliardaires de Dubaï voulaient m'approcher pour racheter l'OM. Je ne les ai jamais vus.

Sur le terrain

Président, j'ai essayé d'instituer avec les joueurs des relations de respect et de considération. Je voulais qu'ils se souviennent que j'étais le président et qu'il m'appartenait de décider de certaines choses. Mais j'aimais les écouter, connaître leurs problèmes en amont. Un joueur qui souhaitait me voir était le bienvenu, même si je m'étais imposé une règle intangible, dont j'informais toujours mon interlocuteur : « Cette rencontre sera connue de l'entraîneur. Son contenu, à moins qu'il soit totalement privé, le sera également. » Je voulais éviter tout malentendu.

Les joueurs venaient rarement me voir pour réclamer une augmentation ; ils confiaient généralement cette démarche à leur agent. J'ai apprécié, par exemple, les visites régulières de Hatem Ben Arfa, un garçon que l'on disait incompris, mais que je comprenais parfaitement. J'étais patient, à l'écoute, c'était mon rôle, mais c'était un plaisir, aussi. Si j'étais resté à l'OM, j'aurais entrepris de le recevoir plus souvent encore pour essayer de canaliser sa fougue et lui permettre de donner le meilleur de ses grandes qualités techniques.

Au-delà du talent, j'ai apprécié aussi le côté attachant de Franck Ribéry. Je me souviens qu'au moment de la mort de ma mère, il avait été l'un des rares joueurs à se manifester, avec Boudewijn Zenden, l'international néerlandais. Cela m'avait beaucoup touché. Zenden n'a peut-être pas donné tout ce que l'on espérait au niveau sportif, après l'immense surprise que sa signature avait suscitée dans le football français, mais c'était un monsieur. C'est Rick Parry, le secrétaire général de Liverpool, qui m'avait informé qu'il arrivait en fin de contrat là-bas, et que c'était un garçon charmant qui pourrait nous apporter beaucoup. Personne n'a rien su des négociations. *La Provence* a seulement annoncé la nouvelle la veille de la signature.

Zenden a toujours eu le sens du club, et même dans la difficulté, il ne s'est jamais départi d'une grande dignité. C'est le joueur qui m'a le plus impressionné dans son comportement.

Tout le monde savait où me trouver, et à quelle heure. On m'appelait le président Midi-Minuit : le matin, ce n'est pas mon truc. J'arrivais à mon bureau vers 11 heures, et en période de transfert, les lumières étaient encore allumées à minuit. En temps normal, je parvenais à m'échapper vers 21 heures ou 22 heures. J'étais quasiment à la Commanderie tous les jours, avec une prédilection pour le calme du dimanche qui me permettait de régler tranquillement de nombreux dossiers en instance.

Dans la vie d'un président de club, le jour de match est un moment particulier. Je partais avec l'équipe la veille quand l'endroit du match était difficilement accessible de Marseille. L'après-midi était le moment le plus pénible, avec les heures qui n'avancent pas, l'incertitude du résultat à venir, mais avec la certitude de toutes ses conséquences. C'est une fausse oisiveté : chez moi, un jour de match, je n'arrivais pas à lire et regardais la télé sans la voir.

Quand on me demande aujourd'hui ce qui me manque de mes années de présidence, étonnamment, ce n'est pas le sentiment du pouvoir ou la notoriété, c'est dans le vestiaire, avant le

match, au milieu des joueurs, à tourner en rond, à poser une question au kiné André Soultanian, ou « Museau », le plus ancien du vestiaire : « Alors, Mus', comment tu sens les choses ? – Ça va aller, président, ça va aller... » Quand je l'interrogeais sur un joueur, il ne disait rien de précis, mais l'expression de son visage disait tout : s'il faisait une grimace imperceptible, je pouvais m'inquiéter. De toute façon, un président de club s'inquiète toujours.

Ma mémoire est sélective : je n'ai pas beaucoup de souvenirs précis des matches disputés durant mes cinq années de présidence. Le constat me surprend un peu mais ne me laisse pas sans explication. J'ai toujours beaucoup aimé le football, mais la présidence vampirise tout le reste ; vous êtes pris par une succession de phénomènes qui vous éloignent du jeu mais qui constituent la vie même du club au jour le jour. J'ai oublié la plupart des matches, mais aucune des tempêtes, ni des grands bonheurs.

Quelques matches néanmoins sont restés dans ma mémoire. Celui de Liverpool (0-1), en octobre 2007, pour la première de Gerets, et le fameux but de Valbuena par exemple. Ou encore la première de notre nouvel entraîneur Philippe Troussier à Caen (2-3), en décembre 2004 : nous étions dans une passe difficile, et nous avons gagné après que notre nouvel entraîneur a pris des décisions radicales et courageuses, mettant sur la touche des joueurs comme Lizarazu ou Pedretti. J'évoque Troussier par ailleurs, mais je le répète : autant le technicien a laissé un bilan contrasté, autant l'homme a laissé une trace attachante.

Il m'est difficile d'oublier, pour d'autres raisons, nos deux finales de Coupe de France perdues, en 2006 face au PSG (1-2), puis en 2007 devant Sochaux (2-2, 5 tirs au but à 4). Concernant la première finale contre le PSG, je pense, avec le recul, que nous avons perdu face à un adversaire qui voulait cette Coupe de France plus que nous. Nous étions donnés favoris et je crois qu'une de nos erreurs aura été de déclarer dans la presse que nous assumions ce rôle. Je me souviens encore de certaines déclarations de Franck Ribéry qui allaient dans ce sens, alors que nous aurions dû faire profil bas et ne pas donner à Paris la possibilité d'être commodément réfugié dans un rôle d'outsider.

Mais la finale perdue face à Sochaux m'a laissé des regrets infiniment plus lourds encore. Nous étions là aussi installés dans la position du favori, ce dont il était difficile de nous défendre, nous avions justifié cette position pendant le match, et même pendant la prolongation en menant 2-1. Les dés semblaient jetés.

Mais nous avons manqué de lucidité. Je pense qu'une part de cette défaite est imputable à José Anigo, qui n'était plus sur le banc à cet instant de la prolongation. Comme à son habitude quand les dernières minutes sont tendues et incertaines, il avait regagné le vestiaire avant la fin du match. Je persiste à penser que s'il avait été sur le banc, il aurait suggéré à notre entraîneur, Albert Emon, de faire rentrer un joueur à vocation défensive pour assurer le résultat. Je l'écris aujourd'hui, mais je lui ai dit à l'époque : « José, si tu t'étais trouvé à la place où tu aurais dû être, sur le banc, on aurait gagné ce match. »

Il fallait faire rentrer un joueur capable de nous aider à conserver le résultat, et je me souviens que je n'étais pas le seul à le pressentir : depuis sa loge du Stade de France, ce soir-là, Robert Louis-Dreyfus m'a envoyé cinq ou six messages sur mon téléphone, alors que j'étais dans la tribune officielle. Il m'écrivait : « Il faut faire entrer Untel. » Je ne sais pas si l'idée venait de lui ou de ses voisins, mais il avait raison.

Cette finale perdue m'a laissé un goût de cendres dans la bouche. Je l'ai vécue comme un véritable échec personnel, même si c'était un échec pour tout le monde. Robert Louis-Dreyfus est descendu dans le vestiaire du Stade de France après la défaite, il était hors de lui, je ne l'avais jamais vu dans cet état, et il s'est écrié, en regardant les joueurs : « Petits bourgeois de merde ! ... » Et il est sorti.

Il était déçu et blessé. Il était venu au stade avec ses deux enfants, avait entrevu la victoire pendant la majeure partie de la soirée, et on avait été rejoints à la 116 minute, au moment où il imaginait que la coupe de France allait passer la nuit dans ses bras. Elle aurait été son premier trophée.

Cette finale 2007 reste la plus forte déception de ma présidence. Ensuite, loin derrière, vient l'élimination contre Carquefou (1-0) en Coupe de France 2008, en huitièmes de finale, à Nantes. Perdre contre Carquefou, une équipe de CFA2, c'est-à-dire l'équivalent de la cinquième division, c'était une honte, mais comme le suggère l'expression, en football, un moment de honte est vite passé, alors que les regrets s'estompent lentement.

J'ai connu de nombreux bonheurs, aussi. Je me souviens qu'en 2005-2006, alors que nous étions derniers après cinq journées (nous finissions cinquièmes en fin de saison), nous avons entamé notre belle remontée grâce aux bons résultats obtenus en Coupe Intertoto, nous qualifiant pour la Coupe de l'UEFA en éliminant la Lazio Rome (1-1, 3-0) puis La Corogne (2-0, 5-1), dans un match retour resté mémorable. Beaucoup de gens se sont moqués de nous, nous reprochant d'avoir dansé et fêté aussi intensément cette victoire au cœur de l'été. Je me souviens de ma réponse : « Est-ce qu'on peut parler de hiérarchie dans le bonheur ? Un pauvre n'aurait-il pas le droit d'être heureux ? »

Je garde un grand souvenir du jour où, au printemps 2007, une semaine après la déception profonde de notre finale de Coupe de France perdue contre Sochaux, nous sommes allés à Saint-Etienne chercher notre qualification pour la Ligue des champions. Malgré la finale perdue, ou à cause de la finale perdue, j'avais l'intuition que quelque chose de positif se préparait dans l'équipe. J'avais eu Robert au téléphone à deux ou trois reprises, dans la semaine, et je lui avais suggéré de venir nous voir dans le Forez. Nous avons gagné, Lens et Bordeaux avaient été accrochés dans le même temps, et la deuxième place nous était définitivement acquise. Cela n'a pas effacé toute notre peine du samedi précédent, mais ça l'a sacrément adoucie. Et c'était une grande joie, tout simplement. Autant Robert était accablé de déception une semaine plus tôt, autant ce soir-là, à Saint-Etienne, il était un homme rayonnant, heureux, parlant même à la presse, ce qu'il était toujours réticent à faire. En rentrant à Paris dans son avion privé, il m'a laissé un message qui disait son bonheur.

Je suis heureux d'avoir intégré cette belle victoire à mes souvenirs, qui sont d'abord encombrés par les défaites. On dirait qu'un président est d'abord comptable des mauvais moments. Dans cette longue liste, figure évidemment l'élimination en Coupe d'Europe à Mlada Boleslav, en septembre 2006 : victoire 1-0 au Vélodrome, défaite 4-2 en République tchèque, au match retour.

Je me souviens que Julien Fournier et moi-même avions décidé trois semaines auparavant d'arrêter de fumer. Mais ce soir-là, à Boleslav, sans nous concerter, nous nous sommes retrouvés face à face en ayant chacun une cigarette à la bouche : la déception avait eu raison de notre résolution.

A Boleslav, pour la seule fois de ma vie de président, je suis entré dans le vestiaire à la mi-temps pour effectuer une intervention énergique et dire ce que je pensais. Je suis descendu alors que nous en étions à 1-1, après avoir gagné le match aller 1-0. J'ai regardé les joueurs dans les yeux et je leur ai lancé : « Mais pour qui vous vous prenez ? Vous vous prenez pour le Real ou le Barça ? Avec la désinvolture que vous montrez dans ce match, vous pouvez dire au revoir à la qualification. » Nous avons perdu 4-2 et il y a deux manières de lire mon intervention : on peut à la fois constater que j'avais vu juste, et que mes mots ont été insuffisants à éviter la catastrophe.

4

En cinq ans à l'OM, j'ai travaillé avec cinq entraîneurs successifs. Le premier était en place quand je suis arrivé, en 2004, c'était José Anigo. Il s'est effacé de lui-même à l'automne, et c'est à ce moment-là que j'ai engagé Philippe Troussier, qui sortait d'une longue expérience d'entraîneur en Afrique et de sélectionneur du Japon. Nous avons terminé la saison 2004-2005 à la cinquième place, mais Troussier n'est resté qu'une saison. Pendant la période de flottement de pouvoir que j'ai déjà évoquée, José Anigo a fait venir Jean Fernandez. Lui aussi est resté le temps d'un seul exercice à la tête de l'équipe, qui s'est encore classée à la cinquième place.

A son départ, j'ai fait appel à Albert Emon, une solution interne qui a duré une saison et demie, et nous a tout de même permis, au printemps 2007, après sa première saison, de retrouver la Ligue des champions grâce à notre belle deuxième place.

La saison suivante, en 2007-2008, nous nous sommes séparés d'Emon en septembre. C'est à ce moment-là que j'ai fait venir Eric Gerets, l'entraîneur belge, avec lequel nous sommes restés sur le podium tant en 2008 (3) qu'en 2009 (2), nous qualifiant à chaque fois pour la Ligue des champions.

Dans le football latin, les relations entre un président et son entraîneur sont particulières. Le principe reste celui d'un management partagé, mais sans interférence présidentielle dans le domaine technique, ce qui n'empêche pas le dialogue.

A l'OM, j'ai donc promu moi-même Philippe Troussier, Albert Emon et Eric Gerets.

En novembre 2004, après la démission de José Anigo de son poste d'entraîneur, j'ai songé à Philippe Troussier parce qu'il avait fait un excellent travail en Afrique et au Japon, et que je voulais un entraîneur francophone qui comprenne ses joueurs et se fasse comprendre d'eux. Aujourd'hui, en matière de préparation physique, technique, tactique, athlétique, médicale, voire diététique, les méthodes se sont uniformisées. L'entraîneur doit faire la différence dans son approche psychologique, dans sa manière d'aborder et d'exposer les problèmes. Pour toucher la corde sensible, le mot juste est nécessaire. Un discours traduit reste pour moi un management incomplet.

Le nom de Philippe Troussier avait réuni des suffrages, dont celui de Robert Louis-Dreyfus. Je l'ai appelé, et nous nous sommes rencontrés à Paris. Christophe Bouchet était encore président, mais il était fragilisé et il a à peine eu le temps de discuter avec lui avant que le vent de la fronde l'emporte.

A son arrivée, Troussier a tout de suite affiché cette dose de folie qui le caractérise. C'est un homme très agréable, remarquable, très gentil et intelligent. Mais dans le feu de l'action, il devient un autre homme.

Deux jours seulement après son entrée en fonction, nous avons eu un clash. Un vrai clash. Il avait décidé au dernier moment d'une mise au vert, à laquelle l'un de nos médecins et un kiné ne pouvaient pas se rendre. Il m'a lancé : « Qu'ils dégagent ! Qu'ils dégagent tous ! Moi, j'en veux pas de ces gens... » C'était la première fois que l'on s'accrochait, mais pas la dernière. Je pense que Philippe a traversé le club sans avoir tout compris. Il avait une réputation de meneur d'hommes et j'ai été surpris qu'il ne l'ait pas été. Son passage aura été un intermède qui nous a amusés après coup, plus qu'autre chose. Il pourra dire qu'il a été entraîneur de l'OM, ce qui n'est pas rien. Il a des qualités, mais il n'était pas fait pour Marseille.

Il est tout de même celui qui a mis en place la salle de presse à la Commanderie. Avant, les journalistes venaient dans la cafétéria, chacun avec son micro, sa caméra ou son bloc-notes, et il a mis fin à cette ère un peu désorganisée en me disant : « C'est fini ça ! Désormais, il faut une salle de presse. Moi, j'ai envie de m'asseoir face aux journalistes. Je veux qu'on me laisse le temps de prendre ma douche, de me coiffer, c'est mon image et je ne veux pas qu'elle apparaisse négative. » Il avait raison, et c'était mieux aussi pour l'image générale du club.

A cette époque, on recherchait un arrière gauche, il nous avait amené Koji Nakata, qu'il avait côtoyé en sélection du Japon. Au-delà de sa valeur sportive, on avait pris ce joueur dans l'idée assez illusoire qu'on allait avoir le Japon à nos pieds et que l'on bénéficierait de retombées immédiates et considérables en termes de sponsoring.

Du passage de Nakata, il reste surtout l'image de son action ratée dans la neige à Saint-Etienne. Il venait de contrôler le ballon orange, a levé la tête, a fait le geste d'adresser une passe de l'intérieur du pied, mais il n'avait pas vu que le ballon avait continué de rouler un mètre derrière lui et qu'il tapait dans un ballon qui n'était plus là depuis un moment... C'était un garçon d'une grande politesse, un remarquable camarade dont je garde un très bon souvenir. Ce n'était peut-être pas un joueur du standing de l'OM, mais il faut souligner aussi qu'on avait fait avec nos moyens. Nakata élargera toujours au rang nombreux des recrues qui n'auront fait que traverser le club tout en enrichissant sa légende.

4

Jean Fernandez est devenu l'entraîneur de l'OM en juin 2005 et le mystère de son départ en juin 2006 n'a jamais été vraiment élucidé dans l'esprit des gens. Publiquement, Jean l'a justifié par sa volonté de retrouver un club plus en rapport avec son tempérament, où il pourrait travailler dans la sérénité plutôt que dans l'urgence ou l'impatience. En privé, je sais qu'il avançait d'autres arguments.

J'ai été très surpris quand il est venu m'annoncer qu'il souhaitait partir à Auxerre. Il n'a jamais voulu me dire pourquoi. Quelque temps après, j'ai appris qu'il avait été menacé, voire agressé à Marseille. Je n'ai jamais su par qui, il ne me l'a jamais dit, de même qu'il n'a jamais clairement

évoqué ces menaces devant moi. J'ai donc essayé, avec Louis Acariès, de le faire revenir sur sa décision, parce qu'on avait envie de continuer avec lui, histoire de stabiliser le staff technique, même s'il n'était pas forcément le style d'entraîneur que j'aurais choisi. Du reste, c'est José Anigo qui l'avait fait venir.

Jean Fernandez est un homme que j'apprécie, qui a une exquise politesse, qui est passionné par le football, mais je n'étais pas toujours en adéquation avec le technicien, auquel je reprochais un excès de prudence. Pour moi, le football est d'abord l'expression d'un jeu offensif. Comme le disait Gustav Sebes, le patron de la grande équipe de Hongrie des années 50, le football consiste d'abord à marquer un but de plus que l'adversaire. Et non pas à en prendre un de moins, comme l'affirmait Helenio Herrera, l'entraîneur franco-italo-argentin de l'Inter Milan des années 60.

J'ai regretté le départ de Jean Fernandez sur le plan humain mais pas forcément sur le plan professionnel.

Personnellement, je n'ai jamais été l'objet d'intimidations pendant la durée de mon mandat à la tête du club. Pour m'atteindre, il faut se lever de très bonne heure. Je n'ai pas peur. Ma seule pression, c'était les résultats de l'OM.

4

En juin 2006, quand Jean Fernandez a annoncé son départ, Albert Emon m'a appelé pour m'annoncer qu'il était candidat. Il n'était pas ma priorité : j'avais contacté Alain Boghossian. Ancien joueur de l'OM, ancien champion du monde 1998, il ne jouait plus, avait passé ses diplômes, et j'avais la volonté de lui donner cette chance.

Je m'étais renseigné un peu sur lui, et certains de ses anciens coéquipiers m'avaient confirmé qu'il y avait en lui de la graine de futur bon entraîneur. Je voulais innover, promouvoir un Marseillais ou assimilé comme tel et lui donner sa chance de démarrer dans ce métier.

Mais je n'ai absolument rien compris à son attitude. Il a affiché presque de l'arrogance vis-à-vis de l'OM et de moi, se montrant extrêmement léger à l'égard des rendez-vous que je lui donnais : c'est à peine s'il y attachait de l'importance.

Voilà un garçon qui n'avait pas commencé sa carrière d'entraîneur, à qui je donnais les clés de l'Olympique de Marseille et qui a trouvé le moyen, au lieu de sauter au plafond, de traîner les pieds. J'ai été très déçu. Il a été adjoint de Raymond Domenech en équipe de France, puis de Laurent Blanc. Je ne sais pas si entraîneur adjoint de l'équipe de France, c'est mieux qu'entraîneur de l'OM. Je ne crois pas.

Au début de l'été 2006, j'avais également rencontré Eric Gerets. J'avais eu l'occasion de parler avec lui quand il entraînait le PSV Eindhoven, et cet ancien international belge au poste de défenseur m'avait fortement impressionné. Un ami qui le connaissait mieux que moi, Pierre Frelot, l'homme à qui j'avais cédé Mondial Promotion, m'avait dit qu'Eric était quelqu'un de formidable et qu'il serait bien que je le rencontre.

J'ai appelé Eric, et on s'est donné rendez-vous à Paris. Robert Louis-Dreyfus était là,

également. Eric nous avait séduits tous les deux. On s'était mis d'accord pour l'essentiel mais il devait obtenir sa liberté auprès de Galatasaray. Le club turc a refusé de le laisser partir, et il a dû honorer sa dernière année de contrat.

J'ai donc nommé Albert Emon au poste d'entraîneur. Mais au début de sa deuxième saison sur le banc, en 2007-2008, et en dépit de la qualification pour la Ligue des champions qu'il avait largement contribué à obtenir quelques mois plus tôt, j'étais assez sceptique quant à l'idée de continuer avec le même entraîneur. Pourtant, Albert respire le football : il arrivait toujours, dans le vestiaire, à sentir ce qui allait ou ce qui n'allait pas. Et j'aimais discuter et échanger avec lui, il complétait ou corrigeait souvent ma réflexion.

Le début de saison manqué a rapidement compliqué sa position. Nous avions sept points après neuf journées : ce n'était pas suffisant. Il fallait changer quelque chose, autrement dit l'entraîneur.

4

Après une seule victoire en neuf journées, à l'automne 2007, j'ai d'abord pensé à Bruno Metsu. Je l'ai rencontré à Rome avec José Anigo et Julien Fournier. La riche personnalité de Metsu n'avait rien à voir avec celle de Troussier, à qui on le comparait très souvent, à tort. Ce n'était pas un entraîneur folklorique, comme le démontrent ses résultats, que ce soit son quart de finale de Coupe du monde 2002 avec le Sénégal ou sa victoire en Ligue des champions asiatique avec Al Aïn, son club des Emirats.

Je connais bien le bonhomme, qui a une méthode de travail très personnelle ; quand il l'explique, elle est d'une limpidité et d'une grande cohérence. On lui a reproché, notamment au Sénégal, de faire preuve de beaucoup trop de laxisme avec les joueurs, lesquels allaient en boîte de nuit, parfois même en sa compagnie. Il répondait : « Où est le problème ? Je préfère aller en boîte de nuit avec eux en sachant où ils sont et ce qu'ils font, plutôt que de les retrouver le lendemain sans savoir ce qu'ils ont fait. La réalité, c'est le terrain. Chacun peut mener la vie qu'il veut mais sur le terrain, à l'entraînement, je ne concède rien. » C'était sa méthode.

L'option Metsu nous séduisait tous mais ses conditions financières au Qatar n'étaient pas conformes avec nos possibilités, et nous n'avons pas insisté.

En nous posant d'innombrables questions dans l'avion du retour, le nom de Jean Tigana nous est venu à l'esprit. On en était là lorsque j'ai reçu un appel qui m'annonçait que Gerets avait quitté Galatasaray. J'ai aussitôt renoué avec lui. On s'est donné rendez-vous à Nice, toujours avec Julien et José, et le courant est passé immédiatement, avec tout le monde. Il m'a prévenu d'emblée : « Si vous m'avez fait venir pour me prendre vraiment, on peut discuter sérieusement. Mais je sais que vous êtes plutôt sur Metsu, et je n'ai pas envie de discuter pour rien. » Je lui ai répondu : « Non, si on se met d'accord aujourd'hui. C'est vous que je choisis. » Il était venu avec un de ses conseillers et on s'est mis d'accord pour un contrat d'un an et demi. Je lui ai tapé dans la main et c'était bon.

J'ai amené Gerets à l'OM dans une atmosphère de scepticisme général. Au mieux, il suscitait le doute. On évoquait les problèmes qu'il avait eus avec la justice en Belgique dans les années 80. Il avait pourtant montré ses qualités d'entraîneur avec Eindhoven et Galatasaray. Au moment de sa

présentation à la presse, pour éteindre ce scepticisme, je me souviens avoir eu des gestes forts, quasi théâtraux, en soulignant lourdement que c'était mon choix et que ce qu'il adviendrait demain serait totalement de ma responsabilité.

Dès le premier match de Ligue des champions à Liverpool (0-1), nous avons gagné grâce à un but de Valbuena, encore lui. Pour Gerets, c'était parti. C'est un entraîneur complet, qui connaît admirablement son métier, qui sait parler aux joueurs, à son encadrement, et imposer sa très forte personnalité. Il peut être parfois lunatique : à son visage fermé, on pouvait deviner qu'il n'avait pas envie de parler. Mais avec moi cela lui était plus compliqué, parce que j'étais son patron et que j'ai aussi un caractère.

A son arrivée, même si j'avais déblayé le terrain, je redoutais des étincelles entre Anigo et lui. Il n'y en a pas eu, d'abord parce que j'étais là pour veiller au grain, ensuite parce que Gerets n'était pas du tout quelqu'un à qui on pouvait se frotter facilement. Il avait pris la mesure de tout le monde, Anigo compris. A table, quand il ne parlait pas, personne ne parlait.

Ce que j'ai apprécié chez lui, au-delà de ses compétences, c'est sa loyauté, sa rectitude. Il ne parlait pas dans le dos des gens ; s'il avait quelque chose à dire, il le disait, et toujours en face. Des journalistes ont régulièrement essayé de nous opposer, notamment ceux de *L'Equipe*, Dominique Rousseau et Hélène Foxonet, mais il a toujours conservé la même ligne : « Il n'y a aucun problème avec le président, et si problème il y a, c'est entre quatre yeux qu'on le réglera. »

Avec Eric Gerets, on pouvait tourner le dos sans jamais craindre un coup de poignard. C'est tellement rare dans ce milieu que je continuerai à le crier sur tous les toits : c'est un homme d'une très grande droiture, avec des qualités morales exceptionnelles. Et puis c'est un bon vivant qui sait rire et blaguer. Quand il se fermait sans raison particulière, du moins sans autre raison que son caractère lunatique, j'avais pris le parti de faire comme lui. Du coup, c'est lui qui finissait par venir vers moi pour me demander : « Alors président, il y a un problème ? »

Eric parlait de la même manière à tous les joueurs. Mais Valbuena a pu se sentir proche de lui parce que Gerets l'a lancé et en a fait ce qu'il est devenu, en l'appelant « le Petit ». Il y avait beaucoup d'affection dans cette appellation. Autrement, Eric avait un comportement similaire avec tous les joueurs.

Il n'était pas venu à l'OM avec son staff. J'avais dans l'idée de promouvoir Franck Passi, mais il a finalement décidé de conserver le staff qui était en place et très rapidement, avec Dominique Cuperly, ils ont formé un vrai binôme, très complémentaire. « Cup » a su comprendre tout de suite le Belge et vice versa. Avec le médecin Christophe Baudot, il a su tisser de vraies relations de confiance, au point que je l'ai entendu dire un jour que, de toute sa carrière, c'est peut-être le meilleur médecin qu'il avait rencontré.

On m'a souvent demandé quelles étaient les relations entre Eric Gerets et José Anigo. L'affaire était beaucoup plus simple qu'on a bien voulu le dire, et l'écrire, surtout : Gerets a maîtrisé tout le monde, tous les caractères. Il n'y a pas eu de clash, parce qu'Anigo était dans le rang, à sa place. Une seule fois, le ton est monté, dans mon bureau, un jour où l'on discutait du recrutement. Nous étions cinq, Eric Gerets, José Anigo, Julien Fournier, Dominique Cuperly et moi. José avait mal pris qu'Eric ne l'ait pas suffisamment écouté sur le choix d'un joueur, il a marmonné que si on ne lui faisait plus confiance, il fallait qu'on le dise, et Gerets s'est soudain redressé, l'a regardé

fixement dans les yeux, a tapé du poing sur la table et lui a dit : « Voilà une attitude antiprofessionnelle, et j'ai horreur d'être avec des gens qui ne sont pas professionnels. » Il s'est levé et il a quitté la pièce. Il est revenu peu de temps après et les choses sont vite rentrées dans l'ordre.

Traditionnellement, la causerie d'avant match se faisait à l'hôtel, quinze minutes avant de partir au stade, et j'y assistais. Gerets a changé la donne, en organisant sa causerie beaucoup plus tôt dans l'après-midi. Cela a commencé à Liverpool, en Ligue des champions. Avec Julien Fournier et José Anigo, nous étions excités et curieux d'assister à sa première causerie, mais lorsque l'on a demandé à quelle heure et dans quelle salle se tenait la réunion avec les joueurs, Stéphane Saliu nous a répondu qu'elle était déjà terminée. Stéphane était l'intendant du club, un garçon remarquable, qui a été licencié comme un malpropre au moment de mon départ alors qu'il était au club depuis plus de dix ans.

J'ai très vite compris qu'Eric Gerets voulait se retrouver seul avec ses joueurs. J'ai respecté cette volonté, qui n'a jamais été exprimée mais qui était tacite. Personne ne pouvait m'empêcher d'assister à la causerie, mais j'ai toujours respecté ce procédé nouveau pour nous.

Nous avons eu une prise de bec avec Eric, à la fin de la deuxième saison, en 2009, à Lorient. En fait, après le match que nous avons gagné à Paris, quelque temps auparavant, les gens de Canal+ avaient souhaité entrer dans notre vestiaire. J'avais dit non, mais après une discussion avec eux, je leur avais promis de leur ouvrir la porte la prochaine fois. Ce serait à Lorient.

Ce soir-là, après notre victoire, j'avais laissé les vestiaires aux joueurs et à l'entraîneur pendant dix minutes, mais quand les gars de Canal+ sont arrivés, je leur ai fait signe d'entrer. Aussitôt, Gerets a eu un coup de sang : « Pourquoi ils sont entrés ? » Je lui ai expliqué que c'était moi qui leur en avais donné l'autorisation, nous nous sommes mis un peu à l'écart avec José Anigo et Julien Fournier, dans le petit bureau attenant, mais il me laissait à peine parler sous l'effet de l'énervement.

Au bout d'un moment, je me suis énervé, moi aussi : « Tu sais quoi Eric ? Je suis le patron, je fais ce que je veux, basta. » Il y a eu des cris, beaucoup de tension, et même quelques larmes : Gerets a pleuré en me disant qu'il me considérait comme un ami et qu'il n'acceptait pas que je lui parle comme ça. Sous l'effet de la colère, il a même cassé une bouteille. Julien et José ont calmé le jeu, nous avons pris l'avion et en arrivant à Marseille, je lui ai dit qu'il avait sans doute raison, que j'aurais dû lui parler de Canal+ avant, mais que j'avais ouvert la porte après avoir laissé le temps aux joueurs de profiter du vestiaire. Je l'avais fait pour tenir une promesse, pas pour braver son autorité ou envahir un territoire qu'il estimait sacré. Nous nous sommes expliqués puis réconciliés, et c'était fini. Personne d'autre que nous quatre n'a su ce qui s'était passé.

Je reviendrai plus tard sur le départ de Gerets, intimement lié à mon propre départ. Mais il me faut évidemment préciser que si j'ai connu cinq entraîneurs en cinq ans, j'en ai moi-même fait venir un sixième, Didier Deschamps.

J'avais appelé une collaboratrice de Canal+ pour avoir son numéro de téléphone, trouvant un prétexte pour ne pas éveiller les soupçons. Didier était consultant sur la chaîne cryptée depuis quelques mois. Hospitalisé à cause de mon œil, je l'ai appelé à un moment où il avait manifestement envie de revenir sur le terrain.

A cette époque, le journal *L'Equipe* n'avait pas encore annoncé le départ de Gerets. J'avais donc dit à Didier : « Il faut que l'on se voie. Gerets va certainement partir et c'est toi que je veux. Mais personne ne doit le savoir, il ne faut pas que l'information sorte... » A l'OM, j'ai uniquement mis Julien Fournier dans la confidence, même pas José Anigo, bien que l'on ait évoqué son nom ensemble, un peu plus tôt. D'ailleurs, à un moment des négociations, sans savoir ce qui se tramait, José est venu me dire : « Pape, il faut prendre Deschamps. Avec le départ de Gerets, c'est le seul qui peut le remplacer, et qui peut calmer les gens. »

Je suis d'abord allé voir Didier chez lui, à Monaco, avec Julien Fournier, en grand secret. Puis on s'est rencontrés longuement dans un village, entre Marseille et Monaco, chacun ayant fait la moitié du chemin. Dans une petite auberge, nous avons parlé pendant six heures en nous projetant sur la saison à venir. Je lui avais dit tout ce qu'il devait savoir sur le club qu'il avait quitté quinze ans plus tôt. Il m'a dit les joueurs qu'il voulait recruter et ceux qu'il ne voulait pas garder. Si Deschamps m'a dit oui, c'est parce que l'OM était redevenu crédible. Venir après Gerets, qui avait redonné ses lettres de noblesse au club, était valorisant pour la plupart des entraîneurs.

Je peux l'avouer, il y avait une part de calcul dans mon choix de Deschamps : lorsque je constatais l'influence des médias importants, j'y voyais aussi celle de ses anciens équipiers. En choisissant Didier, je désarmais une partie des critiques. C'est ce qui s'est passé.

Je peux révéler aujourd'hui avoir longtemps hésité avec un autre entraîneur, le Suisse Lucien Favre, qui travaille très bien en Allemagne. Seulement, je redoutais que l'on dise : « Après le Belge, il a pris le Suisse. » Il m'avait séduit, mais il était mon deuxième choix. Dans mon esprit, le choix de Deschamps s'imposait.

Si je n'ai pas dit à José Anigo que j'avais déjà rencontré Didier avec Julien Fournier, c'est parce qu'il peut lui arriver de laisser échapper une info, même à son corps défendant. Le 1^{er} mai 2009, l'affaire était bouclée et quand Didier Deschamps a eu Robert Louis-Dreyfus au téléphone, j'ai demandé à Robert de n'en parler à personne et il a tenu parole. Personne n'en a rien su. Même Deschamps n'en a parlé avec personne : son agent n'est intervenu que pour la rédaction du contrat. Quand on lui a annoncé la nouvelle, José Anigo était ravi.

Je n'ai donc jamais travaillé avec Didier Deschamps, mais c'est moi qui l'ai présenté à la presse.

Après l'annonce de mon départ, les nouveaux dirigeants l'ont immédiatement approché pour éviter qu'il parte à son tour, et en conséquence, ont accepté tout ce qu'il demandait. Quand Didier m'avait parlé de Lucho, le milieu argentin de Porto, je lui avais répondu : « Desch', Lucho a 28 ans, je ne sais pas combien il coûte, je ne peux pas te le promettre. » En revanche, on avait déjà pris contact avec Diawara et Mbia. Après mon départ, il a obtenu tout ce qu'il voulait : Lucho, mais aussi Heinze avec un salaire démentiel. La donne avait changé, il avait carte blanche. Mais l'OM a acheté Lucho 22 millions d'euros alors qu'il avait une clause de 15 millions pour quitter Porto, Julien Fournier l'avait vue.

D'une manière générale, les négociations qui ont suivi notre départ n'ont pas vraiment été favorables, financièrement, à l'OM. Pour la venue de Souleymane Diawara, nous étions en fin de négociations à un salaire de 120 000 euros par mois. Je pense qu'il a finalement signé pour le double. De même, on devait discuter avec Rennes, pour la venue de Stéphane Mbia, sur une base de 8 millions d'euros, et il a été acheté 12 millions. Mais c'était une autre histoire, et ce n'était plus la nôtre.

Les minots

En acceptant de devenir le manager général de l'OM, j'avais la conviction de connaître le club en profondeur. A ma surprise, ce n'était pas complètement le cas : comme tant d'autres, avant et après moi, j'ai constaté, à peine arrivé, les limites de ma connaissance du monde des supporters. Ils forment l'une des composantes les plus importantes du club et l'on ne connaît d'eux, ou presque, que l'enthousiasme, la colère ou le mécontentement qu'ils manifestent au stade.

Il y a beaucoup plus à connaître pour diriger l'OM.

Sociologiquement, le public de l'OM a changé de nature. Ce ne sont plus les mêmes supporters que sous l'ère Tapie. Du moins, si ce sont les mêmes, ils ne se comportent plus de la même manière que lorsqu'ils avaient entre 15 et 20 ans. La turbulence de ces années-là, l'insouciance, voire l'inconscience de cette époque, ont fait largement place à un certain recul, voire à un calcul et à un plus grand esprit de coopération.

Vis-à-vis d'eux, je pense qu'il est un peu plus facile d'être président de l'OM aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Les supporters de l'époque qui sont aujourd'hui quadragénaires sont un peu moins fougueux, et recherchent moins le conflit.

Je n'ai jamais envisagé revenir sur les acquis des supporters de l'OM. Je suis de ceux qui pensent qu'on ne doit pas reprendre les bastilles conquises. Et je persiste à penser, contrairement à beaucoup, que la commercialisation d'une partie de la billetterie à certaines associations de supporters n'est pas une mauvaise chose pour le club. D'abord, cela désengorge l'administration générale, qui n'a pas à gérer ces abonnements. Ensuite, cela permet aux supporters de gagner un peu d'argent pour animer et financer leurs déplacements, préparer les tifos, ce qui est aussi une manière de les faire participer à la vie du club. Cela ne m'a jamais gêné, tant que cela restait dans des règles et des normes acceptables.

Toutefois j'ai peut-être négocié de manière plus serrée que mes successeurs, en regardant un peu plus à la dépense. Ils ont eu la main plus généreuse que la mienne, mais cela n'a pas empêché les supporters d'avoir pour moi la sympathie qui découlait de mon action.

Je n'ai jamais voulu faire de cette collaboration avec les supporters une arme de dissuasion ni d'adhésion. J'ai discuté de manière honnête et loyale avec des gens sans lesquels le club ne serait pas l'OM.

Quand on arrive à l'OM, on constate très vite la force de cette entité. On comprend qu'on ne peut pas agir en ignorant les supporters. Qu'on ne peut pas diriger en voulant passer au-dessus d'eux.

J'avais pris ma première réunion avec eux pour une formalité. En fait, je me suis aperçu que je passais là un examen et qu'ils comptaient immédiatement me montrer leur force. Certains d'entre eux n'avaient pas hésité à montrer les dents et à être assez grossiers, alors que l'on ne se connaissait pas. Ce jour-là, au siège du club, alors situé rue Negresko, dans le prolongement du

stade Vélodrome, j'ai senti leur tentative d'intimidation.

La deuxième réunion a eu lieu au stade Vélodrome, et j'ai failli en venir aux mains avec l'un des responsables de groupes, qui allait malheureusement être plus tard l'une des victimes de l'accident de car survenu sur la route du Havre : c'était Djamel, le leader des MTP (Marseille Trop Puissant) à l'époque. Je n'avais pas aimé la manière dont il m'avait parlé et sans l'intervention des agents de sécurité, on en serait sans doute arrivés aux mains.

Par la suite, j'ai appris à connaître Djamel, à l'apprécier et même à avoir beaucoup d'estime pour lui. J'ai compris ce jour-là pourquoi les agents de sécurité encadraient toutes ces réunions.

Mes relations avec l'ensemble des associations ont été difficiles pendant ma première saison au club, en 2004-2005. Au mieux, je suscitais une sorte de curiosité mais le scepticisme l'emportait. Si un ancien agent de joueurs arrivait au club, c'était forcément, comme d'autres, pour s'en mettre plein les poches. Et comme à l'intérieur de l'OM, certains dirigeants disaient beaucoup de mal de moi auprès de certains groupes, l'atmosphère a souvent été très tendue, comme avec Rachid Zeroual, par exemple. Mais il n'était pas le seul, il y en avait d'autres.

Les choses ont commencé à évoluer au milieu de ma seconde saison, en 2005-2006. Parce que je n'ai pas cédé, je crois, ni à eux, ni aux autres. Un jour, dans la salle de réunion de la Commanderie, un supporter dur, comme il y en avait quelques-uns, s'était installé la cigarette au bec et les pieds sur la table. J'ai réagi en lançant que les supporters devaient savoir qu'il leur fallait respecter les lieux, que si certains d'entre eux venaient des « quartiers », je venais, moi, des favelas africaines, et que je ne risquais pas d'avoir peur. Il y avait un peu d'ironie, dans mes propos, pour désamorcer la tension, parce que les favelas sont à Rio, pas à Dakar, évidemment.

J'ai ajouté que la cigarette était interdite dans cette salle, que j'étais également un fumeur mais que, comme c'était interdit, celui qui voulait fumer devait sortir. Quant à poser ses pieds sur une table ou sur une chaise, ce n'était pas convenable.

Je leur avais dit que je n'étais pas leur ennemi et que je souhaitais être à côté d'eux et avec eux pour essayer de régler tous les problèmes qui leur seraient posés. Que je ne garantissais pas de trouver une solution à chaque fois, mais que je ferais toujours de mon mieux, en parfaite concertation avec eux. J'ai demandé à ce que notre relation soit gouvernée par un respect mutuel. Je l'ai dit sur un ton qui ne demandait pas de réplique. Ce jour-là, je crois que j'ai vraiment marqué un point. Je l'ai senti dans le regard des uns et des autres : j'ai été compris.

Un peu plus tard, d'ailleurs, à l'occasion de la finale de la Coupe de France contre le PSG, en 2006, Rachid Zeroual avait dit : « Nous avons aujourd'hui un président dont on peut être fier parce qu'il aime le club et qu'il n'a pas peur. »

Avec le temps, ils ont intégré que j'étais aussi marseillais qu'eux, que j'aimais le club et que je n'étais pas là pour les embêter. De mon côté, je me suis aperçu que nos supporters n'étaient pas des coquilles vides et qu'ils étaient souvent des personnes extrêmement réfléchies et sensées. J'ai pu m'en apercevoir en discutant avec les principaux responsables, que ce soit Michel Tonini et son frère Lionel pour les Yankees, la famille Cataldo pour les Dodgers, Rachid Zeroual pour les Winners, Toto pour les Fanatics, ou les Ultras, les plus introvertis et les plus imprévisibles, sans oublier MTP, Marseille Trop Puissant, avec Djamel.

J'ai mis un point d'honneur à ne jamais être absent d'une réunion avec eux. Ce n'était pas par

peur de quoi que ce soit, ni dans l'idée de les inféoder, ce qui de toute façon n'était pas possible. C'était juste une manière de leur montrer leur importance. Mais en retour, il fallait qu'ils aient une attitude positive. Ils l'ont eue, et nous sommes devenus des partenaires.

Nous avons débattu de tous les problèmes qui se posaient. Mon bureau était toujours ouvert aux supporters, qu'il s'agisse des responsables ou des autres.

Cela m'a permis souvent, en amont, de préparer les réunions à venir et même d'anticiper certaines exigences difficiles à satisfaire. Sur ce plan-là, je n'ai pas fait appel en vain au bon sens de certains responsables.

On a su établir des relations qui me convenaient parfaitement et qui reposaient sur le respect que je souhaitais. Ils n'ont plus eu l'impression que le club les manipulait, un reproche permanent qu'ils adressaient à l'ancienne direction, et Julien Fournier aura été mon parfait relais avec eux.

L'aide que le club a apportée aux supporters est restée sensiblement la même sous ma direction. J'étais de ceux qui pensaient qu'elle était normale, et qu'il en allait du prestige du club que nous puissions être accompagnés de nos supporters partout où nous allions jouer, en France et en Europe.

Lorsque l'on évoque la relation entre l'OM et ses supporters, un autre aspect revient comme un serpent de mer : « Est-ce que le club ne perd pas trop d'argent en laissant aux supporters le soin de gérer les abonnements ? »

Je reste convaincu que le football doit rester populaire, et ma conviction était qu'en augmentant le prix des abonnements, le club n'aurait pas gagné beaucoup plus et aurait braqué ses supporters de manière inutile.

En revanche, j'ai toujours pensé que le club pouvait gagner de l'argent autrement, en exploitant bien mieux son image. L'idée n'a jamais été explorée comme il convenait. C'est pour cette raison qu'à la place d'un directeur général comme Antoine Veyrat, qui ne m'a pas apporté grand-chose et qui, pour moi, était insignifiant, j'aurais voulu que l'on nomme dans l'exécutif du club un véritable professionnel du marketing et du commercial, qui aurait mieux vendu notre image. Il aurait fallu, aussi, se séparer des bricoleurs en chef présents depuis si longtemps dans l'organigramme et qui ne vendent que du vent.

Je n'ai jamais voulu que l'OM cherche à gagner plus d'argent auprès de ses supporters les plus fidèles et surtout les plus démunis.

4

Parmi les moments forts que l'on a vécus avec les supporters figure évidemment l'affaire des « minots » au Parc des Princes, en mars 2006. Je me souviens que j'étais à Bruxelles, à l'occasion d'une réunion du G14, le cercle des grands clubs européens, lorsque mon téléphone a sonné.

C'était Guy Cazadamont, le responsable de la sécurité au club, qui m'alertait : « Il y a du grabuge ! Les supporters ne sont pas contents, ils veulent aller à Paris, et réclament les 2 000 places qui nous reviennent de droit. Mais les Parisiens ne veulent pas nous les donner. Ils

signé le cahier des charges et le Paris SG qui peut arguer les préparatifs qui l'auraient amené à engager de l'argent. Tout ça peut nous conduire à une situation de nature à tuer le club. On va donc envoyer l'équipe réserve, renforcée par quelques pros pour respecter le règlement. Je vous demande une seule chose, de ne pas nous accompagner. »

J'ai senti une ambivalence de sentiments dans un premier temps : pour eux, PSG-OM était le match de l'année. Je mesurais le sacrifice que je leur demandais, mais de leur côté, ils se sont aperçus qu'on était avec eux et qu'on ne les lâchait pas. De manière presque naturelle, ils se sont concertés du regard, n'ont pas eu besoin d'aller plus loin et ont donné leur accord. Avant que l'information ne sorte, j'ai juste eu le temps de prévenir Robert Louis-Dreyfus, qui m'a répondu de manière assez rapide et sèche : « Vous êtes le président, vous faites ce que vous pensez devoir faire. » Jusque-là, il épousait toutes mes thèses et hypothèses sans restriction. Subitement, j'ai senti comme un recul de sa part. Est-ce parce que les choses se précipitaient et qu'il mesurait le côté irréversible de ma décision ?

J'ai également appelé Jean Fernandez, l'entraîneur, pour lui dire que c'était Albert Emon, son adjoint, qui conduirait l'équipe réserve à Paris. Il n'était pas chaud, il voulait manifestement emmener l'équipe première au Parc, mais j'ai tranché : « Jean, c'est non. C'est une décision du club. »

Puis j'ai tenu une conférence de presse. Une fois la décision rendue publique, Thiriez m'a appelé le soir même pour m'annoncer qu'il pouvait obtenir les 500 places que je lui avais demandées. Je lui ai répondu que c'était trop tard, que la décision était prise.

Le lendemain, samedi, il y avait un conseil d'administration de la Ligue. J'y ai participé au téléphone, mais sans résultat.

Jean-Michel Aulas m'a appelé en me demandant comment trouver une solution.

« Pape, si j'arrive à faire reporter le match, est-ce que cela conviendra ?

— Oui. Cela nous permettra à tous de nous redéployer et de repartir différemment. »

Mais il m'a rappelé un peu plus tard en m'informant que les autres dirigeants de la Ligue ne voulaient rien savoir, et qu'il fallait jouer.

Ce samedi soir, j'étais invité sur Canal+ pour l'émission « Jour de Foot ». Le match devait avoir lieu le lendemain, le dimanche. Blayau était également sur le plateau, mais il avait parlé en premier parce que je ne voulais pas du tout partager le plateau avec lui, ni même le voir. Guy Lacombe, l'entraîneur parisien, avait osé dire que les Marseillais parlaient beaucoup, que c'était du bluff, et qu'il convenait de ne pas tomber dans leur piège.

J'ai réagi en disant que comme c'étaient des gens qui n'avaient pas les couilles de prendre des décisions et qui n'avaient pas de principes, ils pensaient que tout le monde était comme eux. L'époque n'était pas aux nuances ni aux politesses, je le concède.

Le lendemain à midi, j'ai répété notre position, cette fois sur TF1 : pour une raison de principes et surtout de sécurité pour nos supporters, on ne pouvait pas jouer ce match avec notre équipe première.

L'équipe est arrivée à Paris le jour même de la rencontre, en TGV, et non la veille comme il était de tradition. Il s'agissait des joueurs qui évoluaient d'ordinaire en CFA2, le niveau 5 du

football français, renforcés par quelques anciens.

Dans le grand salon de l'hôtel proche du Parc des Princes où nous nous préparions, j'ai pris la parole : « Vous savez les gars, aujourd'hui, vous allez jouer le match le plus facile de votre carrière, de toute votre vie ! Tout le monde attend et souhaite que nous soyons battus. Si vous passez à travers, si l'on prend trois, quatre ou cinq buts, ce sera dans la logique des choses. En revanche, vous avez de quoi vous amuser ! Ce match va être regardé par toute la France, vous avez la possibilité de faire éclater un vrai coup de grisou au nez de quelques-uns... Et moi, je ne sais pas pourquoi, je sens que vous pouvez réussir ce coup-là. Même à Marseille, les gens s'attendent à ce que vous ne sortiez pas vivants du Parc des Princes. Mais vous en sortirez vivants ! »

On est partis au stade avec une escorte qui serait plus légère, aujourd'hui, si Obama venait en visite en France. J'exagère un peu, mais c'était une escorte de chef d'Etat : voiture de police devant, derrière, sur les côtés, une dizaine de motards. Habituellement, je sortais toujours des vestiaires une demi-heure après notre arrivée au stade. Là, je suis sorti le premier, avant même les joueurs. Je crois que, de toute ma vie, on ne m'a jamais autant insulté. Je n'ai jamais entendu autant d'insanités me concernant. Mais j'avais pris mes responsabilités, et je les ai assumées.

Cela a été, je dois l'avouer, le match le plus long de ma vie. Toutes les minutes semblaient des heures. J'attendais fatalement l'instant où on allait craquer, le moment où Paris marquerait son premier but et enchaînerait les suivants. Je m'interdisais de regarder ma montre parce qu'à chaque fois que je la regardais avec l'impression que vingt minutes avaient passé, je constatais que deux ou trois minutes seulement s'étaient écoulées.

A la mi-temps, on avait fait la moitié du chemin, mais je me faisais peu d'illusions. Je suis descendu voir les joueurs, comme d'habitude, et j'ai senti qu'ils prenaient du plaisir, non pas dans le jeu pur, mais dans le contexte. Certains de ces jeunes joueurs étaient en train de bâtir le plus beau souvenir de leur carrière.

Le match a repris, et les minutes sont passées toujours aussi lentement. Les dix dernières ont été intenable. Comme le résultat était incertain, José Anigo a rejoint le vestiaire avant la fin pour ne pas voir les dernières minutes. J'ai voulu faire comme lui, mais je suis resté vissé à mon siège, je n'ai pas pu me lever. C'était plus fort que moi. Et c'était une question d'orgueil. J'ai voulu rester immobile et stoïque, jusqu'au bout.

On a fini par arracher ce 0-0 dont Marseille parle encore. Le soulagement l'a emporté sur tout le reste. Je suis descendu au vestiaire et tous les journalistes qui m'avaient critiqué étaient là pour me demander si j'étais content du résultat. J'ai réussi à la jouer grand seigneur sans même évoquer le match nul qui était notre triomphe : « Je ne suis pas venu ici pour m'enorgueillir du résultat. Le problème demeure le même : la sécurité n'était pas requise. Mais nous sommes venus, nous avons joué, et je suis satisfait que les choses se soient bien passées. »

Cet épisode a créé un lien fort avec les supporters. Au début de l'année 2012, lors des funérailles du regretté François Albertini, qui avait été longtemps l'intendant du club, un personnage qu'on ne pouvait pas oublier et que même les joueurs craignaient, un supporter pur et dur des Winners, Cano, très présent dans la vie olympienne, est venu me dire : « Pape, à chaque fois que je vous vois, je repense au match nul des minots au Parc des Princes. C'est le moment le plus fort que j'ai vécu avec l'OM et ses dirigeants. Il y avait une solidarité entre nous que je

n'oublierai jamais. »

Lorsque je me suis opposé au départ de Franck Ribéry, les supporters ont apprécié. Ils ont constaté qu'ils avaient des dirigeants fiables.

Je regrette seulement que la presse ait si peu reconnu notre mérite dans cette affaire. Comme dans l'affaire du match PSG-OM, elle n'a pas joué son rôle, en évoquant seulement les aspects qui lui convenaient, au détriment de la vérité, ou de l'exactitude.

La seule chose positive que j'ai lue sur cette affaire, c'est dans le livre *La Grande Histoire de l'OM* d'Alain Pécheral. Il restitue en partie la réalité. Sinon, parmi les autres journalistes, aucun n'a eu l'honnêteté intellectuelle ou professionnelle de dire qu'on avait réussi à retenir nos supporters à Marseille afin d'éviter tout dérapage. En revanche, si nous avions maintenu le voyage des supporters et qu'il y avait eu un mort, on nous aurait traités d'irresponsables. La presse locale, Thierry Muratelle de *La Provence* en tête, nous a soutenus, c'est vrai, mais la presse nationale, jamais.

4

Je ne peux toujours pas évoquer sans émotion l'accident de car du samedi 23 août 2008, qui a coûté la vie à deux de nos supporters, Imad et Lahcen, et blessé sérieusement quatre autres, dont Djamel, qui ne s'en est jamais remis. Le bus de l'association « Marseille Trop Puissant » se rendait au Havre, où nos jouions le soir même, quand il a heurté un pilier d'autoroute, sur l'A6, à la hauteur de Fontainebleau.

Ce fut une journée marquée par le malheur et l'inquiétude. La Ligue avait décidé de ne pas annuler la rencontre, et nos supporters nous ont dit, à leur tour, qu'il fallait jouer en mémoire des disparus. Au stade du Havre, il y a eu une cérémonie très émouvante, un dépôt de fleurs dans le silence et le recueillement, qui nous a arraché des larmes, à tous. Je n'ai jamais vécu un moment aussi poignant. J'étais face aux supporters, pendant cet hommage, et je me souviens avoir détourné le regard, un instant, face à toute cette tristesse. Les dirigeants havrais nous avaient particulièrement bien assisté dans cette épreuve, faisant tout ce qui leur était possible pour nous aider.

En rentrant à Marseille, nous avons organisé une autre cérémonie. J'ai pris contact avec les familles, et nous avons aidé à faire rapatrier en Algérie le corps de l'un des deux supporters qui avaient perdu la vie dans l'accident. Le club a essayé d'être présent, et il m'arrive encore, parfois, de recevoir des messages de ces familles qui ont été confrontées au deuil, et à la pensée insupportable que l'on puisse mourir en allant voir un match de foot. C'est le moment le plus pénible que j'ai pu connaître à l'OM. Il m'a fait relativiser tout le reste.

4

L'autre affaire qui a marqué mes rapports avec les supporters, c'est l'emprisonnement de Santos Mirasierra à Madrid, lors du match de Ligue des champions que nous avons disputé face à l'Atlético, le 1^{er} octobre 2008. Je n'hésite pas à l'écrire : nos supporters n'avaient pas tort. Ils ont été attaqués sauvagement par la police madrilène, avec une violence aux relents de franquisme. Quand je suis allé dans cette fameuse tribune, j'ai failli moi-même être l'objet d'agressions de la part de la police. J'ai l'impression qu'ils se sont seulement arrêtés parce qu'on leur avait dit que j'étais le président du club. Je n'ai même pas vu le coup d'envoi du match.

Plus tard, dans la soirée, on a donc appris qu'ils avaient arrêté Santos. Je continue de penser qu'il a été victime de son apparence et de ses cheveux longs. Tous les témoignages concordent : ce soir-là, Santos a été davantage un bouc émissaire qu'un supporter qui aurait cherché des histoires.

Il a été arrêté parce qu'il était le plus visible.

Nous l'avons défendu. Ce qu'on appelait « l'entourage de RLD », à commencer par Vincent Labrune, disait qu'on en faisait trop sur Santos, mais nous étions convaincus qu'il ne fallait rien lâcher, et on n'a jamais rien lâché.

Après plus de deux mois de détention provisoire, il a été condamné à trois ans et demi de prison ferme, mais les multiples interventions diplomatiques et notre décision de ne jamais l'abandonner nous ont permis d'arracher sa libération sous caution, le 10 décembre 2008. Je ne le connaissais pas, je l'ai rencontré pour la première fois après sa libération, et j'ai découvert un garçon très doux.

Deux jours après, lors du match retour de Ligue des champions contre l'Atlético Madrid, justement, j'avais pris le micro, au stade Vélodrome, pour dire qu'il fallait taire les rancœurs et les rancunes, et que nous devions montrer que Marseille savait tourner les pages, même les plus douloureuses. Frédéric Thiriez, le président de la Ligue nationale, m'a envoyé ce message : « Bravo, Pape, pour ce discours très digne. »

Cela restera un épisode très fort de ma présidence et de mes relations avec les supporters. Nous leur avons montré que nous ne les lâchions jamais.

Je suis reconnaissant aux supporters de leur fidélité. Lorsque mon départ de l'OM a été ouvertement envisagé, lorsque la violence des échanges avec l'entourage de Robert, en l'occurrence avec Vincent Labrune, a atteint son paroxysme, les supporters ont publié un communiqué pour me soutenir. Il n'a pas eu l'effet escompté, mais c'était la première fois, me semble-t-il, que les supporters de toutes les associations se réunissaient ainsi pour livrer un texte commun.

Ils affirmaient qu'il n'était pas question que je parte et qu'ils n'accepteraient pas un président qui vienne de Paris. C'est pourtant ce qui est arrivé, mais à partir du moment où José Anigo avait décidé de rester, pourquoi les supporters auraient-ils été les seuls à faire ce qu'ils avaient dit ?

Si José avait été solidaire avec nous, les supporters l'auraient été également. C'est José, d'ailleurs, qui a su rapprocher les supporters et la nouvelle direction, par la suite.

Aujourd'hui encore, je rencontre toujours les supporters avec un très grand plaisir. Certains d'entre eux continuent à me manifester amitié et sympathie, soit par des coups de téléphone, soit en m'invitant à leurs différentes manifestations. J'ai appris, au fil de ma présidence, le rôle important

qu'ils jouent dans le club.

Fin de partie

Sur fond de conflit avec l'entourage de Robert Louis-Dreyfus, et notamment avec Vincent Labrune, c'est l'affaire Gerets qui a provoqué la fin de ma présidence. Qu'elle soit un prétexte ou une explication ne change rien. On m'a reproché d'être responsable de son départ, au printemps 2009 : je ne l'étais pas.

Eric Gerets entraîneur de l'OM, c'était mon choix. Balayant le scepticisme initial, il aura conquis les foules très rapidement, puis la presse et le monde du football en général. Avec lui, nous avons de nouveau accédé à la Ligue des champions en mai 2008, et en fin de saison, je lui ai tenu ces propos : « Voilà Eric, tu as encore un an de contrat, je souhaite que nous puissions continuer, je suis prêt à discuter d'une prolongation, mais je n'ai pas envie de te forcer la main. Sache que le travail que tu as déjà accompli nous convient. Donc, ton salaire va d'ores et déjà être augmenté et, pour la prolongation de contrat, on réglera ça au mois de décembre, tranquillement. »

Je me souviens de sa réponse : « Président, j'apprécie votre comportement, merci de ne pas me mettre le couteau sous la gorge. J'apprécie également la considération que vous me montrez en augmentant mon salaire. »

On s'est mis d'accord pour se voir en novembre ou en décembre. Mais au fil des semaines, au début de la saison 2008-2009, la situation au club a progressivement changé. Le conseil de surveillance a de nouveau freiné mon action, et je suis devenu l'homme à abattre, pour différentes raisons. Aux alentours du mois de novembre, j'avais prévenu Robert Louis-Dreyfus que j'allais proposer un nouveau contrat à Gerets.

La donne avait suffisamment changé pour que j'informe Robert de cette démarche, en présence de Vincent Labrune, avec lequel les relations étaient particulièrement tendues, et de Xavier Boucobza. En d'autres circonstances, je n'aurais pas posé la question, j'en aurais décidé moi-même. Ce jour-là, Robert m'a répondu qu'il fallait attendre un peu, ce qui m'avait surpris. J'ai su après coup qu'autour de lui, on l'avait poussé à adopter cette position, Labrune, entre autres.

Peu avant, Robert avait déclaré dans *Le 10 Sport* il est vrai que le club devait se qualifier pour la Ligue des champions, sinon les responsables en place en répondraient... Ce discours n'avait pas de sens, il arrivait comme un cheveu sur la soupe. Evidemment, cet article qui n'avait ni queue ni tête ne pouvait plaire ni à Eric Gerets ni à moi-même. Eric et moi avons donné la même réponse aux médias qui nous interrogeaient : Robert était le patron ; s'il n'était pas content de nous, il lui suffisait de le dire et l'on s'en irait.

En janvier 2009 dans *L'Equipe*, Robert avait déclaré qu'il faudrait « faire le bilan » et « tirer les conséquences en fin de saison ». Ce n'était sûrement pas une manière de demander la prolongation du contrat de Gerets. Me reprocher le statu quo, plus tard, demandera à Labrune et à ses amis une énorme mauvaise foi.

Ce qui a tout changé, c'est notre remontée au classement au printemps 2009, pendant que le

feuilleton médiatique tournait autour de la même question : « Mais qu'est-ce que l'OM attend pour faire resigner Gerets qui est en fin de contrat ? » La « Gerets-mania » déferlait sur la ville.

Je n'ai pas réagi jusqu'au mois de mars, jusqu'au moment où j'ai estimé que la situation n'était plus tenable. J'ai demandé à voir RLD, avec cette fois la détermination d'en finir avec le cas Gerets. Une fois encore, il m'a reçu à Zurich avec Boucobza et Labrune. La discussion a été assez claire. Je l'ai lancée :

« Robert, si on ne fait pas resigner Gerets dès à présent, on va se retrouver avec une nouvelle affaire Drogba sur les bras. On ne peut plus attendre !

— Pape, c'est vous le président, faites... »

Quelques jours après, l'OM jouait en Coupe d'Europe, à Amsterdam, et j'ai immédiatement appelé Gerets pour lui annoncer : « Eric, voilà ce qui se passe. Tu connais la situation. Je souhaiterais que nous puissions continuer notre aventure commune et que tu prolonges ton contrat. »

Le problème, c'est que sa réponse n'a pas été exactement celle que j'attendais : « Président, j'ai besoin de réfléchir, parce que si le club m'avait fait confiance comme il aurait dû le faire, cela ferait déjà un moment qu'on se serait rencontrés. Je n'ai pas oublié l'interview de Robert Louis-Dreyfus dans *L'Equipe*. Aujourd'hui, j'ai d'autres contacts, qui ne m'ont pas laissé insensible et auxquels je réfléchis. J'ai besoin d'une dizaine de jours pour vous donner une réponse. »

Je savais très bien que nous avions trop attendu, et que l'« entourage » de Robert, il faut bien l'appeler ainsi, nous avait mis dans cette situation bancale. Amicalement, Eric m'a fait comprendre qu'il avait reçu une proposition financière très importante. De plus, en ce printemps 2009, j'ai eu un grave problème aux yeux qui a nécessité une opération suivie d'une rééducation qui a duré un peu plus de deux semaines. Je n'ai pas revu Gerets dans l'intervalle.

Quand j'ai pu enfin m'entretenir avec lui, il m'a annoncé sa décision : « Voilà, président, j'ai réfléchi. Finalement, je pars. » C'était irrévocable.

J'avais vraiment espéré le garder. Je lui ai alors suggéré la ligne à suivre : « Si on t'interroge, tu réponds que ce qui est important pour toi, aujourd'hui, c'est de mener l'OM au titre. Que toi et le président savez à quoi vous en tenir. Si la question m'est posée, je dirai la même chose en précisant que pour le reste, tout le monde sera informé en temps et en heure. Pendant ce temps-là, je vais chercher un entraîneur, mais personne ne le saura. »

En vérité, quand j'étais à l'hôpital, je sentais tellement que Gerets allait partir que j'avais déjà pris contact avec Deschamps.

Mais ce qui a fait basculer l'atmosphère de la fin de saison, au moment même où on luttait pour le titre de champion de France avec Bordeaux, c'est l'annonce dans *L'Equipe* du départ de Gerets pour l'Arabie Saoudite pour des raisons financières. La réponse d'Eric dans *La Provence* n'a certainement pas apaisé les tensions : « Si je quitte l'OM, c'est à cause de Robert Louis-Dreyfus. »

Le clan de RLD ne pouvait pas accepter que cette thèse se diffuse. Vincent Labrune a continué son travail de sape avec les journalistes, en déclarant en off : « Pape Diouf avait reçu de Robert l'ordre de faire signer Gerets. Il ne l'a pas fait. » Il suffisait de confronter ce que disait Labrune aux interviews de Robert Louis-Dreyfus, qu'il avait suscitées, pour le prendre en flagrant délit de mensonge.

L'entourage de Robert, toujours lui, a même appelé Gerets pour lui tenir ce langage : « Pourquoi voulez-vous partir ? Nous sommes prêts à vous donner ce qu'on vous propose ailleurs... Nous avons toujours voulu que vous restiez mais c'est le président qui ne nous a pas prévenus... » C'est Gerets qui me l'a dit.

Ils ont voulu faire croire que c'était à cause de moi que Gerets n'avait pas signé, allant même jusqu'à dire que c'était à cause d'un problème d'ego : Gerets m'aurait fait de l'ombre !

Je suis allé le chercher, tout le monde en était satisfait, la solution la plus simple et la plus valorisante pour moi était de le garder. Toutefois les attermoissements du clan RLD concernant la reconduction du contrat d'Eric étaient destinés à m'affaiblir. Mais ils avaient conduit au départ de Gerets.

Voilà l'histoire. Voilà comment il est parti. Qui connaît Eric Gerets sait que s'il avait pensé une seule seconde que je ne voulais pas qu'il reste, il m'aurait attaqué, moi, et pas les autres. Si je garde d'aussi bonnes relations avec lui, ce n'est pas par hasard. Il sait que je ne suis pas un homme qui manigance.

Eric n'a jamais eu de rapports avec l'entourage de Robert Louis-Dreyfus, sauf quand on l'a appelé dans mon dos pour lui demander de rester, dans le courant du printemps 2009, alors qu'il était déjà trop tard.

Bien après, lorsque Vincent Labrune est devenu président de l'OM à son tour, il a ainsi refait l'histoire de ses prédécesseurs en déclarant à mon propos : « Pape, on lui reprochait essentiellement deux choses. La première, c'est de ne pas avoir prolongé le contrat de Gerets. La deuxième, c'est de ne pas avoir voulu prendre Alex et Gourcuff. »

Je l'ai appelé aussitôt pour lui préciser : « Vincent, tant que toi et moi étions chacun dans un camp, et que l'on se combattait, je peux comprendre que tu aies utilisé certaines armes déloyales. Mais aujourd'hui que tout est fini, ne trafictons plus avec la réalité des faits. Tu sais parfaitement que Gerets, ce n'est pas moi qui n'ai pas voulu le faire signer, c'est le clan de Robert à la tête duquel tu étais. Deuxièmement, concernant Alex et Gourcuff, quand j'ai montré le salaire d'Alex à Robert, il m'avait répondu que c'était trop cher. »

Même tardives, il y a des vérités bonnes à écrire.

4

A partir de ce moment-là, dans chacun de mes contacts avec Robert, j'ai senti l'ombre de Labrune. C'est lui qui initiait les articles et les déclarations de Robert, parlant en son nom sans que l'intéressé ne le lui demande. Je savais que ce bonhomme-là était complètement en travers de moi et qu'il n'aurait de paix que le jour où il parviendrait à m'évincer.

Le point culminant de notre conflit est intervenu un jour où je me trouvais dans un pays de l'Est pour un match. C'est lui qui a ouvert les hostilités sur un ton arrogant et qui se voulait sans réplique :

« Je sais que tu ne parles plus avec Dominique Rousseau, de *L'Equipe*, mais tu dois le faire,

parce que Robert a intérêt à ce qu'on parle de lui et de l'OM dans *L'Equipe*.

— Vincent, tu sais quoi ? Un, tu ne me parles plus jamais sur ce ton-là. Je ne suis pas ton gamin, ni ton employé. Deux, ne me prends pas pour un con en me disant que Robert a besoin qu'on parle de lui dans *L'Equipe*. Parce que s'il y a un journal dans lequel il n'a jamais été épargné, c'est bien celui-là et sous la plume même de Dominique Rousseau, qui rappelle sans cesse l'histoire du milliardaire qui a déjà dépensé 200 millions d'euros pour un titre d'Intertoto ! Et trois, si maintenant tu veux donner ce type d'ordre-là, tu prends ton cul et tu viens le poser sur le fauteuil où j'ai mis le mien. »

Le moment a été violent. Labrune a dû se dire qu'avec moi, cela n'irait jamais. Auprès de Robert, il a continué à rapporter de manière erronée tout ce que je faisais ou disais. La bataille a été d'autant plus intense qu'il balançait toutes les informations, tous les mensonges, à la presse, en se cachant derrière la mention « dans l'entourage de Robert Louis-Dreyfus ». Il était la source unique, et servait ses intérêts. Ce qu'on a appelé improprement une « science de la communication », à son sujet, n'était pour moi qu'une monumentale escroquerie morale, une profonde saloperie. La vraie science de la communication, ce n'est pas ça. Un vrai communicant a une technique, un courage intellectuel, il sait enlever son masque. Ce n'était pas son cas.

Revenant sur ses deux années de présidence à la tête de l'OM de 2009 à 2011, Jean-Claude Dassier a confirmé, dans une interview à *L'Equipe*, le poison répandu par Labrune dans mon sillage : « Il fallait voir ce qu'il balançait sur le compte de Pape Diouf dans les dîners parisiens... »

En réponse, sachant que cet « entourage-là » que la presse évoquait n'était personne d'autre que Labrune, je citais son nom. Je comprends bien que cela pouvait paraître étrange de me voir m'attaquer publiquement à quelqu'un que personne ne connaissait. Mais moi, je savais qui c'était, et je connaissais sa capacité de nuisance. Il s'est servi du journaliste de *L'Equipe*, Dominique Rousseau, dont j'avais été proche pendant longtemps, ainsi que de la correspondante du journal à Marseille, Hélène Foxonet, pour essayer de m'abattre. Bien plus tard, on m'a dit qu'il avait promis à Rousseau un poste de directeur de la communication à l'OM.

C'est dans ce contexte tendu et gangrené que j'ai accordé, au printemps 2009, une interview à *L'Equipe Magazine*. Quand on m'a interrogé sur mes problèmes avec Labrune, j'ai rapporté avec exactitude notre dialogue violent, et la fin de ma réponse dans le journal le confirmait : « Jusqu'à preuve du contraire, c'est moi qui décide ici. »

Le titre de *L'Equipe Magazine* était devenu : « A l'OM c'est moi qui décide. » Ce n'est pas exactement ce que j'avais dit, et cela faisait une différence : je prétendais décider quand Labrune voulait m'imposer quelque chose, mais je n'aurais jamais eu l'impudence de prendre une décision à laquelle Robert Louis-Dreyfus se serait opposé.

A partir de ce moment-là, effectivement, il était facile pour Labrune de prendre le journal et d'aller voir Robert.

Xavier Boucobza m'a appelé :

« J'ai lu ta réaction dans le journal. Ce n'est pas normal. J'ai essayé de vous rapprocher le plus possible, Labrune et toi, mais là, maintenant, ça devient trop compliqué.

— Rien n'est compliqué. Même si le journal a été malhonnête dans la formulation des faits, je ne

vais pas me mettre à nier ou ne pas nier. »

Peu après, un conseil de surveillance qui devait se tenir a été annulé. Quelques jours plus tard, un autre a été convoqué de manière impromptue, presque du jour au lendemain. J'ai prévenu que je ne pouvais pas venir, que le club fêtait le soir même à Marseille le titre de champion de France des 16 ans, mais que je serais présent si la réunion se tenait à Marseille.

Elle a eu lieu à Paris, et mes « amis » ont estimé que mon absence bloquait les institutions et le fonctionnement du club. C'est la thèse qui a été servie à Robert Louis-Dreyfus. Dans *L'Equipe*, Rousseau s'est empressé de relayer cette version. Mes « amis », toujours eux, ont dit qu'il revenait à RLD de prendre une décision, c'est-à-dire de me virer. Voilà comment mon départ a été orchestré, sans oublier la tentative de me coller le départ de Gerets sur le dos.

Je voudrais décrire de quelques mots les membres du conseil de surveillance. Jean-René Angeloglou : le gardien du temple financier, très peu versé dans les choses du foot. Je lui reconnais une vraie objectivité quand il s'agit d'évaluer les bons ou mauvais comptes, après le mercato par exemple.

Saïd Fakhri : il est à la fois libanais, français et sénégalais. Homme d'affaires prospère, vivant au Sénégal, où il présida la Fédération de football de 2003 à 2004. Un des rares actionnaires recensés auprès de la famille Louis-Dreyfus. Au sein du conseil, n'a jamais joué un rôle majeur. Restait généralement très neutre. A racheté l'AS Cannes par la suite mais pour des résultats décevants.

Pierre Dantin et Pierre-Edouard Berger : le premier est professeur d'université et le second, homme d'affaires représentant, disait-on, le maire de Marseille. Ils exprimaient leurs airs davantage en dehors des séances que pendant les travaux. Aucune influence notable dans les décisions. Ils avaient juré leurs grands dieux qu'ils quitteraient l'instance si je devais partir. Il n'en fut rien. Je ne leur en ai évidemment pas voulu.

Régis Rebuffat : avocat sans affaires à traiter, à vrai dire, il n'existe qu'à travers le club qui le rémunère pour des services dont je me suis toujours interrogé sur le bien-fondé. Ne va que là où ses intérêts personnels l'appellent. Capable de mettre un mouchoir sur tous les principes pour obtenir ce qu'il recherche.

Jean-Pierre Bechter : arrivé en dernier au conseil, celui qui fut le suppléant du député Serge Dassault ne s'est manifesté à mes yeux que pour aller dans le sens de tout ce que disait Labrune, qui l'avait fait coopter. Son parcours confirme sa nature profonde de béni-oui-oui.

4

J'ai revu Labrune bien plus tard, en décembre 2010, au moment de la remise à Lionel Messi du Ballon d'or. Ce jour-là, il a souhaité que nous oubliions les histoires du passé, regrettant ce qui était arrivé, affirmant que j'avais été un excellent président et qu'il n'avait jamais voulu que je parte. Mais il fallait que je dise oui à ses suggestions ; or, quand un homme qui a un minimum de principes refuse, il dit non. Labrune m'a appelé périodiquement quand il est devenu président de l'OM, en 2011, un poste qu'il ne souhaitait absolument pas occuper d'après ce qu'il disait dans ses

rares interventions publiques.

Lorsque Margarita Louis-Dreyfus a repris le club, Vincent Labrune était le seul sur lequel elle pouvait s'appuyer. Il était un proche de son mari, présidait déjà le conseil de surveillance, et il a certainement su trouver les mots pour la convaincre qu'il était l'homme de la situation. Ce sont donc les circonstances qui ont enfanté sa nomination. Il n'y avait plus d'interlocuteur à l'OM. Il y avait un président, Jean-Claude Dassier, dont le même Labrune avait été à la base de la nomination, mais qui n'était qu'une marionnette entre ses mains, doublée d'une bonne mascotte parce que les titres sont arrivés sous sa présidence. C'était une mascotte comme on n'en trouve pas ailleurs.

Je ne sais pas ce qu'il adviendra de Vincent Labrune. Je sais seulement que l'OM dévore ses enfants.

4

Labrune n'est pas le seul, au printemps 2009, à avoir œuvré pour mon départ. Il me faut évoquer ici les frères Veyrat.

Antoine Veyrat est devenu directeur général du club par la seule volonté de son frère, en dépit de son incurie et de son incompétence. Son frère Jacques, directeur général du groupe Louis-Dreyfus, était un peu le fils spirituel de Robert, qui ne lui refusait pas grand-chose. Après le départ de De La Brosse, en janvier 2008, j'aurais préféré nommer Julien Fournier. On m'a plutôt imposé Antoine Veyrat, qui a immédiatement montré ses limites, sur tous les plans, et qui ne disait jamais ce qu'il pensait, sinon en l'absence de ses interlocuteurs.

Je le dis d'autant plus librement qu'à sa nomination, je lui ai fait la part belle, je lui ai ouvert les portes. Quand il est venu m'expliquer qu'il ne savait pas où était sa place, je lui avais dit : « Ecoute, Antoine, dis-moi ce que tu as envie de faire, et on y va, on s'associe. »

Mais il a préféré agir dans l'ombre avec les membres du conseil de surveillance. Deux ou trois mois après son arrivée, on voyait déjà clairement qu'il n'avait pas sa place en tant que directeur général. Il n'avait aucune compétence, dans aucun domaine.

Je ne connais pas vraiment le grand frère, Jacques Veyrat, que l'on présente comme quelqu'un de très brillant. Mais j'ai appris qu'il avait été un des éléments les plus actifs dans mon départ, parce qu'il voulait faire la part belle à son frère. Et puis, j'avais aussi été celui qui ne voulait pas signer le contrat de sponsoring avec Betclac, une société dont Jacques Veyrat était proche, parce que j'estimais que ce contrat n'était pas assez favorable à l'OM, ni même légal. J'étais un gêneur, quelqu'un qui posait des problèmes. Je le maintiens : à l'OM, les Veyrat étaient des porteurs de poison.

Ce poison, je l'avais senti se diffuser dans mes conversations devenues rares avec Robert Louis-Dreyfus. Le 1^{er} mai 2009, j'étais allé lui rendre visite à Lugano. La maladie l'avait déjà affaibli, il se déplaçait avec une perfusion dans le bras, mais sa première phrase avait été percutante :

« Président, je ne suis pas très content de tout ce qui se passe, et de tout ce que j'entends... »

— Robert, j'ai moi aussi des raisons de ne pas l'être et je vais vous les donner. Chaque jour qui passe, il y a un article dans lequel votre entourage vous fait parler mais sans guillemets. Ce sont toujours les autres qui parlent à votre place. »

Il m'a répondu :

« La seule fois où je me suis exprimé, c'est lors du communiqué après l'annonce du départ de Gerets. Le reste du temps, je n'ai jamais rien dit et je n'ai demandé à personne de parler à ma place. »

Nous avons poursuivi notre conversation, mais sa première démarche, ce jour-là, a été de me montrer ce fameux message signé de Christophe Bouchet qui me désignait comme le responsable de tous les maux de l'OM, comme je l'ai déjà raconté.

Sur le fond, le message de Bouchet à Robert laissait implicitement entendre que j'avais initié la réponse de Gerets à RLD, dans *La Provence*, et me reprochait la gestion du cas de l'entraîneur. On en revient toujours à la même raison de mon départ. Ou au même prétexte.

Ce jour-là, à Lugano, avec Robert, nous sommes restés ensemble pendant cinq heures. Il ne s'est même pas absenté au moment du déjeuner, que nous avons partagé avec ses amis venus des États-Unis. En fait, l'OM nous a seulement pris une demi-heure. Nos problèmes ont été vite réglés. Tout le reste fut un long échange, riche et passionnant.

Je n'ai pas oublié ces paroles : « Vous savez, Pape, depuis que je suis au club, je n'ai jamais vraiment congédié un président. Soit c'est le public, soit ce sont les mauvais résultats, soit c'est la justice. Alors je ne vois pas du tout pourquoi je me séparerais de vous, qui faites du bon travail de surcroît. » Il était sincère.

Ce jour-là, je lui ai annoncé l'arrivée de Deschamps. Sur ce dossier, Robert a joué le jeu : je lui avais demandé de n'en parler à personne, pas même à Labrune ou à un autre de ses proches. Il l'a fait, il ne leur a rien dit. Ils l'auraient immédiatement révélé aux journalistes qui leur servaient la soupe. Or, ce n'était pas le moment que l'information sorte.

Il m'a donné sa parole et devant lui, j'ai appelé Deschamps, je lui ai passé le téléphone, ils ont échangé quelques mots et Robert était très content de la manière dont tournaient les choses. Quand je suis rentré à Marseille, où José Anigo et Julien Fournier m'attendaient avec un peu d'inquiétude, j'ai pu leur expliquer que l'entrevue s'était mieux passée que je ne l'espérais.

Si Robert Louis-Dreyfus avait été en meilleure santé, j'aurais pu me battre, argumenter et lui ouvrir les yeux. C'était mon intention, je l'ai écrit dès les premières pages de ce livre, quand je

suis allé le voir dans sa maison de Zurich, le 17 juin 2009. Quand je l'ai découvert aussi affaibli, aux portes de la mort, j'ai décidé instantanément de cesser le combat et nous avons rédigé le communiqué de ma reddition avec Xavier Boucobza, le conseiller de Robert qui m'accompagnait en Suisse.

Officiellement, c'était un communiqué signé Robert Louis-Dreyfus. Mais en vérité, je ne suis même pas sûr qu'il l'ait lu, il était trop fatigué pour ça. En voici la teneur : « Après cinq années de présidence, Pape Diouf va quitter ses fonctions. Je tiens à le féliciter pour le travail accompli au sein du club. Il a été un grand président qui a œuvré pour le bien de l'Olympique de Marseille. Sportivement, il a su hisser le club au plus haut niveau français en terminant deuxième du championnat, tout en luttant pour le titre jusqu'à la dernière journée. Il a, de plus, doté le club d'une gestion saine. Malheureusement, les divergences apparues nous empêchent de poursuivre l'aventure. »

Le communiqué faisait également état d'une proposition de Robert Louis-Dreyfus de me maintenir à la présidence sous certaines conditions, que j'aurais refusées. C'était faux, seulement une manière habituelle d'enrober l'annonce d'un départ.

4

En arrivant à Marseille, de Zurich, j'ai réuni ma garde rapprochée pour lui annoncer la nouvelle : José Anigo, Julien Fournier, ainsi que Nathalie Paoli. Nathalie n'avait aucune raison de quitter le club, mais la logique de la situation et de nos prises de position respectives nous contraignaient, José, Julien et moi, de discuter le plus rapidement possible des conditions financières de notre départ. C'est ainsi que je voyais les choses et que depuis quelques semaines nous les évoquions ; je n'imaginais pas d'autre issue. Devant eux, ce mercredi-là, j'ai appelé Xavier Boucobza pour évoquer tout cela, et nous sommes convenus de nous voir dès le lendemain à Paris.

Mais les choses ont pris une autre tournure. Nous avons déjeuné puis nous avons discuté très longtemps à l'hôtel. C'était une négociation traditionnelle : Xavier Boucobza voulait connaître nos conditions.

Je dois à la compréhension de l'histoire une parenthèse sur Xavier Boucobza, qui suscite chez moi des sentiments ambivalents. C'est un manœuvrier de l'ombre, qui veut passer pour un homme de grande influence auprès des puissants, se vantant de ses relations à l'Elysée et de son influence en Angola. A l'OM, pendant très longtemps, il est apparu comme celui qui tempérait les problèmes. Il avait la confiance de Robert : c'est lui qui coordonnait l'action judiciaire, et qui avait donc été en première ligne pendant le procès des comptes de l'OM.

Il y avait entre nous une considération réciproque. Mais s'il a effectivement joué les modérateurs, à la fin de mon mandat, entre le conseil de surveillance et moi, je n'ai pas très bien compris son rôle.

J'ai des doutes, pour le moins. Ils sont nés de son attitude pendant les deux mois où je suis resté dans l'ignorance de mon sort et du règlement financier de mon départ, alors que c'était avec lui que

j'étais allé voir Robert, et qu'il savait exactement ce dont on était convenus. Quand j'ai fini par m'adresser à Margarita Louis-Dreyfus, après la mort de Robert, pour régler ce problème, je l'avais informée que Xavier Boucobza était le témoin des engagements de son mari à mon égard.

Pour expliquer son silence, Xavier m'a assuré qu'il était sur un bateau, en vacances aux Etats-Unis, et que son téléphone ne passait pas, alors que je tombais sur sa sonnerie à chaque fois que j'appelais. Sa réponse ne m'a pas convaincu.

Ce fameux jour, à Paris, j'ai senti très vite qu'il y avait une fissure dans notre bloc. Dès l'aube, le discours de José Anigo avait radicalement changé. Il ne s'impliquait pas dans nos discussions, encore moins dans la négociation, se contentant de répéter : « J'ai reçu des coups de fils d'Untel ou Untel qui me demandent de ne pas partir, des supporters qui me disent qu'il faut que je reste, des gens du club... »

Je savais qu'il avait été l'objet d'appels de certains membres du conseil de surveillance, notamment son président, Vincent Labrune, pour lui proposer de rester. Dans leur tête, à tort ou à raison, José représentait la caution marseillaise.

Au cœur de notre entrevue parisienne avec Xavier Boucobza, j'ai compris que José Anigo allait revenir sur sa parole et rester au club, et que le combat collectif de l'ancienne équipe serait seulement mené par Julien et moi. C'est exactement ce qui s'est passé.

4

Son revirement avait commencé pendant la saison 2008-2009, ma dernière au club. Il m'avait révélé un jour avoir rencontré Xavier Boucobza et Vincent Labrune, les conseillers de RLD, et m'avait suggéré de faire cause commune avec eux et Antoine Veyrat, et d'imposer à Julien Fournier de se mettre clairement aux ordres de ce dernier. Cette rencontre-là m'avait gêné. Je n'en voyais pas l'utilité, d'autant que José savait parfaitement que j'étais en froid avec Labrune.

Pour aller dans son sens, je lui avais quand même dit qu'on allait essayer de recoller les morceaux, s'il fallait en passer par là.

Après cet épisode-là, il y en a eu un autre, une fois que les dés paraissaient jetés, que la guerre battait son comble et que mon départ apparaissait probable. José est venu dans mon bureau m'annoncer qu'il fallait informer les supporters, et il a joué son rôle : il les a appelés lui-même, et c'est ce jour-là que les dix groupes de supporters ont publié un communiqué dans lequel ils affirmaient qu'il n'était pas question que je parte et qu'ils n'accepteraient pas qu'un autre président vienne à ma place. Avec le recul, tout cela fait un peu sourire.

Le plus étonnant, c'est que lorsque cela bardait, José effectuait lui-même le calcul des indemnités, leur montant et leur répartition. Mais là, il ne disait plus rien.

José avait accordé une interview à *La Provence* dans laquelle il annonçait que si Pape Diouf quittait l'OM, il partirait dans ses valises. C'est un engagement qu'il n'a pas tenu. Plus tard, il expliquera que cette déclaration avait pour seul but de sauver ma tête. Cette explication en vaut d'autres, mais elle me paraît assez légère.

Je crois que Julien Fournier, qui était très proche de lui, a été très affecté par son attitude. Il était convaincu que le triumvirat ne se dissocierait pas. Mais « les autres », comme nous les appelions, nous ont divisés : ils ont retourné la partie la plus sensible. C'était José.

Dans cette affaire-là, chacun a fait ce qu'il pensait devoir faire. J'essaie toujours de comprendre les gens et je ne me permettrai pas de juger si José a bien fait ou non. Mais comprendre n'est pas souscrire, ni admettre.

Je suis persuadé, aujourd'hui encore, que si José avait très clairement défendu notre travail d'ensemble et refusé de fissurer notre bloc, nos opposants auraient été dans l'impasse. Je pense qu'ils lui ont tourné la tête le soir même de mon éviction. Autant dire clairement les choses : on lui a proposé un salaire multiplié par deux et sans doute s'est-il dit que l'OM était sa vie, que l'OM était le seul club où il pouvait obtenir des avantages aussi importants. Peut-être, aussi, a-t-il pris cette décision sous l'influence de son entourage et de sa famille. Il existe peut-être, enfin, des raisons qui me sont inconnues. Mais rien ne peut vraiment me surprendre, je suis depuis longtemps instruit sur la nature humaine.

Nous avons travaillé des années ensemble en bonne intelligence. Nous avons su faire avancer le club. C'était un travail collectif et il n'a pas laissé sa part aux chiens. Il a épousé et peut-être même initié avec moi notre politique de post-formation. Il a activement participé à remettre l'OM sur les rails, tant financièrement que sportivement, même si les questions de finances n'ont jamais eu pour lui la même résonance que pour nous. Après, il a fait ce qu'il pensait devoir faire.

Je l'ai recroisé pour la première fois lors des funérailles de Robert Louis-Dreyfus, où l'on s'est dit bonjour rapidement. Je l'ai croisé à nouveau lors du mariage de Didier Drogba à Monaco, pendant l'été 2011, mais nous n'avons rien échangé d'autre qu'un autre bonjour poli. Certaines choses me sont revenues. On me rapporte ce qu'il aurait dit sur moi. Je ne l'ai jamais vérifié. S'il avait effectivement dit ce qui m'est arrivé aux oreilles, cela aurait été extrêmement décevant, parce qu'il sait pertinemment comment les choses se sont passées.

Sans moi

Il n'est pas facile de ne plus être président de l'OM. Il est encore moins facile d'en ressentir l'injustice. Ayant exercé ma fonction selon certains principes, j'ai toujours su qu'ils auraient une contrepartie intangible : un jour ou l'autre, ils m'obligeraient à partir. Cette injustice, depuis, m'a été régulièrement confirmée, comme lorsque Vincent Labrune m'a avoué, au moment du départ de Jean-Claude Dassier, en juin 2011 : « Je dois reconnaître que nous avons été injustes avec toi. On avait jugé que tu avais exagérément fait gonfler la masse salariale alors qu'aujourd'hui, je me rends compte que c'est toi qui avais fait le meilleur travail dans ce domaine-là. »

S'il est grandement responsable de cette injustice, je lui rends grâce de cet aveu. Les comptes du club étaient en bien meilleur état quand je suis parti que lorsque je suis arrivé.

C'est peut-être une forme de prétention, mais je pense que j'avais programmé le titre de champion de France, qui est venu la saison suivant mon départ, en 2010. A ceux qui objectent que je n'ai rien gagné, je réponds que le président qui a le plus gagné, en France, Jean-Michel Aulas, a attendu quatorze ans avant de soulever son premier trophée.

Cet argument est d'autant plus misérable que depuis la Ligue des champions en 1993, personne n'avait rien gagné avant moi, qui étais en train d'amener le club dans une stabilité financière et sportive depuis longtemps oubliée.

Finalement, le sentiment d'injustice ne disparaît jamais. Il faut savoir vivre avec et passer outre. De toute façon, soit le club gagnait sans moi, soit il s'enfonçait et on aurait stigmatisé l'héritage.

Lorsque j'ai quitté la présidence de l'OM, en 2009, nous avons terminé deuxième derrière Bordeaux. J'étais convaincu que nous étions très proches de l'obtention d'un titre. Lorsque l'OM a remporté la Coupe de la Ligue la saison suivante, j'ai ressenti ce titre comme la continuation du travail que nous avions accompli. Et tous les témoignages que j'ai reçus allaient dans ce sens. Didier Deschamps, le premier, a déclaré que sans moi cette victoire n'aurait pas été possible, rappelant que c'était moi qui étais allé le chercher.

Ce n'était pourtant que la Coupe de la Ligue, mais elle venait après une longue période sans trophée, et comme le résume l'entraîneur Alex Dupont, qui l'a gagnée avec Gueugnon : « La Coupe de la Ligue est considérée comme l'enfant pauvre du football français. Mais dès lors qu'ils sont dans la merde, elle devient très importante pour les grands clubs. »

En l'occurrence, l'OM n'allait pas mal, puisque le club allait devenir champion de France quelques semaines plus tard, mais ce trophée, attendu depuis 1993, a fait office de déclencheur.

Je n'ai pas ressenti de frustration au spectacle de ce succès. Je n'ai pas vu le problème sous cet angle, parce que j'avais le sentiment d'avoir œuvré à ce succès, et parce que le public marseillais partageait ce sentiment. J'étais ravi, je l'avoue, que l'on souligne que notre travail avait laissé des traces. Et il y avait un autre ressort à ma satisfaction : contrairement à de nombreux présidents de l'OM, j'avais été un supporter du club bien avant de savoir que je serais à sa tête. Quand on est

supporter d'un club, on est heureux des succès. Il me suffit de marcher dans la rue ou d'être près de mes enfants pour croiser des gens que les victoires rendent heureux. Et face au bonheur autour de vous, les deux ou trois têtes d'andouille qui pourraient susciter en vous quelque rancœur ou rancune ne pèsent pas lourd.

Quand je suis parti, j'ai laissé 40 millions d'euros dans les caisses qui ont permis au club de recruter les joueurs qui l'ont fait gagner. La direction qui m'a succédé savait pertinemment qu'on l'attendait au tournant : pour réussir la transition, elle a décidé, grâce à ma gestion, de ne pas lésiner sur les moyens.

Sa tâche prioritaire a été de convaincre Margarita Louis-Dreyfus qu'il fallait dépenser de l'argent pour monter une belle équipe. Je suis content d'avoir laissé ces fonds, même si, pour l'essentiel, la plupart des joueurs qui sont devenus champions de France étaient déjà au club. Et nous avons déjà entamé les discussions pour nous assurer de la venue de Mbia et de Diawara, par exemple. Les seuls transferts que nous n'avons pas initiés étaient ceux des Argentins Lucho et Heinze. Concernant Lucho, j'avais prévenu Deschamps que je ne pouvais pas lui garantir sa venue en raison de son coût (24 millions d'euros). Le nom de Heinze est venu beaucoup plus tard sur le tapis. D'après ce que je sais, Deschamps a mis le couteau sous la gorge de ses dirigeants, si bien que l'OM a payé le plus haut salaire de son histoire. Mais les trophées sont venus.

C'est Didier Deschamps, à 75 %, qui a fait gagner le titre de champion à l'OM. Je l'avais pris pour ça. Je suis de ceux qui pensent qu'un entraîneur peut être idéal pour un club dans un contexte, une durée et une situation spécifiques. Il peut briller pendant deux ans et devoir partir ensuite parce que le contexte a changé. Je comprends que Didier n'ait pas souhaité s'éterniser. Il aurait même dû partir avant, je pense. Il a défendu ses intérêts d'entraîneur, et si cela l'a poussé au conflit, je ne pense pas qu'il se soit mêlé de ce qui ne le regardait pas.

J'ai sincèrement du mal, même avec beaucoup d'honnêteté intellectuelle, à attribuer le mérite du titre de champion de France 2010 à mon successeur. Quand on m'a dit que Jean-Claude Dassier allait devenir le président de l'OM après moi, je n'ai éprouvé aucune animosité, aucun ressentiment. Je le connaissais uniquement à travers la presse. Après sa nomination, Xavier Boucobza m'a appelé pour me demander si j'étais d'accord pour qu'il communique mon numéro à Dassier, qui souhaitait m'appeler. J'ai évidemment accepté, et jugé sa démarche saine : je pouvais lui transmettre les clés de la maison sereinement, lui dire deux mots de ce qu'avait été ma présidence et répondre éventuellement à certaines de ses questions.

J'attends encore son appel. Je ne l'ai pas croisé avant l'enterrement de Robert Louis-Dreyfus à Zurich. Ce jour-là, il s'est approché de moi en me glissant : « Je vous appellerai quand même, pour discuter... » J'ai répondu froidement : « Appelez toujours. Si je suis disponible, je vous répondrai. » Je pense qu'il n'a même pas relevé le ton de ma réponse. Et il n'a pas appelé, bien sûr.

De mon côté, j'ai pris de la distance, évitant de porter des jugements sur son action, en dépit des sollicitations dont j'étais l'objet.

Quand j'étais président de l'OM, je prenais des décisions, selon des critères qui n'étaient pas forcément connus du public ni des observateurs, mais j'assumais à la fois ces décisions et les commentaires parfois injustes et mal éclairés qu'elles suscitaient. Ayant quitté le club, je n'allais

donc pas à mon tour juger des décisions prises sur des éléments que j'ignorais.

En revanche, il me faut constater que très rapidement, cet homme a mal vécu la permanence de mes traces sous chacun de ses pas. Où qu'il aille dans Marseille, il entendait mon nom, et je crois que je suis devenu pour lui une ombre encombrante.

C'est peut-être la raison pour laquelle il a mal contrôlé sa dialectique, et lancé son fameux « Je ne ferai pas une gestion à l'africaine, ni à la libanaise », un terme aux frontières de l'injure, du racisme et de la bêtise, sans oublier la lettre qu'il m'a adressée, un jour, à la suite d'une de mes déclarations télévisées, sur Orange, à propos du départ de Mamadou Niang, l'ancien buteur de l'OM, transféré en 2009 à Fenerbahçe, en Turquie.

J'avais simplement déclaré que, moi président, le bras de fer pour partir ne passait jamais, et que je fixais le cadre d'un départ éventuel en amont. Si j'avais été encore président de l'OM en cet été 2009, Mamadou Niang ne serait jamais parti après deux journées de championnat.

Car à la fin de la saison, je rencontrais les joueurs un par un, en priorité ceux qui étaient susceptibles de mouvement, pour savoir leurs intentions. Aux uns, j'affirmais qu'ils ne partiraient pas, aux autres, je disais « Pourquoi pas ? », entrouvrant la porte, mais seulement à des dates charnières. C'était ma méthode.

A la fin de cette interview sur Orange, on m'a posé une question sur mon éventuel retour à l'OM. J'ai répondu que je n'étais pas resté embusqué à attendre de revenir, et que si cela devait se faire un jour, c'est que certaines conditions seraient nécessairement réunies.

Dans les jours qui ont suivi, Jean-Claude Dassier m'a envoyé une lettre recommandée avec accusé de réception. Selon lui, j'avais dit des choses que je n'aurais jamais dû dire, et il m'annonçait que les indemnités étalées dans le temps que l'OM me devait seraient gelées ou purement supprimées. Il prétendait même que l'avance reçue me serait réclamée. Plus tard, dans les colonnes de *L'Equipe* et du mensuel *So Foot*, il m'a également attaqué en me prêtant des sentiments de jalousie.

Mais quelle jalousie ? Je ne suis parti de l'OM ni sous la poussée des mauvais résultats, ni sous la poussée des supporters, ni sous la poussée de casseroles judiciaires. Quand je suis arrivé, il y avait un trou de 35 millions d'euros dans les caisses. Quand je suis parti, il y avait un trésor de 40 millions.

Je pense que j'ai activement participé aux succès futurs de l'OM.

Alors, je ne vois pas trop en quoi Dassier pouvait parler de jalousie. D'ailleurs, aujourd'hui encore, on continue de me voir au stade Vélodrome, où je paie mes abonnements, alors que lui ne sait même plus où se trouve Marseille.

Je comprends qu'il ait mal vécu certaines scènes. Un jour, alors que je traversais l'aéroport de Marseille, un agent d'entretien m'a lancé : « Ah, monsieur Diouf, vous n'auriez jamais dû partir de l'OM ! Vous savez, monsieur Dassier est passé tout à l'heure, et on lui a dit qu'avant qu'il fasse ce que Pape Diouf avait fait, il lui faudrait se lever tôt... »

Tout cela, ainsi que sa méconnaissance du milieu du football, l'a amené à concevoir quelque aigreur à mon égard, sans que nous n'ayons jamais échangé le moindre coup de téléphone. J'ai seulement répondu à sa lettre recommandée, en lui indiquant que j'étais prêt, s'il le souhaitait, à

porter l'affaire sur la place publique. Je n'en ai plus entendu parler.

4

La première fois que j'ai rencontré Margarita Louis-Dreyfus, c'était au stade Vélodrome. Elle était venue accompagner son mari. Nous avons échangé de simples salutations courtoises et polies. Du vivant de Robert, je l'ai très peu vue. Notre première véritable rencontre est survenue à Zurich. J'ai découvert ce jour-là le dévouement de cette femme, ainsi que l'appui qu'elle a dû être pour Robert dans les derniers mois de sa vie.

Je l'ai réellement croisée pour la deuxième fois lors des obsèques de Robert. Elle s'était approchée de moi, après la cérémonie, en me disant : « Merci d'être venu, mon mari avait beaucoup d'estime et de respect pour vous, je voulais vous le dire. » L'un de ses deux jumeaux m'avait interrogé : « Mais c'est pour qui, l'OM, maintenant ? » Je lui avais répondu : « C'est à vous, l'OM appartient à votre maman et à vous-mêmes... »

Mon troisième contact avec elle a été épistolaire. J'avais été dans l'obligation de lui écrire, pour lui signaler que tous les accords qui avaient été entérinés avant le décès de Robert n'avaient pas été respectés. Ni par les membres du conseil de surveillance, ni par la nouvelle direction, qui n'était peut-être pas chargée de régler cela, du reste.

A l'époque, il est vrai que je n'adressais pas la parole à Vincent Labrune. Mon seul interlocuteur était Xavier Boucobza, qui s'était volatilisé pendant près de deux mois. J'ai donc écrit une lettre à Margarita, dans laquelle je lui rappelais les conditions de mon départ et les promesses que Robert m'avait faites.

Elle m'a téléphoné dès la réception de mon courrier, s'étonnant que ce problème-là ne soit pas réglé, me rappelant la considération que son mari avait pour moi, et m'informant qu'elle allait donner instamment des instructions pour que le problème soit résolu.

Son intervention a réglé les choses en moins de deux semaines. Au passage, dans nos échanges, j'ai senti chez elle beaucoup d'intérêt et d'attention lorsque nous avons été amenés à discuter de la manière dont l'OM avait été conduit, de la politique sportive que nous avons mise en place et des résultats financiers obtenus.

Tout était donc réglé. Enfin presque. Le jour où mon avocat s'est rendu au siège du club pour récupérer les documents signés et les premiers chèques, le directeur général de l'époque, Antoine Veyrat, lui a annoncé : « Au préalable, Pape Diouf doit ramener le téléphone et la voiture du club. »

J'ai trouvé le procédé discourtois et peu conforme avec les services que j'avais rendus au club. J'ai appelé Margarita Louis-Dreyfus pour lui avouer que j'étais un peu sidéré que l'on puisse me demander une voiture que j'avais souhaité garder une semaine encore, le temps que celle que j'avais commandée me soit livrée. Rendre le téléphone ne me gênait pas.

Passé la surprise, sa réponse a été très claire : « Comment cela ? Gardez la voiture aussi longtemps que vous le désirez et même le téléphone. Je m'en occupe tout de suite. » Trente

secondes plus tard, mon avocat m'appelait : « Finalement, Pape, il semble que vous pouvez garder la voiture et le téléphone... » Cela m'a à la fois confirmé que pour elle, les mots avaient une valeur, et qu'elle savait se faire entendre.

Elle s'est avérée une femme à poigne, révélant une présence et une constance que son mari n'avait peut-être pas. Quand vous vous adressez à elle, elle ne vous laisse jamais longtemps sans réponse. J'ai eu à échanger avec elle quelques SMS sur des sujets très ponctuels auxquels elle a toujours répondu. Quand j'ai appris, bien plus tard, sa position en regard du groupe Louis-Dreyfus ainsi que le combat qu'elle a livré à Jacques Veyrat, je n'ai pas été surpris. Après s'être montrée assez effacée aux côtés de Robert, elle a révélé un caractère, un tempérament et un certain sens de la justice. Elle est fiable.

Il fallait du courage et de la détermination pour s'attaquer à la position de Jacques Veyrat dans l'empire Louis-Dreyfus. Elle a si bien réussi qu'elle a fini par être désignée « Capitaliste de l'année », ce qui démontrait qu'en dépit du départ de l'homme qui se prenait pour Zorro, ses idées et son management ont mené le groupe au succès. Cette récompense reflète parfaitement l'idée que je me fais d'elle.

Cette femme étonnante a envoyé ses enfants étudier à Singapour pour élargir le champ de leur éducation et leur regard sur le monde. Ce ne sont pas des mots de circonstance : si quelqu'un, dans l'entourage de Robert, m'a surpris formidablement et agréablement, en se montrant une personne bien à tout point de vue, c'est elle.

Elle a une vision du club et n'en a pas dévié. Elle a affirmé qu'elle n'était pas Robert, et qu'elle n'accorderait pas un budget illimité à l'OM. Elle n'a jamais cédé, mais elle a su lâcher du lest financièrement pour permettre un recrutement judicieux, et donc le retour des trophées.

Ce que je sais, c'est qu'elle ne vendra pas le club n'importe comment, ni à n'importe qui. Elle le fera quand elle pensera devoir le faire. Elle l'a dit, elle n'a pas les moyens illimités de Robert : il ne faut pas oublier que l'argent que Robert mettait dans le club n'était pas l'argent du groupe mais le sien.

Bien sûr, il est probable qu'elle ait pris goût à l'OM et à cette responsabilité, et qu'elle ait mesuré la notoriété que le club offre à ceux qui le dirigent : être le patron de l'OM a rendu son mari plus célèbre qu'être propriétaire du groupe Louis-Dreyfus, qui vaut pourtant 40 à 50 milliards d'euros.

L'OM pèse au mieux 150 millions d'euros, mais Margarita a pu toucher du doigt le décalage de notoriété en regard de sa position dans le groupe Louis-Dreyfus. Elle sait désormais que la moindre de ses déclarations médiatiques sur l'OM peut prendre une dimension considérable. Parce que c'est l'OM. Il faut considérer, aussi, l'attachement au club de ses enfants ; c'est une mère, elle y est sensible, et s'assurer de l'avenir de l'OM est une manière d'entretenir la mémoire de son mari.

Elle a pu faire venir à Marseille Joseph Blatter, le président de la FIFA, qui l'a invitée en retour à assister à la finale de la Coupe du monde 2010. Et la première victoire en Coupe de la Ligue, en 2011, l'a quasiment consacrée impératrice de Marseille. Elle a compris le parti qu'elle pouvait tirer de l'OM, mais elle a également compris qu'il ne fallait pas brader le club.

A la mort de Robert, elle a sans doute longtemps hésité à se défaire du club. J'étais parti, et

Labrune, en tant que président du conseil de surveillance, s'est sans doute empressé de lui expliquer comment le club fonctionnait, avec quelques arrière-pensées. Peut-être avait-elle besoin d'être convaincue de conserver le club ? Peut-être était-ce également l'intérêt de ceux qui l'en ont convaincue ?

Au départ, j'imagine qu'on lui a conseillé de garder le club une année encore et d'injecter de l'argent pour essayer d'être champion de France. Le titre est venu, et ces conseillers s'en sont trouvés confortés et renforcés.

Mais la vérité est qu'elle a un jugement beaucoup plus impitoyable que son mari. Quand il faut trancher, elle tranche, comme elle l'a montré dans le groupe Louis-Dreyfus en écartant Jacques Veyrat. En comparaison, évincer Dassier de la présidence de l'OM, en juin 2011, était un jeu d'enfant. D'autant que Dassier n'avait pas été nommé par Margarita : c'est Labrune qui l'avait installé, avant la mort de Robert.

Un jour, dans les colonnes du *Nouvel Observateur*, on m'a fait dire quelque chose que je n'avais pas dit : en substance, que Margarita ne partirait pas, parce qu'elle aimait se montrer à la télé. Je lui ai envoyé immédiatement un message : « Vous me connaissez assez pour savoir que je dis ce que je pense. On me prête des propos que je n'ai jamais tenus. » Sa réponse, qui n'a pas tardé, peut être résumée ainsi : « Ne vous en faites pas ! Vous gardez mon estime et mon amitié. J'ai appris depuis longtemps à me méfier de ce qui est écrit dans la presse. »

Son attitude dans cette circonstance m'a touché. Elle a toujours été irréprochable avec moi.

Ce qui différencie Margarita de son mari vis-à-vis de l'OM, c'est que Robert était un homme beaucoup plus ouvert en matière de football. C'est-à-dire que tout le monde pouvait l'interpeller librement sur le sujet, et lui proposer un avis. C'est cette ouverture d'esprit et ces discussions olympiennes inlassables qui ont permis à certains usurpateurs de venir occuper illégitimement la place. Robert était toujours dans l'échange.

Dans ses affaires, personne ne se permettait de commenter sa façon de gérer ses entreprises. Mais concernant l'OM, tout le monde trouvait naturel de lui dire ce qu'il devait faire. C'est la spécificité du football : chacun peut en parler, et parfois même donner l'impression d'en parler savamment.

A la différence de son mari, Margarita côtoie une seule personne qui lui parle de l'OM, et c'est Labrune. Il y a là l'évidence d'un phagocytage de ce club par un homme, qui n'en est pas le propriétaire. Du reste, il ne se gêne pas pour clamer régulièrement, sous le sceau de la confiance, qu'il fait ce qu'il veut à l'OM.

Labrune ne peut durer à l'OM que tant que Margarita en est la propriétaire. Va-t-elle vendre ? Nul ne peut répondre.

Les explications commodes qui ont accompagné le départ de Dassier ne tiennent pas. Sa gestion des finances n'a pas été bonne, mais tout le monde sait que le véritable responsable en était Vincent Labrune. En tant que président du conseil de surveillance, c'est lui qui était chargé de contrôler les finances. Dassier n'était pas ma tasse de thé, mais l'agrandissement du trou financier était bel et bien de la responsabilité du conseil. Donc de Labrune.

Il y a deux manières de diriger un club de cette envergure. Soit on gère l'économie de la maison en faisant attention à tout, comme je l'ai fait ; cela n'exclut pas l'ambition. On fait dans le

spectaculaire et l'immédiat, et là, il faut obligatoirement remettre de l'argent chaque saison pour compenser l'inévitable déficit.

Pour le propriétaire, la question est de savoir si l'OM vaut cet investissement-là en regard de ce qu'il représente aujourd'hui. Vu sa fortune, Margarita n'est pas dans la situation de se dire qu'il faut qu'elle s'en débarrasse parce que cela lui coûte cher. Elle a le droit de comparer ce que cela lui coûte et ce que cela lui rapporte, et estimer que la balance est en équilibre entre ce qui est rationnel et ce qui ne l'est pas.

Il est vrai aussi qu'elle a été peu sollicitée pour vendre parce que Marseille fait peur. Certains se sont ingéniés à faire de la ville une cité de la mort et de la voyoucratie. C'est une foutaise, entretenue par Vincent Labrune lui-même qui, plusieurs fois, devant des journalistes et à propos d'une décision qu'il avait à prendre, a lancé : « Vous voulez que je prenne une balle dans la tête ? » C'est un mauvais mythe. On ne gère par l'OM sous la dictée de je ne sais quelle force occulte. Jamais personne ne m'a forcé à prendre un joueur ou un entraîneur, ni à signer une convention avec une société. Les seuls groupes de pression dans ce club sont les groupes de supporters, et vis-à-vis d'eux, la responsabilité d'un dirigeant est de poser des limites.

4

Je n'ai pas quitté l'OM seul. Le club a rapidement licencié Julien Fournier, mon secrétaire général, mon bras droit, dans des conditions qui ne lui font pas honneur et qui m'ont profondément touché. Lorsque j'étais président, mes conflits majeurs avec le conseil de surveillance ont souvent eu pour origine la place de Julien, que le conseil voulait écarter. J'ai toujours jugé cette volonté injuste, qui reposait sur le caprice d'Antoine Veyrat à vouloir signer lui-même des contrats. Julien, pourtant, était la cheville ouvrière de cette démarche contractuelle. Il savait aller le plus loin possible en ce domaine, ne comptait ni son énergie ni ses heures. Il bossait comme un dingue et je lui avais affecté en toute connaissance de cause tout ce travail de signature et de négociation qu'il savait mener à bien. Si nous avons pu laisser tant d'argent dans les caisses du club au moment de notre départ, c'est aussi en partie grâce à lui. Ce ne sont pas là des mots complaisants jetés en l'air.

Qu'il soit parti en même temps que moi et qu'en dépit d'un arbitrage judiciaire, il ne lui ait pas été accordé la moindre indemnité est une injustice insupportable. Quand je vois tous ceux qui se sont sucrés et enrichis grâce à l'OM, et que je vois Julien considéré comme une sorte de renégat après avoir tout donné et passé onze années dans ce club, je ne peux pas comprendre.

Car il lui est reproché une faute grave qu'il n'a pas commise. Sa seule faute est d'avoir suivi les instructions de son président, c'est-à-dire moi. Pour le licencier, l'OM s'est appuyé sur les conditions du transfert du Camerounais Charley Fomen. C'était un jeune joueur que voulait absolument José Anigo. Julien s'était rendu au Cameroun finaliser ce transfert. José était avec lui. Julien avait évidemment ma délégation pour signer le contrat du joueur. C'est sur l'absence de document en attestant que l'OM s'est appuyé pour plaider la faute professionnelle. La justice a débouté Julien, et j'en ai ressenti comme un coup de massue.

Mais je ne peux pas non plus m'en sentir coupable, si je considère l'ensemble du tableau. D'abord, parce que même si j'ai reçu des indemnités, l'OM ne m'a pas enrichi : je gagnais beaucoup plus d'argent avant. Ensuite, parce que nombre de mes conflits ont eu pour source, comme je l'ai dit, ma volonté de défendre Julien. Si j'avais sacrifié Julien, j'aurais eu la paix. Mais cela aurait été humainement et professionnellement un reniement de principes fondamentaux.

J'ai essayé, après son licenciement, de plaider sa cause auprès de certains membres du conseil de surveillance, ou auprès de Margarita Louis-Dreyfus. Je n'ai pas été entendu. J'avais remis à la justice les attestations qui convenaient, j'avais expliqué que José Anigo, le directeur sportif, avait lui-même souhaité que ce transfert soit signé au plus vite. Il le souhaitait à un point tel qu'au Cameroun, dans sa volonté farouche d'aboutir rapidement, il avait fait des promesses grandioses et de toute nature à ses interlocuteurs, et notamment à la maire du village, à laquelle il était allé jusqu'à promettre la construction d'un puits. Des promesses qui n'ont bien sûr jamais été tenues et qui avaient mis Julien dans l'embarras.

Voilà toute l'histoire. Elle ne me semble pas glorieuse pour ceux qui sont responsables de cette injustice. Mais aujourd'hui, Julien Fournier fait du bon travail à Nice, et j'en suis heureux pour lui.

4

Devenu président, Vincent Labrune m'a parfois demandé mon avis sur certaines choses, mais je ne suis pas très hypocrite et n'ai jamais voulu instaurer des relations de fumisterie avec les nouveaux dirigeants.

Depuis mon départ, les différentes équipes dirigeantes n'ont pas été reconnaissantes envers moi. Qu'on ne se méprenne pas sur mon idée de la reconnaissance : ce que je veux dire, c'est que les dirigeants qui m'ont succédé n'ont pas reconnu que j'ai été un serviteur du club et que j'en suis parti en ayant beaucoup donné de moi. Il y a un minimum d'égards à avoir pour un ancien président. J'estime qu'être obligé d'acheter quatre abonnements personnels pour avoir droit à une place de parking n'est pas très digne.

Quand j'étais à la tête du club, j'avais érigé en règle d'or l'idée que tous les anciens acteurs de l'OM présents dans le club devaient être également respectés pour ce qu'ils avaient apporté au club, et à son histoire. C'est pour cette raison que j'avais refusé de me séparer de Josip Skoblar, notre immense buteur des années 70, même si c'était pour rester une sorte de totem inutile. Tout comme lorsqu'il a été question d'évincer Jean-Philippe Durand, qui avait été champion d'Europe en 1993 et avait accompagné le club dans les moments plus difficiles, ensuite, il ne l'a même pas su, parce que j'ai pris position pour lui. Et quand certains anciens de l'OM sollicitaient le club pour une raison ou pour une autre, j'ai toujours répondu présent.

La dignité, cela aurait été également, à l'égard d'un président qui a servi le club comme je l'ai servi, de m'épargner des scuds du genre « gestion à l'africaine ». Ma satisfaction est la mémoire des supporters. Aujourd'hui encore et plus que jamais, à l'aéroport, dans les gares, dans la rue, le Marseillais continue à me témoigner cette sympathie et cette amitié. Cela n'a pas de prix.

Alors, « les autres », je m'en fous, parce que je n'attends rien d'eux. Je suis allé au stade

Vélodrome bien avant qu'ils ne soient là et je suis persuadé que je continuerai à m'y rendre alors qu'ils en auront oublié l'adresse.

Président, j'ai eu de la fidélité et de la mémoire envers mes prédécesseurs. Mais aujourd'hui, au stade Vélodrome, je ne vois plus un seul ancien président ou vice-président. Si, il y a Honoré Lemaire, un ancien vice-président, qui m'avait appelé, à 80 ans passés, pour me demander de nous suivre dans nos pérégrinations européennes. Quand je voyais tous ceux qu'on invitait à venir et qui n'avaient rien fait pour le club, je m'étais empressé d'accéder à sa requête. Je le vois encore au stade, pas loin de moi.

Je ne suis pas invité au Vélodrome, je paie mes places. Mais si j'avais été à la place de Dassier, j'aurais appelé mon prédécesseur pour lui proposer deux places en présidentielle et un parking.

Yes we can

Lorsque j'ai quitté l'Afrique, je devais seulement passer à Marseille, sur la route d'Avignon où m'attendait l'armée. Mais je suis resté, je me suis installé dans cette ville qui avait déjà la réputation d'être africaine. Comme les réputations ont la vie dure, celle-ci existe encore dans la tête des Africains.

Ils pensent que la météo est la même qu'à Dakar ou à Bamako et que les Africains sont partout à Marseille, dans tous les quartiers. On peut comprendre cette approche qui a longtemps décrit une réalité : puisque les Africains n'arrivaient pas par avion mais par bateau, comme moi-même, ils arrivaient tous à Marseille.

Ils s'y arrêtaient pour quelques jours ou pour longtemps. Pendant des années, le quartier de Belsunce a regroupé massivement les Africains, qui trouvaient là de nombreux restaurants, bars et hôtels pas très chers qui servaient de point d'accueil pour des arrivants qui avaient souvent peu de moyens. Il y avait un peu du triangle d'or parisien dans ce triangle africain de Marseille : c'était une sorte de rectangle plus qu'un triangle d'ailleurs, qui comprenait la rue Thubaneau, la rue du Petit-Saint-Jean, la rue du Baignoir, la rue des Récolettes. Une maman tenait un restaurant, un Halpoular venu du nord du Sénégal vendait sa cola, mais les communautés se mélangeaient, et chaque week-end des bateaux arrivaient du continent, du Sénégal mais aussi d'Algérie. A l'époque, il n'y avait pas ces contrôles incessants, cette carte de séjour imposée aux étrangers. Il fallait avoir simplement un certificat d'hébergement qui était délivré par un parent ou une connaissance.

J'ai toujours eu la nationalité française, comme mon père, même lorsque le Sénégal a obtenu l'indépendance en 1960. Il y avait, au Sénégal, ce que l'on appelait les quatre communes, dont tous les habitants étaient mécaniquement français : Saint-Louis, Gorée, Dakar et Rufisque. Certains sont redevenus sénégalais en 1960, d'autres sont restés français. C'était le cas de mon père, d'autant qu'il travaillait à l'ambassade de France à Dakar.

Pour le Sénégalais qui voulait venir en France, il y avait quelques formalités administratives à respecter mais ce n'était pas grand-chose. Parallèlement, beaucoup embarquaient en passagers clandestins pour ne pas payer le prix de la traversée. Certains de mes amis sont venus en France de cette façon.

Ce Marseille-là de la fin des années 60 et du début des années 70 était très cosmopolite, très multicolore. Dans cette population africaine, il y avait des travailleurs, des commerçants, des étudiants. Beaucoup d'entre eux entraient dans des centres de formation professionnelle pour adultes, pour apprendre la soudure, la mécanique, ou la menuiserie. La France cherchait de la main-d'œuvre et dès la fin de leur formation, ils trouvaient un travail.

C'est dans ce décor qu'a commencé ma relation avec Marseille. J'ai appris à connaître le Marseillais et à devenir moi-même de plus en plus marseillais. Ce sont les migrants de tous

horizons, de l'Arménie jusqu'à l'Italie en passant par la Grèce, qui ont constitué sa population et lui ont donné cette richesse humaine.

Je suis devenu marseillais, avec pour seule différence ma peau noire. Quand on est natif de Dakar, évidemment, il est plus difficile de passer pour un authentique Marseillais, les regards sont sceptiques. Que pouvais-je y faire ? Je suis passé outre. Ce qui est cocasse, c'est que je suis persuadé qu'il y a aujourd'hui des gens arrivés dans la ville après moi mais qui passeront pour plus marseillais que moi, et dont les enfants passeront pour plus marseillais que les miens. Ils seront seulement plus blancs que moi.

Dès lors que l'on est différent, on passe sa vie à croiser des gens qui n'aiment pas cette différence.

Quand on ne me donnait pas un boulot ou un appartement, je ne passais pas mon temps à me morfondre et à me dire que c'était à cause de ma couleur de peau. J'essayais plutôt de contourner les difficultés ; c'était mon caractère et mon tempérament. De toute façon, si j'avais été sensible à cette sorte de racisme ambiant, je n'aurais pas eu ce parcours.

Evidemment, être noir en Europe est une différence que l'on ressent. Je cite souvent une phrase que j'attribue à André Malraux sans en être certain : « On a beau observer l'aquarium et dire du petit poisson rouge à l'intérieur qu'il est très beau, lui seul sait comment il est dedans. » Pour ce livre, j'ai recherché la véritable citation de Malraux (« Pour se rendre compte de ce que c'est qu'un aquarium, il vaut mieux n'être pas poisson »), mais je ne suis pas sûr, à la réflexion, qu'il me faille absolument être fidèle à la phrase originelle...

Le racisme existe à Marseille, évidemment, mais sur ce plan-là, le stade Vélodrome est une enclave. L'appartenance sentimentale à l'OM fait de l'endroit un lieu sans différenciation ethnique ou sociale. Le médecin cohabite avec l'ouvrier et l'industriel, le Noir avec l'Arabe et le Blanc. C'est un lieu de rassemblement qui exclut l'exclusion. Quand on entre au stade, on laisse à la porte tout ce qui pourrait avoir un rapport avec le racisme. C'est propre à Marseille, qui reste cette ville paradoxale où le lepenisme a le plus progressé et où un Noir est devenu le président du club le plus emblématique de France. J'ai été un président noir, c'est un constat, mais on ne me l'a jamais fait remarquer.

Je me suis refusé à ressentir une fierté particulière d'être le seul Noir président d'un grand club, parce que je n'ai jamais souhaité passer pour quelqu'un d'exceptionnel, et parce que je ne voulais pas appuyer sur l'idée de l'exception, justement. Dans mon éventuel combat pour l'égalité, il ne fallait absolument pas que j'actionne ce ressort. Ma seule ambition était de démontrer que je pouvais être président, simplement, avec les qualités et les défauts de n'importe quel autre candidat. Même si dans la communauté noire et arabe, il y a trop de gens de valeur dont on ne tient pas assez compte, mon parcours ne pouvait être exceptionnel qu'aux yeux des racistes, et c'est évidemment ce que j'ai repoussé de toutes mes forces. J'ai été président, c'est tout.

Pour Robert Louis-Dreyfus, ce problème ne s'est jamais posé.

Je n'ai pas voulu être une exception, mais j'ai accepté d'être un exemple. Ce n'est pas contradictoire. Je l'ai été pour certains jeunes issus de la diversité. J'ai répondu aux appels d'associations d'étudiants ou d'organisations caritatives parce que c'était un devoir, parce que c'était un plaisir, et parce que cela me permettrait de montrer que tout était possible, que tout le

monde pouvait se hisser socialement et professionnellement. Le regard de ces jeunes m'a amené à mesurer la dimension de ma position.

Lorsque je m'adressais à des cadres, par exemple, j'avais parfaitement conscience que leur parcours avait parfois plus de mérite que le mien, seulement moins de résonance. J'ai compris que ma position influente pouvait faire avancer les choses, mais je n'ai jamais été dupe : d'autres avaient autant de qualités que moi, sinon plus.

Que je sois président de l'OM était plutôt un sujet de fierté en Afrique. Un Noir pouvait être président de l'OM ! En fait, c'est à l'étranger, loin de Marseille et de l'Afrique, que le regard des gens m'a régulièrement rappelé l'incongruité d'être le seul président noir en Europe. Quand on me présentait comme le président de Marseille, je voyais de l'étonnement. Rares sont les dirigeants étrangers qui ont su composer avec cette surprise de manière intelligente et simplement humaine. Chez les autres, ce n'était pas forcément méchant, mais il y avait un regard qui disait autre chose.

Je me souviens d'un seul véritable incident avec le président de la Lazio de Rome. Avant chaque match européen, les dirigeants des deux clubs se retrouvent pour un dîner ou un déjeuner officiel. Ce jour-là, le président de la Lazio est arrivé très largement en retard, ce qui était une forme d'impolitesse grossière. Il a dit bonjour, mais n'a pas posé les deux téléphones qu'il avait dans la main et n'a pas arrêté de téléphoner. Sans un mot d'excuse.

Excédé par un si grand manque de civisme, j'ai fini par lancer à mes collaborateurs : « On s'en va. » Les dirigeants romains pouvaient faire peu de cas de ma personne, mais ils devaient un minimum de correction et de respect à l'institution que je représentais.

Je voulais donc être un président normal, moi aussi, et je voulais gagner la partie : quitter l'Olympique de Marseille, un jour, avec l'image d'un président comme un autre. J'espère que c'est le cas, et je le crois, parce que j'ai gagné le respect pendant mes cinq années à la tête de l'OM, en dépit de ceux qui, dans les coulisses, voulaient ma perte. Pour ceux-là, que je sois président n'était pas ce qui pouvait leur arriver de mieux. Au sein même de la famille olympienne, un dirigeant comme Thierry de La Brosse avait très concrètement déclaré : « Un Noir président, c'est une sorte d'anomalie. » C'est pourquoi, à l'époque, j'avais répondu dans une interview donnée au *Monde* que j'étais une anomalie, sans doute sympathique, mais une anomalie.

Chaque fois que j'ai eu à définir le racisme, j'ai dit que ce fléau n'était l'apanage ni l'exclusive d'aucune race, que le racisme était une connerie humaine, et que chacun est libre d'être con. En choisissant de ne pas être raciste, j'ai choisi la non-connerie.

J'ai vécu des situations, ou entendu des propos, en France, qui confinaient au racisme le plus vil. Par exemple autour des appellations de l'homme de couleur, sous le vernis de la commodité ou de la plaisanterie.

J'ai toujours dit que j'étais un homme de couleur en France mais qu'en Afrique, le Blanc devenait à son tour un homme de couleur. Tout comme l'exotisme n'est pas le même pour tout le monde. Aux yeux d'un Occidental, le marché Sandaga de Dakar est formidablement exotique par ses odeurs, ses couleurs, ses bruits et sa population bigarrée, ce que de nombreux écrivains se sont plu à décrire.

Mais pour moi, l'exotisme, ce serait plutôt quand je vais à Pra-Loup et que je vois des gens descendre des pentes enneigées sur des machines bizarres. Sur cette planète, on est toujours

l'homme de couleur ou l'exotique de quelqu'un.

Fort de cette évidence, j'ai refusé d'être victime d'un complexe de persécution. J'ai tenté de vivre ma vie de manière homogène. En essayant de faire valoir ce que j'étais et non pas ce que je pouvais paraître.

Même si j'étais outré et révolté par la politique de l'apartheid en Afrique du Sud, je suis un enfant des années 70 qui suivait avec beaucoup d'attention ce qui se passait dans l'Amérique de ces années-là, avec l'émergence de groupuscules comme les Black Panthers, qui tournaient le dos à la non-violence portée par le message de Martin Luther King. Je me souviens aussi d'Angela Davis, qui avait totalement épousé la lutte de George Jackson, ce militant noir emprisonné pour un simple larcin et qui allait mourir en prison. J'étais très sensible à ces combats, c'est vrai.

Parallèlement, il y avait une grande effervescence politique en Afrique lusophone. En Angola, au Cap-Vert, en Guinée, se déclenchait la bataille pour l'indépendance.

Ces combats m'ont fait réfléchir à la substance du racisme. Je ne pouvais pas comprendre que l'Afrique du Sud traite les Noirs comme des sous-citoyens, pire, comme des animaux. Je ne pouvais pas comprendre qu'aux Etats-Unis, les peines de prison ne soient pas les mêmes pour les Noirs que pour les Blancs. Tout cela m'a conduit à une réflexion d'autant plus profonde que j'étais un jeune Noir dans le pays des Blancs. Je m'habillais alors un peu comme les Noirs américains, j'avais une coiffure afro, moi aussi. C'était ma manière de m'identifier à un combat qui, même à distance, restait le mien, bien que l'on ne retrouvât pas cette violence en France.

4

La société française est globalement discriminante. Ce que l'on a appelé l'affaire des quotas, au printemps 2011, l'a illustré une nouvelle fois, à travers le prisme du football. Des entraîneurs de la Fédération française ont envisagé de réduire, dans les sélections nationales, le nombre de jeunes joueurs d'origine étrangère, qui sont majoritairement d'origine africaine ou noire.

Voilà une affaire qui aurait pu et qui aurait dû permettre au milieu du football de solder définitivement ce genre de question. Au lieu de quoi, on a préféré lâchement occulter ce problème, par commodité et par facilité. On a cherché à atténuer la portée scandaleuse du message en s'attaquant au messenger, celui qui avait enregistré la conversation.

Le préalable, à mes yeux, est que le football français ne saurait être exemplaire dans une société qui ne l'est pas. Je le dis et le redis, il n'y a pas de Noir ou d'Arabe qui soit patron d'une société du CAC 40 en France. Un homme comme Tidjane Thiam en avait parfaitement l'envergure : il avait été ministre en Côte-d'Ivoire et possédait la double nationalité mais, en France, on a toujours rechigné à lui confier la tête d'une entreprise de cette dimension. Il a fallu qu'il rejoigne l'Angleterre et la City de Londres pour devenir le président de Prudential, l'une des plus grosses sociétés d'assurances mondiales. Ce n'est qu'à ce moment-là que la presse française a commencé à parler de lui comme d'un Franco-Ivoirien.

Il n'y a pas non plus de Noir ou d'Arabe à la tête d'un corps de l'armée important. Il n'y a pas de Noir ou d'Arabe à la tête d'un ministère régalien, sauf à l'occasion de quelque saupoudrage,

comme cela a été le cas sous Sarkozy, et la nomination de Christiane Taubira dans le premier gouvernement Hollande n'a fondamentalement rien changé.

Je ne vois pas pourquoi le football changerait la donne. Prétendre que le football français professionnel est un lieu où les races se mélangent sans différence est une facilité de langage et une illusion d'optique. C'est beaucoup plus subtil que ça : le football professionnel français a besoin des Noirs et des Arabes. Sans eux, il n'y aurait plus de championnat ni de compétition.

Lorsque, dans les années 70, la France a eu besoin de main-d'œuvre étrangère, elle est allée la chercher en Afrique. Ces ouvriers ont payé de leur santé, de leur personne, ont participé à construire la France, mais lorsque l'on n'a plus eu besoin d'eux, on les a laissés sur le bord de la route, on les a oubliés.

Dans le foot, c'est la même chose. On a besoin des Noirs et des Arabes tant qu'ils sont performants, tant que le jeu en vaut la chandelle. Mais à la fin de leur carrière, on les met de côté, ce qui explique l'absence totale de Noir ou d'Arabe à la tête des instances du football français, alors que ces joueurs ont démontré pendant leur carrière de footballeur qu'ils avaient les mêmes capacités de réflexion, d'analyse et de suggestion que leurs coéquipiers.

On m'objectera que Lilian Thuram a été en position d'obtenir un certain pouvoir dans les institutions du football français, et qu'il a décidé lui-même de s'en détourner, sans en être chassé. Oui, mais Thuram est précisément l'exception qui confirme la règle. Objectivement, quelle différence peut-on me citer entre Marcel Desailly et Didier Deschamps quant à leur capacité à occuper un rôle majeur de dirigeant ou d'entraîneur ?

Pourquoi certains joueurs ont-ils pu devenir entraîneur dès leur carrière terminée et pas Gérard Janvion, l'ancien international antillais de Saint-Etienne ? J'aurais bien voulu voir à la Fédération, par exemple, un Philippe Cuervo, l'ancien joueur de Saint-Etienne et de Sochaux. Tant que les critères de choix sont objectifs, c'est-à-dire liés à la performance sportive, il n'y a pas de problème : Desailly, Thuram et Zidane sont choisis parce qu'ils sont les meilleurs. Ne pas les choisir, c'est s'affaiblir indubitablement. Mais à la fin d'une carrière de joueur, quand s'ouvre la possibilité de devenir dirigeant, les critères deviennent subjectifs. Un club va préférer choisir Pierre Dréossi que Bernard Lama ou Joseph-Antoine Bell. C'est cette subjectivité qui rend le football français aussi discriminant que le reste de la société. Evidemment, cela n'empêche pas de reconnaître de la compétence à Dréossi.

Ce grand débat a été malheureusement occulté, au moment de l'affaire des quotas, sans doute parce qu'il gênait certaines personnes. La question n'était pas de savoir si Laurent Blanc était raciste ou pas, ceux qui le connaissent savent qu'il ne l'est pas et puis je m'en foutais totalement, la vraie question n'était pas celle-là.

C'est vrai, le choix d'un entraîneur blanc n'est pas spécifiquement français : de nombreux pays africains font appel eux-mêmes à des techniciens étrangers plutôt qu'à des entraîneurs locaux. Mais c'est sous le poids de ce qu'il reste d'impérialisme et d'une croyance de certains dirigeants, à qui on a fait croire longtemps que les meilleurs entraîneurs étaient blancs. C'est une duperie que ces dirigeants considèrent avec insuffisamment d'analyse et de recul. Aujourd'hui, en Afrique, chacun serait prêt à me confier sa Fédération parce que, pour les Africains, j'ai démontré une certaine forme de compétence en étant le président noir d'un club européen. C'est donc le paradoxe : le

jour où la France commencera à installer Noirs et Arabes dans des positions importantes, on fera également appel à eux en Afrique.

Lorsque j'étais président de l'OM, j'aurais pu moi-même engager un entraîneur noir. Mais si je l'avais fait sans la conviction profonde qu'il était l'entraîneur idoine pour l'OM, je serais tombé dans ce que je dénonce aujourd'hui. Je n'en avais pas envie. Je me suis toujours méfié du communautarisme.

Mon Afrique

Le temps et l'éloignement m'ont paradoxalement rapproché de l'Afrique, en me poussant à m'interroger sur ce qu'elle représentait pour moi. Ses croyances, par exemple. Dans ce domaine, il faut faire la différence entre ceux qui prétendent changer le cours des choses et les superstitions à l'africaine. Etrangement, certaines croyances auxquelles je ne prêtais pas attention en Afrique m'ont longuement accompagné quand je suis arrivé en France.

Ainsi, en Afrique, on dit qu'il n'est pas bon de marcher au crépuscule, entre le moment où la journée s'achève et où la nuit commence, parce que vous risquez de faire de mauvaises rencontres, des rencontres surnaturelles. J'ai respecté cela en arrivant en France, j'ai estimé capital de le faire, même si cela a entraîné certaines difficultés quand j'ai commencé à travailler. Lorsque j'ai mis toutes ces croyances à l'étude, longtemps après, je me suis aperçu qu'elles avaient toujours une explication, à défaut d'une justification. Les observer était une manière à mes yeux de rester authentique.

Mes retours en Afrique sont une nécessité. D'abord parce qu'ils me ramènent à une réalité profonde qui me permet de relativiser, de me souvenir que la vie est très dure et que le mot solidarité doit avoir une signification. Savoir que le montant d'un pourboire en France peut nourrir une famille en Afrique vous donne un regard différent sur la vie.

Revenir en Afrique est la meilleure manière de me ressourcer, de repartir sur des bases d'authenticité. Savoir d'où l'on vient permet de ne pas se tromper sur soi-même. Et on ne peut pas prétendre connaître les autres si l'on ne se connaît pas soi-même.

Je ne mets pas en avant des valeurs qui seraient spécifiquement africaines, parce que je crois que les valeurs humaines sont universelles. On confond parfois les valeurs et les traditions. Ce que l'on peut appeler improprement une valeur africaine n'est qu'une tradition locale, qui peut être positive ou négative.

Aujourd'hui, je passe moins de temps en Afrique qu'auparavant. Quand j'étais agent de joueurs, j'allais au Sénégal tous les deux mois, parce qu'il était essentiel d'aller voir ma mère régulièrement. Aujourd'hui, je m'y rends deux à trois fois par an.

On m'a parfois dénié mon « africanité » au prétexte que je ne croyais pas au surnaturel, au fétichisme et à la sorcellerie, ni dans la vie de tous les jours, ni dans le sport. En Afrique, dans les grandes compétitions nationales ou internationales, un véritable budget est consacré à la question. Ce budget, appelé « laboratoire », le plus souvent, permet aux dirigeants d'aller rencontrer des marabouts, qui auraient la capacité de faire gagner l'équipe, ou au moins de conjurer un mauvais

sort envoyé par un adversaire.

Je m'inscris en faux, et doublement, contre cette pratique. La première raison, c'est qu'il s'agit d'un poste budgétaire difficilement contrôlable : pour peu que des gens sans foi ni loi s'occupent de la question, l'argent peut être facilement détourné, au détriment d'autres réalités qui devraient être prioritaires. Il n'y a jamais de reçu, de preuves de l'argent dépensé.

La seconde raison est moins prosaïque : je crois peu en ces choses-là. Je me dis, de manière très simple, que si ces marabouts savaient accomplir des miracles, ils commenceraient par en produire pour eux-mêmes, afin de ne plus avoir besoin de clients.

Cette pratique n'existe pas seulement dans le sport, en Afrique. Il n'est pas rare qu'au sein d'un parti politique, d'une entreprise ou d'une administration, les gens se méfient de leur camarade de bureau. On craint qu'il dépose sous votre siège ou dans votre verre un objet ou un liquide qui vous feront perdre vos moyens et lui permettront de prendre votre place.

Sur le plan sportif, l'équipe de Côte-d'Ivoire a beaucoup souffert de ces choses-là. L'équipe du Cameroun aussi, certains joueurs craignant d'être l'objet de maléfices venus de coéquipiers qui recherchaient le leadership ou une place de titulaire.

Si nos marabouts étaient si bons que ça, l'Afrique serait depuis longtemps championne du monde de football.

J'ai su très tôt prendre de la distance avec ces choses-là.

Joseph-Antoine Bell me racontait qu'avant la finale de Coupe de France Bordeaux-OM (2-1) en 1986, son jeune coéquipier marseillais Abdoulaye Diallo était venu le voir avec une bouteille remplie d'un produit « miracle » devant aider. Bell était très éloigné de ces choses-là mais quand Abdou venait lui en proposer, il en prenait parce que c'était son rôle de grand frère qui ne voulait pas le désarçonner en lui avouant qu'il n'y croyait pas. Il s'était aspergé le visage avec ce produit, concédant à son jeune coéquipier que ce liquide venu des esprits aurait forcément un effet positif. Diallo avait marqué, mais ils avaient perdu.

Devenu président de l'OM, j'ai été sollicité par tous les ressortissants de pays d'Afrique. On venait me voir en promettant monts et merveilles, si je voulais bien écouter et payer. Comme on ne peut pas dire non à tout le monde, il est arrivé qu'une personnalité importante m'emmène voir « quelqu'un ».

Un jour, au Sénégal, un marabout m'a dit qu'il pouvait permettre à l'OM d'être champion de France et de remporter la Coupe de France. Il fallait simplement que je lui verse l'équivalent de 25 000 euros. Ce qui était excessivement cher : en général, pour ce genre de « travail », on ne demande pas autant d'argent. J'ai répondu que j'étais d'accord à une condition : je le paierais après, et si l'OM remportait le championnat et la Coupe grâce à son action, je triplerais la somme, je lui donnerais 75 000 euros. Evidemment, les marabouts et les sorciers divers réclament toujours l'argent tout de suite, pour acheter, essaient-ils de justifier, du lait ou le mouton qui va être sacrifié. Il a donc essayé de me demander une avance, j'ai refusé, et je lui ai présenté ma logique : « Vous avez toutes les garanties, je n'en ai aucune. Si je ne vous payais pas après que vous avez fait de l'OM un champion, vous pourriez faire de nous le dernier du championnat suivant. Vous avez ainsi des moyens que je n'ai pas. Et puis, en ayant obtenu un si bon résultat, j'aurais peur de vous perdre et je vous paierais aussi pour être sûr de vous garder. »

Un autre jour, toujours au Sénégal, quelqu'un m'a dit que je ne serais jamais champion de France avec l'OM parce que Aulas, le président de l'OL, avait un si bon marabout au Sénégal que Lyon serait encore champion les vingt années à venir. Je n'ai jamais posé la question à Jean-Michel Aulas, et si l'histoire est vraie, je me demande s'il a eu des nouvelles de son marabout, ces derniers temps.

A l'OM, de manière étonnante, José Anigo était celui qui croyait le plus à tout cela. Je me souviens l'avoir vu revenir du Sénégal avec une sorte de poupée africaine qu'il accrochait dans le vestiaire les jours de match. Il y croyait, on avait accumulé les victoires pendant quelque temps et puis, un jour, la défaite est venue. Il a décroché la poupée, et l'a jetée.

Contrairement à beaucoup d'Africains, je n'ai donc jamais cru à cette aide. En matière d'irrationalité, j'ai toujours été hermétique, je n'ai jamais cru qu'à une chose : les prières de ma mère. Elle était une croyante comme je n'en ai jamais vu. Elle parvenait à me donner une forme d'assurance absolue, à me convaincre que tout irait bien, dans mes actions comme dans mes projets. Aujourd'hui encore, j'aurais du mal à expliquer pourquoi, mais j'ai toujours eu l'impression que, par ses prières, ma mère m'avait tiré de bien des mauvais pas. Ou alors, qu'elle m'a aidé à atteindre certains de mes objectifs. Ce sont les seules choses auxquelles je crois profondément. Comment et pourquoi, je suis incapable de le dire mais c'est là si ancré en moi.

Il faut distinguer les deux significations du terme « marabout » au Sénégal. Il y a celui qui prétend faire des choses surnaturelles, en bien ou en mal, en direction d'un client. Et il y a celui qui est une autorité spirituelle, religieuse, qui a la connaissance et qui est plutôt un guide.

J'ai expliqué à l'un de ces guides que je ne croyais pas aux marabouts qui affirmaient pouvoir m'aider moyennant finances, mais que j'étais convaincu que, quelque part, ma mère me protégeait, et qu'elle était mon seul et véritable marabout. Il m'a répondu : « Fils, tu as parfaitement raison. Contente-toi de l'action de ta mère, qui est la seule susceptible de t'apporter quelque chose. » J'ai entendu ses paroles comme une confirmation.

Mon père, lui, était croyant en tant que musulman et faisait ses prières, mais je ne l'ai jamais vu s'intéresser à ces questions-là. Je me souviens même que lorsque ma mère nous donnait une sorte de totem ou de talisman les jours d'examens, il avait l'habitude de nous dire dans la voiture, en nous conduisant à l'école : « Si vous ne comptez que sur ces choses-là pour réussir vos examens, ce n'est même pas la peine que je vous emmène à l'école. Il faut avoir étudié ses leçons et les avoir comprises pour avoir une chance de réussir. »

Aujourd'hui encore, ce souvenir me tient éloigné des croyances africaines, mais je ne considère pas que ceux qui ont recours à tout cela soient des arriérés. Aucun marabout ne me prendra un centime, mais je respecte et je comprends ceux qui y croient.

Tout au long de mon parcours, des gens m'ont proposé d'imaginer des passerelles avec l'Afrique. Encore agent, je l'avais évoqué avec le ministre d'Etat, ministre des Sports du Sénégal, Youssoupha Ndiaye, l'homme que j'avais consulté avant d'aller à l'OM.

On avait envisagé de bâtir un vrai centre destiné à la formation, et pas seulement des footballeurs. On voulait considérer d'autres sports, tout en formant des enfants à certains métiers. Le projet n'a pas abouti parce que M. Ndiaye, jusqu'alors président du Conseil constitutionnel, est entré au gouvernement, et parce que je suis arrivé à l'OM.

Devenu président du club, j'ai régulièrement été approché encore, mais je me suis interdit tout type de collaboration avec un club africain ou une entité africaine, afin d'éviter toute forme de suspicion. J'ai seulement accepté une coopération avec le club ghanéen d'Abédi Pelé, qui était reconnu comme marseillais et dont les fils jouaient à l'OM.

J'ai eu avec André et Jordan Ayew, les fils d'Abédi, un rapport particulier. Sportivement, ils nous intéressaient, mais leur maman ne souhaitait pas que ses garçons partent du Ghana. Ils avaient grandi à l'abri du besoin, dans un quartier cossu d'Accra, avec une mère issue d'une famille de commerçants libanais. Elle n'acceptait de les laisser rejoindre Marseille qu'avec une garantie. Cette garantie, c'était moi.

Cette confiance remontait à l'époque où j'étais l'agent d'Abédi ; j'avais tissé avec elle et sa belle-sœur des liens qui feraient plus tard de moi un oncle de substitution plutôt qu'un président de club. Ils sont venus à Marseille, et les essais se sont révélés concluants. André est le premier à s'être installé en France ; Jordan était trop jeune, il est retourné un an au Ghana avant de rejoindre son frère. J'étais leur tuteur et je suivais leur scolarité : c'est à moi que l'on envoyait les bulletins de notes. Aujourd'hui, les deux fils d'Abédi ont réussi la première étape de leur vie de footballeur en devenant professionnels. Ils ont évidemment moins besoin de moi. Mais ils savent que demain, au moindre problème, ils peuvent toujours me trouver.

J'ai tissé des liens quasi filiaux avec de nombreux footballeurs, au fil de mes occupations professionnelles qui m'ont régulièrement éloigné de mes propres enfants. Je ne m'en suis pas assez occupé. Mes quatre enfants les plus âgés ne m'ont quasiment pas vu. J'ai deux filles et trois garçons. La plus grande est née en 1977 ; la plus petite en 2004 et c'est avec elle que j'ai eu l'opportunité de vivre le plus longtemps. J'ai pu la voir grandir un peu et accepter son leadership sur moi : elle donne son avis, et tient des propos incroyables pour son âge. La vie rayonne en elle. Elle parvient à me faire tout relativiser par sa présence, sa manière de parler et de se comporter.

Si j'ai également été le « père » de nombreux joueurs, c'est parce que j'ai toujours pensé que mon rôle d'agent ne se limitait pas à discuter des contrats et à signer des conventions. D'ailleurs, avec la plupart des garçons dont je m'occupais, j'avais un tic de langage révélateur qui me faisait les appeler « Fils ». Certains, comme Rigobert Song, m'appelaient et m'appellent encore « Papa ».

La plupart ont été comme des fils, et les plus âgés d'entre eux ont été comme des frères. Je parle ici de joueurs comme Basile Boli, Joseph-Antoine Bell, Jean-Pierre Cyprien, Marcel Desailly, Laurent Robert, les frères François Omam-Biyik et André Kana-Biyik, et bien d'autres. Je ne peux pas les citer tous.

Ils ont formé ma famille élargie, pendant que ma famille génétique déplorait mes absences. C'était un vrai lien dont j'ai retiré des satisfactions profondes. D'autres m'ont déçu. Mais il est inutile de les citer, cela n'apporte rien.

Je n'ai pas eu beaucoup d'amis. L'un d'eux, un vrai, un grand, est mort en novembre 2010. Il s'appelait Samba Diarra Seye mais on l'appelait « Bathie ». J'ai évoqué ma première rencontre avec lui, pendant que j'étais en maison de repos après ma pneumonie, sa manière de me tendre la main alors que j'étais dans le besoin. Il est la personne qui m'a le plus impressionné dans ma vie, par sa bonté, sa capacité à rester stoïque et patient. Il était tellement lié à ma mère que je suis convaincu qu'elle aurait été incapable de choisir entre lui et moi si nous avions été tous les deux en train de nous noyer.

Il était issu d'une très grande famille, dont il était le socle. Il avait deux ans de plus que moi. Il a dû rentrer au Sénégal en 1978 parce que son frère, qui tenait une affaire importante de pièces détachées de voitures, avait besoin de lui. En France, il était dans le commerce. Il était grossiste en art africain. Il était tellement humain, je n'ai jamais vu quelqu'un autant à l'écoute des plaies sociales et des difficultés des autres. Bathie avait toujours la main dans la poche, prêt à donner. Son grand frère était comme lui. Quand les affaires ont commencé à moins bien marcher, il est resté d'une dignité absolue et n'a laissé voir à personne ce qu'il avait perdu. Il a simplement limité ses sorties et ses besoins les plus personnels.

Bathie est mort assez rapidement. Il est parti en un mois et demi. J'ai pris immédiatement l'avion pour Dakar et le jour de ses funérailles, comme pour ma mère, j'ai vu des gens pleurer pour eux et me dire qu'ils avaient perdu leur seul soutien.

Alors, si je devais citer un seul ami, ce serait lui. Il était d'ailleurs gérant du *Sportif*, le journal que j'avais créé à Dakar ; il lui arrivait certains jours de difficultés de financer personnellement le journal. Le jour de sa mort, un ange est parti. Je suis un peu devenu le grand frère de ses petits frères. Je leur ai dit : « A nous tous incombe le devoir de ne jamais l'oublier, mais ne soyons pas prétentieux, aucun d'entre nous ne lui arrivera à la cheville. Essayons simplement de l'imiter autant que l'on peut. »

Parfois un membre de la famille venait le voir et lui demandait de l'argent pour sa mère malade. Il m'expliquait : « Tu sais, il y a 99 chances sur 100 pour qu'il m'ait menti, mais cette seule chance qu'il ait dit la vérité m'empêche de lui dire non. » C'était quelqu'un d'unique. Je lui disais : « Tu sais que tu passes parfois pour un con ? » Il me répondait : « Peut-être, mais tu sais que je ne le suis pas... » Dans l'imagerie musulmane, certains le voyaient presque comme un envoyé de Dieu, qui peut en supporter infiniment plus qu'une personne normale.

Quand il y avait des problèmes à régler, c'est à lui que ma famille s'en remettait. Il était capable de donner quelque chose à ma mère ou à ma sœur sans que je ne sois au courant. Il était l'incarnation vivante de la discrétion et de la générosité.

Et maintenant

Je vis à Marseille depuis le jour où j'ai débarqué de Dakar.

Pour moi, cette ville a une odeur. Si on me bandait les yeux et que l'on me promenait d'une ville à une autre, je reconnaîtrais Marseille en respirant son air. Comme j'ai été coursier, j'ai parcouru les rues en cyclo de long en large et à toute heure, je connais vraiment la ville. Peut-être un peu moins les quartiers Nord parce qu'à l'époque, ils étaient différents.

L'évolution de ces quartiers reste incompréhensible. J'aurais tout donné pour habiter là-bas. On a repoussé les immigrants vers ces quartiers Nord, qui ont réuni des familles qui n'avaient plus de ressort, socialement et économiquement, et dans lesquels sont nés et ont grandi des enfants sans perspective. Faisant de Marseille une ville coupée en deux. Deux villes côte à côte mais dos à dos, l'une plutôt riche et l'autre fort démunie. C'est le vivre-ensemble si dégradé et dénoncé par Pierre Rosanvallon, pour qui « la société s'est maintenant organisée selon des mécanismes de ségrégation et de ghettoïsation à tous les niveaux. Nous vivons dans un pays qui ressemble à l'addition d'espaces repliés sur eux-mêmes. La xénophobie et le protectionnisme progressent là où l'ignorance mutuelle nourrit les peurs et les fantasmes ». Remplacer « pays » par « Marseille »...

J'ai eu l'opportunité de quitter Marseille, mais je n'ai jamais voulu le faire. Même quand j'ai travaillé pour la presse parisienne, je suis resté un correspondant local ou un envoyé spécial permanent. Et quitter la France pour des avantages fiscaux, par exemple, ne m'a jamais effleuré l'esprit.

Il faut dire que l'argent n'a jamais été mon moteur. Mais la réussite, oui. Réussir, cela a été fondamental dans ma vie. J'ai toujours voulu mettre de l'excellence dans ce que je faisais, et réussir noblement, sans laisser des cadavres derrière moi, sans être prêt à tout. On peut réussir sans gagner de l'argent, même si le contraire est plus souvent vérifié. Je pense avoir réussi dans le journalisme à *La Marseillaise*, qui n'était pas riche, et avoir été considéré comme l'un des meilleurs journalistes de Marseille, puisque j'ai gagné deux fois le prix Martini du meilleur article. Cela ne m'empêchait pas, pour ce labeur, de gagner à peine un peu plus que le Smic.

4

Le Marseillais n'est jamais aussi à l'aise que quand on le considère comme un Marseillais. Il a ce penchant pour l'autocaricature, que l'on retrouve à la télé à l'occasion d'événements touchant l'OM. On montre toujours les mêmes supporters, les mêmes excités, avec les mêmes gestes, les mêmes cris qui les font passer pour des fadas, des débiles.

Pourtant, quand on connaît sociologiquement la population de Marseille, il est évident que cette caricature n'est pas représentative. J'ai parfois l'impression que ceux que l'on montre à la télé

accentuent volontairement le trait. Comme pour faire un grand pied de nez, pour rester poli, et envoyer ce message : « Puisque vous nous voyez de cette manière, on va apparaître de cette manière... »

Cela m'a toujours fait sourire. Le Marseillais aime brouiller les pistes.

Le Marseillais est d'abord marseillais. Le supporter de l'OM soutiendra l'équipe de France de loin, parfois de très loin, et son engagement dépendra des résultats.

C'est une tendance qui existe au-delà du sport, évidemment, et dans la plupart des grandes villes du monde : comme le disait si bien dans un autre domaine l'économiste égyptien Samir Amin, entre Marseille et Paris, c'est toujours la bataille de la périphérie contre le centre.

Le centre, que l'on peut considérer comme le pouvoir absolu, s'est toujours trouvé face à la province et Marseille est la capitale de cette province.

4

Quand j'ai quitté l'OM, les honneurs m'ont beaucoup moins manqué que mes parties de ping-pong avec les journalistes. J'ai aimé jouer ce jeu-là, sans doute parce que j'ai longtemps été de l'autre côté de la table. J'ai toujours fait en sorte d'exceller dans la langue de bois, que j'essayais de rendre la plus attrayante possible. J'étais toujours ravi de revoir certains confrères avec qui j'avais travaillé, et je m'amusais avec ceux qui connaissaient par avance mes réponses à leurs questions.

Sur leur visage, je voyais souvent un sourire qui en disait long ; ils savaient quand je ne disais pas tout, mais ils ne pouvaient guère me le reprocher.

Les journalistes qui suivent l'actualité d'un club forment une entité disparate. A l'OM, face à moi, il y en avait qui éprouvaient une sorte d'aigreur et de forte jalousie, à en devenir malveillants. Le champion toutes catégories était devenu Dominique Rousseau, le journaliste de *L'Equipe*. Le connaissant depuis trente ans, j'ai pourtant été très disponible avec lui. Je lui ai même longtemps tenu des propos « off » qui l'éclairaient et grâce auxquels il a pu écrire des papiers mieux informés que ceux de ses confrères. Je n'oublie pas non plus José d'Arrigo, ancien du *Méridional*, puis du *Dauphiné*, d'une aigreur extrême.

Mais pour le reste, il y avait de la considération et du respect entre les journalistes et moi. Je suis parti du principe que je ne pouvais pas tout dire, mais que je ne devais pas mentir. Je pense n'avoir jamais eu à me reprocher un dérapage dans ma communication de président. Tout ce que j'ai dit, je l'ai dit sciemment et consciemment, sans crainte. Je défie quiconque de trouver trace d'une grosse bourde de ma part.

Dans cette communication, Nathalie Paoli tenait une part essentielle. En relation permanente avec les journalistes, elle tenait dans les faits un rôle de directrice de com'. Elle savait devancer leurs demandes, elle sentait d'où le danger pouvait partir, elle repérait le journaliste mal informé ou mal intentionné.

Le journalisme a été mon seul véritable métier. Je l'ai mieux jugé encore après en être parti,

parce que je l'ai appréhendé sous d'autres angles. Il reste à mes yeux le plus beau métier du monde. Mais je ne suis pas certain que tous les journalistes en soient convaincus, ni qu'ils aient fait ce qu'il fallait pour qu'il le demeure. Avec le recul, et mon expérience « de l'autre côté », il me semble qu'un journaliste doit se défaire le plus rapidement possible de la tentation d'être un justicier, et il ne doit jamais se servir de sa fonction pour favoriser des intérêts personnels, qu'ils soient financiers ou autres.

Si l'on résiste à ces deux déviances, le journalisme reste un métier unique.

J'aimerais, quand même, qu'il soit moins déserté par l'autocritique. De temps en temps, un journal comme *Le Nouvel Observateur* pose la question rituelle : « Les journalistes sont-ils crédibles ? » Mais cela va rarement plus loin. Ils restent à leurs propres yeux au-dessus de tout soupçon et de toute critique, sans doute parce qu'ils savent que leurs bévues n'ont pas de conséquences pour eux-mêmes. Ils ne reviennent pas sur ce qu'ils ont écrit sur vous, même si vous leur démontrez point par point que c'est faux. Vous aurez seulement droit à leurs excuses. Mais que valent des excuses privées pour un préjudice public ?

Quand la presse écrite était plus puissante et plus diverse, quand les différences idéologiques étaient plus marquées entre les titres, la vérité éclatait plus facilement. Chaque titre et chaque journaliste était alors assez fort et assez entendu pour pouvoir dénoncer la complaisance ou la malveillance d'un concurrent. Cette pluralité permettait un contrôle réciproque plutôt sain et remarquable. C'était également le cas en matière politique. Mais aujourd'hui, les grands débats qui secouaient le monde politique et intellectuel, incarnés par les deux monstres sacrés qu'étaient Jean-Paul Sartre et Raymond Aron, ont disparu. Nous traversons une époque de conformisme ambiant et de vérité une et indivisible. A l'échelle du sport, il suffit qu'un journal comme *L'Equipe* donne une information et la commente pour que les autres médias suivent sur la même tonalité.

Plutôt que de subir la puissance des journaux dominants ou de se plier à la mécanique du buzz, je préférerais que le journalisme cherche d'autres vérités, peut-être moins facilement accessibles, mais essentielles. Aujourd'hui, l'enquête disparaît, et l'analyse perd de sa profondeur et de sa substance. A la place, nous avons l'affirmation et le commentaire. Ce n'est plus le fond qui compte, c'est le ton.

Paradoxalement, ce sont les consultants, qui sont censés apporter un éclairage pointu et technique sur leur sport, qui participent le plus largement à cette regrettable tendance moderne.

J'ai écrit une chronique sur le sujet dans *L'Equipe Magazine*, en date du 12 février 2011, que j'ai intitulée « Les envahisseurs ». Plutôt que de dire la même chose avec d'autres mots, je préfère reproduire mes mots de l'époque, auxquels je ne retire pas une virgule. En voici quelques extraits.

« Ils sont partout. Les stars de ce nouveau phénomène occupent le devant de la scène, suscitent les débats et les conduisent à leur gré. On les appelle les consultants. Ils ont annexé l'espace médiatique, surtout celui de la télé. Il en existait naguère, mais très peu. Le foot avait Jean-Michel Larqué ; le rugby, Pierre Albaladejo ; le tennis, Patrice Dominguez ; le basket, George Eddy ; la boxe, Jean-Claude Bouttier... C'était l'époque de la consultation singulière et compétente. Les journalistes ne s'étaient pas encore assoupis et n'étaient pas dépossédés de leurs attributions naturelles. Dans les rédactions, le consultant était l'exception. Aujourd'hui, la donne a radicalement changé. Pourtant, si longue et talentueuse qu'elle soit, la carrière ne suffit pas pour

faire un bon consultant. Pour irriguer le rôle, il faut bien plus que l'éreintage systématique ou la complaisance obligatoire. Il peut y avoir une troisième voie. Celle où le vrai et le toc, l'apparent et le réel, cesseraient de s'entremêler, pour laisser place à plus de mesure et de rigueur et à moins d'approximations et de piailllements offusqués.

« Le circuit du débat s'est rétréci et appauvri. Les journalistes assistent, impuissants ou complices, au détournement de leur métier ; pire, de leur conviction. Ils se contentent à présent de traiter les faits divers du sport ou de relancer les mandarins du commentaire et de l'analyse. On peut opposer à cet irritant système celui qui jadis faisait la part juste aux journalistes, qui étaient les véritables et légitimes instigateurs du débat.

« Relisons les éditos de François Thébaud (*le Miroir du Football*), de Jacques Ferran (*L'Equipe* et *France-Football*) ou de Jacques Thibert (*France-Football*). Eux lançaient les débats et les alimentaient avec talent. Réécoutons les anciens serviteurs de la radio, parmi lesquels Eugène Saccomano résiste encore. Et nous serons édifiés. »

Le journalisme est devenu un journalisme que je n'aime pas, même si, ici ou là, restent des journalistes pour lesquels j'ai du respect et de la considération.

Aujourd'hui, de par sa formation spécifique, le journaliste est capable de parler de tout mais en survolant tout. C'est un changement majeur. Il manque de capacité d'analyse et de passion. Parce que j'ai connu les uns et les autres, j'oppose le journaliste d'antan qui était capable d'écrire des articles de fond sur le football et le journaliste d'aujourd'hui qui est capable de parler de tout mais sans jamais s'éloigner de la surface.

Plus jeune, j'ai englouti mes premières économies dans la création d'un journal au Sénégal, qui s'appelait *Le Sportif*. A la tête de ce journal, j'avais placé un ami, Mamadou Koumé, docteur en science de l'information, journaliste intègre, respecté, objectif. C'était en 1991. J'étais agent à l'époque, je vivais à Marseille et les locaux du journal se trouvaient au Sénégal, où la presse privée se libérait et connaissait un véritable essor. On avait embauché des jeunes fraîchement diplômés, ainsi que des journalistes confirmés. On spéculait sur la Coupe d'Afrique des nations 1992, que le Sénégal organisait, pour donner un élan décisif à notre nouveau journal. Malheureusement, le Sénégal a été éliminé en quarts de finale, et le journal n'a pas décollé.

Mamadou Koumé avait vécu longtemps en France et n'était plus familier du contexte sénégalais. De Marseille, je ne le maîtrisais pas non plus, et c'est sur ce plan-là que nous nous sommes trompés. Mais le contenu était bon, le journal était bien écrit, soulevait de très bons sujets. Arsène Wenger était l'un de nos chroniqueurs hebdomadaires, et des confrères comme Vincent Machenaud et Jean-Louis Pacull ont participé à l'aventure, sans oublier mon ami Francis Huertas, qui était notre correspondant en Amérique du Sud, et qui est mort depuis.

Nous avons tenu près de trois ans, mais financièrement, le défi s'est révélé trop compliqué, et nous avons lâché.

Cette aventure témoigne de l'importance du journalisme dans ma vie. Mamadou Koumé, après avoir été le directeur des études de la principale école de journalisme, à Dakar, a été ensuite le directeur de l'Agence de presse sénégalaise.

Aujourd'hui, je participe à l'aventure d'une deuxième école de journalisme à Marseille. Je me suis engagé dans cette autre aventure sur une méprise considérable. Je venais de quitter l'OM, et un jour le téléphone sonne : un homme, Franck Papazian, me dit avoir lu dans *L'Equipe* que je souhaitais ouvrir une école de journalisme à Marseille. Je ne lisais plus la presse depuis mon départ du club, la plaie était trop vive. Je n'avais donc pas lu cette fausse information qui ne reposait même pas sur un début de vérité. De manière assez sèche, je lui ai répondu qu'il se trompait et que je n'en avais jamais eu l'intention. Il a néanmoins objecté que j'aurais pu être le partenaire idéal, que c'était dommage et m'a demandé si, à l'occasion, on pouvait se rencontrer quand même.

Comme il avait de la suite dans les idées, il m'a rappelé trois semaines plus tard pour me dire qu'il était à Marseille, qu'il ne voulait pas m'embêter mais qu'il souhaitait vivement que nous nous rencontrions. J'ai accepté. Il m'a alors expliqué qu'il présidait un groupe qui possédait plusieurs écoles, à Strasbourg, à Bordeaux, à Paris, à Bruxelles, et qu'il recherchait des partenaires pour en ouvrir une nouvelle à Marseille.

De ma part, il attendait moins un investissement financier qu'un investissement moral. Il est venu avec un de ses amis, Philippe Cazarian, un conseiller financier qui lui aussi allait être partenaire de l'école. Je l'ai écouté, je n'ai pas dit non. Il savait ce qu'il voulait. A un moment de la discussion, avec habileté, il m'a fait comprendre que Jean-Pierre Foucault allait peut-être faire partie de l'aventure, et je crois qu'il a dû dire la même chose à Foucault. Comme on se connaissait bien, Jean-Pierre et moi, je me suis dit, pourquoi pas. Nous lui avons donc tous les deux donné notre accord de principe. Je ne l'ai jamais regretté, parce que Franck Papazian, qui a réglé toutes les dépenses initiales, a été absolument fidèle envers tous les engagements qu'il avait pris.

Il m'a paru infiniment plus sain de m'engager dans une école de journalisme que dans un restaurant ou dans une boîte de nuit. Une école de journalisme et de communication, c'est de la pédagogie, c'est une certaine idée de la formation des jeunes, cela répond mieux à ce que je veux faire et à ce que je suis.

Pendant la saison 2008-2009, la dernière que j'ai passée à l'OM, au milieu de nombreuses approches dont j'avais été l'objet pour l'écriture d'un livre, j'ai reçu un appel de Pascal Boniface, dont j'appréciais les interventions géopolitiques et dont j'avais beaucoup aimé les chroniques dans les colonnes de *L'Equipe*, à l'occasion de la Coupe du monde 2006. Je l'ai donc rencontré lors d'une soirée organisée par l'UCPF (Union des clubs professionnels de football) pour la remise du meilleur livre de sport de l'année. Il était membre du jury. Il m'a appelé pour me dire que les interventions que je faisais étaient intéressantes et qu'il souhaitait que nous nous rencontrions pour envisager la rédaction d'un livre. J'ai eu cette curiosité de discuter avec lui et de voir.

Il faut croire que ses raisons étaient convaincantes puisque, très rapidement, je lui ai donné mon accord pour que nous fassions un livre ensemble, qui ne serait pas une biographie, mais écrit sous forme d'entretiens. C'est ce qui m'a attiré, d'autant que les thèmes n'étaient pas forcément sportifs.

J'ai appris à connaître Pascal à cette occasion-là. Ce qui m'a d'abord surpris chez lui, c'est sa formidable capacité de travail. Ce qui est également très marquant chez lui, c'est sa rigueur, son honnêteté intellectuelle. C'est sa marque. Il est d'une grande simplicité et c'est un véritable amoureux du football. Il a été l'un des rares, quand d'autres s'en prenaient aux footballeurs, à adopter une position contraire. Quitte même parfois à exagérer, peut-être, dans la défense du football et des footballeurs. C'est quelqu'un avec qui j'échange régulièrement. On se consulte l'un l'autre. Avec Pascal, nous sommes restés des amis et je dois dire que c'est une de ces amitiés dont je m'enorgueillis aujourd'hui.

4

La politique m'a toujours passionné, mais mon libre arbitre m'a empêché de m'engager d'une manière classique. Je n'ai jamais été militant d'un quelconque parti ou mouvement politique, afin de n'être ni prisonnier d'une ligne politique décidée par une hiérarchie, ni phagocyté par une idéologie.

Dans ma jeunesse, au Sénégal, la politique n'était à mes yeux qu'un jeu de miroir et de folklore. A l'époque, j'étais à mille lieues de posséder la formation requise pour porter des appréciations sur la marche du monde. Je me souviens simplement que les premiers mouvements auxquels j'ai participé datent de mai 1968. Car si Mai 68 a vu l'émergence d'une contestation étudiante et sociale qui a provoqué une véritable flambée en France, le Sénégal n'a pas échappé non plus aux soubresauts révolutionnaires nés dans les campus et les lycées. A mon âge, il était de bon ton de s'opposer.

Léopold Sédar Senghor incarnait le pouvoir au Sénégal à cette époque. Dans notre vocabulaire facile d'étudiant ou de jeune révolté, on le désignait comme un président réactionnaire, le représentant du néocolonialisme. J'étais jeune, et j'étais engagé dans l'opposition à Senghor et à son parti, l'Union progressiste sénégalaise. J'ai appris et compris beaucoup plus tard la véritable histoire de la politique sénégalaise. Avec le recul, j'ai mieux appréhendé le rôle de Senghor, lequel, des années après, m'est apparu beaucoup moins rétrograde et réactionnaire que je ne le pensais à l'époque. Il était tout de même l'homme de l'indépendance au Sénégal. Ainsi que son parcours allait le montrer, il était un homme politique très honorable qui a su, à sa manière, instaurer une forme de démocratie, même si elle était très partielle à l'époque.

Le Sénégal vivait encore un peu sous le régime du parti unique, même si certains courants de pensée émergeaient. Cela s'est poursuivi avec Abdou Diouf, son successeur, selon la volonté de Senghor lui-même, qui a quitté le pouvoir de son plein gré. C'était un fait rare en Afrique où, quand on avait le pouvoir, on le tenait. Senghor, lui, a eu le courage de partir deux ans avant la fin de son mandat et de laisser la place à son Premier ministre. Abdou Diouf est resté au pouvoir jusqu'en 2000, avant d'être battu par Abdoulaye Wade, le vieil opposant qui arrivait enfin à

toucher le Graal, qu'il cherchait depuis tant d'années.

Senghor et Diouf sont deux hommes d'Etat qui ont marqué leur passage, Senghor par l'histoire, ainsi que par la manière dont il est parti, et Abdou Diouf par cette même acceptation du verdict de la démocratie et de l'élection.

Dans sa conquête du pouvoir, Abdoulaye Wade a également marqué les esprits en se montrant pendant des années un opposant stoïque, refusant toute compromission et tout ralliement. Il a été très grand dans la conquête, et il a su s'éloigner d'idées reçues. Dans un pays musulman à 90 %, où les gens sont assez fatalistes, il a tordu le cou à l'idée que l'on était président quand Dieu le voulait et qu'on ne l'était plus quand Dieu ne le voulait plus. Il est parvenu à démontrer qu'un bulletin de vote peut changer les choses. Son action, dans l'exercice du pouvoir, a été contrastée, et voilée, il faut bien le dire, par la fin de son règne. Son départ a été entouré d'ambiguïté, même si lui aussi a su, par la force des choses, féliciter son vainqueur, Macky Sall, en avril 2012.

J'ai observé tout cela à distance, intéressé non seulement par le Sénégal mais par l'Afrique tout entière dont j'ai toujours été soucieux du développement. Mais, vivant depuis si longtemps à Marseille, j'ai suivi peut-être de plus près encore la politique française, avec attention et passion.

J'ai manifesté beaucoup d'intérêt pour la vie et l'évolution de la V^e République, sans doute parce que chez moi, au Sénégal, de Gaulle était ce personnage vénéré par mon père. C'est cet héritage paternel, aussi, qui m'a amené à suivre et à étudier le parcours du général de Gaulle, son retour aux affaires en 1958, ses réformes des institutions, l'instauration du suffrage universel, cette double trace historique et politique. L'évolution des institutions, la place du Premier ministre, tout cela m'a passionné. Des images me reviennent, comme celle de De Gaulle s'écriant devant la presse : « Me voyez-vous, à 67 ans, devenir dictateur ? » Mais paradoxalement, plutôt que de me pousser dans l'arène politique, ils m'ont davantage conduit à m'intéresser à la politique en tant que phénomène sociologique.

Je me suis très tôt démarqué du militantisme, tout en me plongeant dans ce que pouvait être l'essence de la politique. J'ai souvent préféré les politologues aux politiciens. La lecture des livres de Maurice Duverger me permettait de comprendre ce qu'était, structurellement, un parti politique, en faisant la différence entre le parti de cadre, le parti de masse, le parti attrape-tout...

Dans les années 70, j'ai commencé à lire David Easton, Robert Dahl, Stanley Hoffmann, mais aussi des Français comme Bertrand de Jouvenel, lequel m'a appris énormément sur la nature même du pouvoir, ou encore Georges Burdeau qui est celui qui a le mieux étudié en France ce qu'est vraiment un Etat et son fonctionnement. Grâce à eux, je me suis mieux préparé à devenir à mon tour ce que Raymond Aron appelait un « spectateur engagé ».

Même si je n'avais pas la carte du parti lorsque je travaillais à *La Marseillaise*, je n'en restais pas moins très proche de ses idées, c'est évident. J'appréciais surtout l'approche du Parti communiste français vis-à-vis de l'Afrique. Il y avait également une manière de traiter la culture et le sport qui me convenait parfaitement. Il ne faut pas oublier que si le PCF a su être un grand parti, c'est aussi parce qu'il a permis à beaucoup de gens qui n'en avaient pas les moyens d'accéder à la culture. Et puis, parmi les journaux qui traitaient de culture et de sport, il y avait les éditions J qui ont enfanté un certain nombre de publications chère à mon cœur, dont le *Miroir du Football*. Tout cela me permettait de me sentir très proche de la famille communiste.

Du reste, j'ai mené des actions dans des cadres associatifs : étudiant, je me suis rapproché des différents courants, comme la FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France) ou l'ASF (Association des Sénégalais de France). Quand j'avais 20 ans, ces associations étaient très actives et avaient un fond très politique, très militant. Aujourd'hui, elles ont disparu ou n'ont plus qu'une toute petite résonance culturelle.

A l'époque, pour un étudiant sénégalais, être reconnu comme un proche de l'UPS de Senghor était presque une insulte. S'affilier à ces associations militantes vous évitait l'ambiguïté et vous laissait vivre en paix votre vie d'étudiant sénégalais à Marseille ou ailleurs, car chaque grande ville universitaire possédait sa section.

C'était surtout l'occasion pour les nationaux de chaque pays de libérer leur parole. Les étudiants africains venaient de pays sous le joug d'un parti unique qui arrêtaient et envoyait en prison ceux qui osaient écorner l'image du chef. Loin du pays, dans un cadre étudiant, tout pouvait se dire. Aujourd'hui, l'Afrique est traversée par un souffle démocratique, même s'il faut considérablement le relativiser, et il y a de plus en plus d'organes de presse beaucoup plus libres dans l'expression : cela peut expliquer en partie la désaffection des associations que j'évoquais.

Je ne me suis jamais inscrit dans un courant politique rigide. Je n'ai jamais caché mon appartenance idéologique à la gauche. Néanmoins, je reconnais que dans la mouvance de droite, notamment en France, des hommes et des femmes ont incarné l'idée que je me fais de la politique en prenant des positions plutôt louables.

Je me sens plus proche de ce que l'on appelle les valeurs de la gauche, une certaine forme de justice sociale, d'égalité, d'équité, de fraternité, de partage avec l'autre, et de curiosité qui vous pousse, non pas à vous prémunir, mais plutôt à vous ouvrir à l'autre.

Rien n'a fondamentalement changé entre hier et aujourd'hui.

Lorsque j'étais à la tête de l'OM, j'ai toujours su me tenir à distance de tous les courants politiques, même sur le plan local. Mais mon passage à la présidence de l'OM m'a rendu plus visible. Le fait d'avoir été au premier rang du public qui a soutenu François Hollande à son fameux discours du Bourget, en janvier 2012, m'a replacé sous les feux politiques. Certains ont interprété ma présence comme un engagement, alors que ce n'était pas quelque chose de nouveau chez moi, c'était juste devenu visible. On ne pourra pas me dire que j'ai été un suiveur. Je suis allé à ce meeting sans idée préconçue et donc dépourvu du moindre opportunisme. J'avais simplement une conviction, née de l'observation que la France n'était plus du tout la France que j'avais aimée.

Quand nous étions jeunes, au Sénégal, et que l'on nous parlait d'Europe, on ne voyait que la France ! Et si l'on nous parlait du monde, on ne voyait ni les Etats-Unis, ni l'Angleterre, seulement la France, encore, le pays des merveilles, le pays des Lumières, le pays phare. Aujourd'hui, le mythe s'est écroulé.

A l'époque, tout ce qui venait de la France était bon à nos yeux. Nous troquions nos tenues traditionnelles pour des habits venus de France. Notre manière de parler, notre manière de faire, tout devait être copié sur la France. Quand, bien plus tard, la réalité nous a rattrapés et que, confrontée à la difficulté, la France nous a signifié qu'il fallait que l'on reste dans notre misère, les gens ont commencé à se réveiller.

Certains hommes politiques français de gauche comme de droite ont dit : « La France ne peut

pas supporter toute la misère du monde. » D'autres, moins nuancés et franchement à l'extrême sur l'échiquier politique, ont dit : « La France aux Français d'abord. » Pour les Africains, obtenir un visa pour la France, ce sont les douze travaux d'Hercule.

Que les difficultés économiques et les crises aient provoqué une forme de protectionnisme, on pouvait le comprendre, à défaut d'y souscrire. Mais en voyant ce qui s'est passé après avec la dislocation des pays de l'Est et le rapprochement entre certains d'entre eux et les grands pays européens, on s'est aperçu que les Africains étaient devenus la dernière roue de la charrette. Ils n'étaient plus les bienvenus.

Quand j'ai vu ces dernières années qu'en France, certains hommes politiques se réclamant de la famille gaulliste se réjouissaient du nombre grandissant d'expulsions et de la baisse des octrois de naturalisation, je me suis dit que la France avait changé. C'était d'autant plus révoltant que ce n'est pas en se refermant sur elle-même que la France se protégera ou se défendra. Je continue de penser que le repli sur soi est un appauvrissement. Si le pays le plus riche et le plus puissant au monde, les Etats-Unis, a su prospérer, c'est d'abord par l'ouverture extraordinaire dont il a été capable, par la force des événements et de l'histoire.

Les vraies raisons de ces réflexes de frilosité, de manque de solidarité, de mépris vis-à-vis de certaines populations, sont évidemment électoralistes. En arriver à ces arguments misérables pour accéder au pouvoir ou pour le conserver ne pouvait pas laisser insensible un homme comme moi, français et appartenant à une double culture française et sénégalaise.

Avec mes moyens et mon morceau de notoriété, m'opposer à cela m'est apparu un devoir. Il était naturel que je me rapproche des gens qui prônaient d'autres valeurs, comme le retour à la fraternité et au cosmopolitisme. C'est pourquoi j'ai fait la démarche d'écouter puis de soutenir François Hollande. J'aurais pu me tourner vers d'autres hommes ou femmes qui ont défendu des idées et des propos qui m'ont touché, mais le réalisme m'a poussé à un vote utile dès le premier tour de l'élection présidentielle.

François Bayrou a écrit une chose assez vraie : « En une longue chaîne, les cinq présidents successifs de ce demi-siècle de V République, chacun en son temps, chacun avec son caractère, avaient compris et respecté cette logique qui fait tenir debout l'histoire de notre pays. Charles de Gaulle respectait l'histoire parce qu'il en était, Pompidou parce qu'il l'avait étudiée, Giscard par ses lignées, Mitterrand parce qu'il la respirait, Chirac parce qu'il la redoutait. Mais Sarkozy l'ignore, plus grave encore me semble-t-il, il ignore qu'il l'ignore. »

Je me souviens du fantastique vent de liberté qui a soufflé sur la France en 1981. Je n'avais pas encore 30 ans et rêvais sans y croire à la possibilité de changer de président. J'avais encore le réflexe de l'Africain qui pensait que la V République incarnée par Giscard était immuable, et qu'il n'était pas possible qu'un président de gauche accède au pouvoir puisque, depuis 1958 et l'arrivée du général de Gaulle, la droite avait toujours dirigé la France.

Aussi, la victoire de Mitterrand était plus qu'une bouffée d'air pur, c'était une révolution. C'était Mai 68 en concret. J'avais l'impression de vivre l'histoire. Il passait dans l'air de 1981 une sorte d'espérance irrationnelle. Evidemment, après, la réalité nous a tous rattrapés. Elle rattrapera Mitterrand lui-même dès 1983, lors de la fameuse pause annoncée par son ministre de l'Economie et des Finances Jacques Delors, et appliquée par lui.

Assez étonnamment d'ailleurs, en dépit de tout, Mitterrand est resté dans l'histoire. Il aura été épargné. L'avenir le classera sans doute comme l'un des grands personnages de l'histoire de France.

Mais il est vrai que c'est sous la gauche au pouvoir que l'extrême droite a prospéré. Pour des raisons stratégiques, Mitterrand et ses partisans ont aidé à sa maturation et à son essor, afin de gêner la droite classique. Mais la gauche a également permis l'émergence de juges justiciers qui ont su attaquer le pouvoir exécutif avec beaucoup de sérénité et de courage. Des bouleversements se sont produits pendant les années Mitterrand.

Sur le plan marseillais, j'ai toujours été déçu par la pauvreté du débat et par la petite envergure des personnalités locales. L'exception, c'est, évidemment, Gaston Defferre, qui faisait partie de la garde rapprochée de Mitterrand, et qui a tout de suite été nommé ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation dès l'accession de ce dernier à la magistrature suprême.

Marseille n'a pas connu, après lui, l'émergence d'hommes politiques nouveaux d'envergure nationale. Vigouroux a été un très bon maire sans doute, mais il n'a jamais eu de vocation nationale. Gaudin n'a pas, à vrai dire, démérité. Mais Monsieur le maire a été conservateur au-delà du raisonnable, ne souhaitant rien bousculer ni transformer. Or, une ville figée ne se développe pas. Marseille n'a peut-être pas eu les personnalités que méritait la dimension géographique et historique de la ville. Cela reste vrai aujourd'hui.

En tant que président de l'OM, j'avais des relations neutres et courtoises, à quelques exceptions près avec l'hôtel de ville. J'ai toujours su distinguer le président du citoyen. Je m'étais dit que le président de l'OM devait avoir une relation faite de loyauté et d'intégrité avec le premier magistrat de la ville. J'avais établi des relations semblables avec les autres pouvoirs locaux, que ce soit au Conseil régional, au Conseil général ou auprès de certaines institutions locales comme la Chambre de commerce. J'ai toujours essayé de garder une certaine distance.

Je n'ai pas voulu non plus donner à la mairie un rôle qui n'était pas le sien. Je ne m'immisçais pas dans les affaires de la mairie, et je ne lui permettais pas de s'immiscer dans les miennes. Mais tout en dirigeant le club avec l'accord de l'actionnaire principal, je n'ai jamais oublié que l'OM restait un bien public qui dépassait très largement le cadre d'une activité commerciale. Ce qui impliquait de tenir compte de toutes les sensibilités et de toutes les réalités régionales.

Dans la mesure où je ne vivais pas là-bas, je n'ai pas non plus été récupéré politiquement au Sénégal, même si le ministère des Sports, ainsi que je l'ai déjà révélé, m'a été clairement proposé, avant que je n'arrive à l'OM.

Aujourd'hui, j'appartiens à deux entités. Dire que je suis sénégalais et dakarois, ou bien français et marseillais, serait très restrictif. Car je suis partagé entre ces deux endroits, ces deux cultures, ces deux vies.

Je me dis toujours que si je peux aider le Sénégal aujourd'hui, c'est à distance et en gardant ma liberté, ne serait-ce que par mon franc-parler et mon libre arbitre. Je vis en France depuis plus de quarante ans. Je suis peut-être plus concerné par les affaires de la cité en France qu'au Sénégal. Je connais mieux le fonctionnement de la société ici.

Au Sénégal, il y a des gens qui donnent de leur temps, de leur énergie, de leur argent depuis tant d'années, qu'ils ont forcément une plus grande connaissance du terrain que moi sur tous les plans et

méritent infiniment plus d'occuper des postes à responsabilités.

Moi je vis à Marseille. Très logiquement, si je devais m'investir dans quelque chose pour la collectivité, ce serait plutôt ici. Ce qui n'exclut absolument pas un intérêt et une attention de tous les instants pour le pays dont je suis originaire.

4

Je reste stupéfait et profondément touché par l'attitude des gens que je croise à Marseille ou ailleurs. Je m'étais dit que je serais oublié au bout d'un an. Quatre ou cinq ans après, on continue de me demander : « Pape, quand est-ce que tu reviens ? » Quelqu'un m'a même dit : « On vous a reproché de ne pas avoir gagné de titres, mais moi je m'en fous, parce que les trophées ce n'est pas pour moi, je ne les mange pas, je ne les ai pas touchés. Alors qu'avec vous, je me suis régalé au stade, et je me suis régalé à vous écouter défendre l'OM. »

Il a fallu que je quitte l'OM pour comprendre l'empreinte que j'ai laissée. C'est sans doute une des raisons qui poussent la classe politique à m'approcher. Je sais que mon nom est toujours dans les conversations, et quand je vais au stade, je ressens la même ferveur, je signe des autographes et des photos, et c'est toujours une grande surprise. J'ai beau avoir beaucoup de recul sur tout cela, je n'en reviens toujours pas.

Je suis né Africain, mais je suis un vrai Marseillais, et je crois aussi que les gens aimaient les étincelles de ma présidence. Un jour, à l'aéroport, un employé des bagages m'a lancé : « Pape, revenez ! Demain, il y a OM-Lyon et personne ne le sait... Avec vous, au moins, il se serait passé quelque chose, vous auriez piqué Aulas et cela aurait fait des étincelles... C'est trop calme, maintenant. »

On me demande parfois s'il me reste quelque tristesse de ce départ de l'OM. Je réponds qu'en partant, j'ai en quelque sorte entériné un accord avec moi-même, respectant des principes que j'ai érigés en ligne de conduite. Et un principe qui n'a pas de contrepartie, ça reste un préjugé. Mes convictions m'ont permis de faire des choix que je n'ai jamais regrettés, et d'aller au fond des choses. Les principes m'ont permis de toujours conserver ma dignité. Lorsqu'il m'a fallu faire mes bagages, c'est ce sentiment qui a dominé : la contrepartie de mes principes, c'était ce départ. Je ne pouvais donc pas en être triste.

Revenir un jour ? Je suis de ceux qui pensent que les retours sont très compliqués et qu'il faut savoir tourner les pages. Je ne peux revenir à l'OM qu'à deux conditions : qu'un nouveau propriétaire très riche, comme les Qataris à Paris, me demande de diriger le nouveau projet du club, ce qui est peu probable, parce que ceux qui investissent préfèrent diriger eux-mêmes. L'autre condition, que je ne souhaite pas du tout, serait que le club soit tellement à terre qu'il faille le ramasser à la petite cuiller, et que je me porte volontaire pour cette mission.

C'est dire si l'hypothèse de mon retour est mince. Ce n'est pas dans mes rêves, ni dans mes projets. Si j'avais la possibilité financière de redémarrer une aventure dans le football, ce serait peut-être en dehors de Marseille. Le seul club où je sais que je n'irais jamais dans ma vie, pour tout l'or du monde, c'est le Paris SG, parce que j'aurais le sentiment net de trahir les supporters

J'ai eu 60 ans il n'y a pas très longtemps. Je ne l'ai pas envisagé comme un cap. C'est la vie qui continue. Elle est belle.

Après ? Lire les livres innombrables que j'ai pu accumuler sans les avoir lus. Ecrire, un peu, pourquoi pas ? Et me diriger vers une retraite paisible plutôt que de m'engager à nouveau dans une action qui requerrait beaucoup d'énergie.

Très jeune, très tôt, le football a été ma passion. C'est la chose que j'ai le plus aimée et c'est le monde dans lequel j'ai vécu. Je n'ai pas été joueur professionnel, je n'ai pas été entraîneur mais j'ai pu vivre de ma passion, vraiment, et ne jamais m'en éloigner.

Il faut remercier la vie quand elle vous a donné beaucoup, quand elle n'a pas été ingrate. Je ne suis pas celui qui demande toujours plus au Ciel, l'éternel insatisfait, l'aigri, le jaloux. La seule notion que j'accepte, c'est l'envie. Mais je ne suis jamais envieux d'une chose matérielle. Je ne suis envieux que des gens qui ont une vaste connaissance, une culture qui peut m'en imposer. Dans ces cas-là, oui, je peux être envieux. Je suis envieux de ce qu'ils ont, mais c'est pour être à leur niveau, pas pour les déposséder de leur savoir. C'est la différence que je fais entre l'envie et la jalousie puisque la jalousie, ce vil sentiment, est de ne pas supporter ce que l'autre peut être ou avoir. L'envie, c'est vouloir être comme un autre, avoir comme un autre.

Ce sont mes parents qui m'ont inculqué ces valeurs. Dans la vie, j'ai toujours su me contenter de ce que j'avais. Je me suis peut-être moins satisfait de ce que j'étais, parce que j'ai toujours recherché une certaine élévation, non pas sociale mais de l'esprit. Je voulais toujours aller plus loin pour me rapprocher d'une certaine vérité, d'une certaine humanité. Je n'ai pas laissé de cadavres dans les placards, j'ai toujours pu regarder mes interlocuteurs dans les yeux. Les seuls moments où j'ai pu ne pas être très fier de moi sont survenus dans ma vie intime.

Evidemment, je n'ai pas réussi tout ce que j'ai entrepris, et j'aurais pu mieux faire, souvent. Ma mère m'a appris très tôt qu'il y avait trois éléments qui empoisonnaient l'existence de l'homme : l'argent, les femmes et ce qu'elle appelait « le partage du repas ».

Concernant l'argent, elle me disait que je ne perdrais fondamentalement que celui que j'avais déjà en ma possession. Elle me répétait aussi qu'on ne devait pas amasser indéfiniment de l'argent, mais s'en servir pour être libre, et que l'on devait savoir se satisfaire de ce que l'on avait. Cela ne m'a jamais quitté. Pour ce qui concerne les femmes, j'ai essayé de faire cohabiter la raison et le cœur. S'agissant du partage, enfin, ma mère nous disait que l'étranger qui venait était toujours un envoyé de Dieu. Pour elle, rien n'était pire que de cacher de la nourriture et d'attendre que l'autre parte, par exemple.

Lorsque je me retourne sur mon parcours, ce qui m'intéresse moins que de regarder devant moi, je constate que je suis un enfant des circonstances. Si je devais revivre cette vie-là de la même manière, je ne m'en plaindrais pas. Enfant, je n'ai jamais rêvé à des choses impossibles. Quand je suis venu en France, je rêvais de pouvoir acquérir une formation. Quand j'ai acquis cette

formation, j'ai rêvé de travailler pour un journal national et d'être un journaliste reconnu. Je me suis projeté de la même manière dans ma vie d'agent puis de dirigeant. J'ai toujours avancé avec un refus absolu de la médiocrité. C'était mon carburant essentiel. Refuser la médiocrité, c'est par exemple et dans mon cas, quitter l'OM comme je l'ai fait, sans avoir été poussé dehors par les supporters, sans avoir eu à assumer des résultats désastreux sur le plan financier ou sur le plan sportif, sans traîner des casseroles judiciaires.

Je n'ai pas peur que l'on m'oublie. L'essentiel est que mes enfants et ma famille ne m'oublient pas. Le reste, je m'en fous complètement. Chez certains grands hommes que j'ai admirés, dont j'ai lu l'œuvre et découvert le parcours, j'ai toujours été intrigué et même étonné de cette volonté farouche de vouloir entrer dans l'histoire. Moi, ça m'est complètement égal. Si je peux avoir laissé à mes enfants et à mes petits-enfants, ma fille aînée m'en ayant déjà donné deux, un certain type d'enseignement qui a pu leur servir positivement dans la vie, c'est l'essentiel. Il me suffira qu'ils puissent dire que je leur ai transmis quelque chose, une intransigeance ou une ouverture, quelques principes et des règles de vie.

Oui, j'aurai été le premier président de club noir en Europe. C'est un fait établi. Peut-être qu'un jour, dans cent ans, des photos dans les livres électroniques me désigneront officiellement comme « le premier président noir d'un club de football en Europe ». Mais bon, c'est tellement loin, tout ça...

Remerciements

A Yann Pécheral et Vincent Duluc sans qui ce livre n'aurait jamais vu le jour.

Photo de couverture : © Jacques Torregano pour Jeune Afrique.

© *Editions Grasset & Fasquelle, 2013.*

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés
pour tous pays.

ISBN numérique : 978-2-246-80610-3